DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ECONOMIE
LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES

Le Monde EMPLOI
LES MUTATIONS ▲ LES INITIATIVES

Le Monde

www.lemonde.fr

57e ANNÉE – N° 17618 – 7,90 F - 1,20 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE – MARDI 18 SEPTEMBRE 2001 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Ultimatum aux talibans, inquiétude à Wall Street

● Aligné sur les Etats-Unis, le Pakistan donne trois jours à l'Afghanistan pour livrer Ben Laden ● L'enquête du FBI sur les kamikazes avance à grands pas, mais la crainte de nouveaux attentats demeure ● Le sort de l'économie mondiale est suspendu à la réouverture, lundi, de la Bourse de New York

SOMMAIRE

● **Les Etats-Unis préparent leur riposte :** Le Pakistan fait pression sur les talibans pour qu'ils livrent Oussama Ben Laden. Mission de la dernière chance chez le mollah Omar. Un entretien avec le chercheur Christophe Jaffrelot. L'Iran se découvre des intérêts communs avec Washington. L'Irak reste une cible tentante pour l'équipe Bush. Le président et son équipe à Camp David. Le rôle du Conseil de sécurité de l'ONU. p. 2 à 5

● **L'enquête et le réseau Ben Laden :** Le parcours des kamikazes n'aura bientôt plus de secrets pour les Américains. Le point sur l'enquête du FBI : les certitudes, les hypothèses. A Bruxelles, la crainte d'autres attentats en Europe. Les réseaux islamistes en Italie. p. 6 – 7

● **La réouverture des marchés américains :** Wall Street compte sur le patriotisme pour ne pas s'effondrer. Entre récession et rebond, le sort de l'économie mondiale se joue à Manhattan. Situation critique pour des compagnies aériennes. Le risque amiante. p. 8 – 9

● **La situation au Proche-Orient :** La rencontre entre Shimon Pérès et Yasser Arafat pourrait avoir lieu après 48 heures de cessez-le-feu. p. 10

● **La mort du commandant Massoud :** Les paroles de paix du chef de la résistance aux talibans. p. 11

● **Horizons-Débats :** Points de vue de Chris Cramer et Tony Judt. p. 12

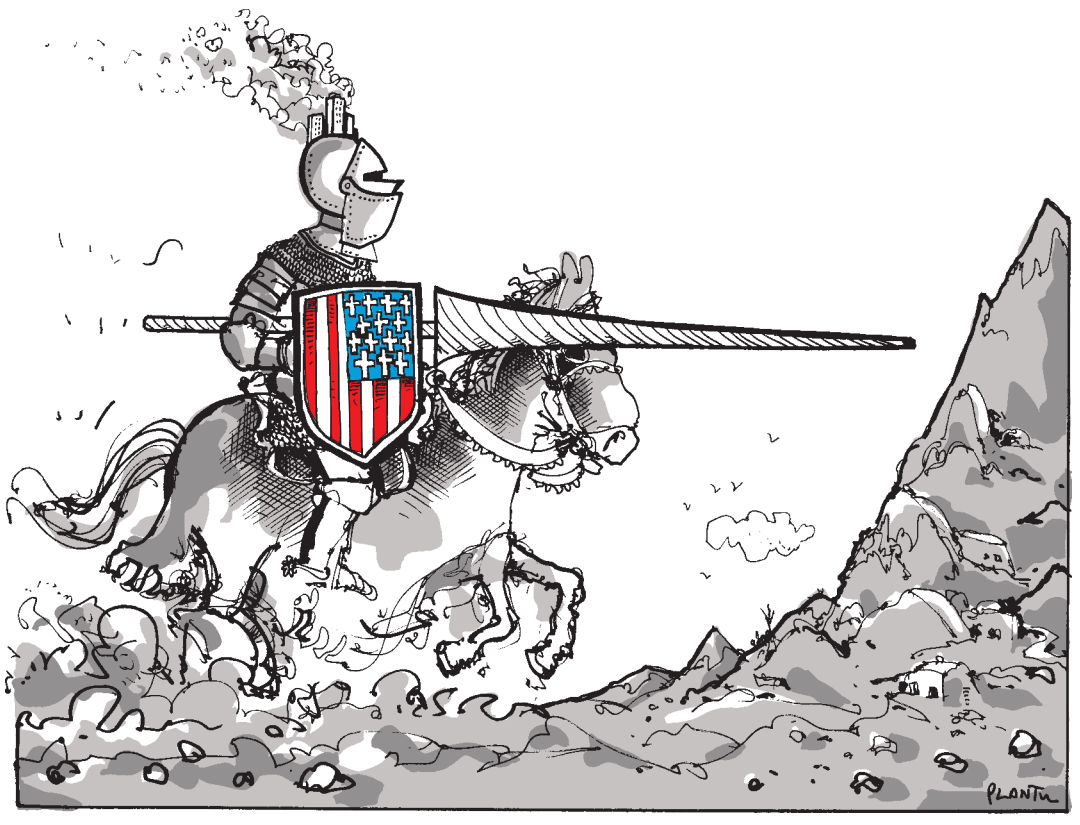
● **Horizons-Entretiens :** L'analyse de Gérard Chaliand. p. 13

● **Horizons-« New York Times » :** Les lendemains de tragédie racontés et analysés par le grand quotidien new-yorkais. p. 14

● **Horizons-Analyses :** Les analyses d'André Fontaine et de Jacques Isnard. Notre éditorial : « La guerre des mots ». p. 16

● **« Le Monde Economie » :** Dans notre supplément, un dossier sur l'argent du terrorisme et un entretien avec le juge Van Ruymbeke.

Sur notre site www.lemonde.fr, un suivi de l'information en continu.



The New York Times

Identifying the Enemies Under New Rules of War

Among the Ruins, Hope Yields to Reality

Moving carefully, but not letting the outrage pass.

AVEC « THE NEW YORK TIMES »

After the Tragedy

En association avec le *New York Times*, *Le Monde* publie durant une semaine une page en anglais préparée par la rédaction du quotidien américain. A lire chaque jour en v. o. : reportages, enquêtes et analyses après la tragédie. p. 14

En France, soutien et méfiance

SELON un sondage Ipsos, 68 % des Français sont favorables à une participation de la France à une riposte militaire décidée par les Etats-Unis et l'OTAN. Mais la prudence, la méfiance, voire l'hostilité envers les Etats-Unis s'expriment aussi. Une partie de l'opinion distingue la compassion envers le peuple américain du soutien à la politique de ses dirigeants. Les forums de discussion sur le site du *Monde* traduisent cet état d'esprit. A la Fête de *L'Humanité*, des militants communistes ont dit leur opposition au discours *« agressif »* de George W. Bush. José Bové, *« américanophile »*, maintient sa critique du *« modèle néolibéral »*.

Lire page 17

Lundi, 9 h 32, l'heure de vérité pour Wall Street, à deux pas des ruines

NEW YORK
de notre correspondant

« Nous surmonterons cette tragédie. Les actions seront à nouveau échangées lundi matin. Personne ne changera la façon de vivre des Américains. » Par ces mots, Richard Grasso, président du New York Stock Exchange (NYSE), a défini, dimanche 16 septembre au soir, l'enjeu de la bataille qui se déroule à Wall Street. Après six jours sans cotation, du jamais-vu depuis la première guerre mondiale, New York a fait de sa capacité à redevenir le cœur de la finance mondiale un test de son patriotisme et une réponse aux attentats. Depuis samedi matin, jour et nuit, une armée d'ouvriers et de techniciens a envahi les rues étroites du Financial District, au sud de Manhattan, à quelques centaines de mètres seulement des décombres du World Trade Center. Là s'échangent chaque jour, en temps normal, plus d'actions que sur toutes les autres Bourses de la planète réunies.

A la lueur des projecteurs, au milieu de la poussière soulevée par les tonnes de débris retirés des ruines toutes proches, des centaines d'hommes masqués et casqués s'activent pour rétablir les communications, l'électricité, nettoyer les rues et les bâtiments. Des techniciens entrent et sortent des bouches d'égouts, s'affairent autour des relais et des boîtes de connexion, déroulent des centaines de mètres de câbles sur les chaussées. La station de métro de Fulton Street a été partiellement rouverte. L'odeur de brûlé est toujours présente, mais les cendres et la poussière ont presque disparu.

Les camions, les remorques, les façades sont pavoisés de bannières étoilées. La plus grande se trouve à Broad Street sur la façade du NYSE, qui a retrouvé un blanc immaculé. *« Vous pouvez compter sur nous, cela va fonctionner demain »*, affirme, dimanche après-midi, un ouvrier du groupe électrique Con Edison, devant le building de JP Morgan, au 60, Wall Street, tandis que trois personnes nettoient le trottoir au jet d'eau.

L'envers du décor est moins réjouissant. De nombreuses institutions financières ont dû se rabattre sur leurs salles de marché de secours. La plupart des immeubles n'ont pas récupéré la moitié de leurs lignes téléphoniques et de leur alimentation en énergie. Certaines sociétés dont les bureaux étaient installés au World Trade Center ne reprendront peut-être jamais leur activité. Juste derrière Wall Street, à William Street, les voitures sont toujours couvertes de poussière, de gravats et des feuilles de papier déchiquetées, dispersées par l'effondrement des Twin Towers.

La réouverture de la Bourse, dans ces conditions, est un acte de foi et une prise de risque considérable. *« Notre nation s'est toujours ralliée autour du drapeau dans les périodes tragiques »*, affirme la société de Bourse AG Edward & Sons.

Après deux minutes de silence, lundi à 9 h 32 (heure locale), Wall Street devait connaître son moment de vérité.

Eric Leser

A. NEMENOV/REUTTERS

ENQUÊTE

Les rêves de Massoud

Victime d'un attentat-suicide commis le 9 septembre, le commandant Massoud, chef de l'opposition aux talibans d'Afghanistan, rêvait de paix. Un reporter du journal polonais *Gazeta* l'avait rencontré quelques jours avant Noël 2000. *« La guerre ne résout rien »*, disait-il, en répétant : *« Je suis prêt à lutter jusqu'à la fin de mes jours. »* p. 11

« Le stade ultime du terrorisme »

GÉRARD CHALIAND

SPÉCIALISTE des questions géostratégiques, des guérillas et du terrorisme, Gérard Chaliand explique : *« Ce n'est pas la guerre, ce n'est pas une guerre. La riposte américaine ne débouchera pas sur un conflit d'envergure. C'est le stade ultime du terrorisme classique. »*

Lire page 13

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 $ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal CON., 300 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 918 - 7,90 F - 1,20 €

La réforme... fin ou début de l'histoire ?

En 1500 pages,
"Le Code des Ventes Volontaires et Judiciaires®",
analyse la genèse, la portée et les conséquences de la loi du 10/07/2000 et des décrets du 19/07/2001 relatifs à la réforme des ventes publiques.

Ce traité fournit une grille de lecture juridique, historique et sociologique de cette révolution.

LE SERVEUR JUDICIAIRE

49 Euros TTC (321,42 FRF TTC)
1 500 pages
Commande par fax : 04 78 22 06 06
ou par email : info@artprice.com

Incluant :
le nouvel ouvrage d'Alain Quemin préfacé par Raymonde Moulin,
"La Réforme des Ventes aux Enchères,des Commissaires-Priseurs aux sociétés de ventes publiques".

*Le Serveur Judiciaire Européen est une société du Groupe Artprice.com

artprice.com
leader mondial de l'information sur le marché de l'art
Partenaire Institutionnel des Biennales d'Art Contemporain de Lyon 2001 & 2003
artprice.com coté au Nouveau Marché (7478)
Groupe Serveur S.A.S. capital 598 539000 FRF - www.serveur.com
Une participation du groupe Bernard Arnault (Agafin)

POINT DE VUE

Regardons la réalité en face

par Susan Sontag

POUR une Américaine et New-Yorkaise épouvantée et triste, l'Amérique n'a jamais semblé être plus éloignée de la reconnaissance de la réalité qu'en face de la monstrueuse dose de réalité du mardi 11 septembre.

Le fossé qui sépare ce qui s'est passé et ce qu'on doit en comprendre, d'une part, et la véritable duperie et les radotages satisfaits colportés par pratiquement tous les personnages de la vie publique américaine et les commentateurs de télévision, d'autre part, cette séparation est stupéfiante et déprimante.

Les voix autorisées à suivre les événements semblent s'être associées dans une campagne destinée à infantiliser le public. Qui a reconnu qu'il ne s'agissait pas d'une *« lâche »* agression contre la *« civilisation »* ou la *« liberté »*, ou l'*« humanité »*, ou encore le *« monde libre »*, mais d'une agression contre les Etats-Unis, la superpuissance mondiale autoproclamée, une agression qui est la conséquence de certaines actions et de certains intérêts américains ? Combien d'Américains sont au courant de la poursuite des bombardements américains en Irak ? Et puisque l'on emploie le mot *« lâchement »*, ne devrait-on pas l'appliquer à ceux qui tuent hors du cadre des représailles, du haut du ciel, plutôt qu'à ceux qui acceptent de mourir pour en tuer d'autres ?

Quant au courage – une vertu moralement neutre –, quoi qu'on puisse dire de ceux qui ont perpétré le massacre de mardi, ce n'étaient pas des lâches.

Les dirigeants américains veulent absolument nous faire croire que tout va bien. L'Amérique n'a pas peur. Notre résolution n'est pas brisée. *« Ils »* seront pourchassés et punis (qui que soit ce *« ils »*). Nous avons un président-robot qui nous assure que l'Amérique a toujours la tête haute.

Lire la suite page 17

***Susan Sontag** est écrivain.*

LUCA BRUNO/AP

SPORTS

L'hommage de la F 1

Le Grand Prix de formule 1 d'Italie n'a pas ressemblé aux autres épreuves du championnat du monde. La minute de silence des pilotes avant l'épreuve (*photo*) comme l'absence de mention des sponsors sur la livrée des Ferrari ont témoigné de l'hommage des sportifs. Le brassard noir au bras du vainqueur, le Colombien Juan Pablo Montoya, soulignait cette ambiance étrange. p. 28

France-Société 17
Régions 22
Entreprises 23
Tableau de bord 24
Aujourd'hui 27
Météorologie-Jeux 30
Culture 31
Guide culturel 33
Carnet 35
Kiosque 36
Abonnements 36
Radio-Télévision 37

LES ÉTATS-UNIS PRÉPARENT LEUR RIPOSTE

LE MONDE / MARDI 18 SEPTEMBRE 2001

ULTIMATUM **Le Pakistan a envoyé, lundi 17 septembre, une délégation au régime des talibans, à Kandahar, en Afghanistan, chargée de leur délivrer un ultimatum: coopérer avec les Etats-Unis pour arrêter Oussama Ben Laden, ou faire face à des représailles massives de la part des Américains et de l'éventuelle coalition internationale qu'ils souhaitent réunir. ● LE GÉNÉRAL MOUCHARRAF, l'homme fort du Pakistan, a largement accédé aux exigences américaines. Les forces armées étrangères pourraient avoir accès à l'espace aérien et même terrestre. L'armée pakistanaise a été placée lundi en état d'alerte ● L'IRAN a fermé sa frontière avec l'Afghanistan pour éviter l'arrivée massive de réfugiés. ● LE CHEF DES TALIBANS s'est toujours refusé à livrer Ben Laden à des non-musulmans, considérant que ce serait *« trahir un dogme de l'Islam »*.**

Le Pakistan donne trois jours aux talibans pour livrer Ben Laden

Une délégation s'est rendue à Kandahar pour convaincre le régime afghan de coopérer avec Washington sous peine de représailles massives. Le président Bush et son équipe préparent l'opinion à une guerre « longue » contre les pays qui « hébergent ou soutiennent les terroristes »

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Le Pakistan ne sera sans doute plus jamais le même. En donnant son accord pour un soutien total de son pays aux Etats-Unis, le général Pervez Moucharraf a pris un pari risqué. Et tout indique qu'il n'avait pas véritablement d'autre choix. *« C'était cela ou le suicide »*, commente le général (en retraite) Talaat Massoud. *« Le temps est venu pour l'armée de choisir : demeurer une armée professionnelle dans un pays viable, ou bien se transformer en milice »*. L'ensemble des implications de ce soutien pakistanais ne sont pas encore claires. Mais il apparaît d'ores et déjà que les Etats-Unis pourront disposer de l'espace aérien pakistanais, pourront stationner des troupes au sol, au mieux dans le cas d'une force multinationale, et pourront avoir accès aux renseignements que voudront bien leur donner les services de renseignements pakistanais (Interservice Intelligence, ISI) sur les réseaux Ben Laden.

Réclamée par les Etats-Unis, la fermeture de la frontière afghane n'a pas encore été décidée. Selon certaines sources, des équipements de surveillance électronique de cette frontière, qui s'étend sur 2 500 kilomètres de terrain mouvementé, ont déjà été importés par les Américains sur le sol pakistanais. En sens inverse, Islamabad a suspendu immédiatement l'accord de transit qui permet aux biens destinés à l'Afghanistan, pays enclavé, de transiter gratuitement par le Pakistan ; cette mesure institue de fait une sorte de blocus économique. Surtout, le Pakistan a exclu toute participation de ses forces aux côtés des troupes américaines ou multinationales, si celles-ci devaient envahir l'Afghanistan. *« Le Pakistan ne s'attend pas à participer à n'importe quelle opération en dehors de ses frontières »* a affirmé à ce propos le ministre des affaires étrangères, Abdul Sattar.

Présentant la position pakistanaise à la presse, Abdul Sattar a été à la peine pour concilier *« le soutien total à la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme, en conformité avec la politique pakistanaise de soutien aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU »* et *« le maintien d'une politique de dialogue avec l'émirat d'Afghanistan dans un esprit d'amitié et de fraternité »*. Même si les autorités d'Islamabad ne le disent pas clairement, il est certain qu'elles voudraient voir l'ONU endosser une résolution justifiant n'importe quelle attaque sur l'Afghanistan et qu'elles préféreraient que les forces engagées soient multinationales – à l'exception des troupes d'Israël et de l'Inde, ennemi juré du Pakistan.

Pour les Pakistanais, la nouvelle *« pilule »* américaine est dure à avaler. Si l'immense majorité d'entre eux condamnent sans réserve les attentats qui ont frappé les Etats-Unis, il ne fait pas de doute non plus que le ressentiment à l'égard de la politique américaine est la chose la mieux partagée dans toutes les couches de la population. Ayant duré sept heures, la réunion des hauts responsables militaires a été houleuse, selon certaines sources, plusieurs généraux – et non des moindres – s'opposant au soutien aux Etats-Unis. *« Beaucoup de militaires pensent que les Etats-Unis les ont laissés tomber si souvent qu'il est ridicule de se mettre encore entre leurs mains »*, affirme un ancien responsable.

Les griefs contre les Etats-Unis ne sont pas seulement l'apanage des mouvements religieux extrémistes. Ils sont aussi vivaces et violents dans l'élite pakistanaise qui envoie ses enfants aux Etats-Unis ou y passe ses vacances. *« La politique américaine à l'égard d'Israël contre les Palestiniens est tellement injuste... »*, soupire un homme d'affaires qui préfère garder l'anonymat. *« Les Etats-Unis oublient qu'ici l'image du petit Palestinien tué en direct dans les bras de son père a frappé autant que l'effondrement des tours du World Trade Center »*, ajoute-t-il.

Depuis 1990 et le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan, le Pakistan vit sous quatre régimes distincts de sanctions américaines. *« Comment expliquer que le même programme nucléaire qui ne posait pas de problèmes aux Etats-Unis jusqu'en 1989 provoque des sanctions en 1990, une fois le dernier soldat russe parti d'Afghanistan ? »*, s'interroge le général Talaat Massoud. Seule, semble-t-il, une petite élite estime que cette affaire est l'occasion rêvée pour le Pakistan de se débarrasser des groupes fondamentalistes islamistes, dont l'importance s'est considérablement accentuée ces dernières années et qui donnent une image très négative du pays. *« Mais,* souligne, sur ce point, M. Massoud, *si vous ne mettez pas le peuple de votre côté, si vous ne convainquez pas de la justesse de ce que vous faites, cela ne marchera pas et il pensera que vous êtes une marionnette »*.

Pour le Pakistan, le soutien aux Etats-Unis s'annonce lourd de conséquences dans des domaines fondamentaux de la politique d'Islamabad. C'est aujourd'hui toute la stratégie suivie avec constance par l'armée et l'ISI pour s'assurer de la présence d'un gouvernement « ami » à Kaboul qui est remise en cause. Aux yeux des stratèges pakistanais, l'Afghanistan occupe une place essentielle dans le dispositif mis en place pour contrebalancer l'influence de l'Inde. Du point de vue d'Islamabad, il est aussi primordial de s'assurer de solides appuis sur sa frontière occidentale, alors que l'armée est mobilisée aux trois quarts sur sa frontière orientale pour faire face au voisin indien.

Prêter main-forte aux Etats-Unis pour détruire le mouvement taliban – cette « création » du régime d'Islamabad, qui lui a coûté si cher en termes politiques, militaires et financiers – constitue donc un revirement considérable de la politique conduite ces dernières années à Islamabad. S'efforçant d'obtenir le consensus sur le soutien à Washington, le général Moucharraf a entamé, dimanche, de très larges discussions avec des politiciens et des religieux.

> « Les soldats américains ne devront pas être trop visibles, ni trop nombreux, et mieux vaut qu'ils sachent qu'ils ne seront pas dans un paradis sûr ici »
> **Talaat Massoud,** ancien général

Au-delà de l'Afghanistan, la politique pakistanaise de soutien aux groupes islamistes œuvrant pour la djihad au Cachemire indien risque, elle aussi, d'être remise en cause. Dans une conversation avec le président George Bush, qui l'avait appelé samedi pour le remercier de la coopération pakistanaise, le président Moucharraf a rappelé la vieille requête du Pakistan qui souhaite voir les Etats-Unis s'engager plus activement dans la recherche d'une solution au Cachemire. Une façon de dire aux Américains : si vous ne voulez pas de la djihad, agissez politiquement.

De surcroît, l'arme nucléaire pakistanaise risque d'être placée sous une sorte de tutelle, dans le cas de figure où les Etats-Unis s'implanteraient durablement au Pakistan. Enfin, c'est l'alliance militaire avec la Chine, traditionnelle et vitale pour le Pakistan, qui risque de souffrir de ce retour en force des Etats-Unis. Le président Moucharraf doit se rendre très prochainement à Pékin, pour un voyage prévu de longue date mais dont l'importance est rehaussé par les événements en cours. En attendant, la Chine a décidé de fermer sa frontière avec le Pakistan, par crainte du passage d'éléments indésirables en provenance d'Afghanistan.

Confrontés à tous ces bouleversements, le président Moucharraf devra gérer au plus près l'éventuel débarquement de troupes américaines. *« Les soldats américains ne devront pas être trop visibles, ni trop nombreux et mieux vaut qu'ils sachent qu'ils ne seront pas dans un paradis sûr ici »*, commente le général Massoud. *« Nous devons nous aligner sur l'Occident, mais nous devons aussi fixer des limites, même si cela déplaît aux Américains. Car c'est une guerre civile que nous risquons, si nous ne faisons pas extrêmement attention à la façon dont est réglé le problème afghan »*, poursuit-il.

Le Pakistan vit en quelque sorte sur un volcan, dans l'attente de connaître les modalités et l'ampleur de la riposte américaine.

Françoise Chipaux

Une puissance nucléaire et balistique

En mai 1998, Islamabad a procédé à une série de tests nucléaires souterrains dans les déserts du Balouchistan, confirmant des soupçons de la communauté internationale selon lesquels le Pakistan pouvait être considéré comme une puissance nucléaire depuis la moitié de la décennie 1980. Les engins soumis à expérimentation n'étaient pas thermonucléaires. L'énergie maximum dégagée par l'un de ces tirs a atteint presque deux fois la puissance de la bombe américaine d'Hiroshima, en 1945, évaluée entre 18 et 20 kilotonnes. C'est en 1976 que le Pakistan a commencé ses recherches, les associant à la mise au point de missiles sol-sol, comme la série des Hatf, Ghauri et autres Chahine, censés avoir des portées entre 600 et 2 500 kilomètres qui en font une menace directe contre l'Inde. Le stock d'armes nucléaires pakistanaises serait estimé à une trentaine d'une énergie égale ou supérieure à la bombe d'Hiroshima.

Manifestations anti-talibans en Inde

Huit policiers ont été tués et onze autres blessés dans une attaque-suicide lancée, lundi 17 septembre, par des islamistes contre un camp policier à Handwara, au Cachemire (nord de l'Inde), selon des sources officielles. Le groupe fondamentaliste séparatiste Lashkar-i-Taïba a revendiqué l'attaque. Le différend territorial sur le Cachemire, divisé entre l'Inde et le Pakistan, reste le principal problème entre New Delhi et Islamabad et a été la cause de deux des trois guerres qui ont opposé les deux voisins en un demi-siècle. Une insurrection musulmane au Cachemire indien se poursuit depuis 1989 et a déjà fait 35 000 morts. Samedi, des affrontements avaient éclaté dans une région du sud de l'Inde, majoritairement musulmane, en marge d'un rassemblement organisé par des fondamentalistes hindous. Ils manifestaient contre le Pakistan et le régime des talibans. Deux personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées. – *(AFP, AP.)*

Mission de la dernière chance chez mollah Omar à Kandahar

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Dans une tentative de la dernière chance, une délégation pakistanaise de haut niveau comprenant à la fois des responsables du ministère des affaires étrangères, du ministère de l'intérieur et des services secrets pakistanais (Interservice Intelligence, ISI) est arrivée tôt, lundi 17 septembre, à Kandahar, fief des talibans et lieu de résidence de leur chef, mollah Mohammad Omar.

La délégation a été immédiatement reçue par Wakil Ahmad Mutawakil, le ministre des affaires étrangères taliban. Elle devrait rencontrer mollah Omar dans l'après-midi. De source pakistanaise, on affirme que cette délégation n'a qu'un but : délivrer aux talibans un ultimatum sans ambiguïtés : livrez Oussama Ben laden aux Etats-Unis, ou risquez des représailles massives.

La délégation pakistanaise fera valoir aux talibans que toute la communauté internationale est mobilisée pour attaquer l'Afghanistan. Elle pourrait leur présenter un délai de trois jours. Le fait que le numéro deux de l'ISI soit membre de cette délégation est significatif : de leur avènement au pouvoir jusqu'à aujourd'hui, les talibans ont toujours été très proches des services secrets pakistanais. De plus, le chef de l'ISI, le général Ahmed Mahmood, vient de rentrer de Washington. Peut-être a-t-il donné à son adjoint des éléments de preuves rassemblés par les Etats-Unis contre Ben Laden.

Jusqu'à présent, mollah Omar s'est toujours refusé à livrer Oussama Ben Laden, allant jusqu'à affirmer que *« ce serait trahir un dogme de l'islam que de livrer Ben Laden à des non-musulmans »*. Depuis mardi, les talibans affirment sur tous les tons que Ben Laden est trop isolé en Afghanistan pour avoir pu monter une opération de l'ampleur de celle du 11 septembre. Ils réclameront en tous cas des preuves solides de son implication avant toute décision. A leurs yeux, les Etats-Unis n'ont jamais étayé sérieusement leurs acccusations contre Ben Laden. C'est pourquoi les talibans ont toujours refusé d'envisager un procès de Ben Laden, y compris devant des oulémas afghans.

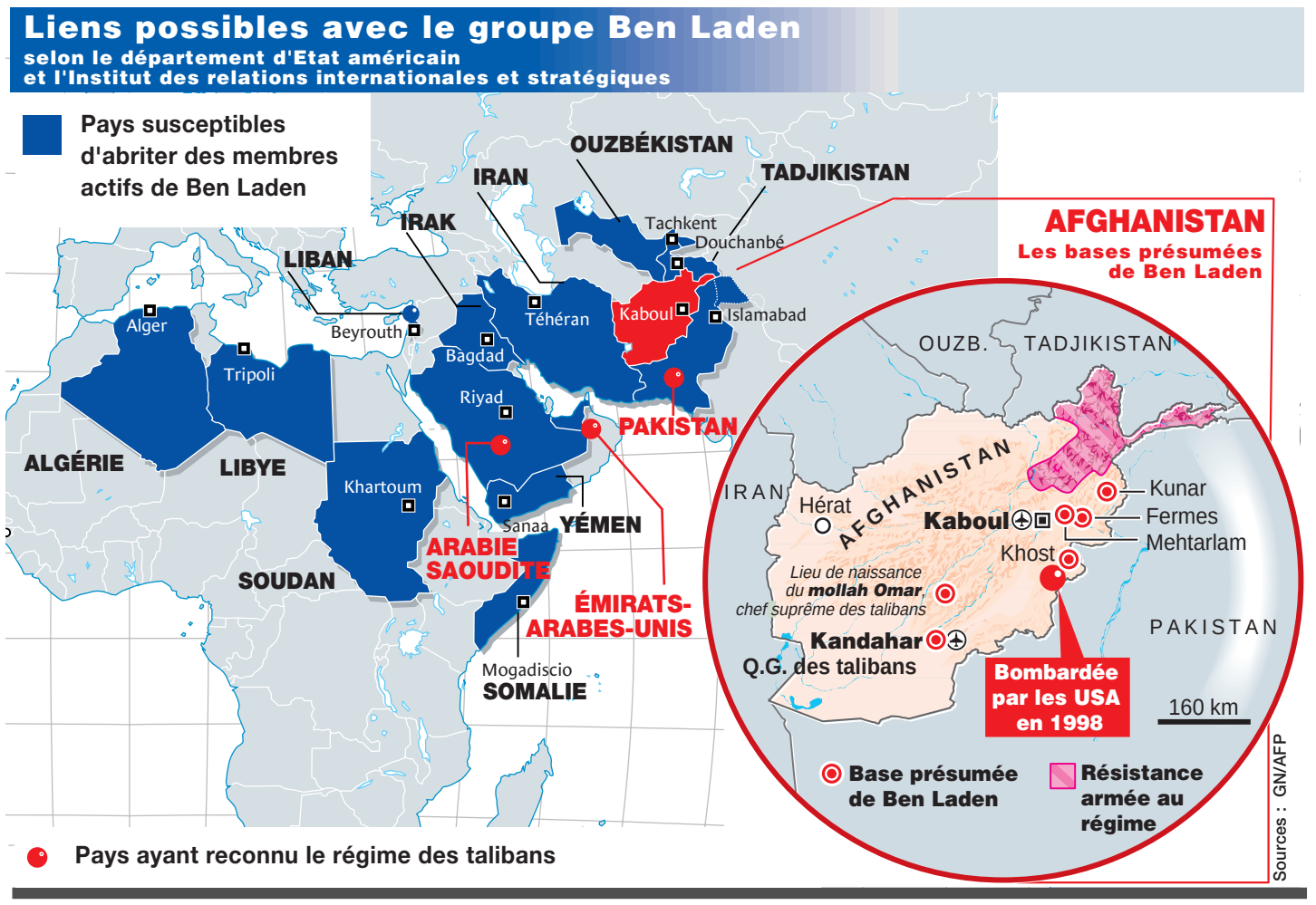
Le dilemme des talibans est d'autant plus sérieux que livrer Ben Laden serait, pour eux, renier une part de leur identité, souhaitée ou avérée : être des purs et durs défenseurs de l'islam. Ce serait renier en outre le code d'honneur pashtou, selon lequel même l'assassin mérite protection s'il a cherché refuge dans votre maison. Or, les talibans estiment que Ben Laden est innoncent. « La moitié de l'Afghanistan a été détruite pendant les vingt ans de guerre. Et je suis désireux de sacrifier la moitié qui reste de mon pays en essayant de protéger Ben Laden », affirmait, il y a quelques mois, mollah Omar, dans un entretien avec le journaliste pakistanais Rahimullah Yusufzaï. Rien ne permet de penser que les choses ont changé depuis, d'autant que la rationalité n'est pas forcément le critère utilisé par le chef suprême des talibans. En mars déjà, pour sauver les bouddhas géants de Bamiyan, la mission de la dernière chance menée par le ministre de l'intérieur pakistanais auprès de mollah Omar avait échoué. Le chef des talibans avait fait savoir que, dans son dernier songe, il avait vu Dieu lui demander des comptes pour n'avoir pas détruit les bouddhas. Mollah Omar a cependant convoqué, mardi, à Kaboul, une réunion de tous les oulémas d'Afghanistan qui pourraient adopter une fatwa déclarant la guerre sainte contre les Etats-Unis en cas d'attaque contre le pays.

Les talibans ont adopté une attitude de défi face à la communauté internationale, menaçant même leurs voisins de représailles au cas où ils aideraient les Etats-Unis. *« La possibilité d'une attaque massive par nos moudjahidines ne peut être exclue si n'importe lequel de nos voisins offre son sol ou ses bases aériennes aux Etats-Unis »*, a affirmé un communiqué du ministère des affaires étrangères. *« Il est possible que nous envahissions n'importe quel pays qui fournit un accès aux Etats-Unis.* (...) [Les Etats-Unis] *seront responsables des graves conséquences et de l'instabilité de la région »*. Les talibans ont ordonné le départ de tous les étrangers d'Afghanistan, affirmant qu'ils ne pouvaient garantir leur sécurité en cas d'attaque américaine. Les derniers travailleurs humanitaires, en particulier ceux du Comité international de la Croix-Rouge, ont regagné le Pakistan samedi, laissant la population afghane à ses angoisses.

> Livrer Ben Laden serait, pour les talibans, renier une part de leur identité : être des purs et durs défenseurs de l'islam

Les Kaboulis qui le peuvent, ainsi que certains responsables talibans de grade intermédiaire, ont commencé à quitter la ville alors que les autres cherchent à faire des provisions. La famille d'Oussama Ben Laden, ses femmes et ses enfants, a aussi quitté Kandahar vers une destination plus sûre à la campagne, suivie par les nombreux combattants arabes qui résidaient dans cette ville.

F. C.



Christophe Jaffrelot, directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI)

« Un déploiement terrestre américain serait vécu comme une humiliation nationale au Pakistan »

« L'attention des Occidentaux se porte vers le Pakistan. Est-ce justifié ?

– Oui. Les talibans sont les protecteurs de Ben Laden. Or ils sont très largement une création du Pakistan. Le ministre de l'intérieur de Benazir Bhutto, le général Babbar, a amplement financé les séminaires coraniques talibans, en 1993-1994. Les Américains soutenaient. Le régime pakistanais de l'époque visait, en instrumentalisant les talibans, à instaurer un régime stable à Kaboul, afin de gagner la *"profondeur stratégique »* vers l'Asie centrale qu'il jugeait nécessaire après l'effondrement de l'URSS. L'ISI, l'Interservice Intelligence, en a été le maître d'œuvre. L'ISI est plus qu'un simple service de renseignement militaire. Il a la mainmise sur les dossiers de l'Afghanistan et du Cachemire. Même avant le coup d'Etat du général Moucharraf, l'ISI "gérait" exclusivement le dossier afghan. Ceci dit, il existait un consensus entre les élites politiques et l'armée sur la nécessaire *"profondeur stratégique »*.

– Pourquoi l'ISI a-t-il misé sur les talibans ?

– Parce qu'il croyait les "contrôler". Après la victoire des talibans, l'ISI est restée très présent à Kaboul. Selon les renseignements français, dans la dernière offensive contre le commandant Massoud, 2 000 militaires pakistanais étaient aux côtés des talibans.

– Il semble incroyable que les Américains aient soutenu cette politique pakistanaise aussi longtemps...

– Ce n'est qu'en 1998, après les attentats de Nairobi et de Dar-es-Salaam, en désignant Ben Laden

CHRISTOPHE JAFFRELOT

comme leur instigateur, que les Etats-Unis ont entrevu le "risque taliban". Auparavant, après la victoire des islamistes sur l'URSS, ils s'étaient progressivement désintéressés de cette zone. Depuis 1998, Washington exige qu'Islamabad lui livre Oussama Ben Laden.

– Le général Pervez Moucharraf à pris le pouvoir par un coup d'Etat en 1999. Quelle est la nature de son régime, et celui-ci est-il homogène ?

– Son pouvoir est plus homogène que les régimes civils corrompus et discrédités qui l'ont précédé ! Mais l'usure du pouvoir l'a vite atteint, car la situation économique est catastrophique. Aujourd'hui, le Pakistan vit sous perfusion : le FMI assure ses fins de mois. Au sein du régime, l'ISI reste prépondérant, avec des moyens et une logistique propres. Dans l'armée, il faut distinguer plusieurs niveaux. La haute hiérarchie, formée aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie, à commencer par le général Moucharraf, parle le langage des Occidentaux. Certains, à l'état-major, sont liés à des islamistes, mais il s'agit d'une forme de piétisme, pas de partisans du djihad. Mais quelques haut-gradés et une grande partie des échelons intermédiaires de l'armée sont sous l'influence d'un islamisme dur. En vingt ans, 80 000 Pakistanais ont combattu en Afghanistan. Certains sont aujourd'hui capitaines, commandants.

– Qui les influence ?

– Le mouvement sunnite orthodoxe Lashkar-i-Taïba (le Camp de la justice), par exemple, exerce une grosse influence sur ces officiers. Sa force s'est encore accrue après la guerre indo-pakistanaise du Cachemire en 1999, où l'aura des moudjahiddines, dont la popularité est immense, a grandi au détriment de l'armée.

– L'armée pourrait-elle se révolter si Islamabad se rangeait ouvertement aux côtés d'une intervention américaine ?

– Tout dépend du type d'intervention. Le Pakistan peut difficilement résister aux pressions internationales. S'il maintient une ligne pro-talibans, il risque de voir s'interrompre tout soutien financier et d'être mis au ban des nations. De plus, les militaires ont pris peur du récent rapprochement américano-indien. Je suis donc convaincu qu'ils feront toujours prévaloir l'" intérêt national" sur l'aventure islamiste. Le problème, c'est la rue ! Si les Américains cherchent un déploiement terrestre au Pakistan – scénario le plus plausible – et que les militaires leur ouvrent les portes, ce sera perçu comme une humiliation nationale. Voilà pourquoi le Pakistan insiste pour que le dossier soit repris en main par l'ONU. Pour qu'une intervention ne soit pas américaine, mais avec des troupes de plusieurs pays.

– Dans quelle mesure les Américains doivent-ils tenir compte de la capacité nucléaire du Pakistan ?

– On sait peu de choses de l'état réel de cet armement nucléaire. Pour la plupart des spécialistes, le Pakistan ne s'est pas encore doté de vecteurs capables de frappes nucléaires. Cependant, il a récemment développé un arsenal de missiles important, grâce à la Corée du Nord et à la Chine. Son missile Ghauri a une portée de 1 800 kilomètres. Dans un scénario-catastrophe où le Pakistan entrerait en conflit avec les Etats-Unis, le déploiement naval américain en Océan indien se mettrait à portée des missiles pakistanais. Si le Pakistan ne se désolidarise pas des talibans, on peut prévoir une escalade et une intervention compliquée qui fera des milliers de victimes de part et d'autre. Mais la probabilité d'une résistance de l'armée pakistanaise aux pressions américaines est très faible.

– Quelles sont les autres options envisageables ?

– On peut imaginer un dénouement "heureux" : les militaires pakistanais permettent une intervention internationale "chirurgicale" qui nettoie les bases des talibans et libère le territoire afghan. Aujourd'hui, la majorité de la population afghane accueillerait *[de telles forces internationales]* comme des libérateurs.

Propos recueillis par Sylvain Cypel

★ Christophe Jaffrelot est l'auteur de *Le Pakistan au cœur des crises régionales*, publié en 1999 aux éditions Complexes ; 144 pages, 95 francs (14, 50 €).

Téhéran se découvre des intérêts communs avec Washington

L'Iran ferme sa frontière avec l'Afghanistan

DES RELATIONS conflictuelles avec les talibans, le trafic de drogue, un flux quasi incontrôlable de réfugiés afghans, le souci de se blanchir de toute accusation de terrorisme et le souhait d'une amélioration de ses relations avec les Etats-Unis – même si ce n'est pas à n'importe quel prix : tous les éléments sont réunis pour que la République islamique d'Iran se range « dans le bon camp » dans l'affaire des attentats anti-américains. D'où la modération de la réaction de Téhéran.

ANALYSE

Malgré les convergences actuelles, le chemin d'une réconciliation est encore long

Cela ne veut pas dire pour autant que l'Iran pourrait s'associer, les yeux fermés, à une coalition multinationale anti-talibans et anti-Oussama Ben Laden. Entre la position de principe et un brusque retournement de situation, qui fait coïncider les intérêts américains et iraniens d'une part, et une réconciliation inconditionnelle irano-américaine d'autre part, le chemin est néanmoins encore long, et aucune des deux parties n'est encore disposée à le parcourir.

Vendredi 14 septembre, l'Amérique n'a pas été vouée aux gémonies dans les prêches des mosquées à Téhéran. La veille, la police avait fermé l'œil sur un rassemblement de jeunes, cierges à la main, sur une place de Téhéran, en mémoire des victimes de New York et Washington. Quelques heures plus tôt, une minute de silence avait été observée au stade Azadi avant le match Iran-Bahreïn comptant pour les qualifications pour la Coupe du monde de football. Le président réformateur Mohammad Khatami avait lui-même donné le « la » quelques heures après le drame, en condamnant les attentats et en présentant ses condoléances au peuple américain.

LES « EXCÈS » DES TALIBANS

Les raisons qui opposent le régime iranien aux maîtres de l'Afghanistan et à leur hôte d'origine saoudienne sont nombreuses. Ce n'est pas tant le sunnisme des talibans qui en fait les ennemis de l'Iran chiite. Après tout, Téhéran a réussi ces dernières années à améliorer ses relations avec les monarchies arabes voisines du Golfe, toutes sunnites. Ce sont ses intérêts géopolitiques et stratégiques qui ont dressé la République islamique contre les « étudiants en religion » afghans.

L'Iran partage avec l'Afghanistan 900 kilomètres de frontières difficilement contrôlables – elles ont été fermées samedi – et perméables à toutes les influences, d'autant qu'il existe des liens tribaux et ethniques entre les populations iraniennes des régions frontalières et d'autres afghanes et pakistanaises, rappelle Farhad Khosrokhavar, directeur de recherches à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). L'Iran craint une influence indirecte talibane sur sa minorité sunnite, non pas tant sous la forme d'une vague d'extrémisme religieux à la manière talibane, mais plutôt sous la forme d'un encouragement à la contestation, par les Iraniens sunnites, de la volonté centralisatrice du pouvoir de Téhéran, ajoute ce spécialiste de l'Iran.

Dès la prise du pouvoir à Kaboul par les talibans, l'Iran a dénoncé les excès auxquels ils se sont livrés au nom de la religion, qui reflètent un cliché « défiguré » de l'islam — selon Téhéran. Les autorités iraniennes ne se sont pas non plus privées de rappeler que les talibans ont été soutenus par les Etats-Unis qui les accablent, elles, d'invectives pour leur prétendu rigorisme islamiste. Elles réclament depuis des années une lutte contre le trafic de drogue à la racine, c'est-à-dire, entre autres, chez le voisin afghan. Et, dans le conflit qui oppose les talibans à l'opposition afghane, elles soutiennent cette dernière, en particulier le Hezb-i-Wahdat chiite.

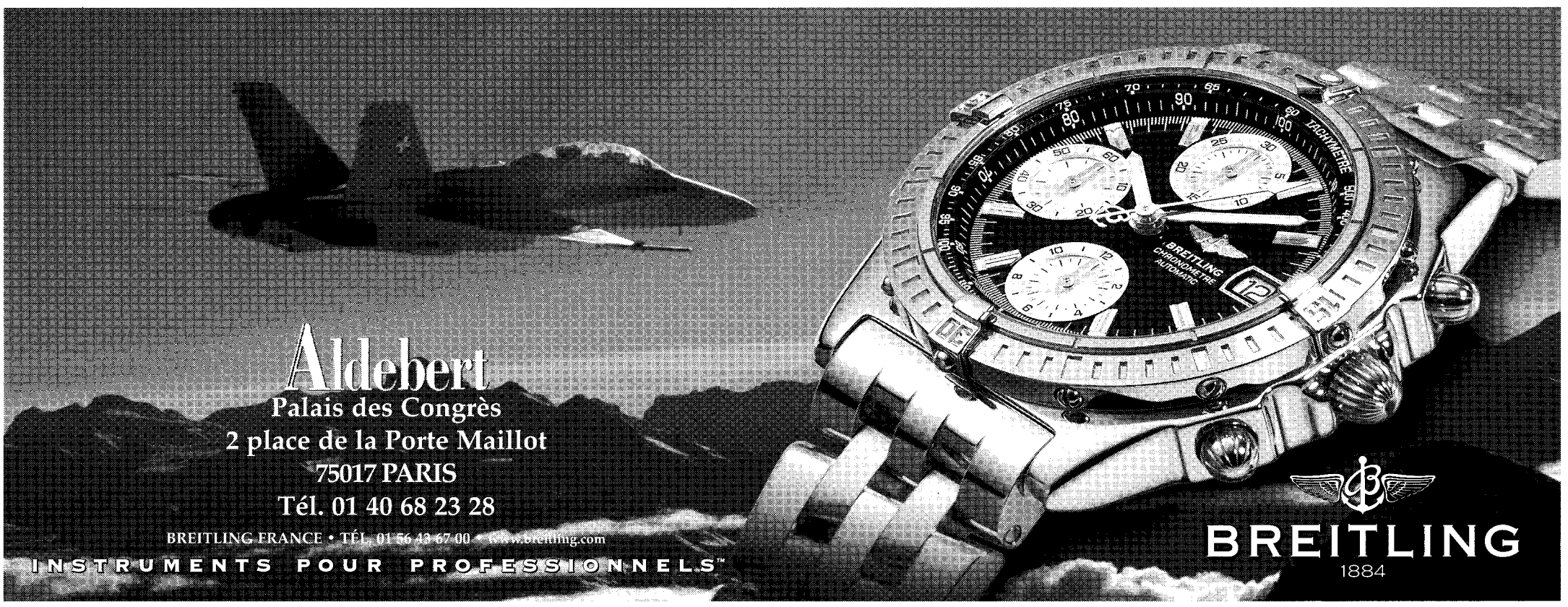
UN MILLION ET DEMI DE RÉFUGIÉS

L'Iran a par ailleurs toujours affirmé que la solution au problème afghan passe par la formation d'un gouvernement largement représentatif de tous les groupes ethniques du pays. La chute, en août 1998, de la ville de Mazar-i-Sharif, principal bastion de l'opposition et du Hezb-i-Wahdat, n'a fait que creuser les divergences entre Téhéran et Kaboul, d'autant qu'une dizaine de diplomates qui se trouvaient alors dans la ville avaient été tués.

Cette affaire a entraîné une forte brouille entre l'Iran et le Pakistan qui, sollicité pour la libération des diplomates iraniens, n'a rien fait ou rien pu faire pour satisfaire cette demande. La perpétuation du conflit interafghan a enfin poussé vers le territoire iranien plus d'un million et demi de réfugiés, dont Téhéran n'arrive plus à supporter le fardeau et qu'il souhaite voir rentrer chez eux.

Amorcé avec l'arrivée au pouvoir du président Mohammad Khatami en 1997, l'apaisement irano-américain n'a pas franchement évolué en cinq ans. Les Etats-Unis ont, tout récemment encore, reconduit les sanctions imposées à l'Iran depuis 1995 et le maintiennent sur la liste des pays soutenant le terrorisme, même si Washington n'y est plus – depuis longtemps déjà – qualifié de « Grand Satan » et si le débat intérieur dans le pays est engagé sur les conditions d'une réconciliation avec l'Amérique. Il n'y a dpnc pas de miracle à attendre de la convergence d'intérêts actuelle. Une hirondelle ne fait pas le printemps.

Mouna Naïm



George Bush prépare l'opinion à une guerre qui s'étendra « sur des années »

Le président américain a appelé « tous ceux qui portent l'uniforme » à se tenir prêts pour une longue « croisade contre le terrorisme ». Le Congrès va se prononcer cette semaine sur un renforcement de l'arsenal législatif

WASHINGTON
de notre correspondant

Au long de leurs nombreuses interventions télévisées, samedi 15 et dimanche 16 septembre, les dirigeants des Etats-Unis n'ont finalement dit et répété que deux choses : les Américains sont engagés dans une guerre longue et cette guerre va entraîner des changements dans leurs règles de vie collective.

« Nous sommes en guerre », a déclaré George W. Bush en réunissant à Camp David, samedi matin, le conseil national de sécurité. Dimanche, interrogé par plusieurs chaînes de télévision, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, a répété qu'il s'agit d'un *« effort long, large, soutenu »*, qui s'étendra *« non sur des semaines ou des jours, mais sur des années »*. Rentrant à la Maison Blanche, en fin d'après-midi, M. Bush s'est arrêté devant les journalistes et les caméras pour exprimer sa confiance. *« Nous allons débarrasser le monde des malfaisants »*, a-t-il lancé.

CONFIANCE QUASI UNANIME

L'Amérique se tait et écoute ses gouvernants. Le premier d'entre eux dispose d'une confiance quasi unanime selon les sondages. Les reporters et les éditorialistes jugent qu'il est devenu en un jour, vendredi à la Cathédrale nationale de Washington et dans les gravats de Manhattan, le président qu'il n'était pas encore au lendemain des attaques sur le World Trade Center et le Pentagone.

Après le Sénat, et dans les mêmes termes, la chambre des représentants lui a voté l'autorisation d'employer *« tous les moyens de coercition nécessaires et appropriés »* contre *« les nations, organisations ou personnes dont il aura déterminé qu'elles ont programmé, autorisé, exécuté les attaques terroristes qui se sont produites le 11 septembre 2001, ou aidé à ces attaques, ou hébergé ces organisations ou ces personnes »*.

Chacun guette les informations, cherche à comprendre, attend des consignes ou des ordres. Le message est ambigu. D'un côté, M. Bush le résume d'un ordre adressé *« à tous ceux qui portent l'uniforme, tenez-vous prêts ! »* De l'autre, lui-même et les principaux responsables de son administration répètent ce que le vice-président, Richard Cheney a formulé ainsi, dimanche matin : *« C'est une tâche qui va prendre des années, car il ne s'agit pas de régler le sort d'un individu, mais de résoudre le problème du terrorisme. »*

D'un côté, Oussama Ben Laden et son groupe ou *« réseau »* sont présentés comme le *« suspect numéro 1 »*. Tout désigne l'Afghanistan comme le point d'application de ce que pourrait être une riposte militaire rapide des Etats-Unis : la mise en cause d'Oussama Ben Laden, les efforts faits auprès du Pakistan pour qu'il se range au côté de Washington, la mission que les Pakistanais ont entreprise auprès des dirigeants afghans. De l'autre côté, M. Cheney indique que la responsabilité du chef terroriste ex-saoudien dans les attaques de mardi *« ne signifie pas que d'autres n'y étaient pas engagés »* et que si la tête de Ben Laden était offerte aux Etats-Unis *« sur un plateau »*, cela ne mettrait pas fin à la guerre contre ses partisans et contre d'autres organisations terroristes.

La *« coalition »* que le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a pour mission de construire n'est clairement définie ni dans son étendue, ni dans son objet. Elle est conçue pour ne laisser à l'extérieur que ceux contre qui elle est dirigée, c'est-à-dire les Etats qui appuient ou qui tolèrent sur leur sol, d'une façon ou d'une autre, des menées terroristes. Jusqu'à maintenant, la liste de ces Etats était, à Washington, la suivante : l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Libye, le Soudan, la Corée du Nord, Cuba. L'Afghanistan est un cas à part, avec un gouvernement non reconnu et faisant l'objet de sanctions des Nations unies.

Dimanche, M. Powell a évolué au sujet de l'Iran. Il juge que la décision de Téhéran de fermer sa frontière avec l'Afghanistan témoigne seulement des *« difficultés que l'Iran a toujours eues avec les talibans »*. Il n'a *« aucune illusion sur le régime iranien »*. Cependant, la déclaration du président iranien, Mohammad Khatami, condamnant le terrorisme après les attaques de mardi, est *« plutôt positive pour l'Iran »* et *« mérite d'être explorée »*.

La porte-parole du département d'Etat, Jo-Anne Prokopowicz, a précisé peu après que si l'Iran a décidé de rejeter le terrorisme et si cela s'applique à son *« soutien au Hezbollah »* sud-libanais, alors, sa participation à la coalition peut être envisagée. Quant à la position syrienne, M. Powell estime qu'elle est *« plutôt ouverte »*. Peut-être la Syrie, s'est-il demandé, pourrait-elle ne pas seulement s'engager contre Oussama Ben Laden et contre les talibans, mais *« s'occuper aussi d'autres organisations terroristes qu'elle a soutenues dans le passé »* ?

« FAIRE RESPECTER LA LOI »

La guerre dans laquelle les Etats-Unis ont été précipités est imprécise dans ses contours politiques, mais aussi dans les moyens mis en œuvre et dans sa durée. *« Ce n'est pas seulement une guerre militaire*, a dit le général Powell. *C'est une guerre destinée à faire respecter la loi. »* M. Bush a employé des images de chasseur et de justicier : *« Nous allons trouver ceux qui ont fait cela ; nous allons enfumer leurs terriers pour les en faire sortir ; nous allons les faire courir et les livrer à la justice. »*

La gravité de la menace qui pèse sur les Américains et les sacrifices qu'elle va leur imposer ont été évoqués avec insistance par leurs dirigeants, considérant que d'autres terroristes peuvent être en liberté sur le territoire et se préparer à agir. *« Les terroristes peuvent attaquer à n'importe quel moment, de n'importe quelle manière, en utilisant n'importe quelle technique,* a dit M. Rumsfeld. *Cette fois, c'étaient des avions. La prochaine fois, ce sera un bateau, une voiture. »* La *« menace asymétrique »* peut consister aussi dans l'emploi d'armes chimiques ou biologiques. Pour y faire face, a expliqué le ministre de la justice, John Ashcroft, l'exécutif va demander au Congrès, cette semaine, de délibérer sur une *« mise à niveau de notre système législatif »*, afin de lutter contre le blanchiment d'argent destiné à financer le terrorisme, de faciliter les écoutes téléphoniques, de sanctionner ceux qui hébergent des terroristes.

M. Cheney estime qu'il faut revoir aussi la loi interdisant aux services de renseignement de rémunérer des informateurs ayant commis des violations des droits de l'homme. Interrogé sur le fait que ces mêmes services n'ont pas le droit d'organiser d'assassinats, le général Powell a répondu que *« tout est soumis à examen »*.

Patrick Jarreau

Alger veut « une action universelle organisée »

Dans le cadre de son offensive diplomatique pour réunir une *« coalition »* antiterroriste, Colin Powell a eu un entretien téléphonique, vendredi 14 septembre, avec le président algérien Abdelaziz Bouteflika, indique l'agence Algérie Presse Service. Dimanche, lors d'une réunion du conseil des ministres, l'Algérie a affirmé la nécessité d'*« une action universelle organisée »* contre le terrorisme.

Les noms de plusieurs ressortissants algériens sont cités dans des affaires de terrorisme impliquant Oussama Ben Laden. Le plus important d'entre eux est celui d'Ahmed Ressam, arrêté en décembre 1999 à Seattle et accusé d'avoir projeté des attentats à l'explosif à Los Angeles à l'occasion des fêtes du millénaire. Selon la presse algérienne, les liens entre le Groupe salafiste de la prédication et du combat (GSPC) de Hassan Hattab et le richissime islamiste seraient très forts. A en croire le journal arabophone *El-Khabar* de samedi, Oussama Ben Laden a voulu la création du GSPC pour que l'on dissocie les groupes armés des tueurs de civils que sont les Groupes islamiques armés (GIA).

Une action « massive, prolongée et efficace »

Voici des extraits du discours radiodiffusé hebdomadaire à la nation prononcé, samedi 15 septembre, par George W. Bush.

« Je tiens des réunions prolongées avec les membres de mon Conseil national de sécurité alors que nous projetons une action d'envergure contre le terrorisme. Ce conflit est d'une nature différente, contre un ennemi lui aussi de nature différente. C'est un conflit sans champ de bataille et sans postes avancés, un conflit avec des ennemis qui se croient invisibles. Mais ils se trompent. Ils seront découverts et ils découvriront ce que d'autres ont appris dans le passé : ceux qui déclarent la guerre aux Etats-Unis ont choisi leur propre destruction.

VERBATIM

» Nous ne vaincrons pas le terrorisme en une seule bataille mais par toute une série d'actions contre les organisations terroristes et ceux qui les accueillent et les protègent. Nous projetons une campagne massive et durable pour mettre notre pays à l'abri et éradiquer le démon du terrorisme, et nous sommes déterminés à mener ce combat jusqu'à son terme. Les Américains, quels que soient leur appartenance religieuse et leur passé, adhèrent à cet objectif *(...)*.

» Je ne m'en tiendrai pas à un acte symbolique. Notre réponse doit être massive, prolongée et efficace. Nous avons beaucoup à faire et beaucoup à demander au peuple américain. Il va vous falloir être patients, parce que ce conflit ne sera pas bref. Il va vous falloir être déterminés, parce que ce conflit sera dur. Il va vous falloir être forts, parce que le chemin de la victoire sera peut-être long. »

La journée de mardi racontée par Dick Cheney, le vice-président américain

WASHINGTON
de notre correspondant

Le vice-président américain Dick Cheney a donné, dimanche 16 septembre, sur la chaîne de télévision NBC, son témoignage sur la journée de mardi. Il a raconté comment, travaillant à la Maison Blanche alors que George Bush était en Floride pour un déplacement consacré à l'éducation, il avait fait informer le président de l'attaque terroriste sur le World Trade Center de New York et discuté avec lui de sa première déclaration. C'est alors, a-t-il dit, que *« mes agents du service secret sont entrés dans le bureau. Ils m'ont attrapé. Ils sont plus grands que moi, mes pieds touchaient le sol de temps en temps pendant qu'ils faisaient parcourir un couloir, descendre des escaliers, franchir des portes jusqu'à une installation souterraine, un corridor fermé aux deux extrémités. La raison de cela était qu'ils avaient été avertis qu'un avion se dirigeait vers Washington. »*

Cet appareil était le vol 77 d'American Airlines qui s'est écrasé vers 9 h 40 sur le Pentagone et dont l'équipe présidentielle explique, depuis mercredi qu'il était en réalité destiné à frapper la Maison Blanche. M. Cheney a indiqué qu'il avait alors demandé à M. Bush de ne pas revenir tout de suite à Washington et qu'il avait ordonné que soient mis en sécurité le président de la Chambre des représentants, puis tous les dirigeants du Congrès et les ministres présents dans la capitale.

Le service secret lui a alors annoncé que l'avion du président, Air Force One, un Boeing 747 qui était alors en Floride, était menacé. *« C'était une menace assez sérieuse pour que le Service secret me la communique. J'ai quitté alors le premier abri* (...) *pour descendre jusqu'au centre d'opérations présidentiel d'urgence. »* Cette salle de commandement, conçue pour résister à une attaque nucléaire, dispose de moyens de communication sécurisés avec les états-majors et les principaux organes de pouvoir. Le vice-président a appris que le nombre d'avions détourné était alors tenu pour être de six, selon l'Agence fédérale de l'aviation et que trois d'entre eux étaient toujours en vol.

> « Le président a décidé (...) que si cet avion ne se détournait pas de Washington, les pilotes étaient autorisés à l'abattre »

En réalité, il n'y avait que quatre appareils détournés et un seul, donc, encore en vol, le 93 de la compagnie United Airlines, qui avait quitté Newark, dans le New Jersey, en direction de San Francisco et qui se dirigeait vers la capitale. *« Le président a décidé, sur ma recommandation* (...), *que si cet avion ne se détournait pas de Washington, les pilotes* [des chasseurs F 16 qui avaient décollé] *étaient autorisés à l'abattre »*, a dit M. Cheney. Vendredi, le secrétaire adjoint à la défense avait démenti que l'appareil, qui emportait trente-huit passagers et sept membres d'équipage, eût été détruit par l'armée de l'air. Il avait précisé que celle-ci était prête à le faire, mais que l'avion s'était écrasé dans la campagne de Pennsylvanie. En fait, les passagers avaient décidé d'empêcher les terroristes d'atteindre Washington.

P. J.

Marseille-Euroméditerranée
le plus ancien portail
des nouveaux services…

Euroméditerranée vous offre un accompagnement personnalisé que vous soyez une entreprise du tertiaire ou un acteur des technologies de l'information.
La place de marché créée par Euroméditerranée réunit les opérateurs, les utilisateurs, les acteurs d'Internet ainsi que les grands des services dans un lieu propice à l'esprit entreprenant.

- 2600 ans d'expérience du commerce,
- 100 000 m² de bureaux au pied du TGV,
- En plein cœur de Marseille,
- La première grande école de l'Internet,
- Infrastructures haut débit,
- Aides financières aux entreprises…

…une nouvelle façon de travailler

Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée
Les Docks - 10, Place de la Joliette - B.P. 52620/13567 Marseille CEDEX 02/FRANCE
Tél 04 91 14 45 31 - Fax 04 91 14 45 21/stefanini@epa-euromed.fr/www.euromed-invest.com
EUROMÉDITERRANÉE

L'Irak reste une cible tentante pour l'équipe Bush

Une attaque contre Bagdad pourrait briser la solidarité des Européens et des pays arabes

***« IL N'Y A** actuellement pas de preuve »* que le régime irakien soit impliqué dans les récents attentats-suicides, a déclaré, dimanche 16 septembre, le vice-président américain Dick Cheney. *« Nous ne voyons pas pour le moment les empreintes digitales »* de l'Irak, a renchéri le secrétaire d'Etat Colin Powell. Les Etats-Unis, a-t-il néanmoins ajouté, *« continuent d'observer et sont déterminés à établir les connexions qui existent entre différents régimes dans le monde et ce genre d'actes »*. L'Irak, qui figure sur la liste américaine des pays qui soutiennent le terrorisme, est pourtant l'un des rares pays à ne pas avoir condamné les attentats. Colin Powell a d'ailleurs affirmé que le refus du dirigeant irakien, Saddam Hussein, de condamner les attentats terroristes à New York et Washington était révélateur.

Contenir, voire renverser le pouvoir en place à Bagdad est, depuis son arrivée au pouvoir, l'un des principaux objectifs de la politique étrangère de George W. Bush. Mais son équipe semble divisée, là comme ailleurs, entre durs et modérés : ceux qui veulent profiter de l'occasion pour parachever ce que n'avait pas su faire George Bush père lors de la guerre du Golfe et ceux qui pensent que la première priorité est d'assembler une coalition et qu'une attaque contre Bagdad ne serait pas le meilleur moyen de convaincre alliés et amis de s'y joindre. Il n'est pas en effet certain que pays européens, ou arabes, acceptent sans broncher de soutenir une opération militaire contre l'Irak sous prétexte de riposter au terrorisme islamiste.

On ne saurait minimiser l'influence du lobby anti-irakien au sein d'une nouvelle administration qui compte tant d'anciens de la guerre du Golfe. D'autant qu'une frappe contre l'appareil militaire irakien pourrait avoir le mérite d'être plus spectaculaire et plus *« payante »* à court terme que de lancer quelques missiles perdus dans le désert de pierres de l'Afghanistan.

SE DÉBARRASSER DE SADDAM HUSSEIN

Le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, qui n'a cessé depuis dix ans de répéter qu'il fallait en finir avec le dictateur de Bagdad, a déclaré la semaine dernière qu'il fallait *« détruire les Etats qui soutiennent le terrorisme »*. Pour lui, comme pour l'ancien chef de la CIA, James Woolsey, qui veut que l'on vise l'Irak, que l'on ait ou non des preuves de son implication dans les attentats, l'occasion serait trop belle d'en profiter pour tenter de se débarrasser de Saddam Hussein.

Analyste à l'American Enterprise Institute de Washington – un groupe de réflexion conservateur lié à Dick Cheney – et auteur d'un ouvrage sur Saddam Hussein, *Study of Revenge : Saddam Hussein's Unfinished War Against America*, Laurie Mylroie affirme pour sa part qu'Oussama Ben Laden aurait été incapable de mener de telles opérations coordonnées à l'échelle mondiale sans le soutien d'un pouvoir étatique, en l'occurrence de l'Irak.

Elle est aussi convaincue que Bagdad a été impliqué dans le premier attentat de 1993 contre le World Trade Center. Le *Wall Street Journal* a publié ce week-end un long article d'elle expliquant que les menaces proférées par Oussama Ben Laden avant l'attentat contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998 – dont il a été également reconnu responsable – avaient été coordonnées avec la campagne de Bagdad contre l'Unscom, chargée de contrôler que l'Irak respectait les décisions des Nations unies sur son désarmement. Elle rappelle aussi les liens entre Al-Qaeda, l'organisation de Ben Laden, et le Soudan, longtemps allié de Saddam Hussein.

Patrice de Beer

FORMATION EN INFORMATIQUE PROFESSIONNELLE VIA INTERNET

Formation complète pour **devenir programmeur professionnel** sur

INTERNET - MAINFRAME - AS/400

Aucune connaissance informatique requise
Nombreux débouchés dûs à un manque
de spécialistes dans ce domaine

Devenez informaticien professionnel depuis chez vous selon votre disponibilité Connexion Internet aux grands systèmes d'IM. **BOURSES partielles disponibles**

INSTITUTION MISSISSIPPI
www.imdefrance.com
Composez le 02 54 45 22 13

AZIZ HAIDIRI/REUTERS

FRONTIÈRE AFGHANISTAN-PAKISTAN. A Torkham, à 180 kilomètres au nord-ouest d'Islamabad, les gardes-frontières pakistanais vérifient les papiers de réfugiés afghans qui tentent de quitter leur pays dans la crainte de possibles représailles des Etats-Unis après les attentats du 11 septembre.

Des sensibilités divergentes s'expriment en Europe au sujet de la riposte

Jacques Chirac va réaffirmer à Washington la solidarité de la France

JACQUES CHIRAC sera, mardi 18 septembre, le premier dirigeant étranger à être reçu à la Maison Blanche depuis les attentats. Il entend, à l'occasion de cette rencontre qui était prévue de longue date et que George Bush a souhaité maintenir après les attentats, réaffirmer la *« solidarité »* de la France, qu'il a déjà à plusieurs reprises exprimée. Le président de la République a pris soin, avant de partir, de contacter plusieurs dirigeants européens (Gerhard Schröder, Tony Blair, José Maria Aznar, Silvio Berlusconi et la présidence belge de l'Union), afin de pouvoir faire état à Washington d'un sentiment collectif.

Mais si la *« solidarité »* est unanimement affichée, des déclarations aux tonalités très disparates se sont multipliées ces derniers jours en Europe comme en France, et elles ne donnent guère l'impression d'un consensus à toute épreuve. Entre le premier ministre britannique qui, reprenant dimanche la terminologie américaine, déclarait son pays *« en guerre »* contre le terrorisme et le ministre allemand des affaires étrangères Joschka Fischer qui mettait en garde le même jour contre *« le danger d'une réaction disproportionnée »* des Etats-Unis, il semble y avoir plus qu'une nuance.

APPELS À LA PRUDENCE

Il est cependant trop tôt pour évaluer d'éventuelles divergences. Les uns, comme Jacques Chirac et Tony Blair, continuent d'insister sur la solidarité avec les Etats-Unis ; les autres au contraire multiplient les mises en garde et, par leurs appels à la prudence, semblent déjà reprendre ce qu'ils avaient donné dans l'élan d'émotion initial. Mais ni les uns ni les autres ne savent pour l'instant de quoi il est question concrètement, en particulier ce que les Etats-Unis envisagent sur le plan militaire. La visite de Jacques Chirac à Washington pourrait de ce point de vue apporter sinon une réponse complète, du moins peut-être des indications.

Dans l'entourage du président de la République, on juge par trop *« abstrait »* le débat qui s'est amorcé et l'on rappelle qu'une position commune aux Européens et commune aux deux pôles de l'exécutif français a été définie mercredi dernier, lors de la réunion de l'OTAN à Bruxelles. Elle affirme fortement la solidarité avec les Etats-Unis ; elle déclare que tous les pays de l'OTAN sont concernés, au sens de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, par l'attaque du 11 septembre aux Etats-Unis et qu'ils s'estiment donc en droit de participer à la riposte ; mais elle ne définit aucunement les formes de cette riposte ni n'oblige *a priori* quiconque à y prendre part.

« Il y a grosso modo deux cas de figure, dit-on à l'Elysée. *Soit les Etats-Unis décident d'agir seuls et ne demandent rien. Cela ne nous empêche pas de leur parler, de leur communiquer nos analyses et nos idées ; mais on ne peut pas prétendre être partie à la décision. Soit les Etats-Unis demandent le soutien ou la participation d'autres pays et dans ce cas il faudra que la concertation soit pleine et entière, en amont, que s'installe un système qui nous associe aux décisions et qui évite à chacun d'être mis au pied du mur. Plus la demande de participation sera lourde, plus la concertation devra être poussée. »*

Le ministre français de la défense, à qui l'on demandait dimanche si la France avait exclu un engagement militaire aux côtés des Américains, a répondu qu'il *« ne faut pas se fixer d'avance de butoir »*. Mais il a ajouté que la France doit prendre ses décisions *« en fonction des intérêts supérieurs du pays* (...) *en cherchant à gagner sur l'objectif de la sécurité à long terme et pas seulement faire un coup immédiat »*. Lors de la réunion de l'OTAN, la France a assuré les Etats-Unis de son *« soutien politique dans un objectif de réduction de la menace terroriste »*, a ajouté Alain Richard.

Le ministre fait partie de ceux qui, sans écarter formellement toute éventualité d'une participation militaire de la France, ont choisi d'exprimer la prudence. Paul Quilès est aussi de ceux-là, même s'il note que la question est *« prématurée »* ; *« La France participera aux décisions qui seront prises en concertation* (...), *mais s'il n'y a pas de concertation les choses seront compliquées »*, a-t-il dit. La prudence, chez d'autres, n'est pas loin d'un procès d'intention fait aux Américains, qui pourrait lui aussi être qualifié de « prématuré ».

Claire Tréan

Des interrogations sur le rôle du Conseil de sécurité se font jour à l'ONU

En question, le vote sur le droit de légitime défense des Etats-Unis

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

L'adoption, mercredi 12 septembre, au Conseil de sécurité de l'ONU, de la résolution 1368 est passée quasi inaperçue, et cela semble bien arranger les pays qui l'ont votée. Adoptée à l'unanimité et *« en moins d'une demi-heure »*, cette résolution, en effet, *« reconnaît le droit à la légitime défense individuelle ou collective »*, ce qui revient à autoriser les Etats-Unis, seuls ou avec d'autres, à riposter par des actions militaires. Le texte appelle tous les Etats à coopérer pour *« traduire en justice »* non seulement les *« auteurs, organisateurs, et commanditaires »* de ces attaques terroristes mais aussi *« ceux qui portent la responsabilité d'aider, soutenir, et héberger les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces actes »*.

Ce n'est qu'après le vote que certains ont commencé à se poser des questions sur ses conséquences et à faire marche arrière pour réinterpréter la résolution. *« Le Conseil de sécurité n'est pas en mesure de déclarer la guerre collective contre les terroristes,* dit l'un d'entre eux. *Le Conseil n'est pas l'Alliance atlantique ; il suffit de regarder sa composition : à partir de janvier, par exemple, la Syrie en sera membre. La diversité de cette instance rend une action concrète difficile. »*

« FAIRE LE BON CHOIX »

Si l'on écarte l'hypothèse d'une coalition militaire internationale comme pour la guerre du Golfe, quelles autres mesures concrètes peuvent-elles être prises à l'ONU ? *« Le plus souvent, l'action de l'ONU repose sur les sanctions,* répond l'ambassadeur français Jean-David Levitte, président pour le mois du Conseil de sécurité, *mais les sanctions sont des outils adressés aux autorités rationnelles* ; *on peut dire qu'elles ont été efficaces contre la Libye, voire même contre le Soudan, mais les sanctions déjà imposées à deux reprises aux talibans n'ont eu que l'effet inverse, c'est-à-dire les enrager encore plus.* » L'ONU devrait *« définir une véritable stratégie pour répondre aux attentats sans pour autant provoquer une cassure entre l'Occident et le monde musulman, ou pire, entre les gouvernements et leurs populations »*, déclare un diplomate, pour qui *« le scénario cauchemardesque »* serait que la coopération du gouvernement pakistanais avec Washington provoque des manifestations antigouvernementales dans les rues de Karachi.

Requérant l'anonymat, des sources au sein du secrétariat général insistent sur la nécessité de définir une *« une stratégie traitant les causes profondes des mécontentements et pas seulement les effets »*. *« La première question que les Américains devraient se poser est : "Qui nous hait et pourquoi ?" »*, estime un haut responsable à l'ONU, qui évoque *« le conflit au Proche-Orient et les sanctions insensées contre l'Irak notamment. Ce n'est pas un secret que le soutien sans réserve de Washington à la politique d'Ariel Sharon est une des causes principales de la haine contre les Américains »*.

Dans l'immédiat, disent d'autres, *« il faut tout faire pour aider les Américains à faire le bon choix ; le mauvais choix serait qu'ils se replient sur eux-mêmes »*. Pour l'heure les signes sont plutôt encourageants : quelques heures après les attentats, le Sénat américain a finalement approuvé la nomination de l'ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte. Par ailleurs, le Congrès aurait finalement décidé de régler la dette américaine.

Afsané Bassir Pour

Le parcours des kamikazes n'aura bientôt plus de secrets pour les Américains

D'un bout à l'autre des Etats-Unis, des milliers d'enquêteurs s'activent. Les pirates de l'air ont laissé derrière eux une multitude d'indices qui facilitent la tâche du FBI. L'enquête avance à grands pas, mais la crainte de nouveaux attentats demeure

BOSTON, NEW YORK
de notre envoyé spécial

La plus vaste enquête criminelle jamais engagée aux Etats-Unis a déjà permis de décrypter en partie les quatre attentats. De Boston à New York, de la Floride à la Californie, quatre mille enquêteurs s'activent. Images à l'appui, l'histoire prend forme. Le scénario se construit à une vitesse déroutante, sans qu'il soit toujours possible de faire le tri entre les informations confirmées et les simples suppositions, policières ou journalistiques.

Il faut dire que le FBI ne ménage pas ses efforts. Les policiers savent désormais comment les dix-neuf kamikazes, équipés d'armes blanches, ont acheté leurs billets d'avion, comment ils ont opéré à bord des quatre avions détournés. Au-delà des pirates de l'air, le cercle des personnes susceptibles d'intéresser les enquêteurs ne cesse de s'élargir. Selon l'Attorney General (ministre de la justice), John Ashcroft, une liste de plus de cent noms a été transmise aux services de police de tout le pays, ainsi qu'aux douanes et aux compagnies aériennes. Ces personnes, recherchées en tant que témoins, auraient côtoyé les kamikazes dans les différents endroits où ils ont vécu, que ce soit en Floride, en Virginie ou encore dans le New Jersey. Dans ces Etats comme ailleurs, la population est sollicitée. Le FBI a déjà comptabilisé 32 000 e-mails sur son site Internet et 5 200 appels sur la ligne téléphonique mise à la disposition du public.

LES ARRESTATIONS

A ce jour, deux hommes ont été arrêtés au sens légal du terme. Ils sont considérés, selon la procédure américaine, comme des témoins-clés, autrement dit suspectés – au minimum – de détenir des informations décisives. Le premier avait été intercepté le 13 septembre dans un aéroport new-yorkais en possession de papiers d'identité ne lui appartenant pas. Le second faisait partie d'un groupe de 25 personnes en situation irrégulière, placées en garde à vue depuis les attentats. Deux autres hommes d'origine arabe appréhendés, le 12 septembre, dans un train texan, en possession de cutters et de fortes sommes d'argent, ont été transférés à New York pour y être interrogés.

A l'évidence, les enquêteurs agissent donc vite et de manière ciblée. Cette rapidité ne s'explique pas seulement par le souci d'atténuer au plus vite ce qui est perçu ici comme un échec des services de renseignement. Deux autres explications peuvent être avancées. D'abord, la crainte de nouveaux attentats. L'hypothèse selon laquelle certains terroristes, ayant également suivi une formation minimale de pilote, seraient encore sur le sol américain n'a pas été écartée. Au contraire. Plusieurs témoins n'ont-ils pas indiqué que certains kamikazes recevaient fréquemment des *« groupes d'amis »* ? La prolongation de la fermeture de l'un des aéroports de Washington, considéré comme trop proche des lieux de pouvoir, confirme ces craintes.

La seconde explication des avancées pour le moins spectaculaires de l'enquête tient à la nature même de ces actions terroristes. Les policiers travaillant sur un attentat à la bombe « classique » disposent généralement de peu d'éléments au début de leurs investigations. Face à des attentats-suicides, les données sont différentes. La présence de kamikazes identifiés offre au moins une base de départ aux investigations. Les pirates de l'air ont laissé derrière eux – volontairement ou non – une multitude d'indices : des manuels de pilotage, des permis de conduire, des paiements par carte de crédit...

Pendant des mois, voire des années, ils ont mené une existence sans histoire *(lire ci-dessous)*. Certains vivaient même en famille. De fait, le public américain se demande comment des hommes dont le parcours paraît aujourd'hui si aisé à retracer ont pu séjourner en toute tranquillité sur le sol américain. Dimanche 16 septembre, la chaîne de télévision CNN enfonçait le clou en affirmant que deux semaines avant les attentats le FBI était déjà sur la trace de deux d'entre eux mais n'avait pu exploiter à temps les renseignements de la CIA.

Au rythme où progresse l'enquête, le parcours des kamikazes n'aura bientôt plus de secrets pour les Américains. Il restera alors à savoir s'ils étaient liés ou non à Oussama Ben Laden. Sur ce point, qui touche au cœur de l'affaire, le FBI se montre évidemment beaucoup plus discret. Mais les indices semblent d'ores et déjà suffisants aux yeux de l'Attorney General, John Ashcroft, qui, dimanche 16 septembre, a de nouveau désigné Oussama Ben Laden comme le commanditaire.

Philippe Broussard

Le démenti d'Oussama Ben Laden

Oussama Ben Laden a transmis ce communiqué en arabe à Afghan Islamic Press, une agence privée réputée proche des talibans opérant à Peshawar (nord-ouest de l'Afghanistan) :

« Au nom de Dieu le miséricordieux et clément.

(...) ***Après les dernières explosions qui se sont produites aux Etats-Unis d'Amérique, certains doigts accusateurs américains nous ont désignés et nous ont accusés d'être derrière [ces attentats]. Les Etats-Unis nous ont habitués à ce genre d'accusations, chaque fois que leurs ennemis, qui sont nombreux, leur assènent un coup. A cette occasion, j'affirme catégoriquement que je n'ai pas mené cette action et que ceux qui l'ont faite l'ont faite dans leur intérêt personnel. Quant à moi,*** **(...)** ***je suis un adepte du "commandeur des croyants"*** **(mollah Omar, le chef suprême des talibans, NDLR)** ***à qui je dois respect et obéissance. Le commandeur des croyants ne permet pas de mener de telles activités à partir de l'Afghanistan. »***

Mohamed Atta, pièce maîtresse d'un réseau de terroristes bien tranquilles

L'UN a habité un moment à trois rues du quartier général de la CIA, près de Washington. Un autre avait choisi comme sujet de thèse universitaire, en Allemagne, le renouveau urbain. Un autre encore, respectable père de famille, avait organisé une fête d'adieu, début septembre, pour les enfants du voisinage en Floride avant d'évacuer sa famille. Et un autre avait demandé à l'homme qui l'hébergeait de l'aider à rédiger une petite annonce pour trouver une fiancée mexicaine. De la masse de détails posthumes déjà réunis par les enquêteurs et les médias sur les dix-neuf pirates de l'air morts le 11 septembre après avoir provoqué la mort de plus de cinq mille Américains émerge une image surréaliste, celle d'un complot préparé depuis des mois, voire des années, avec des gens envoyés aux Etats-Unis vivre des vies d'Américains bien tranquilles.

[CHAPO]RÉCIT
Un complot préparé depuis des mois, voire des années, dans le calme et la sérénité

Parmi les dix-neuf kamikazes, tous d'origine arabe et âgés pour la plupart de vingt à trente-cinq ans, un homme se détache, Mohamed Atta, qui semble avoir eu un rôle de leader. Né il y a trente-trois ans soit en Egypte soit dans les Emirats, il était aux commandes de l'appareil assurant le vol American Airlines 11, le premier à s'être encastré dans le World Trade Center et le vol sur lequel, pour des raisons encore inexpliquées, les terroristes avaient concentré leurs plus gros effectifs : cinq hommes à bord, dont quatre pilotes, alors qu'ils étaient quatre, dont un pilote, dans chaque autre appareil. Globe-trotter, Mohamed Atta était le plus mobile. On retrouve sa trace non seulement à Hambourg mais aussi à Zurich où cet été, il avait acheté deux couteaux suisses, et en Espagne : selon le quotidien *La Vanguardia*, Mohamed Atta, venant d'un pays d'Afrique du Nord, avait en juillet fait un petit séjour dans la station balnéaire de Salou, en Catalogne.

A Hambourg, Mohamed Atta, Marouan Al Shehhi (23 ans) et Ziad Jarrahi (25 ans) ont laissé le souvenir de modestes étudiants de l'Université technique, sympathiques et assidus. Tous trois régulièrement enregistrés auprès de la police, ils ne tenaient, selon leurs professeurs et leurs condisciples, que des propos modérés : rien dans leur comportement ne trahissait un islamisme militant. Mohamed Atta était arrivé en Allemagne au début des années 90, apparemment sous le couvert d'un passeport des Emirats arabes unis. Il est resté inscrit jusqu'en 1999 à l'institut électrotechnique où il n'était pas le plus brillant des étudiants : en huit ans, c'est à peine s'il a réussi à décrocher son diplôme.

Dans un sac laissé à l'aéroport de Boston, où il a pris le vol AA 11, les enquêteurs ont trouvé un passeport saoudien, un permis de conduire international, des vidéos d'entraînement au pilotage des Boeing et un livre de prières islamiques et une lettre dans laquelle Mohamed Atta déclarait son intention de mourir pour aller au ciel comme martyr. La lettre daterait de 1996, époque à laquelle il se trouvait à Hambourg ; c'est, semble-t-il, au cours des dernières années de son séjour allemand qu'il est devenu islamiste militant, se laissant pousser la barbe et obtenant l'ouverture d'une salle de prières dans l'université. Le 18 février 2000, le consulat général des Etats-Unis à Hambourg lui a délivré un visa. Depuis ce même mois, son modeste appartement au 54 Marienstrasse, dans le quartier de Harburg, qu'avait partagé Marouan Al Shehhi, paraît avoir été plus souvent vide qu'occupé, mais le loyer était régulièrement payé.

Le troisième homme venu de Hambourg aux Etats-Unis, Ziad Jarrahi, considéré comme le pirate qui a pris les commandes du vol UA 93 qui s'est écrasé en Pennsylvanie, était libanais, né avec la guerre dans la plaine de la Bekaa. Sa famille s'insurge : il ne pouvait être qu'otage, certainemant pas terroriste, c'était un bon étudiant en génie aéronautique, que la religion n'intéressait pas, qui buvait de l'alcool et avait une petite amie turque.

Aux Etats-Unis, Mohamed Atta rejoint la Floride, base de plusieurs autres membres des futurs commandos du 11 septembre, dont sept suivent une formation de pilote auprès d'écoles privées. Là, il retrouve Marouan Al Shehhi, et ils suivent ensemble pour 38 000 dollars les cours de pilotage à l'institut Huffman Aviation à Venice, puis prendront quelques heures de cours sur simulateur de vol de Boeing 727 à Miami. Un instructeur les trouve *« polis, presque timides »*. Le propriétaire de leur dernier logement, Charles Lisa, a confié au *Miami Herald* qu'ils étaient le genre de jeunes gens qu'on aimerait emmener à un match de base-ball... Lorsqu'il leur a demandé une adresse où les joindre après leur départ, Atta a souri en répondant : *« je vous enverrai une carte postale »*.

Non loin de là, à Vero Beach, la famille Al Omari, dont le père, Abdulaziz, rejoindra Mohamed Atta à bord du vol AA 11, coule jusqu'à début septembre des jours paisibles et discrets dans une petite maison à 1 400 dollars par mois. Paisibles, si ce ne sont les réunions tardives qui attirent de nombreux visiteurs et intriguent parfois les voisins.

Fin août, les pirates de l'air ont acheté leurs billets d'avion – aller simple – pour le 11 septembre

Un autre groupe de trois terroristes s'est installé à San Diego, en Californie, où le nom de Nawaq Al-Hamzi (vol AA 77) figure toujours sur l'annuaire téléphonique. Dans le banal immeuble de deux étages du quartier de Clairemont qu'ont un moment occupé Khalid Al-Midhar (vol AA77) et Nawaq Al-Hamzi, qui se disaient amis d'enfance, les voisins se souviennent avoir vu une femme voilée, des hommes en combinaison de pilote et des voitures de luxe qui passaient les chercher à toutes heures. Ils ont aussi vécu dans le quartier de Lemon Grove, chez une personnalité de la communauté islamique de San Diego, Abdussattar Shaikh. Celui-ci a déclaré au *San Diego Union Tribune* qu'il pensait héberger des étudiants d'Arabie saoudite venus apprendre l'anglais, rencontrés au centre islamique de la mosquée de Clairemont. *« Toujours gentils »*, ils ne manifestaient aucun sentiment anti-américain mais, rétrospectivement, c'est vrai *« qu'ils sortaient toujours pour passer leurs coups de fil »*.

Fin août, les pirates de l'air ont acheté leurs billets d'avion - aller simple - pour le 11 septembre, certains sur Internet par Travelocity, d'autres directement auprès des compagnies aériennes. Plusieurs d'entre eux avaient choisi la classe affaires. Pas pour le confort, pour être plus près du cockpit.

Séquence international avec nos correspondants (Berlin, Genève, Los Angeles, Madrid, Beyrouth)

Menaces, injures contre les Arabes-Américains et cocktails-molotov sur les mosquées

WASHINGTON
de notre correspondant

Les Américains d'origine arabe et les musulmans ont été inquiétés, à travers tout le pays, dans les jours qui ont suivi les attaques terroristes sur New York et Washington. Nombre d'entre eux ont subi des menaces, des injures, parfois des coups. Dans quelques cas, des coups de feu ont été tirés contre des magasins ou des cocktails-molotov jetés contre des mosquées et des centres islamiques. Des parents ont préféré ne pas envoyer leurs enfants à l'école ou au lycée. Dans une université de Virginie, des étudiants ont été frappés.

Jean Abinader, directeur de l'Institut arabe-américain (IAA) de Washington, disait toutefois, dimanche 16 septembre, que la vague de violence était peut-être en train de passer et que *« les e-mails que nous recevons maintenant sont très positifs »*. Il est vrai que si les manifestations de haine n'ont pas manqué, les secours n'ont pas tardé. Très vite, la presse a rendu compte des incidents, et les responsables politiques ont réagi.

Les Américains arabes sont au nombre de 3,5 millions, dont un tiers de musulmans. La grande majorité des musulmans américains, estimés à 6millions, est formée d'immigrés venus du sous-continent indien, principalement du Pakistan, et d'Africains-Américains convertis à l'islam. La haine xénophobe ne s'embarrasse de détails : les Sikhs, indiens de nationalité ou d'origine, qui ne sont ni musulmans, ni moyen-orientaux, ont été visés par les insultes et les violences en raison de leurs turbans et de leurs barbes. Un journal de l'Arizona affirmant, dimanche, que l'un d'entre eux, gérant d'une station-service, avait été tué, la veille, dans cet Etat.

APPEL AU CALME DE M. BUSH

Beaucoup d'Arabes vivent à Los Angeles, à Detroit, à Chicago et à New York. Les musulmans sont nombreux à Chicago. C'est dans ces villes qu'on a recensé la plupart des incidents, plus de deux cents au total, selon James Zogby, président de l'IAA. Le plus grave s'est produit dans la banlieue de Chicago, au lendemain des attaques. Il a été provoqué par des adolescents qui, à la sortie des cours, le 12 septembre, ont formé un cortège brandissant des drapeaux et criant des insultes anti-arabes. La police a fini par disperser cette foule de plusieurs centaines de personnes, mais une partie des manifestants s'est regroupée et a marché en direction d'une mosquée. La police les a maintenus à distance du bâtiment, puis dispersés en opérant trois arrestations. Vendredi, jour de prières, la mosquée de Bridgeview était gardée par la police, et près de cinq cents fidèles y sont venus. Deux autres mosquées de Chicago étaient sous la protection de chaînes humaines formées par des membres de confessions chrétiennes et juives.

M. Abinader se félicite du comportement des dirigeants politiques. Dès le 12 septembre, l'ancien président George Bush, ayant sans doute en mémoire la guerre du Golfe, a publié une déclaration appelant à protéger les Arabes et les musulmans. Le président lui-même a saisi l'occasion d'une apparition à la télévision, le 13, pour déclarer : *« Nous devons prendre garde à traiter les Arabes-Américains et les musulmans avec le respect qu'ils méritent »*. Le ministre de la justice, John Ashcroft, a diffusé une circulaire rappelant que toute forme de discrimination est contraire à la loi, et la Commission des droits civils a mis en place des numéros d'urgence. La Chambre des représentants, puis le Sénat, ont adopté des résolutions appelant à combattre les actes et les propos dirigés contre les Arabes, les Pakistanais ou Indiens et les musulmans.

Dans les mois qui avaient suivi l'attaque de Pearl Harbor, en décembre 1941, cent vingt mille Américains avaient été enfermés dans des camps pour la seule raison qu'ils étaient d'origine japonaise. En 1988, le gouvernement a reconnu sa faute et indemnisé les survivants. Cet épisode de l'histoire a été souvent rappelé ces derniers jours.

Patrick Jarreau

ISM
INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT
www.ism-mba.edu
FULLY ACCREDITED*

ISM s'associe aux condoléances et aux soutiens aux citoyens et résidents américains, assure ses partenaires, et en particulier, Saint John's University, New York, de sa solidarité la plus totale et remercie tous ceux qui lui ont adressé des messages d'amitiés.

International School of Management :
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 33 1 45 51 09 09 - Fax : 33 1 45 51 09 08
e-mail : ism.paris@wanadoo.fr
http://www.ism-mba.edu
Programmes gérés à New York par ISM. Inc USA
ISM

Double Degree Master of Science or MBA
INTERNATIONAL MASTERS IN PARIS

Une année pour se doter d'une expertise recherchée.

> AUDITING AND MANAGEMENT CONTROL
Audit, contrôle de gestion et systèmes d'information : 1 an en alternance à Paris ou 6 mois en alternance à Paris et 6 mois dans une université américaine ou australienne.

> PROJECT AND PROGRAMME MANAGEMENT
Management de projets et de programmes : 6 mois en alternance à Paris et 6 mois dans une université américaine ou australienne.

ESC Lille à Paris : 179, rue de Charonne F-75011 Paris
tél. : +33 (0)1 44 64 03 64 fax : +33 (0)1 44 64 03 65
e.mail : infos@esc-lille.fr - www.esc-lille.fr - www.esc-lille.com
ESC LILLE

STEINER, A FLEUR DE PEAU
venez découvrir la collection des CANAPÉS STEINER du 20/09 au 7/10 à des prix exceptionnels.
OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 30 /09
Topper Espace Steiner
63, rue de la Convention - Paris 15e
Tél. : 01 45 77 80 40 - M° Boucicault - Parking gratuit

AFP, HENNY RAY ABRAMS

■ **NEW YORK, VENDREDI 16 SEPTEMBRE.** Une marche de milliers d'Arabes-Américains s'est rendue, à Brooklyn, bougies allumées et drapeau américain à la main, pour rendre hommage aux victimes de l'attentat perpétré contre les tours jumelles du World Trade Center, le mardi 11 septembre.

Le dernier bilan provisoire concerne 40 nationalités

Le bilan encore provisoire des attentats s'élevait, dimanche 16 septembre, à 5 511 morts ou disparus, se répartissant comme suit :

– New York : 180 morts, dont 115 ont pu être identifiés. Le nombre des disparus s'élève à 5 097, selon le maire de New York.

– Washington : 189 morts ou disparus, selon le dernier bilan du ministère de la défense (125 personnes étaient au Pentagone lors de l'attaque et 64 personnes à bord du Boeing). Les restes des corps de 85 personnes ont été récupérés, dont 77 sont en cours d'identification, selon le Pentagone.

– Pennsylvanie : 45 morts, dont 7 membres d'équipage de l'avion qui s'est écrasé près de Pittsburgh.

– Les victimes, morts ou disparus, concernent 40 nationalités, a indiqué dimanche le secrétaire d'Etat, Colin Powell, notamment : Britanniques, Allemands, Suisses, Indiens, Turcs, Canadiens, Australiens, Polonais, Espagnols, Mexicains, Colombiens, Libanais et Japonais.

Des experts à Bruxelles évoquent les risques d'attentats en Europe

Une réunion des ministres de l'intérieur se tiendra jeudi

DES SPÉCIALISTES de l'antiterrorisme devaient se réunir, lundi 17 septembre à Bruxelles, en Belgique. Plusieurs magistrats, dont les juges d'instruction parisiens Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard, ainsi que des policiers des services de renseignement français, allemands, belges et néerlandais se concertaient pour échanger des informations après l'interpellation, durant le week-end aux Emirats arabes unis, d'un ressortissant franco-algérien soupçonné par les Américains de préparer une campagne d'attentats contre leurs intérêts en Europe.

Depuis les attentats du 11 septembre à New York et à Washington, neuf personnes ont été interpellées en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, dont trois ont été relâchées. Une réunion au sommet des ministres de l'intérieur de l'Union européenne est prévue, jeudi 20 septembre, dans la capitale belge. De nouvelles perquisitions ont eu lieu à Bruxelles, samedi 15 septembre, à la suite l'arrestation de militants islamistes radicaux l'avant-veille, deux dans la capitale belge et quatre à Rotterdam, aux Pays-Bas. Elles auraient permis de saisir de nouveaux documents relatifs à la préparation d'attentats ; elles auraient également confirmé la présence, en Belgique, d'un groupe restreint – cinq personnes, selon certaines sources, indique notre correspondant en Belgique, Jean-Pierre Stroobants – qui était en contact direct avec Oussama Ben Laden, le milliardaire d'origine saoudienne présenté par les Etats-Unis comme le suspect numéro un et l'inspirateur des attentats.

Les deux militants arrêtés à Bruxelles sont l'un d'origine tunisienne, l'autre marocaine. Le premier a été inculpé d'*« association de malfaiteurs »*, le second de *« tentative de destruction d'édifice à l'explosif, détention d'armes de guerre, et infraction à la loi sur les milices privées »*. Ils sont soupçonnés, selon des sources judiciaires belges, d'avoir projeté un attentat contre *« un grand bâtiment »* : le siège de l'OTAN à Bruxelles ou l'ambassade des Etats-Unis à Paris pourraient avoir été les cibles visées. Selon une source judiciaire française, rien dans les éléments recueillis en Belgique ne permettrait cependant d'identifier les objectifs réels de ce groupe. Il était, semble-t-il, en train de préparer des actions ; celles-ci n'étaient toutefois pas programmées dans l'immédiat. Les enquêteurs belges ont relevé que l'un des deux suspects avait effectué de fréquents voyage vers la France au cours des derniers mois.

Par ailleurs, l'un de ces deux hommes aurait affirmé être membre du groupe Tafkir Wal Hijra, (la rédepmtion et l'hégire) une organisation égyptienne présentée comme proche de Ben Laden. Ils auraient suivi ensemble une formation militaire dans le même camp en Afghanistan. L'un d'eux aurait été en liaision avec le GIA algérien, dirigé à l'époque en Belgique par un Français Farid Melouk ; arrêté en 1998, il a été condamné en 1999 à neuf de prison par un tribunal bruxellois. Selon les services secrets, une vingtaine de personnes au total, basées à Bruxelles et Anvers, seraient susceptibles d'œuvrer en Belgique en liaison avec Ben Laden.

Par ailleurs, l'ambassade américaine à Paris avait été informée dès le début du mois de juillet des risques d'attentat. Elle était déjà en état d'alerte. Dès cette date, l'équipe de protection de l'ambassadeur avait été renforcée. Depuis l'attentat, le personnel a été appelé à modifier quotidiennement ses itinéraires de déplacements.

Des réseaux de militants islamistes implantés en Italie

ROME
de notre correspondante

A la veille de l'été, un mystérieux égyptien avait été intercepté par la police canadienne en provenance de Milan. Des plans des tours jumelles de New York avaient été trouvés sur lui. Ses explications ayant été jugées satisfaisantes, il était reparti libre de ses mouvements. Mais des vérifications ultérieures auprès d'Interpol montrèrent que l'homme était en fait un membre de la Djihad islamique égyptienne, fer de lance de la nébuleuse placée sous les ordres de Ayman Zahawari, numéro deux supposé d'Oussama Ben Laden.

C'est ce qu'a révélé dans ses éditions des 15 et 16 septembre le *Corriere della Sera,* qui avance l'hypothèse de la participation d'Egyptiens et d'Algériens dans l'action terroriste contre le World Trade Center. Mais que faisait en Italie le voyageur intercepté par les Canadiens ? Après plus de vingt ans passés dans la région milanaise, l'homme avait acquis la citoyenneté italienne. Et ceux qui l'avaient intercepté au Canada avaient conservé une liste de numéros de téléphones, saisie sur lui, tous situés à Milan.

UNE CELLULE À MILAN

De solides investigations judiciaires menées dans la capitale lombarde ont, dès le 4 avril, levé le voile sur la partie italienne des réseaux islamistes supposés répondre à l'autorité de Ben Laden. Interviewé par Guido Ruotolo de *La Stampa*, le procureur Stefano Dambruoso a expliqué comment son équipe avait réussi à découvrir cette cellule islamiste milanaise, puis à établir ses liens avec Ben Laden. *« Sur la base de renseignements américains en février 2000, le travail s'est orienté vers une société fabriquant de faux documents d'identité, avec des contacts suivis en Allemagne, puis nos collègues allemands nous ont fourni l'interception d'un appel via un téléphone satellitaire, entre un des suspects et son contact en Afghanistan. Les services américains ont alors confirmé le lien de ce dernier avec Ben Laden ».*

Le 4 avril 2000 furent arrêtés à Milan les membres de la cellule italienne de Ben Laden liée à un « Groupe pour la prédication et le combat » placé sous les ordres de l'émir Hassan Hattab qui, selon les services américains, préparait un attentat contre l'ambassade américaine à Rome au mois de janvier. Dans son entretien à *La Stampa,* le procureur Dambruoso révèle que *« le numéro un de notre liste de gens recherchés s'appelle Tarek Maaroufi. Il a la citoyenneté belge et nous n'avons pas réussi à obtenir son extradition. C'est à lui que les Américains attribuent ce projet d'attentat contre leur ambassade romaine. Et il pourrait bien être engagé dans l'attaque terroriste »* du 11 septembre. Les investigateurs milanais, fort d'une coopération européenne judiciaire réelle et de celle des services de renseignements occidentaux, ont réussi aussi à éventer un autre projet d'attentat, à Strasbourg, siège du Parlement européen et à faire arrêter à Madrid , le 22 juin 2001, le responsable pour les opérations du réseau européen de Ben Laden, Mohamed Besakhria, alias Meliani.

Danielle Rouard

Des hommes de Ben Laden se seraient infiltrés au Japon début septembre

TOKYO
de notre correspondant

Le Japon ne semble pas épargné par des infiltrations de membres de l'organisation d'Oussama Ben Laden. Une douzaine d'entre eux seraient entrés dans l'archipel nippon peu avant les attentats du mardi 11 septembre aux Etats-Unis, selon une dépêche de l'agence de presse japonaise Kyodo, citant des sources des services de renseignement. Ces hommes seraient arrivés en petits groupes, en provenance du Pakistan, depuis début septembre. La police nationale n'a fait aucun commentaire sur cette information.

Les autorités japonaises auraient été averties de l'entrée sur son territoire de membres de l'organisation de Ben Laden par un service de renseignement étranger et, selon Kyodo, la police enquête pour savoir s'ils se trouvent encore au Japon. Peu avant les attentats du 11 septembre, l'ambassade américaine avait mis en garde ses ressortissants contre la menace d'attentats sur le sol japonais, notamment contre les bases américaines, où sont stationnées 48 000 soldats.

Selon l'agence de presse Jiji, la Commission de surveillance des transactions boursières a, d'autre part, ouvert une enquête depuis la semaine dernière pour savoir si, sous couvert de sociétés écrans, Oussama Ben Laden a mené des opérations sur des titres à la Bourse de Tokyo avant et après l'attentat. Alors que la Wall Street avait fermé, les marchés japonais étaient restés ouverts. Les investigations se concentrent sur les contrats à terme.

Dell | Portables

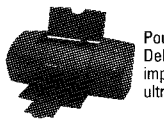
800 MHz, 12 990 F TTC, vous n'en reviendrez pas.

UNE RENTRÉE SANS COMPROMIS

La relation directe avec Dell vous permet de bénéficier des dernières innovations technologiques à moindre coût. En effet, le portable Inspiron 4000 intègre un lecteur DVD-Rom, le processeur Intel® Pentium® III SpeedStep™ à 800 MHz pour plus de puissance et d'autonomie, 128 Mo de mémoire... l'ensemble pour seulement 12 990 F TTC. Vous n'aurez plus à choisir entre technologie et prix !

12 990 F TTC
10 861,20 F HT
Possibilité de financement : contactez-nous
Réf. 170-i0910

DELL™ INSPIRON™ 4000
Processeur Intel® Pentium® III 800/650 MHz avec technologie Intel® SpeedStep™
- AGPSet Intel® 440BX pour mobile
- 256 Ko de mémoire cache "full speed"
- **128 Mo de mémoire SDRAM** extensible à 512 Mo
- Disque dur 10 Go
- Ecran couleur à **matrice active 14.1" SXGA +** (résolution 1400x1050)
- Contrôleur vidéo ATI Rage Mobility 128 bits AGP 2x avec 8 Mo de mémoire SGRAM
- **Lecteur DVD ROM 8x** interchangeable avec le lecteur de disquettes
- Contrôleur audio et enceintes stéréo intégrés
- Modem 56K V90 intégré
- Batterie Lithium Ion 53 WHr
- 1 port USB, 1 port infrarouge, 1 sortie S-Video
- Deux connecteurs PCMCIA Type II ou 1 Type III
- Double système de pointage Touchpad & bouton
- AOL pré-installé : totalement gratuit ! 20 Heures d'essai TOUT COMPRIS (Internet et téléphone inclus(iii))
- Microsoft® Windows Millennium Edition
- Microsoft® Works Suite 2001
- 1 an de garantie aller et retour atelier



Pour 549 F TTC, Dell vous propose une imprimante Lexmark Z32 ultra design

Venise

Les portables Dell utilisent une version originale de Microsoft® Windows®
www.microsoft.com/piracy/howtotell

intel inside pentium® III

TOUS LES SERVICES **DELL EN DIRECT**

FINANCEMENT — Dell propose des offres de financement multiples et adaptées à tous les budgets. Pour plus d'informations, contactez-nous.

ASSISTANCE — Vous en bénéficiez avant, pendant et après votre achat. Votre conseiller Dell possède toutes les compétences pour vous guider.

EXTENSION DE GARANTIE — Extension de garantie européenne 3 ans, service aller-retour atelier (transport à la charge de Dell) : 1 697,32 F HT soit 2 030 F TTC

DELL™

Offre régie par les conditions générales de vente et de services Dell. Photos non contractuelles. Frais d'expédition non compris dans le prix de vente. Les logos Intel Inside et Pentium III sont des marques déposées. Intel Pentium est une marque d'Intel Corporation. Toutes les marques citées appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Offre valable jusqu'au 30 septembre 2001, dans la limite des stocks disponibles. RCS Montpellier 351 528 229. (a) AOL : hors coût des communications téléphoniques, en tarif local dans toute la France métropolitaine, à partir de 45 F par mois en communications illimitées à l'issue des 20H offertes par Dell et soumis aux conditions tarifaires de AOL.

Du lundi au vendredi de 8h30 à 19h N° Indigo (0,98 F TTC/mn)
0 825 004 694
Fax : 0 825 004 701

Choisissez et achetez directement sur le site :
www.dell.fr
24h sur 24h, 7J sur 7

Wall Street compte sur le patriotisme pour ne pas s'effondrer

Après six jours de fermeture, la Bourse américaine rouvre, lundi, dans un climat de très grande nervosité. Pour contrer les menaces de récession ou de krach, des appels se multiplient aux Etats-Unis conviant les opérateurs à « investir dans l'Amérique »

NEW YORK
de notre correspondant

La Bourse américaine va-t-elle tenir ou s'effondrer, lundi 17 septembre, après six jours consécutifs de fermeture et la destruction sanglante des tours jumelles du World Trade Center situées à peine à quatre rues du New York Stock Exchange (NYSE) ? La question va bien au-delà de la simple péripétie financière ; elle sera au moins autant politique et psychologique. Les cours de lundi seront l'exacte mesure de la peur des investisseurs. En s'attaquant au World Trade Center, les terroristes ont porté un coup sévère au cœur du capitalisme mondial. La place financière de New York s'interroge sur son avenir, la récession menace plus que jamais l'économie américaine. A quelques centaines de mètres des corps des 5 000 disparus et des 500 000 tonnes des décombres, les boursiers vont jouer une partie difficile.

Les données objectives – les accès de faiblesse, ces derniers jours, des places européennes et asiatiques, la hausse du pétrole et la baisse du dollar – vont toutes dans le sens d'un plongeon, voire d'un krach. La confiance, déjà affaiblie ces dernières semaines par le ralentissement de l'économie des Etats-Unis, n'a pu qu'être affectée par les attaques terroristes. Les établissements financiers sont presque unanimes à prédire un plongeon des cours après la plus longue coupure des cotations à New York... depuis la première guerre mondiale. « *Cette tragédie signifie que l'économie américaine va sans doute connaître une récession au second semestre, la confiance du consommateur subissant un nouveau choc* », expliquent les analystes James Barty et Bernd Meyer de la Deutsche Bank. Pour Goldman Sachs, fonder une stratégie boursière sur une reprise de la croissance avant la fin de l'année aux Etats-Unis n'est plus justifié. « *Pour la Réserve fédérale américaine et les régulateurs de marché, il s'agira par des effets d'annonce et de probables suspensions de cotation de limiter les mouvements de panique* », estime le Crédit agricole.

Pourtant, le patriotisme peut soutenir Wall Street. Il y a dix ans, pendant la guerre du Golfe, la menace de récession était aussi forte. Les opérateurs et les institutions financières avaient tout fait pour tenir « le front intérieur » et la Bourse américaine n'avait pas baissé. La problématique est la même à la différence, considérable, que les morts ne sont pas à des milliers de kilomètres, mais à quelques centaines de mètres. « *Notre nation s'est toujours ralliée autour du drapeau dans les périodes tragiques* », souligne la société de Bourse A. G Edward & Sons.

« NE VENDEZ PAS ! »

Lundi, « *nous montrerons au monde ce dont nous sommes capables et les gens vont être émerveillés de la rapidité avec laquelle nous allons reconstruire New York, déblayer les décombres, et prouver que nous sommes toujours la plus puissante nation du monde* », a affirmé, dimanche soir, le président George Bush. Des appels à investir dans les valeurs américaines ont été lancés ces dernières heures sur Internet par des particuliers et des fonds d'investissements. « *Imaginez quelle gifle ce serait pour les terroristes, si les marchés américains restaient stables ou même étaient en hausse lundi. Pouvez-vous imaginer envoyer un message plus fort à ceux qui veulent détruire notre façon de vivre ?* », indique l'un de ces messages. Sur le site de CNBC, la chaîne de télévision financière, le sujet est omniprésent : « *Achetez des actions, investissez dans l'Amérique, montrez votre patriotisme, ne vendez pas.* »

L'organisme de régulation des marchés d'actions, la Securities and Exchange Commission (SEC), a préparé le terrain en assouplissant dès vendredi la réglementation qui restreint la possibilité pour les sociétés cotées de racheter leurs propres actions. Le géant des équipements téléphoniques Cisco Systems ainsi que plusieurs autres sociétés ont annoncé des programmes de rachat pour soutenir leurs cours.

Mais tous les regards seront tournés vers la Réserve fédérale (Fed). Les analystes espèrent un soutien de la banque centrale et l'annonce – dès lundi matin ? – d'une nouvelle et forte baisse des taux.

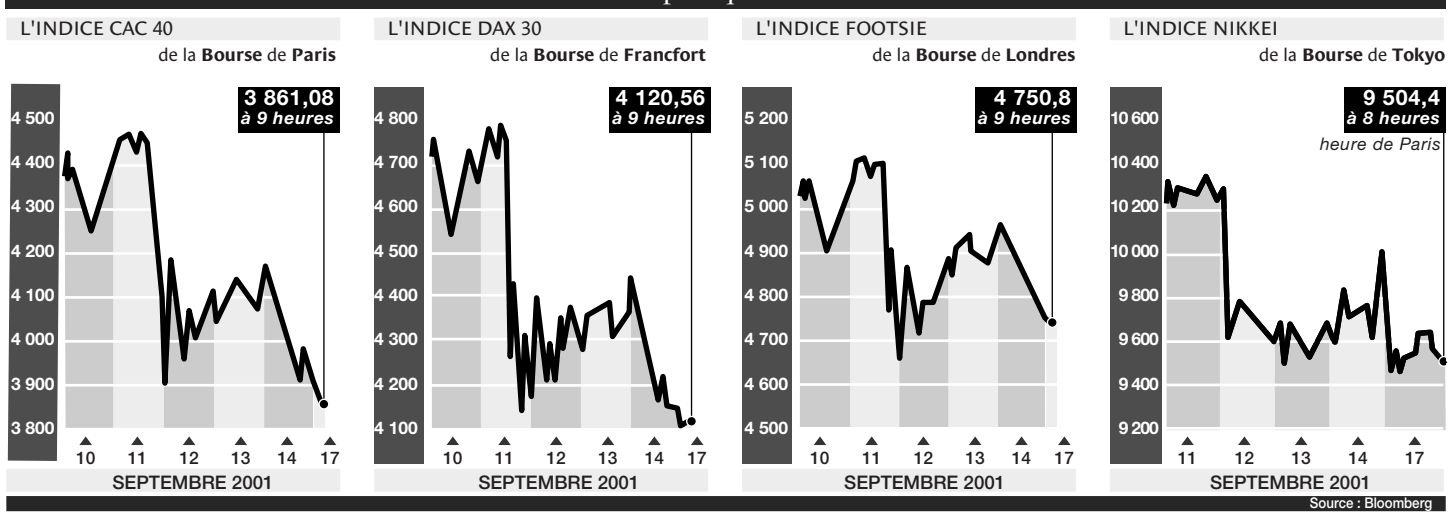
Sur le terrain, un tour de force a été accompli pendant le week-end. Vendredi, le « financial district » de Manhattan restait totalement fermé, sans électricité et privé des trois quarts de ses lignes téléphoniques. Des équipes techniques ont travaillé jour et nuit pour nettoyer les bâtiments, rétablir le courant ou faire fonctionner les générateurs de secours et remettre en état le plus de lignes téléphoniques possible. De nombreuses firmes de courtage utiliseront leurs salles de secours ou partageront celles de sociétés plus chanceuses. Merrill Lynch et Lehman Brothers, deux des plus grandes maisons de la place, ont dû abandonner depuis mardi leurs bureaux du World Financial Center, situé à 50 mètres du World Trade Center, et ont passé le week-end à mettre en marche leurs installations de secours de Jersey City. « *Nous avons dû recréer en cinq jours un environnement de travail construit pendant cinquante ans* », explique David Komanski, le président de Merrill Lynch.

Pourtant, « *lundi sera une journée de transactions normale* », affirme le président du New York Stock Exchange, Richard Grasso, en soulignant que les derniers tests informatiques garantissent un bon fonctionnement des opérations. « *Environ 90 % des courtiers seront à leur poste* », a assuré M. Grasso. Sur le Nasdaq, seulement 5 % des 443 « faiseurs de marché » ne pourront pas reprendre leur activité. Entre 75 000 et 125 000 professionnels de la finance travaillent quotidiennement dans le quartier des affaires de Manhattan, et 3 200 au seul NYSE.

Lundi à 9 h 30 heure de New York (13 h 30 GMT), après deux minutes de silence, la cloche d'ouverture sera sonnée par des pompiers et des policiers de New York en présence du secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, du maire de la ville, Rudolph Giuliani, et du gouverneur de l'Etat de New York, George Pataki. Personne ne sait si leur présence suffira à éviter la panique.

Eric Leser

Une semaine de panique sur les marchés



Source : Bloomberg

Les valeurs du CAC 40 enregistrent des baisses allant jusqu'à 30 %

● **Dans le rouge.** 38 des 40 valeurs composant l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris ont reculé, la semaine dernière. Seuls Thales (+ 1,67 %), dans le secteur de la Défense, et France Télécom (+ 1,39 %), bénéficiant d'un rebond technique, sont restés à l'écart.

● **En première ligne.** Le tourisme, l'aéronautique et l'assurance seront les plus touchées par les conséquences des attentats. D'où la chute d'Accor (– 31,11 %), EADS (28,49 %) de Lagardère (– 24,33) et d'Axa (– 21,07 %)

● **Valeurs dollars.** La crainte du ralentissement américain et de la chute du dollar ont aussi affecté LVMH (– 22,77 %), Vivendi Universal (– 17,36 %), Thomson Multimédia (– 26,25 %) ou Renault (– 16,03 %).

● **TMT.** Les valeurs de technologie-médias-télécommunications comme Dassault Systèmes (– 17,51 %) ou TF1 (– 20,43 %) ont pâti des craintes de récession.

La Banque du Japon intervient pour soutenir le dollar

TOKYO
correspondance

Le gouvernement japonais pourrait être appelé à prendre des mesures de soutien plus concrètes de l'économie et à suspendre pour un temps sa politique d'austérité. Après avoir plongé en dessous de 10 000 points, après les attentats du 11 septembre, le Nikkei a poursuivi sa chute, lundi 17 septembre, terminant sur une baisse de 5,04 %, à 9 504,41 points. La FSA (Financial Services Agency) a annoncé qu'elle disposait du fonds d'urgence de 15 000 milliards de yens débloqué en avril pour parer à une crise dans le secteur financier. Même avec un Nikkei à 8 000 points, la FSA estime que le ratio Cooke (ratio de solvabilité) des banques devrait rester en deçà des taux atteints en 1998, lorsque le secteur financier nippon avait frôlé la crise systémique.

Les banques nippones risquent de devoir annoncer des pertes plus importantes que prévu pour le premier semestre fiscal (avril-septembre). Le premier groupe bancaire mondial, Mizuho Holdings, prévoit ainsi une perte brute de 370 milliards de yens fin septembre (3,39 milliards d'euros). La Banque du Japon, de son côté, se dit prête à stabiliser les marchés avec d'amples liquidités si nécessaire. Elle est aussi intervenue sur le marché des changes, lundi, en achetant des dollars contre des yens dans le but de stopper la forte hausse de sa devise face à un dollar qui avait chuté à moins de 117 yens, son plus faible niveau depuis sept mois.

Paradoxalement, l'annonce du dépôt de bilan de Mycal, la quatrième chaîne de supermarchés japonaise, a été bien perçue par les marchés. Lâchée par sa banque principale, la Dai-Ichi Kangyo, Mycal vient de ravir aux grands magasins Sogo le titre de la plus grosse faillite hors secteur financier. Cette opération signifie qu'un pas supplémentaire est fait dans l'assainissement des mauvaises créances détenues par les banques.

Brice Pedroletti

Entre récession et rebond, le sort de l'économie mondiale se joue à Manhattan

ANALYSE

Avant le 11, déjà, on se demandait si le moral des ménages résisterait au « krach lent »

S'IL EST VRAI que l'histoire de la prévision économique se résume fréquemment à celle de ses erreurs, sans doute a-t-on de bonnes raisons, aujourd'hui encore plus qu'à l'ordinaire, de ne pas se risquer à dessiner un avenir économique qui, d'un seul coup, est devenu singulièrement illisible. Qui sait, au lendemain des attentats aux Etats-Unis, ce que sera l'intervention militaire des Etats-Unis et quelle onde de choc politique elle suscitera dans le monde entier ? Et, qui, par conséquent, sait comment évolueront dans les prochaines semaines et les prochains mois des paramètres économiques aussi importants que la consommation des ménages américains, le Dow Jones à Wall Street, ou encore, les prix pétroliers ? Oui, brutalement, tout s'est obscurci. Et on se prend à penser qu'au lendemain de ce drame, dans le tumulte de ces événements douloureux dont on peine à deviner les prolongements, il serait aventureux de se livrer au moindre pronostic.

AVANT LE 11, DÉJÀ LA SINISTROSE

Et pourtant, si. On pressent au moins que deux grands scénarios économiques, l'un pessimiste, l'autre optimiste, sont concevables. Et retracer ces deux grandes options n'est pas purement spéculatif : l'exercice permet de cerner les grands défis auxquels va être confrontée l'économie mondiale.

De prime abord, le scénario noir semble le plus crédible. On sait, en effet, que, dès avant les événements dramatiques que viennent de connaître les Etats-Unis, l'économie du pays traversait une passe difficile. Après presque dix années de croissance forte et ininterrompue, soutenue par une folle expansion de la Bourse, tout a commencé, à l'été 2000, à aller de mal en pis. Eclatement de la « bulle » des valeurs technologiques, plan de licenciements massifs dans tous les grands groupes industriels ou financiers, tassement de la croissance : au cours du printemps 2001 puis de l'été, tout s'est combiné pour démentir ceux qui prédisaient un rebond économique rapide de la plus grande puissance économique mondiale.

C'est même plus grave que cela. En cette rentrée, on pouvait craindre que le ralentissement américain ne se transforme purement et simplement en récession. Après avoir longtemps résisté à l'interminable dégringolade du Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, le Dow Jones, qui regroupe les grandes valeurs industrielles du pays, a été, à son tour, gagné par la sinistrose. On pouvait donc redouter qu'après avoir généré un fantastique « effet de richesse » – à l'origine de cette décennie d'expansion – Wall Street ne commence à générer un effet contraire « d'appauvrissement ».

A la veille des attentats du 11 septembre, telle était, de fait, la question que se posaient tous les experts : le moral des ménages américains résistera-t-il à ce que l'économiste Christian de Boissieu appelle un « krach lent » ?

On comprend donc le ressort de ce scénario noir. Si la variable clef de la conjoncture américaine était, avant même le drame, le moral des ménages, les dés sont aujourd'hui jetés. Sans même évoquer de possibles enchaînements économiques récessifs, comme ceux postérieurs à l'invasion du Koweït par l'Irak (hausse des cours pétroliers), les ménages américains, sous le choc terrible des événements, vont être tentés de se réfugier dans des comportements d'attentisme, freinant la demande intérieure.

La Bourse de Wall Street, elle, risque de verser encore plus dans le pessimisme – c'est le grand suspense de cette réouverture —, au risque d'amputer encore un peu plus le pouvoir d'achat américain. Et, dans un univers économique où, quoique en pense Wim Duisenberg, le maladroit président de la Banque centrale européenne, les déconnexions de conjoncture sont difficilement concevables entre l'Europe et l'Amérique, ce virus de la récession a malheureusement toutes les chances de se propager en dehors des Etats-Unis.

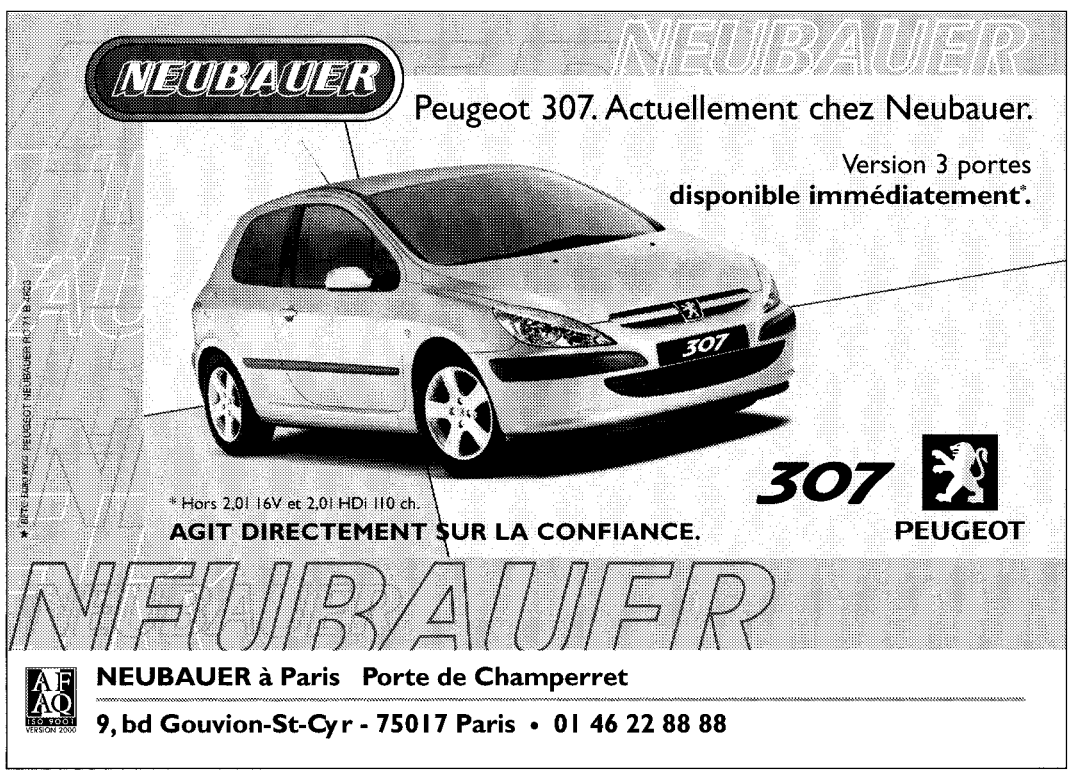
DEUX ALÉAS

Dire qu'une bonne partie de l'énigme économique du moment va trouver sa solution dans le paramètre très précis du comportement des ménages américains met toutefois en évidence la fragilité de ce scénario noir. Ou plutôt, si la clef de la conjoncture économique est de nature psychologique, un autre scénario, plus optimiste celui-là, est aussi possible. Dans un pays fier comme le sont les Etats-Unis, un pays où l'on a le culte des grands élans de communion nationale, la réaction pourrait être différente de ce que l'on pensait initialement. Elle pourrait être de reconstruire au plus vite ce qui a été détruit ; de consommer comme si de rien n'était. Bref, de faire face. En quelque sorte, les événements dramatiques traversés par les Etats-Unis, loin de précipiter la récession qui était déjà en gestation, pourraient être l'occasion d'un sursaut. D'enclencher le rebond économique depuis de si longs mois attendu.

L'hypothèse est évidemment séduisante. On devine pourtant que ce scénario, pour qu'il se confirme, repose sur deux aléas. D'abord, il faudrait que les grandes puissances économiques mondiales – les puissances rassemblées au sein du G7 aussi bien que les banques centrales – donnent le sentiment d'agir – enfin ! – de concert pour conforter cette reprise. Est-ce concevable ? On peut évidemment l'espérer, puisque les banques centrales ont fait un premier geste, la semaine passée, qui n'est pas mince, en injectant des liquidités pour éviter une crise du système bancaire. Mais voudra-t-on aller au-delà ? Acceptera-t-on de se diriger, d'un côté mais aussi de l'autre de l'Atlantique, vers des politiques monétaires et budgétaires plus accommodantes pour soutenir une croissance en danger ? L'Europe, pour ne parler que d'elle, n'a guère manifesté sa volonté, ces derniers mois, d'engager une politique coopérative pour sortir du ralentissement.

Et puis, la seconde condition à la réalisation de ce scénario optimiste, ce serait que les marchés ne viennent pas jouer les trouble-fête. Ce serait que le « krach lent » ne se transforme pas en un vrai et terrible krach. Mais peut-on attendre des marchés un sursaut en quelque sorte patriotique ? Ordinairement, ce ne sont pas les ressorts qui les font fonctionner.

Laurent Mauduit



PETER MORGAN/ REUTERS

■ **BOURSE DE NEW YORK.** Des courtiers et des techniciens ont procédé, samedi 15 septembre, à des essais informatiques pour s'assurer que des ordres pourraient être donnés au New York Stock Exchange, à quelques mètres du lieu de l'attentat. La réouverture de la place new-yorkaise était prévue lundi 17 septembre.

Des experts sont dépêchés à New York pour mesurer le risque « amiante »

Les premiers prélèvements suggèrent un danger « minimal ou nul »

AUSSITÔT après l'effondrement des deux tours du World Trade Center, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a dépêché des scientifiques dans Manhattan afin d'étudier l'impact nocif du nuage de poussière et de fumée qui a enveloppé une partie de l'île. Les experts ont relevé la présence d'amiante dans l'atmosphère, jusqu'à 2,5 kilomètres du lieu du sinistre, mais ont conclu à un risque *« minimal ou nul »* pour les habitants. Rudolph Giuliani, le maire de New York, s'est aussitôt employé à rassurer une population inquiète des rumeurs sur la propagation de ce produit cancérigène. *« Lorsqu'on se déplace de l'épicentre du site, les niveaux d'amiante soit ne sont pas dangereux, soit sont non-existants »*, a-t-il insisté, précisant que les relevés se poursuivraient.

Des prélèvements ont en revanche démontré la présence d'une quantité importante d'amiante dans les décombres du World Trade Center ainsi que dans celles du Pentagone, a affirmé Chris Paulitz, le porte-parole de l'EPA. Des masques ont donc été distribués aux sauveteurs, qui sont appelés à fouiller ces débris sans doute encore pendant plusieurs dizaines de jours.

« Nous avons des interrogations sur les dégagements de ce nuage qui s'est répandu sur New York et qui est encore dans l'air depuis maintenant quatre jours », a déclaré dimanche 16 septembre sur Europe 1 Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances. Les médecins ont tenu à rassurer et rappeler que les risques de cancer liés à l'amiante ne peuvent provenir que d'une exposition prolongée, bien au-delà de ces quelques jours.

> Certains experts pensent que l'intense chaleur de l'incendie a détruit les particules nocives

La législation américaine interdit l'amiante dans les constructions depuis les années 1970. Le World Trade Center a été érigé entre 1967 et 1973 : des éléments des deux bâtiments ont donc pu en contenir. Victime d'un cancer lié à ce produit, un ouvrier ayant participé au chantier a même été indemnisé récemment par la justice américaine. Dans les années 1990, les responsables avaient soigneusement confiné les matériaux à risque. Mais l'écroulement des édifices a libéré l'amiante emprisonnée.

Malgré les propos rassurants des autorités, certains scientifiques s'interrogent sur les conséquences de la diffusion des fibres blanches, transportées dans l'atmosphère, sur les véhicules de secours ou sur les vêtements des rescapés. Outre des produits dangereux inclus dans les matériaux de construction, ils s'interrogent sur les conséquences de la destruction de dizaines de milliers d'ordinateurs gorgés de composants toxiques. *« Ça nous inquiète un peu parce que (...) il se peut qu'aient été libérées des substances toxiques, qui bien entendu se sont répandues dans l'atmosphère à la suite de ce choc »*, a confirmé M. Kessler.

A l'inverse, d'autres experts estiment que l'intense chaleur de l'incendie (plus de 1 000 degrés) a détruit les particules nocives. Mais, dans New York soudée par le deuil, cette polémique sur un danger hypothétique semble encore dérisoire.

Benoît Hopquin

Le secteur aérien américain, sinistré, devrait recevoir une aide exceptionnelle de 15 milliards de dollars

ALORS QUE les liaisons aériennes transatlantiques reprennent timidement, les transporteurs américains commencent à faire leurs comptes : leur semaine de quasi-inactivité leur aurait déjà coûté près d'un milliard de dollars. Cette perte fragilise encore un peu plus les cieux américains et internationaux qui auront, sans aucun doute, à faire face dans les semaines à venir à une crise de confiance majeure des passagers ainsi qu'à des délais d'enregistrement beaucoup plus longs, compte tenu des mesures accrues de sécurité qui réduiront *de facto* le nombre de vols.

Sans attendre, la Maison Blanche et le Congrès examinent la possibilité d'accorder une aide aux compagnies aériennes américaines. Depuis vendredi 14 septembre, la Chambre des représentants, à majorité républicaine, examine un projet de loi prévoyant une aide de 15 milliards de dollars (16 milliards d'euros) aux compagnies aériennes, dont 2,5 milliards en dons directs et 12,5 milliards en prêts, garanties de crédit et allègements fiscaux.

Gordon Bethune, le PDG de Continental Airlines, sixième compagnie américaine, a été l'un des premiers à tirer le signal d'alarme en interpellant le président américain George W. Bush : *« L'industrie américaine du transport aérien traverse une crise financière sans précédent »*, a-t-il déclaré. Dès samedi, Continental Airlines a annoncé qu'elle allait réduire son programme de vols sur le long terme de 20 % et qu'elle allait mettre 12 000 personnes au chômage technique sur les 56 000 salariés que compte la compagnie.

RÉDUCTIONS DE CAPACITÉ

Leo Mullin, PDG de Delta Airlines, a adopté la même position, soit une réduction de 20 % des capacités dans un premier temps. Dans un second temps, le patron de la troisième compagnie américaine n'exclut pas une réduction des effectifs. D'autres compagnies, à l'image de United Airlines, deuxième transporteur américain et Northwest Airlines, cinquième du classement devraient respectivement réduire leurs capacités de 14 % et 20 %.

Déjà affaiblies par le ralentissement économique, les compagnies aériennes prévoient désormais des pertes pour l'exercice en cours de 2,6 milliards de dollars. Les analystes pensent que les cours des compagnies aériennes pourraient baisser entre 20 et 60 % ! En Europe, elles affichent encore pour l'instant un optimisme mesuré. Jean-Cyril Spinetta, PDG d'Air France, dont le titre a perdu plus de 35 % au cours de la semaine (il cotait 10,31 euros lundi matin), prédit ainsi un impact fort mais *« encore impossible à mesurer pour les compagnies aériennes »*. Lundi matin, partout en Europe, les actions de ces compagnies poursuivait leur chute libre.

François Bostnavaron

A bord d'un avion d'Air France : « Bienvenue aux Etats-Unis, que Dieu bénisse l'Amérique ! »

REPORTAGE

> Le moment où l'on compte les passagers est le seul où apparaît une véritable fébrilité

SAMEDI 15 septembre, 12 heures. Plongé dans sa lecture, Tony attend patiemment dans le terminal 2C de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Ce cadre américain de l'industrie chimique, quinquagénaire aux cheveux poivre et sel, cherche à embarquer sur le vol Air France 010 prévu pour 15 h 55, le deuxième que la compagnie française assure depuis la réouverture, vendredi soir, des lignes aériennes Paris-New York.

14 h 30. Devant les comptoirs d'enregistrement, les files d'attente s'allongent sans bruit, disciplinées. L'aéroport est bondé mais étrangement calme. Les Américains affluent de toute l'Europe. Après deux heures et demie d'attente, Tony tient enfin sa carte d'embarquement. Il se range docilement parmi une centaine de personnes qui attend l'accès aux plates-formes d'embarquement. La police regarde avec insistance les talons de ses mocassins. Le voyageur suivant devra, lui, faire les siens passer sous rayons X. Pour le vol Paris-New York, la police a *« confisqué de quatre à cinq fois plus d'objets qu'à l'ordinaire »*, estime un officiel de l'aéroport.

16 heures. Dans le bus qui les mène au Boeing 747, les passagers se parlent facilement : *« Are you working downtown or midtown ? »* (Travaillez-vous là où s'est passé l'attentat ou un peu plus au nord ?). *« Did you know anybody ? »* (Connaissiez-vous quelqu'un ?). Tony connaît bien Harry, un des seuls rescapés de l'entreprise Cantor Fitzgerald, qui se situait dans le World Trade Center, au niveau même de l'impact de l'avion. Cette entreprise a perdu sept cents personnes. Harry était passé à l'école avant d'aller travailler. Il s'apprêtait à prendre l'ascenseur au moment du choc.

18 heures. Le dernier passager vient de rentrer dans l'appareil, deux heures après l'horaire prévu pour le décollage. Le commandant annonce un décompte des passagers. Une fois, deux fois, trois fois. Les comptes ne tombent pas juste. La tension monte. A côté du rang 25, où se trouve Tony, les toilettes sont vérifiées par cinq personnes différentes. Des agents de sécurité reprennent les opérations, passent et repassent. Ce sera le seul moment de tout le vol où apparaîtra une véritable fébrilité. Après cinq vérifications, l'avion décolle avec trois heures de retard.

20 h 40, heure américaine. L'appareil se pose sur la piste de l'aéroport John-Fitzgerald-Kennedy. Mis à part les couverts en plastique qui ont remplacé ceux en métal dans les plateaux-repas, tout s'est déroulé comme dans un vol habituel. Le pilote annonce *« Bienvenue aux Etats-Unis. Que Dieu bénisse l'Amérique ! »* Tony, comme beaucoup des quelque deux cents Américains de l'avion, applaudit.

Laure Belot

M. Sharon exige quarante-huit heures de calme avant toute rencontre entre M. Pérès et M. Arafat

Israël veut obtenir un cessez-le-feu de l'Autorité palestinienne

JÉRUSALEM
correspondance

Après avoir purement et simplement interdit à Shimon Pérès de rencontrer Yasser Arafat compte tenu du nouveau contexte de lutte internationale contre le terrorisme, Ariel Sharon y a finalement posé une condition qui apparaît comme un assouplissement de sa position initiale. *« S'il y a un calme total pendant quarante-huit heures consécutives, le ministre des affaires étrangères rencontrera Arafat afin de consolider le cessez-le-feu »*, a déclaré le premier ministre israélien lors de la session extraordinaire de la Knesset consacrée, dimanche 16 septembre, aux victimes de la tragédie américaine.

« Si Arafat déclare un cessez-le-feu, je mettrai fin aux opérations militaires en cours », a précisé le chef du gouvernement israélien. Dans la soirée de dimanche, le ministre israélien de la défense, Benyamin Ben Eliezer, plus en phase avec la position de M. Sharon qu'avec celle de M. Pérès, délivrait quelques bons points à M. Arafat. Ce dernier aurait donné l'ordre à ses troupes d'arrêter la violence. M. Pérès, encouragé par cet indice positif, se préparerait à voir M. Arafat, au plus tôt jeudi, après les fêtes du Nouvel An juif (les 18 et 19 septembre).

L'artisan des accords d'Oslo aurait donc, une fois de plus, réussi à convaincre M. Sharon de laisser une porte entrouverte à la reprise du dialogue. Lors de l'entrevue entre les deux hommes qui a eu lieu vendredi, le ministre des affaires étrangères aurait menacé de démissionner si M. Sharon maintenait un *« non »* catégorique à la rencontre avec M. Arafat. D'après le journaliste Shimon Shiffer, du quotidien *Yediot Aharonot*, M. Pérès, craignant que M. Sharon s'apprête à reconquérir les territoires palestiniens et à démanteler l'Autorité palestinienne, conformément au souhait d'une partie des responsables militaires, aurait déclaré : *« Je ne serai plus là quand cela arrivera. »*

La pression exercée par les Américains a certainement contribué à faire fléchir M. Sharon. Le président George Bush, soucieux de résoudre tout au moins partiellement le conflit israélo-palestinien pour obtenir le soutien sans réserve de plusieurs pays arabes à sa coalition antiterroriste, aurait instamment demandé à M. Sharon de permettre la rencontre entre M. Pérès et M. Arafat. En outre, l'administration américaine rejetterait la comparaison faite par le premier ministre israélien entre M. Arafat et M. Ben Laden.

A cet égard, M. Sharon n'a guère changé de ton. Lors de son allocution prononcée dimanche à la Knesset, le premier ministre a souligné que *« M. Arafat avait choisi une stratégie de la terreur et de construire une coalition de la terreur. Les actes de terreur contre des citoyens israéliens ne sont en rien différents de ceux de Ben Laden contre des citoyens américains. La terreur c'est la terreur. »* Une assimilation rejetée par le chef de l'opposition Yossi Sarid, chef du parti Meretz, qui est intervenu juste après M. Sharon.

D'après une source autorisée, MM. Sharon et Pérès poursuivraient le même but – obtenir un cessez-le-feu de M. Arafat, affaibli par la nouvelle situation internationale – mais avec des méthodes différentes. Le ministre des affaires étrangères, qui a répété à plusieurs reprises que M. Arafat devait désormais choisir son camp, celui du terrorisme ou celui de la démocratie, est favorable à la politique de la main tendue au président de l'Autorité palestinienne.

Quant à M. Sharon, il pense qu'il faut affaiblir davantage M. Arafat afin que celui-ci se rende sans conditions. *« Il faut lui tordre le bras pour le forcer à observer le cessez-le-feu »*, confiait-on dimanche dans les coulisses du pouvoir. Dans ces conditions, le cessez-le-feu n'a plus à être négocié, mais doit être le fruit d'une décision prise par M. Arafat. Pour le moment, M. Arafat semble disposé à accepter les conditions posées par M. Sharon quelles que soient les actions menées depuis quelques jours.

Outre les instructions que le président de l'Autorité palestinienne a données à ses hommes pour arrêter la violence, il a déclaré dimanche : *« Je suis prêt à rencontrer M. Pérès n'importe quand et n'importe où, si cela peut contribuer au processus de paix au Moyen-Orient. »* Un diplomate étranger souligne le changement opéré chez M. Arafat qui, la veille de la vague terroriste aux Etats-Unis, rejetait toute entrevue avec M. Pérès hors du territoire égyptien. *« Cependant, M. Arafat ne pourra pas conserver cette ouverture très longtemps »*, ajoute ce diplomate. *« S'il n'obtient rien, il risque de reprogrammer le voyage en Syrie. »*

Prévue les 12 et 13 septembre, cette visite avait été annulée à la suite des attentats aux Etats-Unis. D'autres, plus inquiets encore, craignent que M. Sharon n'ait en réalité aucune intention de négocier avec M. Arafat. *« Le cessez-le-feu de quarante-huit heures demandé par M. Sharon est un faux compromis. On sait bien que chaque délai encourage ceux qui veulent empêcher la reprise du dialogue à commettre des attentats. Les Israéliens attendent que M. Arafat arrête les activistes du Hamas, malheureusement il n'est pas certain qu'il puisse le faire »*, remarque un autre diplomate étranger.

En outre, sur le terrain, *« l'armée israélienne a profité de la catastrophe américaine pour mener des opérations plus nombreuses et plus longues en territoire palestinien »*, expliquait le spécialiste des questions militaires sur la deuxième chaîne de télévision israélienne. Enfin, l'annonce faite dimanche par le chef d'état-major, Shaul Mofaz, de la mise en place de zones militaires tampon entre le territoire israélien et la Cisjordanie afin d'empêcher le passage des terroristes en Israël constitue un autre signe de durcissement de la position israélienne. Dans ces conditions, il n'est pas certain que M. Sharon prenne, dans les jours à venir, la *« décision historique »*, selon le terme d'un journaliste du *Yediot Aharonot*, d'autoriser la rencontre entre MM. Pérès et Arafat.

Catherine Dupeyron

L'ambassadeur de France mis en cause

Les propos tenus, jeudi 13 septembre, par l'ambassadeur de France en Israël à l'occasion d'une réception du corps diplomatique par le président de l'Etat, Moshe Katsav, ont soulevé une véritable tempête en Israël. Répondant à la question de savoir s'il était possible d'assimiler le terrorisme existant en Israël et les événements survenus aux Etats-Unis, Jacques Huntzinger a répondu que la France a toujours condamné *« les actions terroristes en Israël »* mais que le conflit israélo-palestinien ne peut *« être confondu avec ce qui s'est passé aux Etats-Unis. »* Dans un communiqué, l'ambassadeur a regretté le malentendu. M. Huntzinger a été convoqué par le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, et l'ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi, a fait une démarche officielle auprès du Quai d'Orsay pour condamner ses propos. Certains politiciens de la droite israélienne avaient estimé que le discours de l'ambassadeur *« avait des relents d'antisémitisme »* et demandé que M. Huntzinger soit déclaré persona non grata. – *(Corresp.)*

L'armée israélienne a multiplié les incursions dans les territoires

Une vingtaine de personnes ont été tuées au cours des affrontements

JÉRUSALEM
de notre envoyé spécial

Un calme relatif semblait s'être installé, dimanche 16 septembre, dans les territoires occupés après cinq jours de combats qui ont vu l'armée israélienne multiplier incursions et attaques dans plusieurs zones contrôlées par l'Autorité palestinienne. De l'avis même du ministre israélien de la défense, il existe des *« indications »* que le président Yasser Arafat ait donné l'ordre *« à tous les hommes en uniforme sous son commandement »* de cesser le feu, écrivait, lundi, le quotidien *Ha'aretz*. Faut-il voir dans cette accalmie une conséquence directe des propositions d'Ariel Sharon de cessez-le-feu ou, plus généralement, le souci du leader palestinien de faire baisser la tension dans le contexte particulièrement volatile de la situation internationale ? Toujours est-il qu'Arafat est en train de faire également pression sur les cellules du Hamas ou du Djihad islamique afin d'éviter un autre attentat suicide en Israël. Ce qui ne pourrait avoir que des conséquences dramatiques pour les Palestiniens.

REPORTAGE

Depuis les attentats aux Etats-Unis, Tsahal a durement frappé les Palestiniens

Les jours qui ont suivi les attentats de New York et de Washington auront, en tout cas, été mis à profit par Tsahal pour frapper durement les Palestiniens : 17 d'entre eux ont été tués depuis mardi dernier.

APRÈS JENINE, GAZA

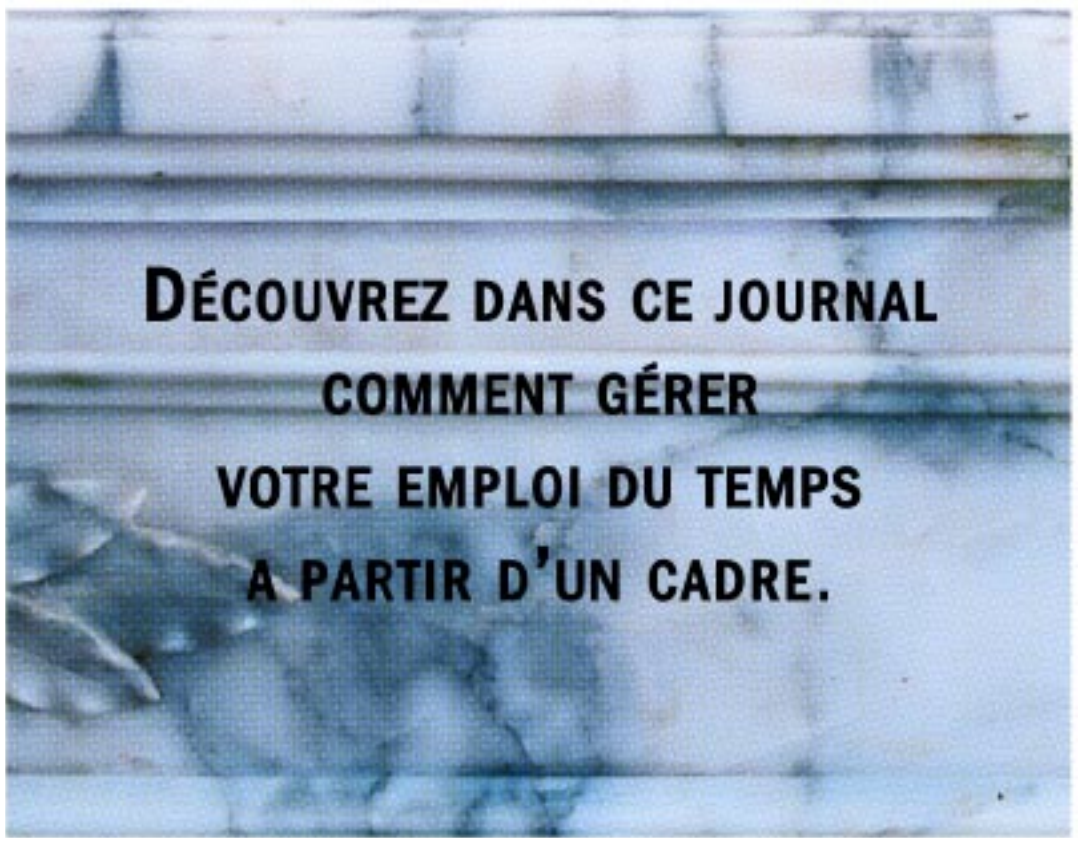
A Jenine, dans le nord de la Cisjordanie, les soldats de l'Etat juif avaient procédé à des incursions dès le lendemain de la tragédie aux Etats-Unis, dans le but d'éliminer les militants du Hamas et du Djihad, particulièrement actifs dans cette région qui « envoie » le plus grand nombre de kamikazes se faire exploser en Israël. A Jéricho, en fin de semaine, Tsahal se déployait également à plusieurs reprises dans cette autre ville sous contrôle total de l'Autorité palestinienne.

Samedi, c'était autour de Gaza de subir l'attaque des Israéliens : des hélicoptères ont envoyé des missiles sur un bâtiment des services de renseignements palestiniens, des tanks ont tiré sur des positions des forces de sécurité près du camp de réfugiés de Nuseirat et sur le quartier général de la police à Rafah, près de la frontière égyptienne, au sud de la bande de Gaza. Huit policiers et une jeune fille ont été blessés dans ces attaques. Un jeune Palestinien de quatorze ans a été tué au cours d'un affrontement avec les militaires israéliens, et un autre a été tué lundi matin. Au poste-frontière de Karni, toujours à Gaza, les soldats de Tsahal ont aussi abattu un Palestinien lors d'un affrontement.

Dimanche, enfin, à Ramallah, l'autre « capitale » des Palestiniens, près de Jérusalem, Tsahal a également fait des incursions dans le but de capturer des « terroristes » du Hamas qui se préparaient, rapporte la presse, à fomenter des attentats en Israël à l'approche de la grande fête juive, mardi, de Rosh Hashannah. Un Palestinien a été tué, plusieurs autres arrêtés, et un soldat israélien a été blessé. Durant toute cette période, les Palestiniens n'étaient cependant pas restés inactifs : tirs de mortiers sur les colonies juives de Gaza, tirs contre des automobilistes israéliens à la sortie de Jérusalem (deux d'entre eux ont été blessés).

L'impression a cependant été donnée qu'Israël répliquait de manière encore plus dure que d'habitude, voire parfois disproportionnée. Côté rhétorique, en dépit de l'ouverture d'Ariel Sharon à la Knesset, les choses ne s'améliorent pas : le premier ministre israélien a traité Arafat de Ben Laden, déclaration suivie peu après de celle du ministre palestinien de l'information, Yasser Abdel Rabo, affirmant que le *« grand Ben Laden d'Israël, c'est Ariel Sharon »*.

Bruno Philip



L'Italie renforce la sécurité du Vatican

ROME. Le ministre italien de la défense, Antonio Martino, a mis en œuvre ce week-end des mesures de renforcement de la sécurité au Vatican. La veille, plusieurs journaux avaient fait état de menaces terroristes contre le Saint-Siège et le pape lui-même, considéré comme la cible numéro un des réseaux fondamentalistes philippins d'Abou Sayyaf, selon la presse.

Ce groupe avait tenté une action contre le pape lors d'un déplacement à Manille il y a quelques années. Jean Paul II n'a pas pour autant renoncé à ses voyages au Kazakhstan (le 22 septembre) et en Arménie (le 25), a-t-on appris de source vaticane. Le cardinal de Milan, Carlo Maria Martini, a pour sa part invité à la nuance ceux qui, y compris dans les rangs de l'Eglise, parlent déjà de *« guerre sainte contre l'islam »*. Et dimanche, près de Rome, le pape a prié pour que *« le monde ne cède pas à la tentation de la violence et de la haine »*. – *(Corresp.)*

Mise en état d'alerte d'une division russe basée au Tadjikistan

MOSCOU. Le ministre russe de la défense, Sergueï Ivanov, a annoncé, dimanche 16 septembre, la mise en état d'alerte d'une division russe basée au Tadjikistan, frontalier de l'Afghanistan. Le ministre, cité par l'agence Itar-Tass, a annoncé avoir pris cette décision en raison de *« la situation qui s'annonce dans la région »*.

La division 201 compte environ 7 000 hommes répartis en quatre régiments, deux basés à Douchanbé, et deux à une centaine de kilomètres de la frontière afghane. A Erevan, le président russe, Vladimir Poutine, a comparé les attentats aux Etats-Unis, *« par leur importance et leur cruauté, aux atrocités commises par les nazis »*. Il a cependant mis en garde sur le danger de représailles aveugles. – *(AFP.)*

Plus de deux Allemands sur trois soutiendraient des représailles

BERLIN. Plus de deux tiers des Allemands sont pour un soutien de l'Allemagne à des représailles militaires américaines contre les auteurs des attentats du 11 septembre, révèle, dimanche 16 septembre, un sondage réalisé les 12 et 13 septembre par l'institut Forsa pour la chaîne allemande d'informations en continu N 24.

Aucune précision sur la nature du soutien allemand ne vient compléter la question. Une majorité écrasante des personnes interrogées, 89 %, prône néanmoins une action « *raisonnable* » du président américain George W. Bush, après analyse « *d'informations précises* » sur les responsables des attentats, contre 9 % qui préconisent une riposte rapide et sévère. – *(AFP.)*

Le Yémen soutient une action internationale contre le terrorisme

SANAA. Le Yémen a souligné, samedi 15 septembre, la nécessité d'une coopération internationale contre le terrorisme. Un communiqué publié à l'issue d'une réunion du Conseil national de défense, présidée par le chef de l'Etat, Ali Abdallah Saleh, affirme que le Yémen *« appelle à combattre le terrorisme sous toutes ses formes et lutter contre ses auteurs, quels qu'ils soient »*.

Le texte souligne *« la nécessité d'une concertation des efforts internationaux en vue de lutter contre le terrorisme, quelle que soit sa source, en tant que phénomène grave qui menace la sécurité et la stabilité dans le monde »*. *« Une coopération régionale et internationale étroite à tous les niveaux est requise »*, a ajouté le communiqué, affirmant que les attentats du 11 septembre étaient *« contraires à tous les principes religieux et humains »*. En octobre 2000, 17 militaires américains ont été tués à Aden, dans le sud du Yémen, dans un attentat suicide contre le destroyer *USS Cole*. – *(AFP.)*

Paris expo, Porte de Versailles
Hall 4 26-30 Septembre 2001

Pour obtenir votre badge d'accès gratuit et préparer votre visite :
www.apple-expo.com

Conférences Apple

Intégration Mac/PC : les nouvelles solutions pour l'entreprise
mercredi 26 septembre 16h30-17h30
jeudi 27 septembre 15h00-16h00
dimanche 30 septembre 14h00-15h00

Office pour Mac : la solution bureautique dans un usage au quotidien
mercredi 26 septembre 18h00-19h00

Le e-learning et les initiatives européennes
jeudi 27 septembre 10h30-12h00

Le salon Apple Expo est organisé par Reed-OIP, membre de Reed Exhibition Companies.
Reed-OIP, 11 rue du Colonel Pierre Avia, 75015 Paris. ©2001 Apple Computer, Inc.

Le commandant Massoud quelques jours avant Noël 2000.

Quand Massoud rêvait de paix

Quelques jours avant Noël 2000, un reporter du journal polonais « Gazeta » avait passé une journée avec le commandant Massoud. L'ennemi des talibans avait raconté ses combats et ses craintes, en répétant qu'il lutterait jusqu'à la fin de ses jours

10 HEURES

Le commandant arrive.

« Vous avez consacré vingt-cinq ans, la moitié de votre vie, à la lutte partisane. Faut-il vous féliciter ou vous transmettre mes condoléances ?

– C'est triste que la guerre dure depuis si longtemps dans mon pays. Nous sommes le seul pays au monde contre lequel deux empires, britannique et russe, se sont cassé les dents au cours du XXe siècle. Nous avons apporté la liberté à beaucoup de peuples. Mais nous-mêmes payons un prix très élevé pour cela. Au cours des vingt dernières années, un dixième du peuple afghan est mort et un cinquième a dû se réfugier dans les Etats voisins. Notre pays a été totalement réduit en miettes. J'en porte en partie la responsabilité puisque je participe à cette guerre. Mais il faut se rappeler que c'est une guerre pour la liberté. Et je suis fier d'avoir pu consacrer ma vie à cette cause. »

10 H 15

Il est à la fois le stratège et l'intendant, un politique rusé, un maître dans le maniement des armes et l'édification des tranchées. Il est dans son élément, lorsque, tout comme il y a des années de cela, dans les vallées du Panshir, il luttait contre les soldats russes qui avaient envahi l'Afghanistan pour se frayer une route vers les mers du Sud. Cette guerre-là, au cours de laquelle il a repoussé sept assauts et enfin a obligé les Russes à rebrousser chemin, l'a rendu célèbre. Il est devenu une légende vivante.

« Vous vous êtes battu contre les Russes pour introduire en Afghanistan un ordre musulman. Aujourd'hui, vous luttez contre ceux qui disent apporter cet ordre. En plus, dans ce combat, vous êtes soutenus par les Russes. D'ennemi numéro un, vous êtes devenu le principal allié de la Russie en Asie centrale. Que s'est-il passé ? La Russie a-t-elle changé à ce point ? Ou peut-être est-ce vous qui avez changé ?

– J'ai toujours combattu pour la liberté de mon pays. Les temps ont changé. La Russie n'est plus communiste, la Russie n'est plus impériale, même si les anciennes habitudes ne s'oublient pas du jour au lendemain. Il y a vingt ans, la Russie voulait nous assujettir. C'est pour cette raison que nous luttions contre elle, à la vie à la mort. Aujourd'hui, la Russie ne pense plus à nous envahir. Elle veut juste avoir à ses confins sud un Afghanistan stable, uni et ami. Nous ne voyons plus aucune menace du côté de la Russie. C'est aujourd'hui du côté du Pakistan, qui s'est avéré être le nouvel envahisseur, que vient la menace. Lorsque la Russie nous a envahis, les Pakistanais nous ont aidés et nous leur en avons été reconnaissants. Mais, eux, ils n'ont pas voulu que nous soyons leurs amis, mais leurs vassaux. Nous, les Afghans, nous ne nous soumettrons jamais à personne. C'est pourquoi nous les combattons aujourd'hui.

– Et si, dans quelques années, la Russie vous présente l'addition pour l'aide qu'elle vous apporte aujourd'hui ?

– On ne peut pas comparer cette aide avec le soutien qu'apportent les Pakistanais aux talibans. Mais, je répète, il ne s'agit pour moi que de notre liberté et je me battrai avec quiconque voudra nous la prendre. A l'amitié, je réponds toujours par de l'amitié, à l'aide, par de la reconnaissance, à l'hostilité, par l'hostilité. Cela a toujours été ainsi, qu'Allah me protège. »

11 HEURES

Nous roulions vers Hodja Gar, un village abandonné sur la rivière Koktcha, où se trouvait la ligne de front de la guerre afghanne. Après la victoire sur les Russes et quatre années de gouvernements indépendants à Kaboul, Massoud a été chassé de la capitale par ses nouveaux ennemis, les talibans.

Comme dans le passé, il s'est caché dans les vallées jamais conquises du Panshir. Ne parvenant pas à le capturer dans sa forteresse, ses ennemis ont décidé de l'y enfermer. Ils ont franchi les cols de l'Hindou Kouch et l'ont attaqué à l'improviste, par derrière, pour couper la route par laquelle il acheminait les fusils, les munitions, le ravitaillement, l'essence du Panshir.

Menacé, il s'est retiré, comme d'habitude, laissant aux talibans menaçants villes et villages. En Afghanistan, seuls les imbéciles se battent jusqu'à la dernière goutte de sang. Pourquoi saigner une armée dans le combat qui est perdu d'avance, alors que l'on peut fuir devant l'envahisseur pour mieux lui asséner un coup fatal. Massoud s'est donc retiré, permettant aux talibans de s'installer jusque sur les rives de l'Amou-dar. Et lorsque, ragaillardis par leur victoire, ils se sont lancés à leur poursuite, croyant une victoire facile, rapide et décisive, il les a attaqués, les repoussant derrière les montagnes de Koktcha. Son armée a repoussé les talibans dans les vallées du Talokan. Il ne restait plus qu'à battre l'ennemi sur un terrain inconnu de lui. Comme auparavant.

« L'hiver dernier aurait dû être le dernier pour moi. Le chef de la junte pakistanaise, le général Moucharaff, et les chefs des talibans voulaient en finir avec moi. Ils décidèrent que leur dernière offensive sur le Panshir serait menée par l'armée, et non pas, comme jusqu'à présent, par les services spéciaux pakistanais. D'abord, ils ont attaqué la vallée du Panshir par le versant sud, par Kaboul. Au cours de l'été, ils ont essayé à deux reprises, en vain, de prendre le Panshir. Ils ont essuyé d'importantes pertes.

» C'est alors que les Pakistanais ont décidé de changer de tactique. Ils ont abandonné l'attaque frontale et ils ont frappé dans ce qu'ils croyaient être nos points faibles, au nord, voulant amener la guerre aux frontières du Tadjikistan et couper le Panshir du reste du monde. Les Pakistanais ont laissé passer sur leur territoire les talibans. Notre capitale, Talokan, n'est tombée entre leurs mains qu'après trente-trois jours de combats. »

> « Si seulement les Américains n'avaient pas permis que d'autres se mêlent de nos affaires et nous avaient permis de gouverner, tout aurait pu être différent »

NEMENOV/REUTERS

16 septembre : à Saricha, au Panshir, l'enterrement du commandant.

Le Lion du Panshir s'est toutefois fait battre par les talibans et a fui devant eux, laissant Kaboul entre leurs mains.

« Pourquoi avez-vous perdu cette bataille sans même vous opposer, permettant ainsi aux talibans de prendre le pouvoir dans le pays ?

– Les talibans se sont approchés à deux reprises de Kaboul. En 1995, j'ai repoussé leur attaque. Ils sont revenus un an plus tard. En tant que ministre de la défense, j'avais sous mon commandement vingt mille soldats. En réalité, ils dépendaient de leurs leaders politiques – qui, bien qu'étant mes alliés, menaient leurs propres jeux politiques. Je ne les connaissais pas, je ne pouvais pas punir ceux qui désobéissaient parce que cela aurait menacé la coalition. Je ne savais pas qui d'entre eux me resteraient fidèles et lesquels se rangeraient du côté des talibans.

» On dit que je me suis entouré à Kaboul uniquement de mes gens et que je ne faisais pas confiance aux autres. Mais la vie n'a-t-elle pas montré que j'avais des raisons de me méfier ? Lorsque les talibans sont à nouveau arrivés aux portes de Kaboul, il s'est avéré que je ne pouvais compter que sur deux ou trois mille soldats du Panshir. A quoi m'aurait mené un combat pour Kaboul ? La ville aurait été détruite, des milliers de personnes auraient péri. Et si les talibans avaient réussi à nous couper la route du Panshir, ils nous auraient écrasés à Kaboul. Cela aurait été héroïque de notre part, mais très certainement stupide. »

12 H 45

« Que signifie pour vous la révolution au nom d'Allah ?

– Avant tout, plus de justice, telle qu'elle est enseignée par le Coran. Nous voudrions que notre pays appartienne à ses citoyens et pas uniquement à la Famille. Nous pensions que l'islam en tant que religion devait servir à parfaire l'Etat et non pas à conserver l'ordre ancien au nom d'une tradition ancestrale. Nous voulions une République islamique tolérante, qui respecte les droits et les libertés de l'homme, prône les règles de la démocratie parce que c'est une absurdité de dire que l'islam est en contradiction avec la démocratie... J'ai toujours été et je reste opposé à toute forme de fanatisme. C'est pour cette raison que je haïssais le communisme.

– Vous avez cru en la révolution ?

– Si vous voulez parler de la force en tant que méthode pour atteindre des buts politiques, certainement. C'est de cette manière que nous voulions prendre le pouvoir, en perpétrant un coup d'Etat armé et en plaçant à la tête de l'Etat des officiers qui partageaient nos opinions. A l'époque où j'étais étudiant [en architecture], nous étions tous pour la révolution. Qui pensait alors aux études ? »

20 H 50

Dans la pénombre, les partisans sont concentrés sur chacun des gestes de Massoud comme s'ils voulaient graver dans leur mémoire ce qu'il dit, se souvenir de chacun de ses mots. Le commandant s'adresse à eux avec des courtes phrases, parlant à chacun des leaders séparément. Tout en s'exprimant, il transperçait leur regard enflammé comme s'il avait voulu deviner leurs pensées les plus secrètes. Est-ce que je peux compter sur eux ? Sur qui est-ce que je peux m'appuyer ? Qui va me décevoir ? Qui va me trahir ?

« Vous avez vaincu l'armée russe et les communistes. Vous avez été le premier à entrer dans Kaboul. Pourquoi ne vous êtes-vous pas proclamé comme le nouveau détenteur du pouvoir ?

– Je ne me suis pas battu pour obtenir le pouvoir pour moi. Déjà, en 1989, lorsque les armées russes ont quitté l'Afghanistan, j'ai écrit à nos dirigeants politiques, qui se trouvaient dans le Peshawar pakistanais : "Les jours de Najibulah sont comptés. Vous devez enfin décider qui va lui succéder. On ne peut pas laisser le pays en proie au chaos et sans dirigeant." Mais eux, ils se disputaient sans fin. Le Pakistan pensait déjà à l'époque qu'il ferait de l'Afghanistan son vassal. Distribuant l'aide armée, il empêchait que les Afghans moudjahidins ne se regroupent en un seul parti sous une direction unique. Au contraire, il faisait tout pour qu'il y ait un maximum de partis et qu'aucun ne prenne le dessus sur l'autre.

» En avril 1992, lorsque mes troupes sont arrivées aux portes de Kaboul, en attendant le gouvernement qui avait été quand même créé au Peshawar, à qui j'avais rendu le pouvoir alors que j'aurais pu le garder rien que pour moi, je ne pouvais pas me résigner à une nouvelle guerre. Les Etats-Unis, qui nous ont aidés lorsque nous luttions contre le communisme et l'Union soviétique, nous ont oubliés au moment même où l'un et l'autre ont cessé d'exister. Si seulement les Américains n'avaient pas permis que d'autres se mêlent de nos affaires et nous avaient permis de gouverner, tout aurait pu être différent.

– Pensez-vous qu'en chassant les talibans et en reprenant le pouvoir à Kaboul, vous mettrez fin à la guerre et vous apporterez à l'Afghanistan la paix et la prospérité ?

– Non, la guerre, même victorieuse, ne résout rien. En me battant, je veux obliger les talibans à se soumettre à des élections libres et honnêtes sous un contrôle international. Ils affirment que tout le pays les soutient. C'était peut-être vrai lorsqu'ils allaient de ville en ville disant qu'ils voulaient mettre fin à la guerre et au chaos et remettre de l'ordre dans le pays. Mais quelques mois sous leur gouvernement ont permis aux gens de voir qui ils étaient vraiment. On avait aussi accueilli les communistes, et même les soldats russes, comme des libérateurs. Nous ne voulons pas faire la paix avec les talibans uniquement pour partager le pouvoir avec eux. S'ils sont si sûrs de leur popularité, très bien, je leur donne une chance de prendre tout le pouvoir et, en plus, le plus légitimement du monde.

» S'ils gagnent les élections, je quitte le pays, parce que vivre dans leur pays ne me réjouit pas. Mais personne au monde n'osera mettre en doute leur crédibilité. Alors pourquoi ne veulent-ils pas essayer ? Parce qu'ils savent que, par les élections, ils n'ont aucune chance de garder le pouvoir. Les gens ne veulent pas vivre selon leurs règles. Qu'est-ce que la longueur de la barbe a de commun avec l'islam ? Ce sont des fanatiques, ils ne sont pas différents des communistes. Ils ne savent pas gouverner, ils ne savent que conquérir. C'est pourquoi ils sont une menace pour tout le monde : l'Ouzbékistan, l'Iran, la Russie, l'Inde. Le Pakistan est aussi contre les élections car il n'a pas investi autant dans les talibans pour qu'ils se laissent prendre le pouvoir si facilement. C'est pourquoi je ne me soumettrais jamais à eux et que je les combattrai toujours.

– Vous portez de très lourdes accusations contre le Pakistan.

– J'ai des preuves. En fait, nous ne combattons pas les talibans mais nous repoussons les assauts du Pakistan. Sans l'aide du Pakistan, les talibans tomberont en un mois et, après trois mois, il n'y en aura plus la trace. Nous avons des prisonniers pakistanais, nous savons tout sur eux et nous donnerons ces informations à l'ONU. De même que les informations sur les convois d'armes du Pakistan vers les talibans. Malheureusement, l'ONU ne réagit absolument pas à ces agressions. Que devons-nous faire de plus ? Les Pakistanais achètent aujourd'hui les armes et les munitions à l'Irak, à la Chine et à l'Ukraine.

» Je suis prêt à lutter jusqu'à la fin de mes jours.

– Ne pensez-vous pas que l'idéal auquel vous avez consacré votre vie – un Afghanistan juste et libre – est d'année en année moins accessible ? Ne vous sentez-vous pas malgré tout vaincu ?

– Vaincu ? Mais je combats. »

Wojciech Jagielski

Photo Krysztof Miller

© Gazeta Wyborcza

Traduit du polonais par Elisabeth Kulakowska

Le vide et les décombres

par Tony Judt

MARDI 11 septembre au matin, depuis ma fenêtre, en bas de Manhattan, j'ai vu naître – j'en suis persuadé – le XXIe siècle. Au XXe siècle, les guerres étaient dirigées contre les civils. Au XXIe, la guerre sera menée par les civils. La guerre sera l'ultime « projet confessionnel » qui rendra fusils, chars, navires, avions et missiles obsolètes. Et comme tout autre « projet confessionnel », celui-ci ignorera l'Etat conventionnel.

Pour faire la guerre, seules des capacités de préparation et une volonté de mourir pour des idéaux seront nécessaires. Tout le reste – l'artillerie, la technologie, les cibles – sera fourni par la société civile, la victime.

La visée de telles guerres ne sera pas d'atteindre un quelconque objectif, et encore moins de gagner une victoire finale : il s'agira – et il s'agit déjà – de marquer un point.

Lors de son discours télévisé diffusé dans la soirée du 11, le président Bush a montré qu'il n'avait pas compris. *« Ils n'ont pas réussi à ébranler notre détermination »*, a-t-il assuré. En vérité, *« ils »* n'ont pas essayé *« d'ébranler notre détermination »*. Ils voulaient abattre le World Trade Center et détruire le Pentagone, et ils ont réussi. Leur démonstration était parfaite : les Etats-Unis sont vulnérables.

Lorsque Mao Zedong surnomma les Etats-Unis « le tigre de papier », il savait qu'il parlait dans le vide. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Le contraste entre la grandiloquence militaire américaine et la véritable position du pays est palpable. Toutefois, jusqu'à mardi matin, les Américains eux-mêmes ne s'en rendaient pas compte.

Ces dernières années, les Américains ont pu voir une avalanche de films épiques montrant les Etats-Unis gagnant la seconde guerre mondiale seuls et avec une confiance audacieuse. Il y a quelque temps, c'étaient de nombreux héros américains, musclés, torse nu et souvent littéralement enveloppés dans le drapeau américain, qui menaient à l'écran la guerre du Vietnam et d'autres conflits, au bénéfice des Américains.

J'ai vu certains de ces films dans des cinémas et sur des écrans télévisés d'Europe, dans des pays et avec des gens plutôt bien disposés envers les Américains : les commentaires n'étaient pas flatteurs. Dans d'autres parties du monde, depuis plusieurs années, la tentation de considérer cette bulle de fierté et de vanité américaine comme une exhortation à la percer n'a fait qu'augmenter.

Ce désir d'humilier les Etats-Unis s'est trouvé renforcé par la répugnance des Américains à voir en face la mort que peut engendrer la guerre. Or, aujourd'hui comme par le passé, tout terroriste motivé considère la mort comme le juste prix d'une mission réussie. Pour le terroriste religieux d'aujourd'hui, la mort représente le coût choisi de sa mission – la récompense.

Les Etats d'Europe occidentale savent que toute détermination peut entraîner des pertes militaires, et se sont habitués à un risque limité de morts civils. Ils comprennent cette mentalité et, en conséquence, ne représentent pas des cibles symboliques satisfaisantes. Aux Etats-Unis, la *« guerre sans risque »* s'est transformée en vertu – voire, pour certains, en véritable grigri. L'exaltation particulière à provoquer un grand nombre de morts américains ne doit donc pas être sous-estimée.

Les réactions américaines révèlent une anxieuse perte de repères. Lorsque les Européens font face à des actes de terrorisme, ils ont tendance à se demander : *« Pourquoi ? »* Ici, tous les Américains avec qui je me suis entretenu ou qui témoignaient au lendemain de la catastrophe voulaient savoir : *« Comment cela a-t-il été possible ? »*, c'est-à-dire : *« Qui a donc pu laisser faire cela ? »*. C'est comme si l'attitude moderne par défaut se trouvait dans une sécurité totale, personnelle et collective. Cela va-t-il désormais changer en bien ? Après Pearl Harbor et l'assassinat de JFK, sommes-nous aujourd'hui arrivés à la fin de l'innocence américaine – si souvent annoncée, si longtemps retardée ?

Il est encore trop tôt pour le savoir. Mais si Washington comprend les trois leçons suivantes, nous n'aurons pas tout perdu.

Tout d'abord, l'obsession du « bouclier antimissile » est pour l'administration un manquement monstrueux à son devoir. Bien sûr, il peut exister des Etats criminels ou des individus monomanes qui continuent de rêver de lancer un missile intercontinental. Pourtant, ce serait leur arme la moins probable, parce que son origine géographique et son propriétaire en seraient par trop visibles. Donc, si dans les prochaines décennies la menace provient effectivement d'hommes et d'organisations cherchant à marquer des points tout en ridiculisant et humiliant leurs adversaires, les dépenses des Etats-Unis pour leur bouclier antimissile ne sont qu'un gâchis criminel.

Lorsque Mao Zedong surnomma les Etats-Unis « le tigre de papier », il savait qu'il parlait dans le vide. Mais aujourd'hui les choses ont changé

La deuxième leçon concerne le Moyen-Orient, la source la plus probable de telles attaques, à présent et dans les années à venir. Que cela nous plaise ou non, Israël est considéré du Maroc au Pakistan comme un supplétif des Etats-Unis. L'Amérique sera tenue pour responsable des actions d'Israël. Israël sera l'excuse et le catalyseur des attaques contre l'Amérique, et ce pour longtemps.

Par conséquent, la présence des Etats-Unis dans le conflit israélo-palestinien n'est pas facultative ; les Etats-Unis ne sont pas une grande puissance qui peut choisir, comme le fait l'administration Bush, de croiser les bras et de quitter le devant de la scène. Lorsque Israël appliquera des tactiques désapprouvées par Washington – comme récemment –, c'est l'Amérique, encore plus qu'Israël, qui sera visée. Mais ce n'est pas une raison pour abandonner Israël à son sort. Il faut faire de nécessité vertu car, que nous le voulions ou non, ce conflit est américain. Dans notre propre intérêt, nous devons nous impliquer et trouver le chemin de la paix.

La troisième leçon est la plus importante. Mardi soir, au Pentagone, le sénateur républicain John Warner, du comité sénatorial de la défense, s'est levé et a déclaré : *« Nous demandons au monde entier de nous venir en aide. »* C'est ce qui va arriver, car la plupart des pays du monde savent que nous sommes tous concernés. Pourtant, les responsables américains ont passé leur temps, ces derniers mois, à dénoncer les traités internationaux, à promettre un retrait américain de toutes les zones de crise et à expliquer que la priorité de l'administration se trouvait dans *« les intérêts nationaux américains »*.

Aujourd'hui, certains politiciens conservateurs américains reconnaissent enfin que les intérêts nationaux américains sont solidement liés à ceux du reste du monde. Que ne l'ont-ils compris plus tôt !

Nous vivons une époque où la politique est mondialisée. Les marchés financiers n'ont aucune frontière – le World Trade Center n'a pas été attaqué par hasard : son nom représentait en soi autant un défi ouvert qu'une réprobation. Les intérêts nationaux américains ne peuvent se concevoir dans l'isolement. Alliances, traités, législations, agences et tribunaux internationaux ne sont pas une alternative à la sécurité nationale – ils représentent son seul espoir.

Le reste n'est qu'artillerie tape-à-l'œil et vaine vantardise. L'administration actuelle va-t-elle prendre conscience de cette vérité désagréable ? Je n'en suis pas sûr. J'ai même bien peur que non. Peut-être la prise de conscience de l'ampleur du désastre national sera-t-elle abandonnée à un futur leader américain, voire à une nouvelle génération.

L'espace occupé hier par ces deux tours si fières a laissé place à un effroyable vide jonché de décombres. Une nouvelle ère a commencé.

***Tony Judt** est professeur d'études européennes et directeur du Remarque Institute à l'université de New York.*

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Emmanuelle Rivière.

©Tony Judt.

CNN, plus que jamais

par Chris Cramer

L'AMÉRIQUE et les Américains ne seront plus jamais les mêmes. Le 11 septembre, le pays a, dit-on, perdu son innocence. A mon sens, ses médias eux aussi. En quelques heures, la réalité a dépassé la fiction d'avions de combat surveillant le ciel au-dessus des villes stratégiques du pays et de navires de guerre croisant le long des côtes. Des médias comme CNN ont tenté de couvrir l'événement et le carnage qui s'en est suivi en tentant d'expliquer cet acte de folie à des téléspectateurs abasourdis, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Tandis que la presse écrite et d'autres, comme CNN, égrenaient le catalogue des souffrances et du deuil, et préparaient aux inévitables représailles par l'armée américaine, il a aussi fallu expliquer pourquoi l'on n'était pas à l'abri du monde extérieur.

Beaucoup de responsables de presse pensent que le désintérêt de la population pour les nouvelles « de l'étranger » vient de ce que moins de 20 % des Américains possèdent un passeport, mais ces mêmes dirigeants négligent commodément de reconnaître l'évidence d'un cercle vicieux, d'une prophétie qui s'accomplit tout naturellement. Si l'on ne couvre pas l'information internationale, il y a peu de chance que le public s'y intéresse. Quelle importance peut avoir pour lui la misère au Sierra Leone, le désespoir en Irlande du Nord ?

En Amérique, la course à l'audience n'a guère contribué à éclairer le public sur le monde extérieur, la plupart des concurrents de CNN se cantonnant uniquement à l'information américaine : les faits divers locaux et les résultats de base-ball, le temps qu'il va faire aujourd'hui et les gagnants de cette semaine à la loterie, les dernières lubies de ce qu'on a appelé la télé-réalité.

Mais c'est une vraie réalité qui a fait de la chaîne CNN ce qu'elle est aujourd'hui. On a dit de nous que nous avions, en fait, inventé « le droit du citoyen » dans la façon de présenter l'information à la télévision quand, en 1980, Ted Turner a lancé son petit réseau à Atlanta, fier de son intention d'émettre tous les jours, 24 heures sur 24, jusqu'à la fin des temps. Une des forces qui animait sa passion était sa conviction que les réseaux traditionnels, NBC, CBC et ABC, couvraient mal l'information, notamment celle qui ne concernait pas les Etats-Unis. Avec CNN, il était résolu à changer cela.

Et il a réussi. Depuis cette époque où le petit réseau – cruellement surnommé « bouillon de poule » – a été lancé, trente-cinq canaux et services distincts se sont rapidement constitués. CNN est aujourd'hui accessible à un milliard de personnes environ, en anglais et dans neuf autres langues.

La vérité est que le public américain n'est pas différent des autres. Il peut, lui aussi, s'intéresser à se qui se passe dans le monde. Simplement, la grande majorité des médias lui a fourni une information tronquée et continue de le faire. Ils ont commis le pire crime du journalisme, bien pire que la « trivialisation » et le cynisme : l'échec à rendre intéressant ce qui est important.

Jusqu'à la semaine passée, l'heure de gloire de CNN était sa couverture de la guerre du Golfe en 1991. Les médias du monde entier se sont alors rendu compte qu'on pouvait gagner de l'argent en diffusant de l'information 24 heures sur 24. La plupart ont, depuis, investi dans leur propre variante de l'idée de Ted Turner. Et voilà qu'à présent ces terribles événements poussent une fois de plus CNN sous les feux de la rampe.

Ces derniers mois, beaucoup d'inepties ont été écrites à son sujet – que la chaîne, notamment, était un monstre vieillissant et agonisant qui n'était pas équipé pour affronter le XXIe siècle. Il est vrai que CNN a fait une douloureuse auto-analyse et a connu des suppressions de postes. Mardi, cependant, des dizaines de ceux qui avaient été écartés de la rédaction ont appelé pour offrir leurs services. D'autres sont tout simplement venus sur place. Mais en dépit de tout cela, CNN n'a jamais manqué à son engagement des débuts qui est de fournir une information équilibrée et faisant autorité, à l'Amérique et au monde.

En Amérique, la course à l'audience n'a guère contribué à éclairer le public sur le monde extérieur

Les 4 000 hommes et femmes de CNN n'ont pas échappé au choc et à l'horreur de ce qui s'est passé. Pourtant, la couverture de l'événement que nous avons donnée à notre public et aux autres médias est un témoignage de professionnalisme et d'intégrité. Elle met aussi en évidence la crédibilité, la robustesse et la bonne santé de la chaîne, qui entend rester fidèle à l'esprit initial de Ted Turner.

Depuis vingt et un ans, CNN a été un phare international dans le paysage obsessionnel d'une Amérique repliée sur elle-même. Je crois, et j'espère aujourd'hui, que la catastrophe du 11 septembre fera comprendre aux Américains pourquoi s'isoler du reste du monde n'est plus de saison.

***Chris Cramer** est président de CNN International Networks.*

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize.

Regardons la réalité en face

Suite de la première page

Tout un éventail de personnages publics, violemment opposés à la politique menée à l'étranger par cette administration, se sent apparemment libre de ne rien dire d'autre que : nous sommes tous unis derrière le président Bush.

On nous a affirmé que tout allait bien ou presque, même s'il s'agissait d'un jour qui resterait marqué par le sceau de l'infamie, et même si l'Amérique était maintenant en guerre. Pourtant, tout ne va pas bien. Et ce n'est pas Pearl Harbor. Il va falloir beaucoup réfléchir, peut-être le fait-on à Washington et ailleurs, sur le colossal échec de l'espionnage et du contre-espionnage américains, sur les choix possibles de la politique étrangère américaine, en particulier au Moyen-Orient, et sur ce qui constitue un programme de défense militaire intelligent.

Mais ceux qui occupent des fonctions officielles, ceux qui y aspirent et ceux qui en ont occupé autrefois ont décidé – avec la complicité volontaire des principaux médias – qu'on ne demanderait pas au public de porter une trop grande part du fardeau de la réalité. Les platitudes satisfaites et unanimement applaudies du Congrès d'un parti soviétique semblaient méprisables. L'unanimité de la rhétorique moralisatrice, destinée à masquer la réalité, débitée par les responsables américains et les médias au cours de ces derniers jours, est indigne d'une démocratie adulte.

Les responsables américains, et ceux qui voudraient le devenir, nous ont fait savoir qu'ils considèrent que leur tâche n'est qu'une manipulation : donner confiance et gérer la douleur. La politique, la politique d'une démocratie – qui entraîne des désaccords et qui encourage la sincérité – a été remplacée par la psychothérapie. Souffrons ensemble. Mais ne soyons pas stupides ensemble. Un peu de conscience historique peut nous aider à comprendre ce qui s'est exactement passé, et ce qui peut continuer à se passer.

« Notre pays est fort », ne cesse-t-on de nous répéter. Pour ma part, cela ne me console pas vraiment. Qui peut douter que l'Amérique soit forte ? Mais l'Amérique ne doit pas être que cela.

Susan Sontag

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean Guiloineau.

© Susan Sontag.

AU COURRIER DU « MONDE »

RELIGIONS ET RESPONSABILITÉS

Si ces actes de terreur sont injustifiables, nous sommes nombreux à dire qu'il ne faut pas blâmer globalement telle ou telle religion, telle ou telle population. Mais nous ne pouvons pas en même temps passer sous silence les appels à la haine et à la violence énoncés à haute et intelligible voix dans certains lieux de prière et complaisamment relayés par les organes de presse dans le silence des responsables politiques locaux.

Notre devoir est de condamner avec la plus grande fermeté toute parole de haine, tout appel au meurtre. Nul ne doit laisser un discours discriminatoire ou raciste se développer, que ce soit dans le cadre d'une institution religieuse, nationale ou internationale. *(...)*

Résoudre les déséquilibres mondiaux est un impératif qui incombe à tous, autant aux nations riches qu'aux nations pauvres. Le silence, la violence et la terreur nous font basculer vers le vide et la mort. Seules la parole et l'écoute sont porteuses de vie et d'espérance humaines.

François Garaï, rabbin à Genève (Suisse)

Gérard Chaliand, spécialiste des relations internationales

« Ce n'est pas une guerre, c'est le stade ultime du terrorisme classique »

L'auteur du fameux « Atlas stratégique », qui étudie depuis de nombreuses années les questions géostratégiques et les mouvements de libération, revient sur les causes et les conséquences des attentats meurtriers du 11 septembre à New York et Washington

« Les attentats contre les Etats-Unis sont-ils un acte de guerre ?

– Ce n'est pas la guerre, ce n'est pas une guerre, comme on le dit partout. La riposte américaine ne débouchera pas sur un conflit d'envergure. C'est le stade ultime du terrorisme classique. Je dis classique parce que, même si cet attentat en est l'expression la plus violente, le bond est quantitatif, pas qualitatif.

» Le détournement d'avions, d'abord : il s'agit d'un phénomène bien connu depuis trente ans. Ensuite, la clé ultime du succès de ces opérations tient au fait que les auteurs des détournements se placent dans la perspective d'opérations-suicides. Ce qui, non plus, n'est pas nouveau. En ce sens, nous sommes dans le terrorisme classique, mais porté à son stade ultime parce qu'il s'agit du territoire américain, parce que les cibles sont hautement symboliques et parce qu'on a cherché à faire le maximum de victimes. Il n'y a pas de bond qualitatif sur le plan technique, parce qu'on n'est pas passé à ce terrorisme chimique, biologique, voire nucléaire, auquel les Américains ont donné la priorité depuis l'attentat du métro de Tokyo par la secte Aum, en 1995 : on y voyait l'avenir du terrorisme dit de destruction de masse.

» Le précédent n'est pas à rechercher à Pearl Harbor, qui illustrait la surprise, élément classique en stratégie, mais à Beyrouth en 1983. Deux camions-suicides y avaient causé la mort de 241 marines et de 53 parachutistes français, provoquant le départ des forces armées occidentales du Liban. Multiplié par 20 (en admettant qu'il n'y ait pas plus de 5 000 à 6 000 morts), et sur un terrain infiniment moins familier, donc plus difficile, c'est ce qui vient de se produire.

– Si ce n'est pas une guerre, peut-on parler pour autant de victoire des terroristes ?

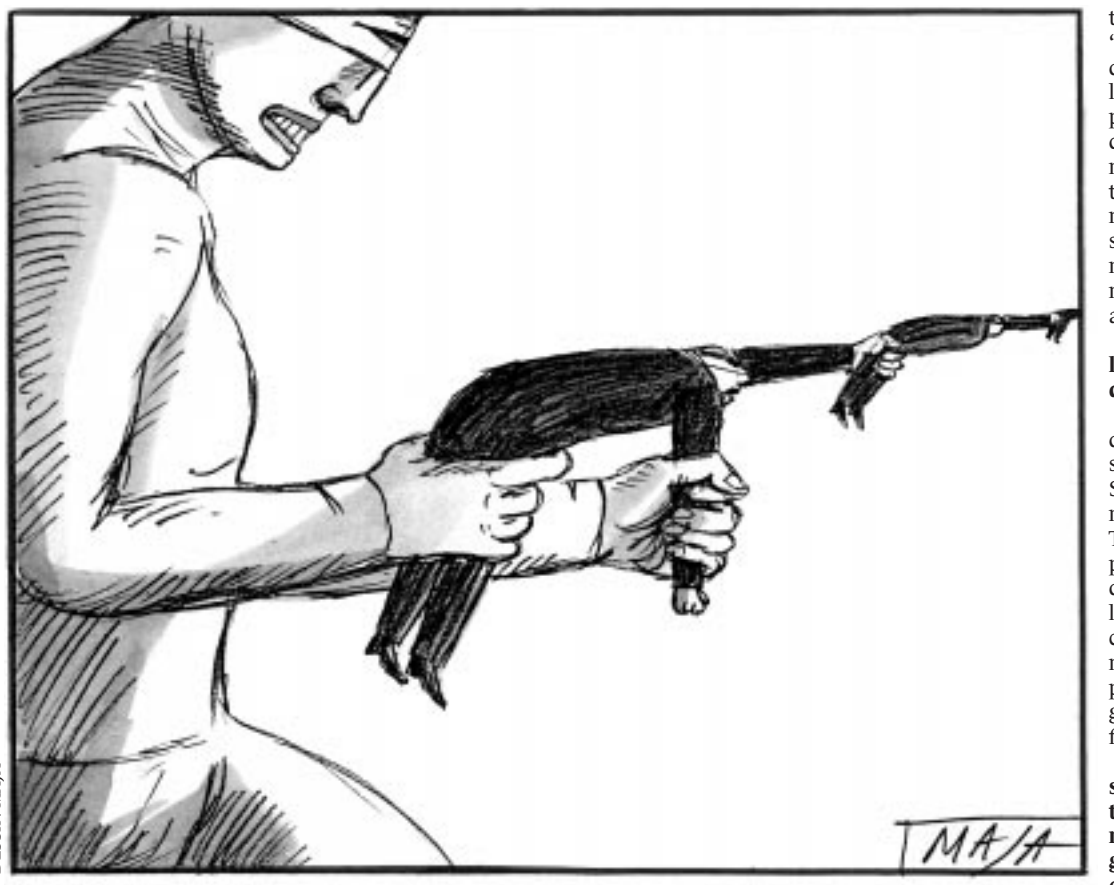
– C'est un fantastique succès technique. Le camouflet est payant. Tout dépend de ce que vous cherchez à démontrer. Si c'est que le colosse a des pieds d'argile, vous avez gagné. Précisons que si la même chose s'était passée dans un autre pays, ça n'aurait pas eu le même impact. Les Etats-Unis sont le centre du monde actuel et c'est la peau de Blanc qui vaut le plus cher. Mais il ne faut pas croire que le succès de ces attentats va créer une nouvelle forme de terrorisme. Il y aura une lutte patiente pour démanteler autant que possible les réseaux. La surprise passée, des parades vont se mettre en place. Regardez l'Etat d'Israël, cible de tous les terrorismes depuis 1968. A-t-il survécu, oui ou non ? Quand vous prenez un avion d'El Al [la compagnie aérienne israélienne], avez-vous vu le temps qu'ils prennent avant l'embarquement, les fouilles manuelles, les interrogatoires ?

– Malgré cela, comment expliquer l'inefficacité du FBI et de la CIA, qui disposent des moyens d'écoute les plus sophistiqués du monde ? Ont-ils fait preuve de défaillance ?

– Je pense qu'il est facile d'accabler des services qui ont été pris par surprise. Il faut savoir que le renseignement implique l'infiltration et que celle-ci n'est pas facile dans des milieux restreints. Cependant, il faut dire que les services américains se cantonnent trop souvent dans la technique (écoutes, etc.), ce qui est fort utile mais n'exonère pas du travail de terrain. A cet égard, les services français sont, je crois, plus performants : les réseaux ou fragments de réseaux discrètement démantelés au cours des deux dernières années ne manquent pas, et cela dans l'espace Schengen.

– Un pays démocratique, aux frontières ouvertes et dont les citoyens ne sont pas tenus d'avoir une pièce d'identité, a-t-il ses chances contre le terrorisme ?

– Le terrorisme est le prix que paie l'Occident, et plus particulièrement les Etats-Unis, pour son hégémonie. Les Etats démocratiques d'Occident sont plus vulnérables que les dictatures policières, mais leurs opinions publiques sont plus déterminées qu'on ne le croit face aux crises. Il faut surtout souligner que le terrorisme est l'unique façon de frapper un pays comme les Etats-Unis. Aucun combat frontal n'a de chance contre eux. Seule la stratégie indirecte est payante. Peut-on leur faire la guerre ? Quel Etat, même le plus perturbateur serait assez stupide pour lancer un missile sur les Etats-Unis ? A cet égard, l'obsession d'une attaque de cette nature est une preuve de la non-compréhension de la réalité des menaces d'aujourd'hui. Aucun Etat n'est prêt à prendre un risque mortel. Des groupes informels idéologiquement motivés le peuvent. La mondialisation n'est pas à sens unique, les Etats-Unis, et particulièrement le président Bush, viennent de se rendre compte qu'ils ne sont pas un isolat territorial. La sécurité totale n'existe pas. Le 11 septembre marque la date de l'introduction de la tragédie en Amérique continentale. Sinon, il faut remonter à 1812, date à laquelle, près de quarante ans après l'indépendance, les Britanniques prenaient Washington et brûlaient la Maison Blanche. Mais les écoliers américains ne le savent pas.



DESSIN MAJA

– Le "professionnalisme" des terroristes est une caractéristique de ces attentats. Quel type de préparation cela suppose-t-il ?

– Trois opérations sur quatre réussies, c'est effectivement remarquable sur le plan technique. Cela implique un patient travail d'organisation (au moins plusieurs mois), des acteurs suffisamment spécialisés pour mener à bien ce type d'opération aérienne et, pardessus tout, la volonté suicidaire d'aboutir. Souvent on a tendance à sous-estimer l'adversaire issu de société traditionnelle, surtout lorsqu'il s'agit de capacité technique et d'efficacité organisationnelle. Il n'est pas nécessaire d'avoir la collaboration d'un Etat pour organiser ce genre d'attentat. Signalons en passant que les Tigres tamouls qui luttent au Sri Lanka n'ont l'aide d'aucun Etat, parviennent à acheminer par mer des tonnes d'explosifs et ont réussi, malgré leur petit nombre, à s'imposer comme le mouvement le plus redoutable du monde parce que tous leurs militants ont choisi de s'immoler. L'attentat-suicide pose de sévères problèmes. Voyez Israël.

» Chez les Palestiniens par exemple, les "recruteurs" » des mouvements militants se rendent dans les écoles pour y détecter les éléments les plus portés à s'intéresser à autrui et à faire don d'eux-mêmes. On sélectionne ceux qui paraissent sensibles à la cause. Passé la période d'endoctrinement, ils s'engagent publiquement à l'attentat-suicide devant leurs camarades. Il devient ensuite difficile de se dédire.

– La piste Ben Laden vous paraît-elle plausible ?

– C'est possible, bien que Ben Laden symbolise, peut-être par commodité, l'adversaire diabolique dont le public a besoin. L'islamisme radical, en revanche, est en cause. Les services américains, même après le retrait soviétique d'Afghanistan, ont continué, en liaison avec ISS (les services pakistanais), à favoriser les islamistes. C'est, en quelque sorte, un choc en retour, comme à Dar es-Salaam ou à Nairobi, ou dans le port d'Aden avec le navire *Cole*. Le Mossad avait, lui aussi, joué les apprentis sorciers en favorisant, au début, le Hamas pour affaiblir l'OLP.

» En tout cas, quelque 10 000 à 15 000 combattants ont été formés en Afghanistan au cours des deux dernières décennies. L'épicentre de la perturbation islamiste se trouve là et au Pakistan, avec les services pakistanais et le parti Jamiat. L'Afghanistan joue, pour les islamistes radicaux, le rôle que tenait le Liban de 1975 à 1982, comme matrice pour former tous les groupes dits terroristes de l'époque. Parmi ces anciens "Afghans", comme on les appelle, il y a ceux qui participent à des conflits (3 000 en Bosnie, plusieurs centaines en Tchétchénie, au Cachemire, etc.), ceux qui retournent subvertir dans leur pays d'origine et ceux qui, en Europe, et notamment en France, cherchent à organiser des réseaux. Contrairement à ce qu'on entend trop souvent, il ne s'agit pas d'un "choc de civilisations". Ce choc a déjà eu lieu au XIXe siècle avec l'irruption des impérialismes européens dans le monde afro-asiatique. Il n'y a pas de conflit avec le monde musulman. Il s'agit de fractions ultraminoritaires d'islamistes radicaux, dont la capacité de nuisance est redoutable, mais qui n'ont qu'un avenir historique modeste, contrairement à leurs aspirations.

– Y a-t-il une corrélation entre le terrorisme islamiste et l'état du conflit au Proche-Orient ?

– Le terrorisme islamiste déborde le conflit israélo-palestinien et s'en nourrit. Le gouvernement Sharon, par la poursuite de la colonisation, jette de l'huile sur le feu. Tout en rendant plus délicate la politique des Etats-Unis à l'égard du monde arabe, il sera le plus fidèle allié du président Bush dans sa croisade contre le terrorisme. L'avenir politique de Yasser Arafat paraît, dans ces circonstances, singulièrement limité, sinon tout à fait compromis.

– Ces derniers attentats sont sans signature, sans revendication. Est-ce que le terrorisme islamiste, contrairement à celui des groupes exprimant des revendications nationales, est un terrorisme sans objet ?

– Il est évident qu'une série d'attentats de cette importance, avec autant de victimes, ne se revendique pas. L'objectif est de démontrer la vulnérabilité du colosse américain et d'enflammer par l'exemple l'enthousiasme des sympathisants. Le rêve des islamistes est de recréer une *« oumma »*, une communauté de musulmans qui n'est pas nationaliste mais panmusulmane. Ce projet est utopique, comme celui du panarabisme ou du panafricanisme, mais les islamistes radicaux représentent une capacité de nuisance considérable. Les Etats-Unis n'ont d'autre choix que de riposter. La matrice et les camps d'entraînement de ces mouvements sont en Afghanistan et au Pakistan. Il va falloir sans doute discrètement intervenir auprès des Saoudiens, dont l'argent, au nom du wahhabisme, a fait beaucoup pour la propagation de l'islamisme, ainsi qu'auprès des Pakistanais et des autres Etats qui abritent volontairement les islamistes.

» C'est par une combinaison de pressions diplomatiques et économiques, d'une part, et, d'autre part, par la destruction des camps d'entraînement que la riposte peut être entamée. Le régime des talibans peut en subir les conséquences. Le terrorisme pourra être affaibli par la destruction de ses sanctuaires. On ne l'éradiquera pas pour autant. Même si le terrorisme n'a pas la capacité de mettre à genoux un Etat fort, il faudra vivre avec comme une nuisance chronique. »

Propos recueillis par
Marion Van Renterghem

Un expert des conflits du Sud

SPÉCIALISTE des questions géostratégiques et des conflits indirects (guérillas et terrorismes), Gérard Chaliand est d'abord un homme de terrain. En observateur et/ou en militant, il accompagne, depuis vingt ans, la réalité quotidienne des mouvements de libération. De la guerre d'Algérie, où il fut anticolonialiste actif (fondateur de la revue *Partisans*), au Kurdistan irakien (2001), en passant par les maquis de Guinée-Bissau, la Colombie, le Nord-Vietnam pendant les bombardements américains, les mouvements palestiniens en Jordanie et au Liban, l'Erythrée, le Kurdistan iranien, l'Afghanistan, le Pérou, l'Angola, les Philippines ou le Sri Lanka, il a tiré de son expérience de nombreux livres d'enquêtes et également le premier bilan critique d'un tiers-mondisme qu'il a partagé : *Mythes révolutionnaires du tiers-monde* (Seuil). Il est l'auteur du fameux *Atlas stratégique* (Fayard, en collaboration avec J.-P. Rageau) et d'*Anthologie mondiale de la stratégie* (Bouquins), entre autres. *Visiting professor* à Harvard, Berkeley et UCLA, professeur à l'ENA et au Collège interarmées de défense, Gérard Chaliand a été directeur du Centre européen d'étude des conflits. Il publiera dans quelques semaines un livre d'entretiens avec Jean Lacouture, *Voyage dans le demi-siècle* (Complexe).

S. MOUSSET
GÉRARD CHALIAND

Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, au « Grand-Jury RTL-"Le Monde"-LCI »

« Le monde entier reconnaîtra que les Etats-Unis sont en situation de légitime défense »

« Les autorités françaises sont-elles tenues au courant, ce soir, des préparatifs militaires américains ?

– A l'heure actuelle, je crois que les responsables américains n'ont informé personne de délibérations qui ne sont pas terminées. Ils sont en train d'examiner l'ensemble des informations et des faisceaux d'indices conduisant, comme ils commencent à le dire publiquement, aux réseaux Ben Laden et, d'autre part, d'examiner toute une série d'options. Mais, à l'heure actuelle, un plan précis n'est pas arrêté, à ma connaissance. Ce qui est sûr c'est que, après cet événement phénoménal du 11 septembre, cette attaque sans précédent dans leur histoire et sur leur sol, les Etats-Unis vont riposter de façon très forte, et que le monde entier, je crois, reconnaîtra qu'ils sont en situation de légitime défense au sens de l'article 51 de la charte des Nations Unies.

– Les responsables français attendent donc de connaître les choix des Américains pour déterminer leur position ?

– La première réaction était évidemment, sur un plan humain, l'émotion, la compassion, la solidarité. Elle a été exprimée avec beaucoup de force et beaucoup de spontanéité partout. Elle a submergé tous les calculs, tous les désaccords politiques qui peuvent exister. Dans un second temps, il était important pour nous, qui sommes alliés des Etats-Unis, de savoir si nous reconnaissions que nous étions dans le cadre de l'article 5 du Traité de l'OTAN, au terme duquel on considère qu'une attaque armée contre le territoire d'un des alliés est une attaque pour tous les alliés. Nous l'avons constaté. Les alliés l'ont fait tout de suite, sans discuter, sans pinailler, parce que c'est une affaire de principe et de dignité.

» Les dirigeants français ont évidemment des idées sur la lutte contre le terrorisme, qui ne doit pas seulement être punitive mais également préventive. Mais nous n'analysons pas les options à la place des Etats-Unis. Au-delà de la réplique prévisible, les Américains veulent engager une vraie action mondiale contre le terrorisme où doivent se retrouver tous ceux qui veulent extirper ce mal. Pas simplement le venger ou punir, mais essayer d'en traiter les racines.

– Que conseilleriez-vous aux Américains ?

– Je le répète, aucun conseil ne doit entamer la réaction première, qui est celle de la solidarité et de la reconnaissance de la légitime défense. Pour le reste, j'ai bon espoir que les dirigeants américains puissent concevoir une réponse forte et justifiée à ce qui s'est produit sans tomber dans le piège diabolique qui a dû être conçu par les instigateurs de l'attentat.

– Piège diabolique, c'est-à-dire ?

– Si on est un peu familier de cette littérature fanatique, extrémiste, de certains mouvements islamistes que, naturellement, personne ne confond avec l'Islam, on voit bien qu'il y a une sorte de désir de créer le fameux choc des civilisations. Après cette atteinte au cœur, ils doivent espérer une réplique massive, indiscriminée, mélangeant toutes les cibles et dressant dans une vague de douleur et de haine sans précédent l'ensemble du monde arabo-musulman contre l'ensemble du monde occidental. Je pense que les Etats-Unis l'ont déjà intégré et qu'ils vont, évidemment, l'éviter.

– Le président américain ne s'est pas contenté d'évoquer les auteurs des attentats, mais aussi ceux qui les protègent, les accueillent ou les financent...

– Dans la lutte contre le terrorisme il n'y a pas que l'aspect militaire. Collin Powell l'a souligné, pour lutter contre le terrorisme, il faut lutter contre ce qui l'alimente : des financements, des idéologies du fanatisme et de la destruction, des situations et des crises qui entretiennent les terroristes, qui leur fournissent des militants.

– On n'est donc pas du tout dans la logique de 1991, au moment de la guerre du Golfe ?

– La guerre du Golfe, c'est simple : c'était la première fois depuis la création des Nations unies qu'un Etat membre envahissait un autre Etat membre et le faisait disparaître en l'annexant. Aujourd'hui, c'est tout à fait différent. C'est un défi qu'il va falloir traiter d'une façon globale. C'est beaucoup plus vaste et on va rejoindre le problème du traitement de tous les maux de ce monde, qui peuvent alimenter ou entretenir ça.

– Les responsables américains parlent de guerre. Le terme est-il juste ?

– Même si c'est une guerre qui ne ressemble à aucune autre, qui n'est déclarée par personne, je ne vois pas quel autre mot on peut employer.

– Ne craignez-vous pas que toute intervention militaire américaine dans un pays musulman ne cristallise encore un peu plus la haine à l'égard des Etats-Unis ?

– Je ne sais pas si ça s'applique à une action suffisamment bien ciblée pour traiter uniquement les réseaux terroristes de cette organisation et ceux qui les soutiennent directement. Il ne faut pas confondre les réseaux Ben Laden et tout l'Afghanistan, les talibans eux-mêmes et tout l'Afghanistan, il faut pas confondre ça avec les autres pays islamiques, encore moins avec les pays arabes.

– Quand vous parlez d'une opération suffisamment ciblée pour ne pas tomber dans ce piège-là, vous pensez par exemple à une opération ciblée sur Ben Laden lui-même ?

– A partir du moment où les Américains auront déterminé avec suffisamment de preuves ou de faisceaux d'indices convergents que c'est bien de cette organisation qu'il s'agit, on peut penser qu'ils feront tout pour qu'elle soit démantelée, privée de ses bases, privée de tous ses appuis et que tous ceux qui lui ont permis de se développer, de s'installer, de s'infiltrer, seront placés devant un choix brutal.

– La solution du conflit israélo-palestinien ne vous paraît-elle pas encore plus inaccessible aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a une semaine ?

– C'est vrai, mais il peut y avoir des retournements. Ces deux peuples auront toujours besoin d'un règlement de paix. »

Propos recueillis par
Patrick Cohen,
Gérard Courtois
et Pierre-Luc Séguillon

The New York Times

AFTER THE TRAGEDY

Chang W. Lee/The New York Times

Dith Pran/The New York Times

Hundreds of workers, above, digging into the mound of debris that used to be the World Trade Center are realizing that the chance of finding any more victims alive in the rubble is growing remote. An ever-thinner column of smoke rising where the Trade Center towers once dominated the skyline is now part of the view across the Hudson River from New Jersey.

Among the Ruins, Hope Yields to Reality

By DAN BARRY

Day after day come the numbers that never seem to add up, from the number of the confirmed dead (190) to the number of those those still categorized as ''missing'' (4,957). But of all the statistics being solemnly shared in the aftermath of the terrorist attack on the World Trade Center last week, two in particular bleed the reservoir of hope.

Number of those rescued from the rubble: five.

Number of those rescued since Wednesday: zero.

Sunday, though he did not suggest that rescue efforts were drawing to a close, Mayor Rudolph W. Giuliani gently reminded the world that the chance for more survivors was minuscule.

''The recovery effort continues and the hope is still there that we might be able to save some lives,'' he said. ''But the reality is that in the last several days we haven't found anyone.''

Even so, wisps of false rumors — of firefighters found and cellphone calls placed — continue to rise from the ash heap of Lower Manhattan to bolster and then dash the hopes of relatives and friends not quite prepared to say goodbye. Early Sunday morning, word spread like fresh air that rescue workers could hear tapping from that hell below.

Mr. Giuliani said he understood the strong human desire to almost will such stories to be true. But the rumor of ''knocking at the site'' was false, he said, just as many other heart-stirring rumors before it were not true. ''In any event,'' he said, ''we're going to continue to search for people and look for people — at the same time realizing that the losses here are staggering.''

The mayor's carefully chosen words echoed the language that he and other officials have used over the days, language that seems to nudge people toward accepting what has happened so that they can mourn. Sunday, Gov. George E. Pataki said that rescue workers were ''doing all that they can in hope that a miracle will happen.''

Some of the rescue workers emerging from the disaster site have been more pointed. One sweat-drenched firefighter from Long Beach, stumbling away after a 12-hour shift at the burial site called ground zero, gave some sobering advice: ''Just don't give people false hope.''

In tragic cases of wholesale loss of life, the line that separates rescue from recovery is often blurred; usually, the somber shift from hope to acceptance becomes almost understood. ''There is no clear demarcation where we are in rescue and suddenly we're into recovery,'' an official from the Federal Emergency Management Agency said. ''The elements of the two can coexist side by side, but there will come a point when rescue operations will be over.''

Subtly and very reluctantly, that transitional flow is taking place now in Lower Manhattan.

The rescue mission continues unabated, of course. Hundreds of workers still shared Sunday in ''bucket brigade'' duty, scooping pail after pail of dirt from a site containing hundreds of thousands of tons of debris. The reason for this maddeningly slow method of rubble removal is to preserve any below-ground pockets of shelter that might collapse under the weight and vibration of heavy equipment.

But what can be the odds of survival when a pair of 110-story towers, behemoths of concrete and steel, collapse, creating a crater several stories deep? When buildings and structures nearby partly or completely collapse? When the remains of two full-size jetliners are almost too insignificant to include in the measuring of the overall debris?

Identifying the Enemies Under New Rules of War

By MICHAEL R. GORDON

News Analysis

WASHINGTON, Sept. 16 — When President Bush and his top aides talk about military action to end Afghanistan's support for terrorism, they are focusing on attacks to punish the Taliban and undermine their control over the country, not on a full-scale American occupation.

No war plan appears to have been agreed upon, and officially, the Bush administration insists that no options have been excluded.

The administration, however, is preparing a powerful military strike if the Taliban, as expected, refuse to hand over the terrorist Osama bin Laden and shut down his terrorist network.

The blow would be intended not only to destroy terrorist bases in Afghanistan but to demonstrate to other nations that there is a heavy cost to be paid for regimes that shelter enemies of the United States.

A principal option is to intervene militarily in Afghanistan's civil war on the side of the Taliban's foes: the beleaguered Northern Alliance, which claims just a sliver of Afghanistan's territory. It was weakened further when its leader, Ahmed Shah Massoud, died after a suicide bomb attack committed just days before the raids in New York and Washington.

At the same time, the United States would apply additional pressure, for example, by persuading Pakistan to stop shipments of fuel to its neighboring Afghanistan.

Such steps may fall short of a knockout blow to the Taliban. Complicating the administration's planning, the element of surprise has been lost. The Taliban and Mr. bin Laden's men are expecting a bombing attack and have been evacuating their camps and bases, according to American intelligence.

But there is a recognition that to go further by invading and occupying Afghanistan with thousands of troops would place the United States at odds with much of the Islamic world and is fraught with enormous dangers.

The administration seems to be grappling for a plan involving air power, and potentially ground troops, that is more forceful than the cruise missile strike that the Clinton administration launched in 1998 against Mr. bin Laden in Afghanistan, with little effect, but that is less than the huge air and ground offensive that the United States launched in the Persian Gulf war.

Administration officials indicated that military action against Afghanistan need not be an urgent matter since the element of surprise had been lost. Indeed, the Pentagon will need time to position its forces if it decides to carry out a major attack in a distant region like Afghanistan, far from American bases.

But administration officials also know that politically it will be easy to take action while world outrage over the terrorist attacks against the World Trade Center and the Pentagon is still fresh.

The military action being planned for Afghanistan is part of a broader diplomatic and military policy of holding nations accountable that provide aid and comfort to terrorists.

The administration's goal is clear: it wants to rip apart the terrorists' networks. But since the terrorists are hard to find, Washington is focusing not just on them but on the regimes that back them. Certainly capturing a terrorist or enemy leader is one of the most difficult of military tasks.

The American military tried in vain to capture the Somali warlord Muhammad Farah Aidid. And it failed to break Saddam Hussein's hold on power, and the NATO air war to evict Yugoslav forces from Kosovo did not lead to the immediate capture of the Yugoslav leader Slobodan Milosevic.

The first Bush administration succeeded in apprehending Manuel Noriega, the Panama strongman. But Washington had many advantages, including American military bases and airfields in Panama.

But Mr. bin Laden has been elusive and has based himself in a rugged region, remote from American bases and forces. Vice President Dick Cheney said Sunday that the United States was not even sure he was still in Afghanistan. Faced with a difficult task of targeting him, the Bush administration has responded by enlarging the problem. The theory is that while the terrorist may be hard to find, a regime that shelters them is not.

''The terrorist organizations themselves and the terrorists don't have targets of high value,'' Defense Secretary Donald Rumsfeld said Sunday on television. ''They don't have armies and navies and air forces that one can go battle against. They don't have capital cities with high-value assets that they're reluctant to lose.''

He added: ''Some of the countries that are harboring terrorist networks do, in fact, have high-value targets. They do have capitals. They do have armies.'' Deputy Secretary of State Paul Wolfowitz spoke last week of ''ending states who sponsor terrorism.'' Officials say now that he misspoke, that he meant to say that the goal is ending state support.

Moving carefully, but not letting the outrage pass.

In some cases, like Afghanistan, this may be a semantic issue since the goal would be to dislodge the Taliban regime if it refused to cooperate with Washington's counterterrorism campaign.

In other cases, political, economic and limited military pressure may be applied. The Bush administration has certainly not committed itself to invading all of the nations on the State Department's list of nations found to help terrorists: Iran, Iraq, Sudan, Libya, Cuba and North Korea.

Recognizing the difficulty of its military task, the Bush administration has also avoided building expectations that one or two raids would put an end to the threat. It is talking about a military campaign that would last years, not months.

''What we have to do is take down those network of terrorist organizations,'' Mr. Cheney said Sunday. ''I think this is going to be a struggle that the United States is going to be involved in for the foreseeable future.''

A Sad Paper Trail in Wake of the Attack on New York's Twin Towers

By JANE FRITSCH and DAVID ROHDE

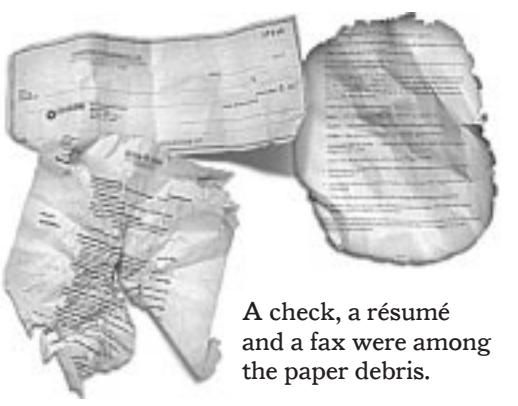
A crumpled page of cleaning instructions with a reminder to damp-wipe smudges and smears. A blank check from a financial firm on the 101st floor. A tattered résumé, shreds of a fax, a cellphone bill, a note about school, a bank statement and an expense report. A request for a promotion dated 1979.

Personal and official, all shapes and sizes, paper blankets Lower Manhattan with the mundane poetry of office life. It floated down from the sky on Tuesday and drifted to earth miles away in Brooklyn, sheets and scraps that document the 28-year life and abrupt death of the World Trade Center.

A torrent of paper blew through the windows of a second-floor apartment on Liberty Street across from the south tower. Three-inch mounds jammed the bars of a window. Some blew into New York Harbor. Some floated past the windows of an elementary school, as bewildered children asked why.

At St. Paul's Cemetery in Lower Manhattan, three inches of paper blanketed the graves. An inch covered Fulton Street Mall, and farther north, loose sheets and scraps dotted City Hall Park. Mangled, singed and occasionally pristine, the papers offer hints about the lives of the unfortunate and the lucky.

Buried in the rubble 100 yards from where the south tower stood was the year-old résumé of Erica Gold, a senior at the University of Pennsylvania, who wanted a job as an analyst at Morgan Stanley, whose offices were in the south tower of the World Trade Center. She was president of a business fraternity and likes to play tennis.



A check, a résumé and a fax were among the paper debris.

She didn't get the job.

Reached last week in her apartment on the East Side, she said: ''To think that something connecting me personally was there, it gave me a kind of chill. It could have been anybody in that building. It could have been me.''

Six blocks to the north lay the July credit union statement of Charles S. Semah. A program manager for the Port Authority of New York and New Jersey, Mr. Semah had survived the 1993 bombing of the World Trade Center. He worked on the 88th floor of the north tower.

He was reading his e-mail when the first plane hit about 10 floors above him. He said he was not sure how he was able to get out, or why he survived.

''The building rocked and I felt this adrenaline rush,'' Mr. Semah said. ''I'm lucky my window didn't break; I would have been sucked out.''

He remembered that as he helped a 90-year-old man down a stairwell, he passed 30 to 50 firefighters heading upward. ''It was like a ladder up to heaven,'' he said. ''I don't think any of them made it.''

The credit union statement had been in a desk drawer.

A few feet away was a woman's cellular phone bill. There was no answer at her number last week. A recording said that her message box was full.

The paper began landing in Carroll Gardens, Brooklyn, after the second plane hit on Tuesday morning. Like a sweet and peaceful snowstorm, it floated past the windows of the old P.S. 142 building on Henry Street, metallic pieces catching the glisten of the sun.

Just south of the World Trade Center, a check from Cantor Fitzgerald L.P. flew through a shattered window in an apartment on the second floor of a building on Liberty Street. The check was blank, and appeared to have been been carefully torn from a checkbook. The firm, a government bond trader, had its headquarters on four floors near the top of the north tower.

As of Sunday, more than 650 of its 1000 employees were still missing.

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD – 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : http: // www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

La guerre des mots

GUERRE contre la drogue. Guerre contre la pauvreté. Guerre contre le crime. Que de « guerres » déjà annoncées avec fracas à Washington ces vingt ou trente dernières années ! Et plus perdues que gagnées – simplement parce l'expression, employée à tort et à travers, n'a guère de sens. En a-t-elle lorsqu'il s'agit de lutter contre une nébuleuse de réseaux terroristes s'appuyant ouvertement sur des Etats qui sont parfois des alliés et jouant à plaisir des contradictions de la politique d'une grande puissance ? Rien n'est moins sûr. Si elle ne veut pas connaître le sort des précédentes ou se révéler pire que le mal, la *« guerre »* contre le terrorisme islamiste, que le président George W. Bush a promise dimanche 17 septembre, devra être d'une intelligence et d'une efficacité hors du commun.

Les autorités américaines ont déjà prévenu qu'il ne s'agirait pas d'une riposte rapide, aussi foudroyante puisse-t-elle être. Ce ne sera pas un tir de missiles ou des bombardements ponctuels comme les répliques passées – et sans effet – à de précédents attentats anti-américains. Les Etats-Unis envisagent une *« campagne »* longue, et qui verra, très vraisemblablement, le déploiement de troupes au sol. Mais ce ne sera pas que cela, a dit le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld : *« La riposte va être large, politique, économique, diplomatique et militaire. »* Il ne s'agira pas seulement de viser des organisations, mais aussi les Etats qui ont *« facilité, financé, soutenu »* leurs opérations.

Si, à cette aune, le régime des talibans afghans, qui se refuse à livrer Oussama Ben Laden, paraît être une cible toute trouvée, alors, que d'occasions ratées... Car il est difficile de ne pas rappeler, au lendemain de l'enterrement le commandant Ahmad Shah Massoud, que les Etats-Unis se sont toujours refusés à aider l'homme qui incarnait la résistance à la folie des talibans.

Si l'Arabie saoudite est, en revanche, considérée comme un allié, alors que d'hypocrisie ces dernières années... Car c'est bien de ce pays, appui militaire et politique essentiel des Etats-Unis au Proche-Orient, qu'est assuré depuis longtemps le financement de l'islamisme radical. Et sous l'étroit contrôle de la famille royale régnante, la presse saoudienne est la première à entretenir dans la région le discours le plus extrémiste et le plus radical, notamment en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien.

Ces exemples soulignent à quel point la politique américaine dans la région devra changer si les mots aujourd'hui entendus à Washington doivent un jour avoir un sens. M. Bush a cru bon dimanche de parler de *« croisade »*. Mais si cette *« guerre »* contre le terrorisme doit prendre une forme qui heurte de front les opinions des pays arabes modérés, si elle a l'allure d'un affrontement entre civilisations, elle risque fort de contribuer à réaliser l'objectif d'Oussama Ben Laden : un conflit entre le monde arabo-musulman et l'Occident haï. C'est justement ce qu'il faut éviter.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette ; *adjoint* : François Lolichon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
Alain Debove *(International)* ; Anne-Line Roccati *(France)* ; Anne Chemin *(Société)* ; Jean-Louis Andréani *(Régions)* ; Laurent Mauduit *(Entreprises)* ; Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ; Josyane Savigneau *(Culture)* ; Serge Marti *(Le Monde Economie)*

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*, Fonds commun de placement des personnels du *Monde*, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La mort de Maurice Petsche

LA MORT de Maurice Petsche, ministre d'Etat, a provoqué une profonde émotion dans les milieux politiques non seulement en France mais aussi à l'étranger, où sa participation à de nombreuses conférences internationales avait laissé le souvenir d'une intelligence brillante servie par de vastes connaissances. Elle cause à ses amis une peine rendue plus vive par la soudaineté de l'événement, encore que l'état de santé du ministre leur inspirait depuis longtemps de graves appréhensions.

On ne peut imaginer ce qu'était la vie d'un homme qui avait accepté aussi totalement la responsabilité écrasante des finances d'un pays à reconstruire. Ecartelé entre les débats du Parlement, les conseils du gouvernement, sa tâche quotidienne de ministre, les audiences, les pourparlers internationaux, Maurice Petsche tint à honneur de ne rien négliger, de tout examiner, d'aller au fond de chaque question.

Il s'est sacrifié aux intérêts dont il avait la charge et à celui qui lui tenait le plus au cœur : la défense de la monnaie. Arc-bouté contre un édifice dont il savait la fragilité, il s'est pendant près de trois ans efforcé jour après jour de le consolider. C'est cette préoccupation qui l'avait guidé quand il avait après les élections tenté de résoudre la crise gouvernementale. Ceux qui connaissaient son état ne l'avaient pas vu sans inquiétude s'atteler à pareille tâche. Après son échec, tout en acceptant de faire partie de l'actuel cabinet, il avait renoncé au ministère des finances et consenti à se soigner. Il était trop tard...

André Ballet
(18 septembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : http: // www.lemonde.fr

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn) ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44–88-46-60
Index du *Monde* : 01-42-17-29-89. *Le Monde* sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le « pacificateur américain » face à son « avenir »

ORGANE unanimement respecté de l'establishment d'outre-Atlantique, *Foreign Affairs* consacre le principal article de son dernier numéro à « L'avenir du pacificateur américain ». Il s'agit essentiellement, dans la ligne d'un document du Pentagone remontant à 1992, de *« prévenir la réémergence d'un nouveau rival... faisant peser une menace de l'ordre de celle que faisait auparavant peser l'Union soviétique... Notre stratégie doit maintenant se recentrer sur le moyen de prévenir l'émergence à l'avenir de tout concurrent global potentiel »*. C'était l'un des objectifs du fameux bouclier antimissile cher à George W. Bush, qui devait empêcher un « Etat-voyou », quel qu'il fût, de menacer le sol américain.

En montrant que le potentiel matériel et humain des terroristes a été considérablement sous-estimé, l'attaque des tours jumelles de Manhattan et du bâtiment du Pentagone crée pour les Etats-Unis d'autres priorités. D'autant plus que le succès de cette opération inouïe rend de la crédibilité à ce que l'on avait tendance jusqu'à présent à considérer comme relevant de la science-fiction, à savoir l'utilisation d'armes nucléaires par des commandos de fanatiques ou de bandits : l'état de décomposition des forces armées russes autorise à cet égard beaucoup de craintes. Faut-il pour autant s'attendre à une révision déchirante, *« agonizing »* de la stratégie américaine ? Le *Wall Street Journal*, qui défend volontiers les vues du *« complexe militaro-industriel »* dénoncé par Eisenhower à la fin de sa présidence, n'a pas perdu de temps pour présenter un vigoureux plaidoyer en faveur du bouclier...

« REMEMBER THE MAINE »

On a naturellement beaucoup rappelé ces jours-ci le précédent de Pearl Harbor, qui avait fait accepter sans difficulté par la grande majorité des Américains, jusque-là très attachés à la neutralité, la déclaration de guerre à l'agresseur japonais. Déjà, en 1898, la mystérieuse explosion, dans le port de La Havane, du cuirassé *Maine* avait entraîné une première rupture avec l'isolationnisme traditionnel, conduisant à la déclaration de guerre à l'Espagne, à l'annexion de Porto Rico et des Philippines, et au passage de Cuba sous le protectorat de Washington. *« Remember the Maine »*, souvenez-vous du *Maine*, ce slogan a souvent servi par la suite à ranimer un courage collectif défaillant.

Cette fois encore, l'héroïsme des pompiers et des policiers de New York, les queues pour le don du sang et dans les bureaux de recrutement, les ventes massives de drapeaux, les sondages sont là pour prouver l'ampleur de la réaction patriotique. Le temps de la *« No-Dead War »*, de la guerre sans morts, prônée depuis celle du Golfe, est apparemment révolu. Le réflexe premier n'est pas de s'en prendre à un président qui a pourtant donné quelques signes de flottement, après l'attaque, avant de regagner la Maison Blanche, à un FBI et à une CIA qui n'avaient rien prévu, à des forces armées incapables de protéger le cerveau de la puissance militaire américaine. Il est de *« circle the wagons »*, d'assembler les chariots en cercle, comme disaient jadis les conquérants de l'Ouest qui cherchaient, la nuit venue, à se protéger contre les Indiens, et de crier vengeance. Parties comme sont les choses, on peut faire confiance à l'administration Bush pour en mijoter une qui soit à la hauteur du défi.

La tâche n'est pas facile. Il faut en effet : 1. ne pas se tromper d'objectif ; 2. l'atteindre à coup sûr ; 3. le neutraliser pour de bon ; 4. réduire au strict minimum les pertes de vies innocentes, si l'on veut pouvoir continuer d'opposer devant l'opinion mondiale la morale américaine à l'horreur islamiste.

Les Israéliens butent depuis des décennies sur ce genre de problèmes. Aussi bien le seul pays dont la population, et pas seulement les dirigeants, donne massivement son soutien à l'Amérique dans l'épreuve est-il l'Etat hébreu, qui sait bien ce qu'il lui doit. Si, à Moscou, un certain nombre de citoyens ont apporté des fleurs à l'ambassade des Etats-Unis, nulle part on n'a vu de grandes démonstrations de rue, même à Paris, où il y en a si souvent, pour protester contre l'agression dont New York et Washington ont été victimes. Ce n'est pas que l'opinion n'en ait pas été choquée, émue. Jamais, sans doute, autant de centaines de millions de téléspectateurs de par le monde ne seront restés aussi longtemps fascinés. Mais ils n'éprouvaient apparemment pas le sentiment d'y pouvoir personnellement grand-chose. Ils ne se sentaient pas poussés à exiger, à réclamer, comme c'est si souvent le cas pour des affaires infiniment moins graves.

Et, dans d'autres parties du monde où l'on jalouse les Américains, quand on ne s'agace pas de ce qu'on appelle volontiers leur arrogance, où on ne leur pardonne pas leurs raids répétés contre l'Irak, où l'on n'a pas oublié Hiroshima, on n'est pas forcément fâché, même si on la trouve sans doute excessive, de la leçon qui vient de leur être infligée.

Beaucoup dépend donc de la manière dont ils vont réagir. George W. Bush a parlé d'un *« combat monumental du Bien contre le Mal »*. On le comprend, mais les criminels de guerre qui se sont jetés sur les tours et sur le Pentagone se considéraient eux-mêmes comme des héros. Ne doit-on pas s'interroger sur les causes de la haine qui a poussé ces hommes, dont l'intelligence, l'habileté, le dévouement, le sens de l'organisation sont fascinants, à se lancer dans cette action désespérée ? Le cas de leurs chefs est évidemment différent, mais l'existence d'une telle fracture ne révèle-t-elle pas celle d'un immense malentendu, d'une vexation, d'une humiliation fondamentale ?

CHERCHER UNE SOLUTION

Autant qu'à établir les responsabilités et à décider la riposte que l'opinion légitimement réclame, les Etats-Unis devraient donc sans tarder se pencher sur les moyens d'améliorer leur image auprès de ceux – peut-être bien la majorité dans ce monde – qui les détestent parce qu'ils se sentent exploités, méprisés ou tout simplement ignorés par eux. Clinton, avec tous ses défauts, arrivait tout de même de temps à autre, notamment lorsqu'il s'occupait du Proche-Orient, à donner le sentiment qu'il cherchait à réconcilier les deux camps. Si George W. a donné une impression, depuis qu'il est à la Maison Blanche, c'est plutôt de ne pas vraiment s'y intéresser.

Aux alliés de l'Amérique eux-mêmes, il a paru trop souvent, comme le lui a récemment reproché Hubert Védrine devant les diplomates français rassemblés au Quai d'Orsay, pécher par *« unilatéralisme »*, autrement dit, ne guère se soucier, avant de décider, du point de vue des autres. Personne aujourd'hui n'est sûr d'être à l'abri du terrorisme. Personne n'est sûr de détenir le remède pour s'en préserver. Il serait bien entendu stupide de perdre son temps dans des discussions futiles sur les moyens d'écarter la menace. Au moins devrait-il être évident que le temps du chacun-pour-soi est terminé et que le moment est venu de chercher pour de bon une solution à l'impasse de ce Proche-Orient où se trouve tout de même la racine du mal. Que les Russes, et même apparemment les Chinois, proposent leur concours est un signe des temps.

Après tout, les choses étant ce qu'elles sont, ni Sharon ni Arafat, qui a fait un joli geste en donnant son vieux sang pour les New-Yorkais, n'est vraiment en mesure de faire la fine bouche...

André Fontaine

L'armée britannique en route vers le Golfe

UNE ARMADA de vingt-six navires de guerre britanniques, parmi lesquels le porte-avions *Illustrious*, deux porte-hélicoptères d'assaut et deux sous-marins nucléaires d'attaque, fait route dans le bassin oriental de la Méditerranée. Officiellement, elle va participer à un monumental exercice, devant les côtés d'Oman, dans le Golfe. Avec les unités du sultanat comme allié, le Royaume-Uni projette une troupe de 24 000 hommes via le canal de Suez et la mer Rouge. C'est la plus grosse expédition militaire britannique jamais organisée depuis la guerre des Malouines, en Atlantique sud, il y a une vingtaine d'années, quand forces britanniques et argentines eurent à se combattre. D'un coup, elle met en œuvre, à elle seule, plus de 10 % du total des effectifs militaires britanniques. L'opération est baptisée « Swift Sword » (ou épée rapide). Depuis les attaques terroristes contre les Etats-Unis et l'éventualité d'une riposte, Londres envisage d'adjoindre un navire spécialisé dans le transfert de munitions réelles (et non pas d'exercice) à cette flotte si le Royaume-Uni devait contribuer à une action, menée par les Américains, contre des objectifs liés à Oussama Ben Laden sur le territoire afghan.

Cette manœuvre, de l'aveu des Britanniques, est préparée depuis trois ans. Vis-à-vis des Européens, elle entend prouver la capacité de Londres à jouer le rôle du « pays pilote » dans le cas où, à un titre ou à un autre, il reviendrait aux Britanniques de revendiquer le commandement d'une coalition militaire vouée à maintenir la paix dans une région. Outre l'Irlande du Nord, où – faute de disposer d'une gendarmerie qui serait destinée, comme en France, à rétablir l'ordre public – les armées britanniques ont mis le paquet en déployant 13 000 hommes en permanence au service de la sécurité des différentes communautés, Londres a choisi de s'engager principalement, sous les bannières de l'ONU ou de l'OTAN, dans les Balkans (7 800 en Bosnie, au Kosovo et en Macédoine), à Chypre (3 620), en Arabie saoudite (1 320 hommes affectés à la surveillance de l'Irak, aux Malouines (1 300) et en Sierra Leone (600 hommes, nombre en passe d'être réduit de moitié). C'est dire combien les armées britanniques, dont chacun, y compris en France, se plaît à souligner la compétence et le professionnalisme, sont délibérément très actives sur la planète, au point d'avoir, dès juillet, trois mois avant son lancement, réclamé d'être le « fer de lance » de l'opération « Moisson essentielle » en Macédoine.

En dépit de tous ces engagements, les armées britanniques n'ont donc pas hésité à mettre sur pied l'exercice « Swift Sword ». Le sultanat d'Oman verra débarquer, outre la flotte qui cingle en Méditerranée, pas moins de quatre cents véhicules blindés (dont une soixantaine de chars lourds Challenger-2) et des avions de combat, tels des Tornado ou des Harrier. La Grande-Bretagne n'a pas lésiné. Il lui en coûtera l'équivalent de 100 millions de francs.

Pourquoi cet étalage de moyens militaires, étant donné que Tony Blair n'a pas pu anticiper les événements aux Etats-Unis ? Certes, le Royaume-Uni et Oman ont des accords de défense par lesquels le premier pays doit venir au secours du second si celui-ci venait à être agressé. Londres ne fait qu'honorer sa signature. Mais l'ambition des Britanniques est aussi de montrer qu'ils ont su, avant leurs alliés, organiser leurs armées en une force de projection rapide, souple et prête à agir en différents lieux, comme l'a requis la « révision » stratégique décidée en 1998 à Londres.

RÔLE PILOTE

Le propos n'est pas seulement que l'arsenal nécessaire, en hommes et en matériels, soit, le plus tôt possible, débarqué là où l'urgence d'une crise à chaud le dicterait. Le but est aussi – sans doute est-ce même l'essentiel – que les armées britanniques soient entraînées pour être en mesure de déployer, dans la foulée, des moyens dits de commandement, de contrôle, de communications et de renseignement susceptibles de diriger, en toute autonomie, une intervention conjointe sur le terrain, là où elle aurait à se manifester sous couvert d'une organisation internationale.

De sorte que « Swift Sword » n'est pas innocent, même si le nouveau chef d'état-major britannique, l'amiral Michael Boyce, admet que, étant donné tous leurs engagements par ailleurs en matière de maintien ou de rétablissement de la paix, les armées qu'il commande sont aux limites de leurs ressources humaines. A sa façon, « Swift Sword » vient illustrer le forcing de M. Blair, dès le « sommet » franco-britannique de Saint-Malo, en décembre 1998, face à ses ministres des affaires étrangères et de la défense de l'époque, plus réticents, quand il a mis tout son poids dans la balance pour la construction de forces armées rapidement déployables, au profit desquelles la Grande-Bretagne aurait un rôle pilote à jouer.

On assiste chez les alliés européens, et notamment de part et d'autre de la Manche, à une compétition – sourde, mais réelle – entre états-majors pour être en situation de pouvoir prendre toute sa part dans la mise sur pied et le commandement d'une force européenne de 60 000 hommes, soutenue par quatre cents avions et une centaine de navires, qui interviendrait dans des crises internationales où l'OTAN se serait placée en réserve.

En novembre 2001, lors d'une conférence dite de *« capacités »*, les Européens essaieront de ne pas jeter de l'huile sur le feu. Cependant, la rivalité franco-britannique en la matière est un secret de Polichinelle. Preuve en est, par exemple, que les militaires et les industriels de la défense en France tirent régulièrement la sonnette d'alarme en affirmant que le Royaume-Uni consacre plus de crédits à la modernisation de ses armées. Ce qui n'est que partiellement vrai et plutôt lié à la montée en puissance, en France, de la professionnalisation, dont le coût a été sous-estimé au départ et oblige à tailler dans le budget d'équipement.

Jacques Isnard

POLITIQUE **Alors que George W. Bush prépare une riposte aux attentats du 11 septembre, le débat politique s'est ouvert, en France, sur les conditions d'un soutien aux Américains. Les dirigeants de droite et de gauche expriment leur *« solidarité »* au peuple américain, mais ils soulignent les dangers d'un alignement sans conditions sur les Etats-Unis.**

● A LA FÊTE DE *L'HUMANITÉ,* de nombreux militants ont critiqué la position du PCF et dénoncé la politique américaine dans le monde.

● SUR INTERNET, les forums de discussion sont pris d'assaut par des internautes inquiets. Le débat a envahi tous les sites, dont celui du *Monde* qui, vendredi 14, enregistrait *« six fois plus de réponses que d'habitude »* à son sondage du jour.

● JOSÉ BOVÉ, interrogé par *Le Monde,* se définit comme *« américanophile »*. Il n'en réaffirme pas moins son opposition au néolibéralisme.

Droite et gauche refusent un engagement sans condition derrière les Etats-Unis

Les dirigeants de la majorité et de l'opposition ont réaffirmé, dimanche 16 septembre, leur « solidarité » avec le peuple américain. Alain Juppé (RPR) demande que l'on traite les « causes profondes du mal » et François Hollande (PS) souhaite que la France garde sa « singularité »

LA PRUDENCE domine avec parfois même une certaine distance. Partout, dans les partis, les associations, les forums de débats, on continue de condamner avec vigueur les attentats sanglants qui ont frappé les Etats-Unis. Dans un sondage Ipsos réalisé pour BFM et *Le Journal du dimanche,* les 14 et 15 septembre, 68 % des Français se déclarent favorables à une participation de la France à une action militaire décidée par les Etats-Unis et l'OTAN, alors que 21 % d'entre eux s'y déclarent opposés. Mais réapparaît aussi, chez certains, le besoin de distinguer la compassion pour le peuple américain d'un soutien avec la politique menée par ses dirigeants, notamment à l'égard des pays arabes.

NOMBRE D'OPPOSITIONS

Le *« Nous sommes tous américains »* qui fut lancé, au lendemain des attentats, par l'éditorial du *Monde*, puis par plusieurs dirigeants politiques, a ainsi suscité bon nombre d'oppositions qui s'expriment clairement sur les sites des journaux ou dans les forums des associations antimondialisation (*lire ci-dessous*). Alain Madelin, président de Démocratie libérale, jugeait, dimanche, sur Radio J, que ce phénomène est l'expression *« ici ou là, de maillons faibles »* de la solidarité franco-européenne.

Sans doute le sentiment antiaméricain, qui reste vivace en France, n'est-il pas étranger à ces manifestations. Sans doute aussi, la division qui a marqué la société française lors de la guerre du Golfe, plus largement que dans bien d'autres pays européens, a-t-elle laissé des traces. Sans doute encore, le mouvement antimondialisation, très actif dans l'Hexagone, trouve-t-il matière à alimenter et à justifier une partie de ses analyses. Sans doute, enfin, les liens historiques et politiques de la France avec certains pays arabes et l'importance de la communauté d'origine maghrébine viennent-ils nourrir une certaine méfiance à l'égard d'une Amérique accusée de défendre avant tout les intérêts d'Israël.

Mais si les militants et certains citoyens s'expriment, rares, cependant, sont les dirigeants politiques qui reprennent officiellement ces analyses. Jean-Pierre Chevènement, qui avait démissionné en 1991 pour protester contre l'engagement de la France dans la guerre du Golfe, est resté discret. Au Parti communiste, le décalage paraît flagrant entre les militants, dont certains ont sifflé pendant la minute de silence qu'on leur avaient demandé d'observer à la fête de L'*Humanité,* et les dirigeants. Robert Hue, qui avait surpris bon nombre de ses camarades, le 13 septembre, en assurant la solidarité des communistes aux Américains *« et aux dirigeants qu'ils se sont donnés »* (*Le Monde* du 15 septembre), est plus en retrait, aujourd'hui. Lisant, dimanche, à la Fête de *L'Humanité,* une déclaration devant les journalistes, le secrétaire national du PCF a préféré remplacer le *« nous sommes tous américains »* par un *« we are all citizens of the world »*, sans doute plus acceptable par les communistes. Mais c'est en marge de son discours qu'il nuance son soutien à des Américains qui, selon lui, ont *« découvert que les désordres du monde, même ceux à l'origine desquels ils ne sont pas étrangers, ne les épargnent pas »*. M. Hue affirme qu'*« être solidaire avec le peuple américain ne me pose aucun problème. Je doute pourtant pouvoir l'être de l'armée et du gouvernement américains »*.

Seul le député Vert Noël Mamère s'est montré plus net. Assurant qu'Oussama Ben Laden était *« un monstre »*, il a aussitôt ajouté que le monstre avait été *« enfanté par la politique étrangère américaine »*. *« La réalité est que la politique étrangère américaine et sa politique militaire ne pouvaient que susciter des formes de terrorisme comme celles que l'on vient de voir »*, a-t-il ainsi déclaré à France 3 Corse. Pour M. Mamère, *« la première réponse à apporter* [aux attentats] *ne doit pas être simplement une réponse militaire »*. Il faut, selon lui, que *« le gouvernement mondial qu'est l'ONU »*, qui n'est pas suffisamment *« associé »* dans ce dossier selon lui, *« se préoccupe d'abord de réduire les inégalités et de mieux répartir les richesses »*.

François Hollande a réaffirmé lundi, sur Radio Classique, sa solidarité avec le peuple américain. *« A l'égard des décisions qui pourraient être prématurées ou de mots comme celui de croisade, nous devons garder notre identité française »*, a cependant nuancé le premier secrétaire du PS.

A droite, Alain Juppé ne dit pas, sur le fond, les choses très différemment. Mais conscient que la France ne peut être accusée de mégoter sa solidarité aux Etats-Unis, l'ancien premier ministre a d'abord pris soin d'assurer, dimanche, que *« nous serons aux côtés des Américains au moment où ils auront besoin de nous »*. Il a cependant insisté, devant des militants RPR de Gironde, sur les *« causes profondes du mal »*, assurant que *« la folie meurtrière des fanatiques n'est pas seule en cause »*. *« Elle se nourrit de la haine et de la frustration de peuples malheureux, victimes de conflits qui s'éternisent et que nous sommes impuissants à résoudre »*. *« Si,* a expliqué M. Juppé, *nous ne faisons pas avancer la solution de ces conflits – et je pense bien sûr, au premier chef, au conflit du Proche-Orient –, nous ne parviendrons pas à éradiquer durablement la violence. »*

C'est finalement plus à droite que sont venus les positions les plus atlantistes. Charles Pasqua, habituellement plus sourcilleux à l'égard de la politique américaine, a considéré, dimanche, sur BFM, *« qu'à partir du moment où les Etats-Unis ont été victimes d'une agression terroriste de cette importance et demandent à leurs alliés naturels leur soutien, il est normal que nous le leur donnions »*. Donnant en quelque sorte raison à Edouard Balladur, qui estimait, lundi matin sur RTL, que les attentats ont eu pour conséquences de rendre le souverainisme *« totalement démodé »*. M. Madelin appelle, pour sa part, à *« une solidarité sans faille »* avec les Etats-Unis et souhaite que la France mette fin à *« une longue tradition de complaisance »*, notamment avec la Syrie et l'Irak.

Seul, Philippe de Villiers a clairement empiété sur un terrain que la grande majorité des dirigeants politiques français ont jusqu'ici refusé d'emprunter. Evoquant *« les politiques français qui ont provoqué (...) les vagues successives d'immigration de ces dix dernières années* [et] *sont d'une certaine manière des criminels en puissance »*, le président du Mouvement pour la France a proposé de ne *« donner la nationalité française qu'à des gens assimilés, connaissant notre langue, notre histoire et acceptant nos règles »*.

Raphaëlle Bacqué

Roland Dumas critique la politique américaine

Roland Dumas déclare, dans un entretien au *Courrier picard* du dimanche 16 septembre, que les attentats ont été dirigés contre les Etats-Unis *« en raison du soutien qu'*[ils] *apportent à l'Etat d'Israël et* [de leurs] *relations difficiles avec le monde arabe »*. M. Dumas, qui était ministre des affaires étrangères en 1991, lors de la guerre du Golfe, juge que *« le bon sens commande (...) de ne pas séparer cette agression, aussi pénible soit-elle, de la situation au Proche-Orient »*. Il souligne qu'*« on ne peut pas faire appel à la solidarité entre Américains et Européens lorsqu'on a besoin les uns des autres et les méconnaître le reste du temps »*, ni *« faire appel* [aux Européens] *tous les dix ans pour leur dire : "Vous venez nous donner un coup de main" »*. L'ancien ministre indique, cependant, que l'Europe a, vis-à-vis des Etats-Unis, *« un devoir de solidarité dans la préparation, dans la réflexion et dans l'action »*. Il précise qu'il *« n'est pas normal qu'il y ait eu un désengagement des Etats-Unis »* depuis l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche.

A la Fête de « L'Humanité », les militants communistes ont fustigé le « cow-boy Bush »

LE FOND de l'urne transparente du Secours populaire, destinée à recueillir des fonds *« en solidarité avec le peuple américain »*, pendant la Fête de *L'Humanité,* est à peine recouvert par des pièces de un franc. *« Les Américains, ne sont pas des pauvres, et je donne déjà assez par ailleurs »*, dit Simone, retraitée et militante communiste. La quête ne fait pas recette. Les visiteurs inscrivent plus volontiers leurs réactions sur un grand cahier noir. Le Parti communiste a l'intention de *« l'envoyer aux familles des victimes »*, selon Micheline qui tient permanence derrière la table. Au vu de certains commentaires, ce geste risque de se révéler délicat : *« Dommage pour les civils, mais il faut que le président américain comprenne qu'il n'est pas infaillible »*, dit l'un d'eux ; *« solidarité avec le peuple travailleur américain, sans oublier le peuple irakien ou de Belgrade »*, ou encore, *« solidarité avec les familles américaines, en particulier celles qui vivent dans la pauvreté »*.

REPORTAGE

Les interventions expriment un malaise face à la position du PCF et le refus de la politique américaine

Sous la grande tente blanche de l'Agora, où s'est déroulé, samedi 15 juillet, un forum sur le thème « Quel avenir pour la sécurité de la planète », une femme agite sa sébile, quêtant, elle, *« pour l'Afghanistan »*. Tout un symbole. Plusieurs centaines de personnes ont suivi, parfois debout, les débats derrière une estrade où s'exprimaient les invités. Interrogés, militants ou sympathisants communistes ont évoqué, sans nuance, leur malaise. *« Emotions, émotions, il faut arrêter avec ce délire, on n'est pas sur CNN »*, murmure un quadragénaire qui arbore un autocollant « Rouge vif » sur sa parka.

« UNE MANIPULATION DES MASSES »

Une journaliste américaine, qui éreinte la politique étrangère de son pays et *« l'ignorance politique »* de ses concitoyens, est chaleureusement applaudie. A l'inverse, le confrère français qui parle de *« l'espace de démocratie et de liberté aux Etats-Unis »* déclenche les huées de l'assistance.

Françoise, proche de « la mouvance de l'antimondialisation », dénonce *« une manipulation des masses »*. *« Aucune preuve n'a été apportée sur les auteurs de ces attentats, je suis stupéfaite que l'on puisse porter des accusations à la légère »*, ajoute-t-elle.

La crainte d'une riposte aveugle est dans tous les esprits. Le discours *« moralisateur et agressif de George Bush »* suscite une réprobation unanime. *« Il faut sauver la paix par tous les moyens*, insiste Sébastien. *Bush ne doit pas rendre la justice à lui seul. C'est à un tribunal international qu'il appartient de trancher. »* Hélène, qui s'est déplacée de Saint-Pierre-des-Corps, appelle à l'action : *« On ne va pas rester les bras croisés devant ce cow-boy de Bush, organisons des rassemblements pour la paix, définissons les mots d'ordre. »*

Face à la mutation du PCF, un jeune homme s'interroge sur la *« position de Robert Hue »* qui, jeudi, avait demandé aux communistes d'exprimer leur*« solidarité »* aux américains *« et aux dirigeants qu'ils se sont donnés »* . *« Entre Bush et Ben Laden, je ne sais pas qui je préfère, il faut être contre les deux »*, assène-t-il. Roger, militant du Val-de-Marne, s'interroge sur la minute de silence respectée en mémoire des victimes de New York et de Washington. *« Avons-nous fait la même chose pour les 600 000 Irakiens qui ont péri lors de la guerre contre l'Iran ou les 300 000 Japonais anéantis à Hiroshima ou à Nagasaki ? Le peuple américain n'est-il pas lui aussi responsable quand on observe les taux d'abstention lors des élections présidentielles ? »*

Roland Castro, membre du conseil nationale du PCF et partisan de Robert Hue, *« comprend la perplexité de certains militants qui restent animés par des réflexes du passé mais ceux qui croient que les fous de dieu sont les bons se trompent. Moi, je n'ai pas d'états d'âme. Notre parti est encore fragile, nous sommes toujours dans une phase de transition. Le communisme reste une belle idée mais il va falloir du temps pour opérer un changement dans les mentalités »*.

Pour preuve, cette réflexion désabusée d'un *« vieux militant »*, alors que le débat à l'Agora touche à sa fin : *« L'Union soviétique était certes imparfaite mais elle fédérait le mouvement ouvrier au-delà de ses frontières. Aujourd'hui, il ne faut pas s'étonner de voir des mouvements intégristes s'en prendre à l'égoïsme américain. »*

Elie Barth et Béatrice Gurrey

TROIS QUESTIONS À...

JOSÉ BOVÉ

1 Vous êtes un des porte-parole de la Confédération paysanne, comment réagissez-vous aux attentats qui ont frappé les Etats-Unis ?

Je condamne le terrorisme, bien entendu. Je suis américanophile. On le sait, j'ai vécu trois ans aux Etats-Unis. L'américain est ma deuxième langue maternelle. Une partie de ma famille y a émigré. A Boston, il doit y avoir une centaine de personnes qui portent mon nom… Cela dit, je trouve inacceptable que certains profitent de la situation pour essayer de discréditer notre mouvement. Contrairement aux terroristes, nous avons toujours dit à l'avance ce que nous allions faire, nous agissons à visage découvert et nous assumons nos responsabilités, dans une stratégie qui se veut non violente. Nous combattons le libre-échangisme et le néolibéralisme, pas le peuple américain. Je rappelle que les paysans américains ont payé un tiers de ma caution après le démontage du McDo de Millau. C'est la preuve que notre action est comprise partout, y compris de l'autre côté de l'Atlantique.

2 La forme est différente, mais les cibles sont les mêmes pour les terroristes : ce sont des symboles de la société américaine…

Nous, nous combattons pour améliorer les choses aujourd'hui, pas pour un « au-delà ». Les fondamentalismes fonctionnent sur la promesse d'un paradis futur. Les attentats ne modifient pas notre analyse du modèle néolibéral et de la complaisance – pour ne pas dire la complicité – de l'administration américaine dans son développement partout dans le monde. Qu'est-ce qui permet au fondamentalisme d'instrumentaliser l'énorme désarroi causé par la globalisation dans le Sud ? Au mois de juin, j'ai vu en Palestine des pans entiers de la société – l'éducation et la santé – abandonnés aux fondamentalistes à cause des exigences du FMI et de la Banque mondiale. Il faut continuer le combat sur le fond, maintenir un esprit critique.

3 La nécessité d'un « gendarme du monde » ne se fait-elle pas encore plus forte aujourd'hui ?

Oui. A nos yeux, l'ONU est la seule institution légitime pour tenir ce rôle, même si la composition du Conseil de sécurité n'est pas cohérente. Il faudrait donner aux institutions multilatérales davantage d'indépendance et de réels pouvoirs de sanction. Aujourd'hui, le seul outil multilatéral qui possède un pouvoir de sanction, c'est l'OMC. Nous revendiquons un Tribunal pénal du commerce, sur le modèle du TPI, pour pouvoir faire appel des jugements de l'OMC.

Propos recueillis par Stéphane Thépot

Sur Internet, inquiétude et méfiance dominent les débats

Ce week-end, les administrateurs de forums ont été débordés par la controverse

FAUT-IL oui ou non aider les Etats-Unis dans leur riposte ? Le débat a envahi tous les groupes de discussion du Net. Avec passion, avec rage parfois. Une sorte de controverse frénétique s'est cristallisée sur les Etats-Unis, leur politique étrangère, leur système économique, leur type de démocratie, conditionnant au final prises de position et avis tranchés. La puissance américaine est décortiquée sous toutes les coutures. Et si la solidarité avec les victimes des attentats est, à de très rares exceptions près, constamment réaffirmée, la participation à une riposte militaire derrière les Etats-Unis produit une vraie cassure.

Vendredi 14 septembre, sur le site du *Monde,* le sondage du jour réalisé avec *Expression publique* sur ce thème enregistre un taux de réponse exceptionnel. *« Six fois plus que d'habitude »*, souligne la rédaction du *Monde.fr.* Sur les 17 733 internautes qui se sont exprimés sur cette question, 57,4 % estiment que *« la France doit être totalement solidaire des Etats-Unis, y compris dans les actions de représailles qui pourront être menées »*, tandis que 40,3 % d'entre eux s'y opposent. Voilà pour le principe. En revanche, quand il s'agit de se prononcer sur les modalités de cette riposte, en l'occurrence sur la confiance faite aux Etats-Unis *« pour doser de manière appropriée les actions de représailles »*, la proportion s'inverse, traduisant une réelle méfiance. 64,4 % des 19 079 « votants » indiquent ne pas avoir confiance, contre 32,5 % qui sont plus sereins.

LE SITE DU PS SUBMERGÉ

Des groupes de discussion de sites généralistes en passant par ceux de la presse écrite ou audiovisuelle ou encore par les listes de diffusion plus affinitaires, le sujet s'impose prioritairement. A tel point que Les administrateurs de forums ont été débordés tout le week-end. Sur celui d'AC ! (Agir contre le chômage), le responsable a dû intervenir à plusieurs reprises : *« La liste est thématique et concerne le chômage et la précarité. »* En vain, la polémique est repartie de plus belle. Pas question non plus de parler d'autre chose, sur le site du Parti socialiste. Son forum d'actualité a été littéralement submergé par la controverse. Des centaines de messages se sont affichés au compteur. Son administrateur a même dû avertir : *« Vous êtes sur un forum de discussion et non dans une foire d'empoigne »*, sans pour autant apaiser vraiment les débatteurs.

Car tout est revisité : le Vietnam, l'Amérique centrale, la guerre du Golfe, le conflit du Proche-Orient, l'intervention en Somalie, la peine de mort, la CIA. Tout est commenté : la bataille entre le « Bien » et le « Mal » invoquée par George Bush, la guerre *« déclarée à l'Occident »*, comme le titre cette semaine *L'Express* ou encore le *« nous sommes tous américains »* formulé par le directeur du *Monde,* Jean-Marie Colombani.

« L'affaire est grave. Il me paraît nécessaire de consulter l'ensemble des adhérents du parti par un vote dans les sections à intervenir dans les plus brefs délais. Pour ma part, je suis totalement opposé à une participation, donc à une escalade militaire. Il serait opportun que la direction nationale prenne le pouls de la base ! ! ! », met en garde un militant socialiste.

L'embargo contre l'Irak, la guerre du Golfe, le soutien apporté jadis par les Etats-Unis à Oussama Ben Laden sont très fréquemment pointés par les « anti ». *« Non, je ne suis pas américain, je n'affame pas des femmes et des enfants en Irak depuis dix ans, je n'ai pas financé le mouvement des talibans pour m'emparer du pétrole de la région, je n'arme pas le Pakistan, je n'ai pas formé M. Ben Laden dans les officines de la CIA, je n'empêche pas une solution pacifique au problème palestino-israélien depuis trente ans, je ne vis pas loin de la misère, protégé par deux océans et la première armée du monde »*, s'énerve un internaute sur le site du *Monde. « Le Bien et le Mal, les valeurs de l'Occident, eh les mecs, les guerres de religion c'est le Moyen Age »*, s'exclame un autre sur motàmot, la liste de discussion des Motivés.

Beaucoup s'inquiètent d'un engrenage *« infernal »*, d'autres se font soupçonneux sur les *« objectifs réels »* d'une action de représailles. Certains disent tout simplement leur *« peur »* de la guerre. *« J'ai peur de me réveiller demain après que les Américains eurent canardé l'Afghanistan, que des femmes, des enfants, des hommes soient morts, et que je me dise alors que je vais aller manifester. Mais j'ai aussi peur d'être seule, de me sentir regardée, d'être ridicule, toute seule ou presque dans la rue pour dire non à la guerre »*, a laissé sur le forum d'Attac une militante des Pyrénées-Atlantiques.

Caroline Monnot

En Corse, policiers, juges et gendarmes s'efforcent de resserrer leurs rangs

Le préfet adjoint à la sécurité et le commandant de la légion de gendarmerie affichent une solidarité retrouvée dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Certains redoutent néanmoins que le processus de Matignon n'entrave les enquêtes sur les affaires financières

Deux ans après l'affaire des paillotes, qui avait provoqué la chute du préfet Bernard Bonnet et avait fait apparaître au grand jour les conflits entre services chargés, en Corse, de la lutte contre le terrorisme et la criminalité, les principaux responsables des services de sécurité dans l'île insistent sur la mise en place de nouvelles formes de coopération. Le préfet adjoint à la sécurité, Ange Mancini, et le commandant de la légion de gendarmerie, le colonel Roland Gilles, estiment que ce rapprochement a déjà permis de faire progresser quelques enquêtes. Certains magistrats continuent toutefois de déplorer le quasi-monopole exercé par les juges et les policiers parisiens en matière de lutte antiterroriste, au risque de négliger les pistes du banditisme, parfois étroitement imbriquées à celles des poseurs de bombes. Les investigations en matière financière pourraient aussi, selon certains juges, subir un *« ralentissement »* en raison des négociations autour du processus de paix de Matignon, auxquelles participent de nombreux notables insulaires.

BASTIA (Haute-Corse)
de notre envoyé spécial

Mais que font la police et la justice face à la violence en Corse ? Lancinante et toujours un peu provocatrice, la question se pose à nouveau, entre le mode polémique et l'exploitation politique, après le meurtre de François Santoni, le 17 août, et les assassinats survenus depuis lors. Régulièrement critiqués pour leur inefficacité, les services de l'Etat chargés de la sécurité et de l'application de la loi sur l'île invoquent la *« loi du silence »* et la *« culture de violence »* comme autant de particularismes insulaires qui nuiraient à l'accomplissement de leur mission. Ils insistent moins, en général, sur les guerres de services, le manque de coordination et les dérives individuelles dénoncés depuis longtemps et portés à leur paroxysme en 1999, avec l'affaire des paillotes qui fit chuter le préfet Bernard Bonnet.

Dans un rapport remis à l'Assemblée nationale en novembre 1999, une commission d'enquête parlementaire dénonçait *« les luttes intestines entre services, les conflits de personnes et les règlements de comptes qui s'ensuivent »*, mais aussi les dysfonctionnements *« causés ou amplifiés par l'organisation des services, le non-respect des compétences de chacun et l'insuffisante coordination de leurs actions respectives »*. Aujourd'hui, les rivalités de personnes et de services s'étalent encore parfois sur la scène publique, mais policiers, gendarmes et magistrats – dans une moindre mesure – en poste sur l'île soutiennent que, sur le terrain, l'heure est à la coopération et à l'apaisement. *« On a fait l'essai de tout ce qu'il ne fallait pas faire,* explique Ange Mancini, préfet adjoint pour la sécurité, nommé en octobre 1999 par Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'intérieur. *Aujourd'hui, ma seule et unique priorité, c'est de faire travailler les services ensemble. »* Depuis son arrivée, M. Mancini a créé un bureau dit *« de coordination et de synthèse »*, chargé notamment d'organiser des *« groupes interservices »* qui réunissent, tous les deux mois, préfets, procureurs et responsables de la police, de la gendarmerie, des douanes et des services fiscaux.

« UNE VOLONTÉ DE RUPTURE »

Les liens semblent avoir été particulièrement resserrés avec les gendarmes, mis à l'index après l'implication des leurs dans l'affaire des paillotes. La plupart des enquêtes sur les assassinats commis en Corse depuis le début de l'année ont été confiées à la section de recherches de la gendarmerie plutôt qu'à la police judiciaire. Au sein du cabinet de M. Mancini, l'officier de gendarmerie détaché a vu son rôle étoffé et, depuis le 1er juillet, un sous-officier a été nommé pour améliorer les échanges de renseignements entre services. *« Il y a une réelle volonté de rupture avec ce qui s'est passé antérieurement »*, insiste le colonel Roland Gilles, nouveau commandant de la légion de gendarmerie de Corse, entré en fonctions le 1er août.

Ces efforts de coopération se sont fait sentir lors de la tentative d'attentat contre la direction départementale de l'équipement (DDE), à Corte, le 28 janvier. Deux militants de Presenza naziunale – considérée comme la représentation politique d'Armata corsa – étaient arrêtés en flagrant délit alors qu'ils s'apprêtaient à faire sauter les bâtiments de la DDE. Cette arrestation, effectuée par les gendarmes, avait été rendue possible grâce à une information transmise par les renseignements généraux (RG) via le bureau de coordination de la préfecture. Autre pratique nouvelle en Corse : la saisine conjointe de plusieurs services sur une même affaire, comme dans le cas de l'attentat au lance-roquettes contre la résidence du sous-préfet de Sartène, en août 2000, ou le suivi du mouvement Armata corsa, sur lesquels enquêtent à la fois la division nationale antiterroriste (DNAT), le SRPJ d'Ajaccio et la section de recherches de la gendarmerie.

Une anecdote en dit pourtant long sur le chemin restant à parcourir. A la fin du mois de juillet, quand l'avocate Marie-Hélène Mattei, ex-compagne de François Santoni, prévient la police qu'un colis suspect est arrivé à son cabinet, à Bastia, un magistrat du parquet se rend sur place. Mme Mattei lui indique qu'elle n'est pas la seule à avoir été destinataire d'un semblable paquet, faisant allusion à celui adressé à Jean-Guy Talamoni, chef de file des négociateurs nationalistes autour du processus de Matignon. Devant la mine étonnée du magistrat, l'avocate se tourne vers le fonctionnaire des RG qui lui avait visiblement transmis l'information, mais qui avait négligé d'en faire part au substitut. Silence gêné du policier, puis explications embarrassées. *« Ici,* conclut un magistrat, *le réflexe, c'est d'abord d'informer sa direction à Paris, avant le parquet ou les autres services sur place. »*

Selon Francis Batut, procureur adjoint et responsable du pôle économique et financier de Bastia, *« les comportements évoluent, mais certains mauvais plis ont du mal à s'effacer ». « On part de très bas »,* résume-t-il. Nombre de magistrats estiment que d'importants problèmes de fond demeurent, liés notamment à la volonté politique de ne pas compromettre les accords de Matignon. *« Depuis un an et demi, il y a un net ralentissement en matière de coopération des services de l'Etat sur les affaires financières,* déplore un juge de Bastia chargé de la lutte contre la corruption en Corse. *Avec les accords de Matignon, on sent bien qu'il n'y a pas une grande volonté politique de secouer le système économique et financier de l'île. »*

Pour certains magistrats, la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme ainsi que la compétence de la DNAT et des juges antiterroristes parisiens s'exercent parfois au détriment des affaires de droit commun, alors que les deux sont souvent étroitement mêlées. *« Entre terrorisme et banditisme, il y a une zone grise très importante, et parfois, quand Paris se saisit d'une affaire, les aspects de droit commun ne sont pas traités »,* déplore Bernard Legras, procureur général près la cour d'appel de Bastia. *« A Paris, on se mobilise dès qu'on parle de terrorisme,* ajoute le procureur de Bastia, Patrick Beau. *Mais sur l'île, le quotidien, ce sont des attentats ou des meurtres qui relèvent souvent du racket ou du règlement de comptes. »*

FAIBLE TAUX D'ÉLUCIDATION

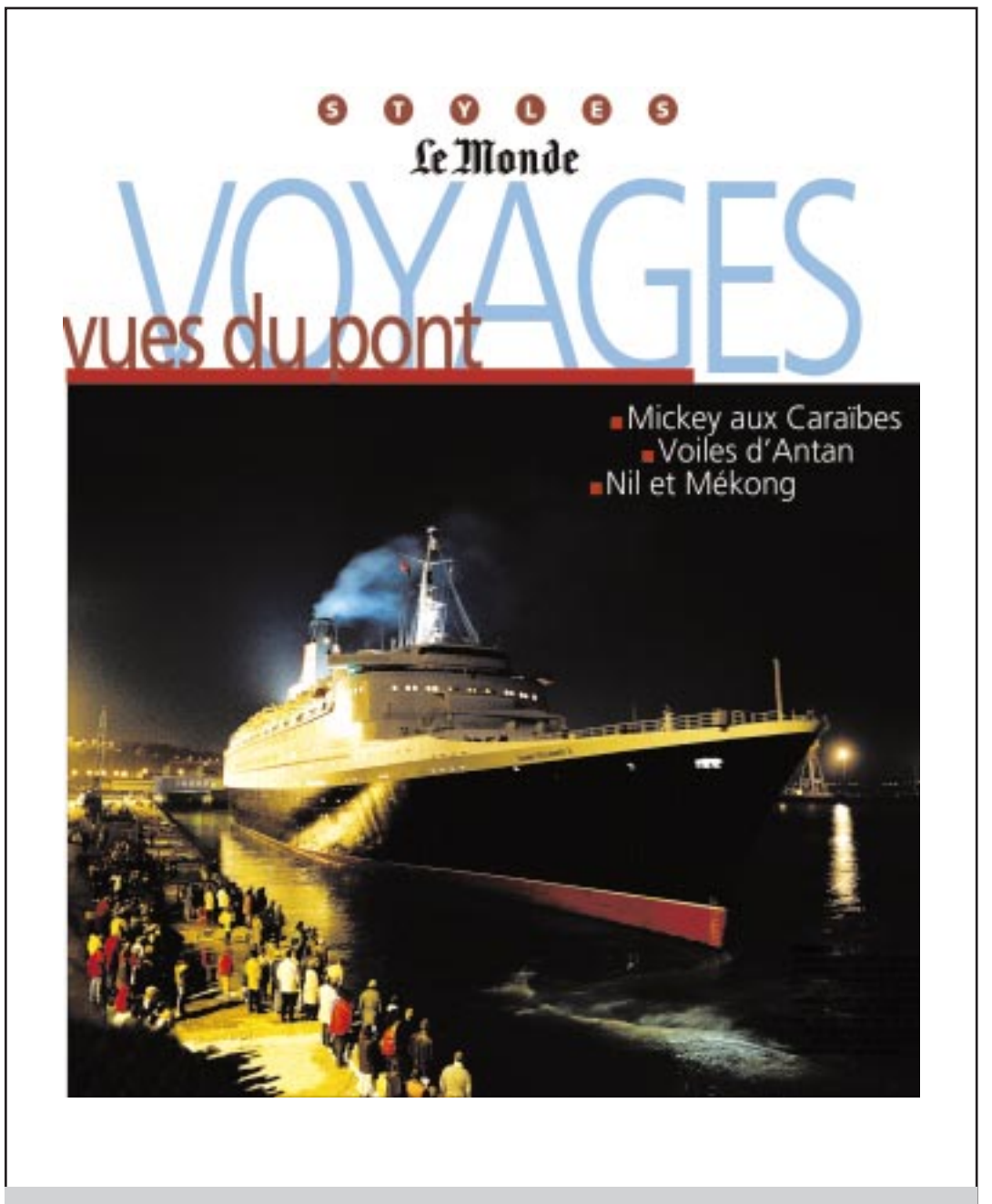
Les statistiques officielles confirment ce constat. Entre le 1er janvier et le 31 août, 87 attentats ont été commis en Corse, contre 82 à la même époque en 2000 ; 18 seulement avaient un caractère terroriste. Toujours au 31 août, 27 homicides ou tentatives d'homicide s'étaient produits sur l'île, contre 23 l'année précédente à la même période. Selon les services du préfet adjoint pour la sécurité, trois seulement seraient *« manifestement liés »* au terrorisme. Quelle que soit la nature des actes commis, le taux d'élucidation des crimes de sang reste faible en Corse. En 2000, il était de 59,5 % – contre 78 % pour la moyenne nationale. Cette même année, 110 attentats par explosif ont été perpétrés sur l'île ; 16 – soit moins de 15 % – ont été élucidés.

Frédéric Chambon

► www.lemonde.fr/corse

Le pôle financier de Bastia, une équipe réduite

Mis en place en septembre 1998, le pôle économique et financier de Bastia (Haute-Corse) constitue une équipe très réduite : elle comprend un procureur-adjoint et deux juges d'instruction. Cette cellule spécialisée suit une soixantaine d'instructions et autant d'enquêtes préliminaires. Ses membres, qui ne sont pas tous détachés à plein temps sur les affaires financières, disposent de deux assistants spécialisés. Le troisième poste d'assistant, vacant depuis le 1er septembre 2000, n'a pas été pourvu. En 2001, la police et la gendarmerie n'ont mis que 14 officiers de police judiciaire à la disposition du pôle – contre 22 en 1999. Ce manque d'effectifs policiers se retrouve néanmoins dans la plupart des pôles économiques et financiers français, comme le soulignait le rapport du groupe de suivi remis à la chancellerie au mois de juin, soulignant *« l'impérieuse nécessité du renforcement des moyens des pôles par l'affectation de magistrats spécialisés et par la mise à leur disposition d'équipes suffisantes d'officiers de police judiciaire ».*



Supplément gratuit de 12 pages

Avec Le Monde

mardi 18 daté mercredi 19 septembre

Deux anciens préfets sont convoqués par un juge dans l'enquête sur les prêts abusifs du Crédit agricole

BASTIA (Haute-Corse)
de notre envoyé spécial

Trois ans après l'ouverture de l'instruction, l'affaire du détournement d'aides publiques à l'agriculture corse et de prêts abusifs distribués par la caisse régionale du Crédit agricole au début des années 1990 pourrait conduire à la mise en cause des pouvoirs publics et de leurs représentants sur l'île. Deux anciens préfets de Haute-Corse, Jean-Marc Rebière et Henri Hurand, sont convoqués, le 10 octobre, chez le juge d'instruction Charles Duchaine, au pôle économique et financier du tribunal de Bastia.

M. Rebière est aujourd'hui préfet des Hauts-de-Seine. M. Hurand, lui, occupe le poste de président de la Société française d'exportation des matériels et systèmes du ministère de l'intérieur (Sofremi) – fonction qui lui a valu d'être cité, par ailleurs, dans l'enquête sur les ventes d'armes vers l'Angola. Respectivement préfet de Haute-Corse de janvier 1990 à avril 1992 et de mai 1992 à juin 1993, MM. Hurand et Rebière ont exercé leurs fonctions pendant la période d'application des « mesures Nallet », du nom du ministre de l'agriculture Henri Nallet.

Ces aides avaient pour but de transférer au budget de l'Etat tout ou partie de cinq années de remboursement de dettes contractées par environ 1 600 agriculteurs. Les deux anciens préfets, qui présidaient la commission d'attribution, doivent être interrogés sur la distribution contestée d'une partie des 440 millions de francs perçus – sur une enveloppe initiale de 185 millions.

Emblématique de l'opération « Mains propres » déclenchée par l'Etat au lendemain de l'assassinat du préfet Claude Erignac, en février 1998, l'affaire du Crédit agricole symbolisait, à l'époque, la volonté de mettre de l'ordre dans la gestion de la manne publique sur l'île. Le scandale avait éclaté à la suite d'un rapport des inspections générales des finances et de l'agriculture, transmis à la justice en avril 1998. Depuis, les juges d'instruction Jean-Pierre Niel puis Charles Duchaine ont mis en examen une quarantaine de personnes : bénéficiaires ayant usurpé la qualité d'agriculteurs ou utilisé les fonds alloués à des fins personnelles, mais aussi figures du monde agricole et responsables locaux du Crédit agricole.

En mai 1998, Michel Valentini, président de la chambre régionale d'agriculture, ancien secrétaire général de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), avait été poursuivi pour *« complicité de détournement de fonds publics »* et *« complicité d'abus de confiance »*. En juin 1999, Jean-Claude Guazzelli, l'ancien directeur général de la caisse régionale du Crédit agricole, membre du conseil exécutif de l'Assemblée de Corse, a lui aussi été mis en examen. Il est aussi l'un des négociateurs du volet économique des accords de Matignon. La caisse régionale du Crédit agricole elle-même a été mise en examen en tant que personne morale, en décembre 1998, pour *« escroquerie aggravée »*.

> Cette affaire est emblématique de l'opération « Mains propres » déclenchée par l'Etat au lendemain de l'assassinat du préfet Erignac

Les juges paraissent désormais vouloir passer à l'échelon des responsabilités préfectorales, évoquées dès le début de l'affaire. *« Pour les mesures Nallet,* [la responsabilité] *des préfets était essentielle dans l'attribution des aides,* souligne un magistrat. *Des aides ont été accordées qui ne correspondaient en rien aux critères et les montants ont explosé. »* Les magistrats semblent considérer que, par rapport aux mesures Balladur et Juppé qui ont suivi, les représentants de l'Etat jouaient alors un rôle de maître d'œuvre dans la distribution des subventions.

Pour autant, la question de la responsabilité éventuelle de M. Nallet ne semble reposer, pour l'instant, sur aucun élément dans la procédure. Dans *Le Canard enchaîné* du 12 septembre, l'ancien ministre s'est déclaré serein, faisant valoir que son plan d'aide était *« caractérisé par une très grande sévérité dans les critères de choix des bénéficiaires »*. L'hypothèse accusatrice qui transparaît néanmoins est celle d'un détournement des aides agricoles qui se serait effectué avec la complicité des pouvoirs publics, à des fins politiques. *« La réalité, c'est qu'on a dilapidé les crédits de l'Etat pour des raisons politiques,* dénonce un magistrat. *Il y a eu financement abusif de l'agriculture corse pour acheter la paix sociale. »*

En juin 1999 déjà, lors d'une confrontation dans le bureau du juge Niel, des dirigeants du Crédit agricole avaient affirmé que, de 1986 à 1996, les gouvernements successifs avaient insisté pour que la banque soutienne les agriculteurs corses, quitte à s'affranchir des règles bancaires (*Le Monde* du 18 août 1999). Sollicités par *Le Monde*, les deux anciens préfets convoqués et leur avocat n'ont pas souhaité s'exprimer avant l'audition du 10 octobre. Ils semblaient sur une ligne de défense consistant à se présenter comme les simples exécutants d'une politique d'aides *« pervertie »* par des considérations politiques et de toute façon appliquée *« avant et après eux »*.

Fr. Ch.

La Fédération des accidentés du travail réclame une indemnisation intégrale des préjudices

La création prochaine d'un fonds spécifique pour les victimes de l'amiante a ouvert la brèche

La Fnath (Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés) lance une grande campagne en faveur d'une réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail. Actuellement, la prise en charge forfaitaire en vigueur ne couvre qu'une partie de leurs indemnités journalières et évalue a minima leurs préjudices. La fédération appelle à une manifestation le 29 septembre, à Paris, pour mettre fin à cette *« injustice insupportable »*.

POURQUOI une personne qui se blesse gravement en travaillant est-elle moins indemnisée que si elle se blesse lors d'un accident de trajet ? Dénonçant une *« injustice insupportable »*, la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (Fnath) part en campagne pour réclamer *« la réparation intégrale »* des préjudices subis par les accidentés du travail. Lancement d'une pétition ; organisation d'un débat réunissant des représentants de tous les partis politiques lors du Conseil national de la fédération, samedi 22 septembre, à Tulle ; manifestation à Paris le 29 septembre : pour Marcel Royez, secrétaire général de la Fnath (250 000 adhérents), il est temps de mettre fin à une *« formidable discrimination »*. Le combat de la fédération en faveur d'une meilleure prise en charge des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles n'est pas nouveau. Mais cette année, plusieurs éléments laissent penser que ce dossier pourrait enfin avancer.

L'amiante, et le drame qu'elle entraîne, a ouvert une brèche. La création prochaine d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de l'amiante – dont la très grande majorité l'ont été sur leur lieu de travail – va, de fait, différencier financièrement la veuve d'un employé décédé de l'amiante de celle d'un employé mort d'un autre type d'accident ou de maladie professionnelle. *« Cela crée une situation inique »*, dénonce M. Royez.

De plus, le rapport de Roland Masse consacré aux accidents du travail, demandé il y a un an par Martine Aubry et remis cet été à Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, recommande une réparation intégrale des victimes dans le cadre de la branche accidents du travail et maladies professionnelles de la Sécurité sociale. Par ailleurs, M. Royez considère que le gouvernement pourrait profiter de la préparation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de 2002 *« pour faire aboutir le dossier »*. Enfin, la récente annonce ministérielle de la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes d'aléas thérapeutiques (*Le Monde* du 6 septembre) constitue pour la Fnath un ultime argument en faveur de la réparation intégrale des victimes du travail, mesure dont les tout premiers fondements ont plus d'un siècle.

« UNE RÉFORME AMBITIEUSE »

La loi du 9 avril 1898, la première à reconnaître le droit à réparation en cas d'accidents du travail, *« est vraiment dépassée à l'heure où toutes les autres victimes sont indemnisées totalement de leurs préjudices »*, insiste M. Royez, qui parle d'*« un siècle de spoliations »*. Le secrétaire général de la Fnath dresse une longue liste des limites de la réparation forfaitaire actuellement en vigueur pour les victimes du travail : indemnités journalières qui ne couvrent pas l'intégralité de la perte de salaire pendant l'arrêt de travail ; rentes calculées sur une partie seulement du taux d'incapacité physique permanente (IPP) ; prestations de soins (appareillage, rééducation...) insuffisamment prises en charge ; rentes d'ayants droit (conjoint, orphelin...) *« dérisoires »* par rapport au dommage économique pour le foyer ; préjudices personnels (*pretium doloris*, séquelles esthétiques...) non indemnisés, etc. *« Tout se passe comme si ces victimes n'étaient considérées qu'à l'aune de leurs capacités productives et ne subissaient pas dans le quotidien de leur vie privée les affres du handicap »*, s'insurge M. Royez.

Les responsables de la Fnath ont été reçus au début de l'été par Elisabeth Guigou. *« La ministre nous a dit que la demande d'une réparation intégrale était légitime mais aucune décision n'est encore prise »*, expliquent-ils. La fédération demande au gouvernement *« une réforme législative ambitieuse du système de réparation »* et des *« mesures réglementaires immédiates »* pour une juste indemnisation des milliers de victimes concernées. L'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva) et la Fédération des mutuelles de France (FMF) ont d'ores et déjà annoncé qu'elles s'associaient à la manifestation nationale du 29 septembre organisée par la Fnath.

Sandrine Blanchard

Atteint par la limite d'âge, le cardinal Lustiger renonce à ses fonctions

Le pape devrait toutefois le maintenir en poste

C'EST une date symbolique davantage qu'un événement. Presque une formalité. Lundi 17 septembre, jour anniversaire de ses soixante-quinze ans, le cardinal Jean-Marie Lustiger a adressé au pape Jean Paul II une lettre dans laquelle il renonce officiellement à sa charge d'archevêque de Paris. Il obéit ainsi à la règle du code de droit canonique de 1983, qui veut que les évêques prennent leur retraite quand ils ont atteint l'âge de soixante-quinze ans.

Officiellement, cependant, c'est le pape qui dispose de la décision. Il prend acte de la *« renonciation »* de l'évêque, mais celle-ci ne prendra effet que lorsque le chef de l'Eglise catholique l'aura décidé. *« Jean-Paul II peut répondre au cardinal demain, dans un an, ou même jamais »*, précise-t-on à l'archevêché de Paris. On sait déjà que Jean-Marie Lustiger sera tacitement prolongé dans sa charge.

Depuis plusieurs années, le pape Jean Paul II maintient systématiquement à la tête de leur diocèse les archevêques des grandes métropoles. C'est ainsi que l'ancien archevêque de New York (Etats-Unis), le cardinal John O'Connor, est resté à son poste jusqu'à sa mort, le 3 mai 2000, à l'âge de quatre-vingts ans. Le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster (Grande-Bretagne), est mort lui aussi en fonction le 17 juin 1999, à l'âge de soixante-seize ans. Dans son communiqué du 17 septembre, l'archevêque de Paris précise : *« Le pape décidera du moment où cessera ma responsabilité. J'y suis prêt à l'instant même.* (...) *Ce qui importe pour l'Eglise et le chemin qu'elle poursuit, ce n'est pas l'âge du capitaine* (...) *mais la vitesse du vent de l'Esprit. »*

Les soixante-quinze ans du cardinal Lustiger coïncident avec sa vingtième année à la tête du diocèse de Paris. L'archevêque de la capitale avait en effet été nommé à cette charge le 31 janvier 1981. Cette durée constitue déjà en soi un record. Aucun archevêque n'est resté aussi longtemps à la tête du diocèse parisien depuis un siècle, à l'exception notable du cardinal François de Lavergne, qui « régna » sur l'Eglise de Paris de 1886 à 1908.

Xavier Ternisien

La fondation Copernic propose de repenser la politique de l'immigration

LA FONDATION Copernic, qui regroupe des intellectuels, des universitaires et des politiques de gauche et d'extrême gauche, a rendu publique, lundi 17 septembre, sa septième « note », intitulée *Egalité sans frontière, les immigrés ne sont pas une marchandise*. L'ouvrage, diffusé par les éditions Syllepse, analyse l'échec de la politique de fermeture des frontières, décortique les présupposés qui la sous-tendent et tente de *« refonder »* une politique des migrations.

Après avoir étudié des sujets comme les retraites, la fiscalité ou l'emploi, les « contre-experts » de la fondation se sont penchés sur une question délaissée par la gauche depuis des années. Un travail ambitieux qui a réuni, durant deux ans, responsables associatifs, élus, hauts fonctionnaires, chercheurs et universitaires.

Premier constat, et véritable leitmotiv de cette note, la politique de fermeture des frontières serait une chimère après laquelle courent tous les gouvernements. Instaurée en 1974 après le premier choc pétrolier, cette politique, appelée plus récemment maîtrise des flux migratoires, est devenue, selon les auteurs, une *« illusion »* : elle réduit les flux dans les statistiques officielles qui recensent les arrivées des seuls étrangers autorisés à s'installer, mais occultent tous les autres entrés clandestinement. Elle serait ainsi devenue *« une fabrique à sans-papiers »*, relève le document. Selon certaines estimations, près de trois cent mille étrangers vivraient en situation irrégulière sur le territoire français.

Née d'une première illusion – le pouvoir de fermeture des frontières des pays du Nord –, la politique de maîtrise des flux migratoires en a entraîné une deuxième : la conviction que les migrations s'expliquaient par la seule pauvreté et qu'il suffisait alors de l'atténuer dans les pays d'origine pour freiner les envies de partir. Les auteurs rappellent fort à propos que l'histoire des peuples, les liens culturels tissés entre pays, la proximité linguistique ou l'existence de régimes antidémocratiques sont des facteurs *« beaucoup plus importants dans la dynamique migratoire que la seule loi du "différentiel de revenus" »*. *« Si la pauvreté était la seule cause de départ, on ne comprendrait pas pourquoi les trois-quarts des Africains en France viennent de la seule vallée du fleuve Sénégal, qui n'est pas la région la plus pauvre d'Afrique »*, soulignent les experts. Autrement dit : à misère égale, certains peuples émigrent, d'autres non.

Les auteurs de la note se sont également astreints à démonter l'idée d'un lien direct entre les flux nets d'immigration et le volume de chômage dans le pays d'accueil. Le document souligne qu'en dépit d'une idée répandue, l'immigration ne serait pas un facteur d'aggravation du chômage en période de récession. Touchée de plein fouet par le chômage, la main-d'œuvre étrangère a au contraire joué un *« rôle d'amortisseur de la crise pour l'ensemble du marché du travail »*, estiment les auteurs. Les licenciements d'étrangers ont ainsi représenté, dans les années 1980, près de la moitié des emplois supprimés dans les secteurs de l'automobile ou le BTP.

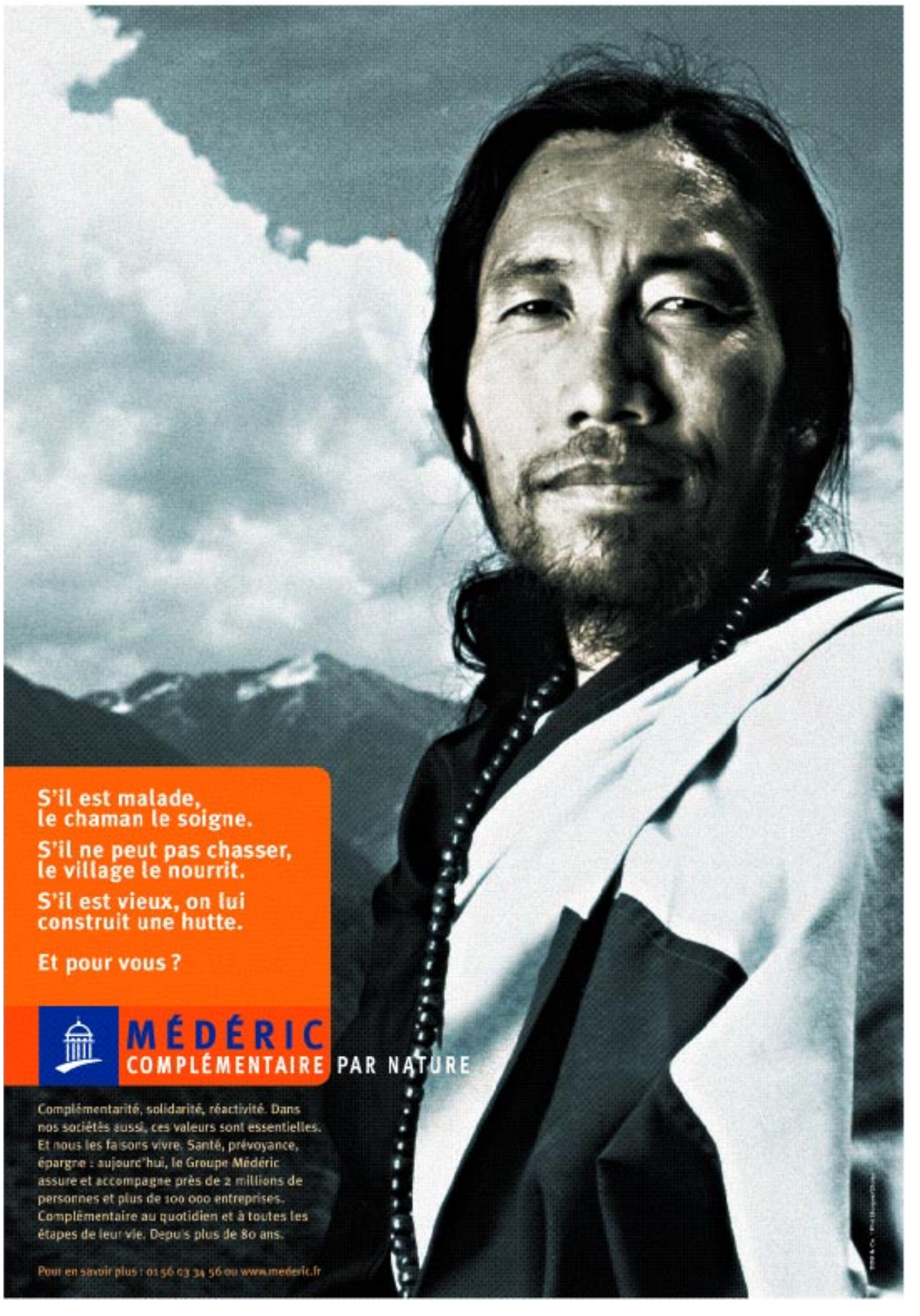
Pour les « coperniciens », la politique de fermeture participe d'une conception utilitariste de l'immigration. Les récentes tentatives du patronat d'ouvrir un débat sur l'immigration de travail en réclamant une plus grande souplesse dans les autorisations de recrutement à l'étranger en sont la dernière illustration. L'étranger désireux de séjourner en France voit son admission sur le territoire conditionnée par sa seule valeur économique ou son utilité sociale : c'est le cas des informaticiens depuis 1999, ce le sera peut-être pour les infirmières demain. Pour les non qualifiés, reste le travail clandestin. L'offre permanente et considérable de travail illégal permet à des secteurs entiers de l'économie (bâtiment, hôtellerie, confection, etc.) de perpétuer leur rentabilité en plaçant les sans-papiers dans des conditions de travail très semblables à celles des ouvriers du tiers-monde. Une sorte de *« délocalisation sur place »*, comme la nomment les auteurs de la note.

PRINCIPE DE « LIBRE CIRCULATION »

Le débat sur l'immigration est resté jusqu'à aujourd'hui dans l'épure de la politique de contrôle des flux. Pourtant, l'extraordinaire croissance des mouvements migratoires dans le monde a rendu illusoire toute politique de fermeture des frontières : le nombre de migrants est estimé aujourd'hui à cent vingt millions alors qu'il n'était que de quarante-cinq millions en 1965. Et ce mouvement va aller en s'accentuant, selon les auteurs, car, *« contrairement aux idées reçues, la modernisation des pays du Sud entraîne une intensification des migrations vers le Nord plutôt qu'un ralentissement »*.

Pour la fondation Copernic, il est donc temps de sortir de cette logique. Prenant acte de l'échec des politiques conduites, les auteurs préconisent d'instituer le principe de *« libre circulation et de libre installation »*, seule approche humaine possible. Et dont la viabilité économique ne serait pas si incertaine : consommateurs ici, donc participant à la croissance économique comme démographique des pays du Nord, les immigrés contribuent largement au développement de leur pays d'origine par leurs mandats réguliers.

Sylvia Zappi



Le livre de l'ex-chauffeur de Jacques Chirac relance le débat sur la protection de la vie privée des élus

C'est la première fois, en France, qu'un président de la République en exercice fait l'objet d'un tel récit

Ramsay publie, mardi 18 septembre, le livre de l'ancien chauffeur de Jacques Chirac, Jean-Claude Laumond *(Vingt-cinq Ans avec lui)*. Il y révèle des aspects de la vie privée du chef de l'Etat. Jusqu'à présent, la presse – très encadrée par la loi – évoquait l'intimité des élus quand celle-ci éclairait leur comportement d'homme public. Cet ouvrage marque une nouvelle étape, qui rapproche la France de ses voisins européens.

LES ÉDITIONS Ramsay auraient sans doute préféré que les circonstances soient moins graves. Mais elles n'ont pourtant pas retardé la parution, mardi 18 septembre, du livre de Jean-Claude Laumond, l'ancien chauffeur de Jacques Chirac, relatant certains éléments de la vie privée du président de la République (*Vingt-cinq Ans avec lui*). L'épouse du chef de l'Etat et quelques épisodes de la vie sentimentale de M. Chirac y sont notamment évoqués, d'une façon moins agressive que ne le font les livres et la presse anglo-saxonne sur leurs propres dirigeants, mais c'est la première fois que, en France, un président en fonction fait l'objet d'un tel récit.

Certes, la vie privée de François Mitterrand a suscité une avalanche de livres et de documents évoquant abondamment sa double vie familiale, son épouse, ses enfants, ses conquêtes. Le chauffeur de l'ancien président, Pierre Tourlier, s'était, lui aussi, lancé dans l'exercice. Une de ses anciennes « amies », Christina Forsne, écrivit en 1997 un recueil de ses souvenirs intitulé tout simplement *François,* aux très prestigieuses éditions du Seuil. Le fils de M. Mitterrand, Jean-Christophe, vient de publier son propre récit où il évoque notamment ses rapports avec son père. Mais la grande majorité de ces ouvrages furent édités après le départ de l'Elysée de l'ancien président, voire même après sa mort. Et si *Paris-Match* choisit de faire paraître les premières photos publiques de Mazarine, en novembre 1994, ce fut avec l'accord de l'ancien chef de l'Etat.

Il semble que la limite de ce que s'autorise aujourd'hui l'édition se soit déplacée et cela est d'autant plus nouveau que l'ancien chauffeur de M. Chirac ne relie aucune de la demi-douzaine de saynètes intimes qu'il relate – sans toutefois donner un seul nom – à un quelconque événement ou acte politique du président. Jusqu'ici, en effet, la presse – sévèrement encadrée par la loi française sur la protection de la vie privée – a toujours semblé se donner comme règle de n'évoquer l'intimité d'un homme politique français que lorsque celle-ci permettait d'expliquer ses comportements d'homme public.

Sans doute le tabou implicite qui protégea longtemps l'existence de Mazarine, pourtant connue d'une grande partie de la presse, aurait-il été levé plus tôt si le système insensé des écoutes téléphoniques mis en place pour la protéger avait été connu. De la même façon, la liaison entre Christine Deviers-Joncour et Roland Dumas fut-elle longtemps passée sous silence. Pendant plusieurs mois, la presse n'évoqua qu'une *« amie »* de l'ancien président du Conseil constitutionnel. Jusqu'à ce que l'*« amie »* devienne la *« maîtresse »*, à la lumière des révélations de l'affaire Elf. Quant à la presse « people » française, elle a toujours soigneusement évité de se préoccuper de la vie privée des élus. D'abord parce qu'elle était convaincue que l'intérêt de ses lecteurs allait bien plus vers celle des stars du show business. Ensuite, parce que son titre le plus agressif, *Voici,* appartient à Prisma presse, la filiale du groupe allemand Bertelsmann, qui a jugé plus prudent de ne pas s'aventurer sur ce terrain-là.

> Les hommes politiques français ont bien souvent la tentation de mettre eux-mêmes en scène leur vie privée

En Europe, si la presse « people » espagnole, allemande et italienne va beaucoup plus loin dans la révélation de la vie privée que la presse française, seule l'Angleterre possède une véritable tradition en matière de *butler's littérature,* que l'on pourrait traduire par « littérature de majordome ». Récits d'ancienne femme de chambre ou d'anciens écuyers y sont achetés à prix d'or avant d'être diffusés à des lecteurs friands de connaître l'intimité de leurs dirigeants *(lire ci-dessous).*

Les hommes politiques français, cependant, ont bien souvent la tentation de mettre eux-mêmes en scène leur vie privée. Rares sont ceux, de Lionel Jospin à Michèle Alliot-Marie en passant par Dominique Voynet ou Jacques Chirac lui-même, qui n'ont pas accepté d'être photographiés, pour *Paris-Match* ou *Gala,* avec femme, compagnon, enfant ou petit-fils. Et plus rares encore sont ceux qui, victimes d'une violation de la loi protégeant leur vie privée, ont attaqué devant la justice.

A ce jour, seul le docteur Claude Gubler, qui relata, après la mort de M. Mitterrand, le cheminement de sa longue maladie et le mensonge d'Etat que le président avait obligé ses médecins à tenir (*Le Grand Secret*, Plon, 1996), fut condamné par la justice et son livre saisi, à la demande de la famille de l'ancien président. M. Chirac, pour sa part, a, jusqu'ici, choisi de suivre la pratique à laquelle s'est tenu toute sa vie son prédécesseur : ne jamais traîner un éditeur ou un journal devant les tribunaux.

Raphaëlle Bacqué

Un portrait intime et cruel de l'épouse et de l'entourage du chef de l'Etat

C'EST sans aucun doute l'histoire d'un amour déçu. Celui d'un homme qui conduisit pendant vingt-cinq ans la voiture de Jacques Chirac et fut remercié un jour de novembre 1997. *« Parce qu'il avait fini par se prendre pour Chirac, parce qu'il usait de son statut de chauffeur du président à des fins personnelles, parce qu'il racontait n'importe quoi à n'importe qui »*, explique un conseiller de l'Elysée. *« Parce qu'il en savait trop »*, assure son éditeur Jean-Claude Gawsewith (Ramsay). *« Parce que j'ai toujours gardé mon franc-parler »*, explique l'auteur, Jean-Claude Laumond.

BIBLIOGRAPHIE

Dans son livre, *Vingt-Cinq Ans avec lui,* il y ajoute une raison plus improbable : Bernadette Chirac, assure-t-il, prit peur qu'il n'ait soudain des ambitions politiques en Corrèze, après son mariage avec Armelle Benassy, la fille d'une figure politique du Limousin décédé en 1978 et dont Mme Chirac reprit alors la circonscription. Quoi qu'il en soit, c'est donc l'histoire d'un homme qui a été *« drogué au Chirac, drogue dure. Chirac, Chirac, Chirac, Chirac, je rêvais Chirac, je mangeais Chirac. J'avais l'irritation facile des initiés, ceux qui appartiennent au dernier cercle, ceux qui savent »*.

Que sait-il donc ? Mille petites choses de la vie intime des Chirac, des mœurs quotidiennes de la mairie de Paris, du RPR ou de l'Elysée, des facilités matérielles dans lesquelles vivait le clan du président, des innombrables factures réglées par la Mairie de Paris. Sur ce dernier point, pourtant, M. Laumond reste prudent. Entendu par deux fois, en juillet 2001, par la brigade financière dans le cadre de l'instruction que menait alors le juge Halphen, il avait affirmé : *« Je sais ce que j'ai fait, mais je ne sais pas ce que l'on m'a fait faire. »* Il n'en écrit pas beaucoup plus. Et si l'on croise au détour d'une page Jean-Claude Méry, le chauffeur raconte seulement : *« Il circulait énormément de liquide à la mairie. »* Sa femme, Armelle Benassy, qui fut pendant quatre ans l'assistante du trésorier du parti, y ajoute dans un post-scriptum, une courte description de ce qu'était la trésorerie générale du mouvement, *« un endroit qui regorgeait de liasses de billets »*.

Le livre est surtout sévère dans le tableau qu'il fait de la famille Chirac. Car, écrit M. Laumond, *« quand je dis que je devins le chauffeur des Chirac, il faut comprendre le nom au sens générique »*. Le chauffeur conduit donc non seulement le ministre, le premier ministre, le maire, le président, mais aussi son épouse, ses filles, et les beaux-parents de M. Chirac. Mme de Courcel ? *« Combien de fois, aux amabilités de son gendre, elle ripostait, pince-sans-rire : " Mais n'oubliez pas, Jacques, que vous n'auriez jamais dû entrer dans la famille..." »* Claude Chirac est notamment dépeinte dans ses fonctions de chargée de la communication de son père.

Un jour, raconte ainsi M. Laumond, le candidat Chirac, qui faisait campagne contre la *« fracture sociale »*, avait programmé une visite des cités de Seine-Saint-Denis pour laquelle sa fille commanda la location de trois Renault Espace. *« En les voyant côte à côte dans la cour de la mairie, le sang de Claude ne fit qu'un tour : Mais, monsieur Laumond, pourquoi ces voitures sont-elles si rutilantes ? Elles sont beaucoup trop propres pour l'endroit où nous allons ! Je me suis senti rougir. Pas pour moi : pour elle. »*

Mais c'est Bernadette Chirac qui fait l'objet du traitement le plus sévère. Sans doute parce qu'il lui attribue son renvoi, l'ancien chauffeur du président étrille l'épouse du chef de l'Etat. Mme Chirac y est décrite comme une femme vaniteuse et autoritaire, ayant endossé à l'excès l'ambition présidentielle de son mari. Reste un chapitre intitulé *« le repos du guerrier »*, qui évoque explicitement les conquêtes féminines de M. Chirac – sans pour autant dévoiler leur identité –, la jalousie de son épouse et le sort professionnel que connurent celles qui cédèrent et l'une qui résista.

Rle B.

Un genre littéraire en Grande-Bretagne

CELA pourrait s'appeler *butler's literature,* littérature de majordomes. Ce n'est pas à proprement parler un genre littéraire, mais plutôt une tradition – celle des récits de proximité – qui s'est développée, au fil du temps, en Angleterre. Des mémoires du valet de chambre au journal de la dame de compagnie, ces témoignages ancillaires éclairent souvent la face cachée des mœurs des puissants. Dans son anthologie du scandale (*Book of Modern Scandal)*, Bruce Palling fait remonter à l'époque de Byron ce phénomène qu'il attribue à l'essor de la presse, laquelle aurait d'emblée cultivé chez le lecteur le goût des révélations *« croustillantes »*. Mais si, en Grande-Bretagne, presse et édition vont de pair, cette veine des récits de « domestiques » déborde largement l'écrit.

Dans les années 1920-1930 existait un spectacle, en vogue dans les stations balnéaires populaires, qui se nommait *What the Butler Saw* (Ce qu'a vu le majordome). En introduisant une pièce dans une machine, on pouvait découvrir dans des jumelles frasques ou turpitudes de la classe au pouvoir. Il s'agissait de fiction, bien sûr, mais jouant sur l'idée que seuls les serviteurs sont aptes à apercevoir, comme par le trou d'une serrure, ces faiblesses inavouables.

Un certain Moran, médecin de Churchill, fit parler de lui dans les années 1960. En décrivant les attaques cérébrales du premier ministre pendant la guerre, et dont personne jusqu'alors n'avait rien su, il provoqua un miniscandale. A cette époque, le ton change. De respectueux, les souvenirs deviennent plus agressifs. Des étudiants d'Oxford lancent le magazine satirique *Private Eye,* et l'affaire Profumo – ce ministre de la guerre qui, sans le savoir, partageait sa maîtresse avec un colonel du KGB – défraye la chronique. *« C'est le moment où, en Grande-Bretagne, les petits ont vraiment appris à manquer de respect aux grands,* analyse Andrew Knapp, professeur à l'université de Reading. *Non pas que cela soit une spécificité britannique. Mais, à l'époque, ce changement d'attitude allait de pair avec la décolonisation. Or, comme nous n'avons pas eu de guerre coloniale, l'esprit était sans doute moins grave, le ton plus caustique qu'en France. »*

Autre particularité, la famille royale. Du plus hagiographique au plus cruel, les témoignages ne manquent pas. On pense à Paul Burrell, cet ancien valet de pied de Buckingham devenu chauffeur-confident de Lady Di, et auteur d'un livre sur les us et coutumes de la cour. On se souvient aussi de James Hewitt, son écuyer, qui prétendait être le père de son deuxième fils dans un livre qui lui rapporta 5 millions d'euros. On songe enfin à Trevor Rees-Jones, garde du corps de Dodi Al-Fayed, racontant le dernier été de la princesse amoureuse. Les serviteurs de la famille royale sont liés par l'*« official secrets act »* qui leur impose le secret professionnel. Mais sauf à intenter des procès médiatisés et contre-productifs, celui-ci semble difficile à faire appliquer.

Florence Noiville

Nicole Notat va annoncer son départ de la direction de la CFDT

NICOLE NOTAT devrait rendre formelle, mardi 18 septembre, sa décision d'abandonner son poste de secrétaire générale de la CFDT lors d'une réunion du bureau national de la centrale, selon le quotidien *Les Echos* du 17 septembre. Cette annonce, attendue, prendrait effet lors du 45e congrès de la CFDT, prévu en mai 2002, laissant ainsi à son successeur la responsabilité de mener la prochaine campagne des élections prud'homales. Mme Notat, qui ne s'en est jamais cachée, sera, de son côté, candidate à la succession du secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), Emilio Gabaglio. La décision de Mme Notat intervient au moment où le Medef retire ses administrateurs de la gestion des caisses de la Sécurité sociale. Mardi, après la réunion de son conseil exécutif, l'organisation patronale devait en effet confirmer ses intentions et dévoiler son *« testament »* pour la « Sécu ».

Elisabeth Guigou renonce à se présenter à Avignon

PAR UNE LETTRE adressée aux militants socialistes du Vaucluse, Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, a annoncé sa décision *« de ne pas être candidate dans le Vaucluse lors des prochaines élections législatives »*. Elle affirme avoir entendu *« le message clair que les électrices et électeurs nous ont collectivement adressé lors des dernières élections municipales »*. La liste qu'elle conduisait avait réuni 36 % des voix face à son adversaire RPR, Marie-José Roig. Le fait d'assumer *« jusqu'au bout »* ses tâches ministérielles lui paraît *« sans doute incompatible avec un travail de proximité en Vaucluse »*, ajoute-t-elle, avant d'annoncer qu'elle va adresser sa lettre de démission du conseil municipal. Elle estime que sa suppléante, Cécile Helle, qui l'a remplacée à l'Assemblée nationale, est *« aujourd'hui la plus légitime pour répondre aux attentes des électeurs »* de la 1re circonscription du Vaucluse qui englobe Avignon, Morières et Le Pontet. – (*Corresp. reg.*).

DÉPÊCHES

■ **MUNICIPALES : Raymond Hardy (div. d.) a remporté, dimanche 16 septembre, la mairie de Tonnerre** (Yonne). Ces élections étaient organisées à la suite de l'annulation du scrutin du 11 mars, à l'issue duquel la gauche, conduite par le maire sortant, André Fourcade (PS), l'avait emporté de 6 voix. L'ancien ministre Henri Nallet (PS), maire de la ville jusqu'en 1998, qui figurait en troisième position sur la liste de gauche en mars, mais avait démissionné du conseil municipal quelques semaines plus tard, après avoir été battu au second tour des élections cantonales, n'était pas présent sur cette liste.

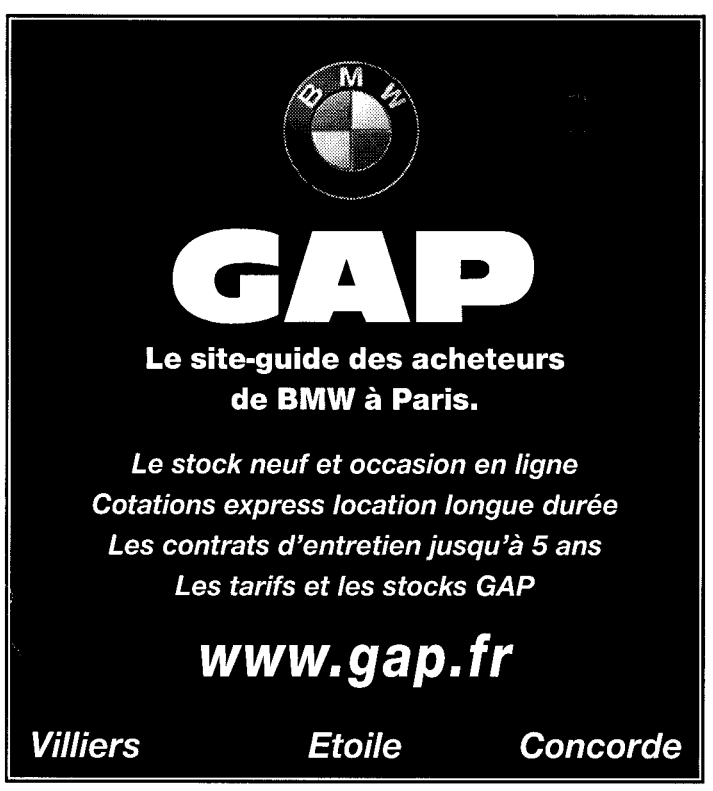
■ **VACHE FOLLE : quatre cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ont été diagnostiqués,** ces derniers jours, dans les départements des Pyrénées-Atlantiques, de la Haute-Marne, du Lot-et-Garonne et de l'Aveyron. Depuis 1991, on a recensé, au total, 401 cas d'ESB en France, parmi lesquels 162 en l'an 2000 et 159 depuis le début de l'année. Sur ces 159 cas, 40 ont été identifiés lors des tests pratiqués à l'abattoir chez des animaux âgés de plus de trente mois et apparemment sains.

■ **RELIGION : un millier de séminaristes, soit la quasi-totalité des futurs prêtres en formation dans l'Eglise catholique de France**, ont participé, pour la première fois, à un pèlerinage commun à Lyon et à Ars (Ain), du 14 au 16 septembre. Le cardinal Louis-Marie Billé, archevêque de Lyon et président de la conférence épiscopale, les a invités à refuser la *« nostalgie »* et à se garder de tout *« repliement sectaire »*. Dans une allusion aux attentats du 11 septembre, il a souligné que les *« vrais martyrs »* étaient ceux qui donnaient leur vie pour sauver la vie, et non pour donner la mort. *« L'impensable de l'amour doit l'emporter sur l'impensable de la haine »*, a-t-il affirmé. A cette occasion, les séminaristes français ont adressé un message de solidarité aux séminaristes américains : ils expriment *« leur vive émotion et surtout leur communion de prière avec leurs collègues des Etats-Unis »*.

■ **INCENDIES : un adolescent de dix-sept ans, qui a avoué être l'auteur de quatre incendies** dans les Alpes-de-Haute-Provence, a été écroué, samedi 15 septembre, à la maison d'arrêt de Luynes (Bouches-du-Rhône). Le jeune homme, dépressif, a été mis en examen pour *« destruction de biens d'autrui »* et *« incendie volontaire aggravé »*. Par ailleurs, une église et deux voitures ont été incendiées, samedi 15 septembre, à Limoges (Haute-Vienne), dans le quartier de La Bastide. Selon le procureur de la République, l'incendie pourrait être d'origine criminelle.

L'incendie le plus important de l'été a été maîtrisé dans le Var

PRÈS DE 1 500 HECTARES de bois et de pinèdes ont été ravagés, les 16 et 17 septembre, par un incendie qui a touché les communes du Castellet et du Beausset (Var), une semaine après que le feu eut parcouru 700 hectares dans une zone contiguë. Cet incendie, parti dimanche 16 septembre après-midi à l'ouest du circuit automobile du Castellet, a été le plus important de l'été. La présence de sept cents pompiers, appuyés par quatorze avions bombardiers d'eau, n'a pas été suffisante pour freiner la progression des flammes dans une zone difficile d'accès et de forte combustibilité du fait de la sécheresse. Deux cents personnes ont été évacuées de six campings et deux villas ont brûlé dans l'incendie, qui n'a été maîtrisé que lundi 17 au matin. – (*Corresp.*)



Portrait des nouveaux agriculteurs « bio »

Pour la première fois, le ministère de l'agriculture publie, lundi 17 septembre, une étude sur les exploitants de ce secteur. Moins militants, ils sont plus professionnels que leurs aînés. En Bretagne, une région où ils sont très présents, les « bio » n'échappent pas aux problèmes du monde paysan

CAMPÉNÉAC
de notre envoyée spéciale

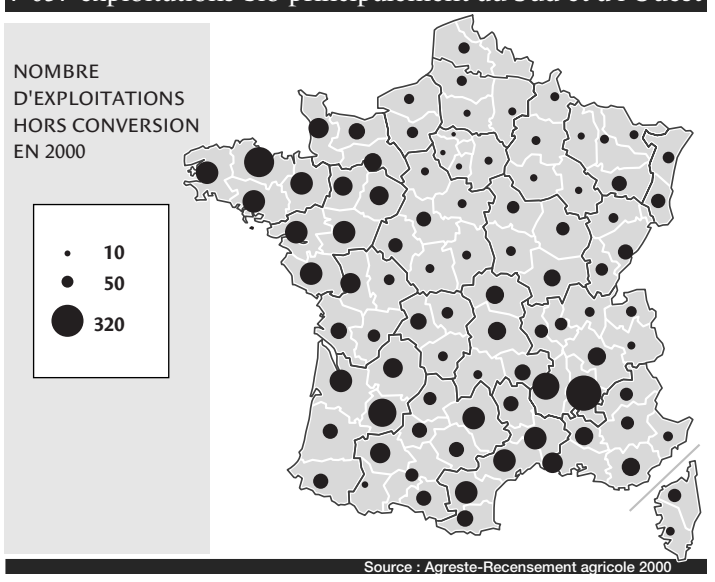
Qu'est-ce qui différencie une exploitation biologique d'une « conventionnelle » ? Au premier regard pas grand-chose. Sans doute y voit-on moins de ces impressionnants engins agricoles, moins de hauts silos qui laissent le néophyte perplexe. En revanche, il est une phrase qui ne trompe pas : chez les « bio », personne *« n'écoule sa récolte »*, tout le monde *« valorise son produit »*. Autrefois, cela signifiait vendre directement aux consommateurs. Aujourd'hui, cela passe par des filières de commercialisation bien organisées. Eric Boisbras, installé avec son épouse, Maryvonne, et sa sœur, à Campénéac, dans le nord du Morbihan, a décidé de ne plus accueillir de clients à la ferme – trop contraignant –, mais il *« valorise »* encore l'essentiel de ses fromages de chèvre sur deux marchés du département. Quant à son lait de vache, il partira bientôt dans une coopé- rative bio.

A l'entrée de l'exploitation, un mur de bottes de foin. Au milieu de petites prairies, la fromagerie bien propre. D'un côté, un bouc regarde le visiteur s'approcher d'un œil sombre, de l'autre, soixante-dix chèvres blanches ou brunes attendent l'heure de la traite. Il y a encore la quarantaine de vaches laitières qui paissent au loin. *« Nous dégageons un revenu correct »,* admet M. Boisbras, installé dans un ancien corps de ferme agréablement restauré. L'endroit a appartenu à ses parents. Eux avaient préféré *« faire construire »*, comme cela s'est beaucoup fait quand l'agriculture intensive entamait sa période de gloire en Bretagne.

La ferme n'a pas encore le label bio, elle ne l'obtiendra qu'à l'issue de sa *« deuxième année de conversion »*. Le mot ne plaît pas à M. Boisbras, parce que *« cela fait penser à la religion »*. Or il ne faut pas compter sur lui, et encore moins sur sa femme, pour défendre sa chapelle. *« Nous avons trois jeunes enfants, nous n'avons pas le temps de militer ! »* C'est dans la plus grande discrétion que tous deux se sont orientés vers de nouvelles pratiques agricoles *« Nous n'en avons jamais parlé ni à la famille, ni aux voisins, ni aux représentants, bien que nous ne leur achetions plus ni engrais ni semences depuis déjà plusieurs années... »* Dans ce coin de Bretagne, explique l'éleveur, une image reste collée à l'agriculture biologique : *« Des cultures minables, pleines de mauvaises herbes, et des animaux maigres. »* Alors *« il faudrait tout le temps se justifier auprès de notre entourage... »*

Au regard des statistiques, M. Boisbras, quarante ans, titulaire d'un BTS agricole, appartient aux nouveaux venus de la bio : une catégorie en pleine expansion, depuis que les crises sanitaires et économiques à répétition poussent les paysans à se remettre en cause ou à prendre pied sur un marché rassurant pour les consommateurs. En Bretagne, première région agrobiologique de France pour les légumes, le porc, les poules pondeuses, et l'une des trois premières pour le lait, la production a grimpé de 19 % entre 1999 et 2000. En fait, la réflexion de la famille Boisbras est entamée depuis longtemps. Dès l'abord, ils voulaient *« beaucoup d'herbe. Je détestais pulvériser des pesticides sur le maïs, cela me rendait malade, même en portant un masque »*, précise Eric. Et puis *« tous ces produits dont les sacs portent une tête de mort, cela fait quand même froid dans le dos »*, argumente son épouse.

7 057 exploitations bio principalement au Sud et à l'Ouest



Source : Agreste-Recensement agricole 2000

De toute façon, commencer par s'installer comme éleveurs de chèvres correspond déjà à un refus de se conformer au modèle dominant dans la région. Le porc, la volaille, très peu pour eux : ils y voient le meilleur moyen de s'endetter à vie avec des investissements disproportionnés et d'aller vers le travail à façon. Mais il leur a fallu patienter avant d'être en mesure d'acheter assez de terres en friches à transformer en prairies, afin de nourrir entièrement les bêtes grâce à l'exploitation, condition indispensable pour passer au bio.

« Autonomie » est précisément leur maître mot. C'est seulement en fin de conversation que le couple se laisse aller à évoquer aussi *« le respect du sol »,* l'envie d'être *« plus près de la nature »*. Comme si ces choses-là ne devaient qu'être susurrées.

Au Salon des productions animales-Carrefour européen (Space), à Rennes, derrière quelques géants de la nutrition animale et autres multinationales exportatrices d'OGM, se tient le stand tout petit, tout vert, d'Inter Bio Bretagne. S'il n'avait pas reçu pour mission de répondre aux questions des visiteurs, André Lebrun ne serait pas là. Producteur de lait bio depuis 1993, avec une quarantaine de vaches paissant sur ses 45 hectares, en Ille-et-Vilaine, il n'aurait guère de raison de fréquenter ce genre de manifestation.

INTÉRÊT GRANDISSANT

M. Lebrun, lui, met ses convictions en avant. Membre de la Confédération paysanne, il est heureux qu'un quatrième agriculteur bio s'installe dans sa commune. *« Le conventionnel va dans l'impasse,* affirme-t-il. *Il n'est qu'à voir le problème de la pollution de l'eau et de l'environnement en général. La bio n'est pas la seule solution, mais c'est la meilleure. »* L'intérêt grandissant des agriculteurs – lié aussi au fait que la conversion s'accompagne désormais d'aides financières – ne va pas cependant sans quelques craintes. *« En atteignant des volumes importants, nous risquons de perdre la maîtrise de notre produit et de sa distribution,* estime l'éleveur. *Mais, dans l'intérêt des consommateurs, nous ne pouvons pas demeurer une petite niche. »*

Et pourtant, à quarante-trois ans, le cœur n'y est plus tout à fait. L'année est très mauvaise, avec la pluie tombée sans discontinuer de l'automne au printemps. Les bêtes vont manquer d'herbe, et puis il a connu des difficultés avec ses cultures de betteraves. *« Faire pousser sans engrais, c'est théoriquement faisable, en fait c'est moins facile »,* constate-t-il. Il sait que 2001 va se terminer sans revenus. Et puis il travaille seul. Alors il se demande s'il ne va pas tout abandonner, devenir chauffeur pour une laiterie et *« faire ses trente-cinq heures comme tout le monde ». « Manque de temps pour soi, responsabilités importantes et incertitudes du lendemain »* : à entendre M. Lebrun comme la famille Boisbras, il semble que les adeptes de la bio n'échappent pas au blues qui frappe aujourd'hui l'ensemble des agriculteurs.

Martine Valo

Des agriculteurs jeunes et diplômés

C'EST le premier portrait national des agriculteurs bio. Le document, publié par *Agreste Primeur* lundi 17 septembre, rassemble les données issues du recensement agricole 2000. On connaissait les produits bio, pas ceux qui les cultivent. Il apparaît qu'ils ne sont pas des exploitants tout à fait comme les autres. Parmi les 7 000 agriculteurs bio (1 % de l'ensemble des exploitants), le niveau d'études est plus élevé que dans le secteur conventionnel : plus d'un sur deux a suivi une formation agricole, 15 % une formation supérieure spécialisée (contre 5 % dans le conventionnel). *« L'apprentissage du métier* [des agriculteurs conventionnels] *s'est aussi fait dans l'exploitation de leurs parents, ce qui n'était pas possible pour les nouvelles pratiques de l'agriculture biologique »,* expliquent les statisticiens du ministère. Les écarts sont également significatifs pour les formations générales : huit agriculteurs bio sur dix ont suivi des études secondaires, 18 % des études supérieures. *« Seule la moitié des autres exploitants a dépassé le primaire »,* note le document, en précisant que *« ces différences s'expliquent par la jeunesse des exploitants bio, qui leur a permis d'allonger leur scolarité ».* Trois sur quatre ont moins de cinquante ans.

Sur le plan de la pratique professionnelle, proscrire les produits chimiques et les antibiotiques demande de passer plus de temps dans les étables et les champs. Les exploitants travaillent donc plus souvent à plein temps, et 20 % ont recours à des salariés permanents. Le travail fourni par ces salariés représente, ici, plus du tiers des heures contre un quart ailleurs. Dans plus de 25 % des fermes, les produits sont transformés sur place.

Les exploitations biologiques sont plus diversifiées. Les céréales y sont souvent associées à l'élevage. Cette pratique préserve les sols et permet aussi à l'exploitant d'être moins vulnérable aux crises des différentes filières. *« On a le droit de "se louper" sur une culture et de compenser par une autre »,* explique Dominique Vérot, directeur administratif de la Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB). *« C'est un système plus autonome, où l'on maîtrise personnellement son travail. »*

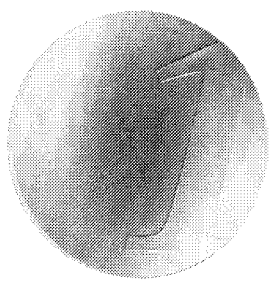
Le bio est une valeur en hausse : le nombre des exploitants a doublé entre 1995 et 2000, bien qu'il reste très faible. Depuis le milieu des années 1990, une nouvelle génération succède aux néoruraux des années 1970, sous l'impact des crises alimentaires et de la demande des consommateurs. Selon la FNAB, 2 000 à 3 000 conversions par an sont possibles. Mais les *« blocages psychologiques »* demeurent. *« Certains sont acharnés à faire partie du club des 100 quintaux à l'hectare »,* poursuit M. Vérot. Et l'image « baba cool » des origines continue à gêner. C'est dans les régions de grande culture que les réticences sont le plus fortes. En revanche, dans les secteurs d'élevage bovin extensif, le changement est plus simple.

Se convertir au bio reste un pari risqué. Il faut supporter les coûts de la transformation de l'exploitation sans en recueillir immédiatement les bénéfices : pendant une période de transition de trois ans, les produits ne sont pas estampillés AB (agriculture biologique). Ils sont donc vendus dans le même circuit et au même prix que ceux de l'agriculture conventionnelle. Même après une conversion, l'exploitation peut rester fragile : les circuits de distribution du bio ne sont pas aussi rodés que ceux du système classique. La FNAB considère qu'une conversion est assurée après six ans. Le contrat territorial d'exploitation, qui planifie des aides à l'hectare sur cinq ans, est désormais un passage obligé pour cultiver bio.

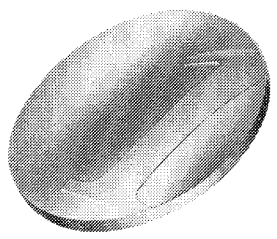
Dans un seul domaine, l'agriculture bio ne se démarque pas : la répartition des productions sur le territoire. On produit par exemple du porc et du bœuf bio en Bretagne et des fruits bio en Rhône-Alpes et dans le Sud-Ouest.

Gaëlle Dupont

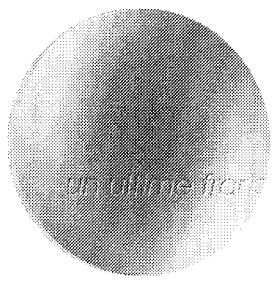
★ ***Agreste Primeur*** **numéro 101, septembre 2001.**



L'ultime monnaie française ayant cours légal
Valeur faciale : 1 F
Tranche insculpée : 2001,
République Française, Starck
Liberté, Egalité, Fraternité
Lancement officiel : 15 septembre 2001



Gravée dans l'argent
Argent 900°/oo
Diamètre 33 mm - 17,8 g
Tirage mondial 50 000 exemplaires
Prix de vente : 34 € - 223,03 F TTC



Gravée dans l'or
Or 750°/oo
Diamètre 33 mm - 26,1 g
Tirage mondial : 5 000 exemplaires
Prix de vente : 535 € - 3 509,37 F TTC

Boutiques : 2, rue Guénégaud - Paris 6e
http://boutique.monnaiedeparis.fr
Pour tout renseignement : 01 40 46 58 96

L'ultime franc s'assouplit, ondule, s'épure, s'efface, se concentre, se réinvente,
pour mieux passer du symbole au souvenir.

Philippe STARCK

MONNAIE DE PARIS

www.monnaiedeparis.fr

TÉLÉCOMMUNICATIONS **Les premiers équipements destinés à déployer les réseaux de la téléphonie du futur (UMTS) sortent des usines des équipementiers, et notamment du numéro un mondial, le finlandais Nokia. ● DE CES ARMOIRES-SERVEURS bourrées d'électronique dépend l'avenir du secteur des télécommunications. ● MASSIVEMENT ENDETTÉS par l'achat des licences et par les acquisitions de concurrents pendant la bulle spéculative, les opérateurs jouent leur croissance future sur le succès de cette nouvelle technologie qui permettra de faire des téléphones portables de véritables terminaux multimédia. ● NOKIA, l'équipementier le plus épargné, comparé à ses concurrents, souhaite profiter de sa situation financière plus confortable pour accroître ses parts sur ce marché. ● FRANCE TÉLÉCOM développe, sans attendre, une offre sportive.**

Nokia livre les premiers équipements de téléphonie mobile UMTS

Le numéro un mondial du secteur est en train d'expédier chez ses principaux clients les éléments de ce qui devrait être le nouvel eldorado des opérateurs de télécommunications. Les premiers tests grandeur nature permettront de fixer un calendrier de lancement commercial, probablement après 2002

HELSINKI
de notre envoyée spéciale

Dans une usine de Nokia, à Oulu, dans le nord de la Finlande, des ouvriers clouent, en bout de chaîne de fabrication, des caisses en bois qui portent les étiquettes des clients destinataires : l'opérateur allemand T-Mobil, son homologue suédois Telia ou le japonais J-Phone. A l'intérieur de ces caisses se joue peut-être l'avenir du secteur des télécommunications mobiles : elles recèlent les premières armoires-serveurs bourrées d'électronique, premiers maillons du réseau de téléphonie mobile du futur (UMTS). Avec ces premières livraisons, les clients opérateurs vont pouvoir débuter les tests.

Toucher du doigt la réalité de l'UMTS a son importance. En effet, ce projet de téléphonie mobile, censé offrir aux consommateurs toute une palette de services multimédias, a provoqué une véritable onde de choc dans les télécommunications. Après avoir dépensé sans compter pour obtenir des licences UMTS en Europe, et renforcer leur position géographique en pleine période spéculative, les opérateurs européens se sont retrouvés pris au piège d'un endettement massif et d'une crise boursière brutale. Cette crise a été nourrie par les nombreux doutes autour de cette future génération de téléphonie mobile. Doutes sur les performances de la technologie UMTS, mais aussi sur la disponibilité des équipements ou sur la rentabilité de ces réseaux mobiles. Le tableau s'est d'un coup assombri.

Opérateurs et équipementiers tentent maintenant de lever quelques-unes de ces incertitudes. *« Nous sommes passés d'un excès d'optimisme à un excès de pessimisme, il faut tenter aujourd'hui d'être réaliste, et de placer le balancier au milieu »*, souligne Didier Quillot, qui dirige l'activité française d'Orange, filiale de téléphonie mobile du groupe France Télécom. Un réalisme qui passe par la prudence. *« Aucun d'entre nous n'a pu réaliser de tests UMTS en grandeur réelle. Ces tests sont un préalable avant de fixer une date de lancement de ces services »*, a précisé Michel Bon, PDG de France Télécom, lors d'une récente réunion organisée par la banque HSBC-CCF.

FORTE PRESSION

M. Quillot concède aussi que la principale incertitude est liée au calendrier. *« Aujourd'hui, nous n'avons ni pris la décision de retarder ni fixé la vitesse de déploiement qui conditionne les niveaux d'investissement des trois prochaines années. »* Il renvoie la balle au finlandais Nokia, le principal fournisseur d'Orange – aux côtés du suédois Ericsson et du français Alcatel –, qui s'est engagé à respecter des délais précis de livraison. *« Nokia doit déployer un réseau-test à Lyon avant la fin de l'année, puis équiper une dizaine de villes en France et livrer à l'ensemble du groupe Orange 200 000 terminaux UMTS avant la fin 2002. »*

La pression est donc forte sur les épaules des équipementiers. D'autant qu'ils subissent un tassement des ventes des équipements GSM et des téléphones mobiles, les opérateurs préférant rentabiliser les investissements déjà consentis. Dans ce contexte de crise, Nokia est, pour l'instant, l'industriel le plus épargné, comparé à ses concurrents, et souhaite profiter de sa situation financière plus confortable pour accroître ses prérogatives sur ce marché. Il lui faut donc tenir ses engagements. L'entreprise finlandaise a annoncé avoir établi la première communication UMTS dans ses laboratoires en août. Reste à confirmer cette réalité sur le terrain. La livraison des premiers équipements radio va dans ce sens, bien que l'essentiel de la complexité ne soit pas dans la partie matérielle qui va être installée, mais dans le logiciel qui, lui, est en cours d'élaboration.

« PARLER DES CONTENUS »

De leur côté, les opérateurs doivent aussi faire leurs preuves. A eux de démontrer leurs capacités à concevoir une gamme de services propres à séduire les clients. L'heure est au *mea culpa* après le lancement raté du WAP en 2000. *« Même si un million de clients WAP se sont connectés au moins une fois le mois dernier, le temps moyen de connexion, de 10 minutes par mois, est en deçà de nos objectifs. Mais cela nous a prouvé que c'est un média chaud, notre serveur WAP a d'ailleurs été submergé après l'annonce des attentats perpétrés aux Etats-Unis »*, précise Didier Quillot. Pas question de renouveler la fâcheuse expérience avec le lancement du GPRS, censé être une étape intermédiaire décisive vers l'UMTS. *« Pas de théâtralisation de la technologie, il faut d'abord parler des contenus. »*

Orange France a donc décidé de braquer plutôt les projecteurs sur ses ambitions sportives en annonçant sa « chaîne » Orange Sport cette semaine. Le déploiement du GPRS se fera plus discrètement. *« Près de 20 000 téléphones GPRS vont être livrés d'ici à fin octobre »*, selon Didier Quillot. Le véritable démarrage grand public devrait être reporté en 2002 lorsque les téléphones mobiles à écran couleur se généraliseront.

Laurence Girard

► www.lemonde.fr/umts

Lancement de la « chaîne » Orange Sport

Le coup d'envoi d'Orange Sport sera donné jeudi 20 septembre. L'opérateur mobile Orange, filiale de France Télécom, qui est en train de créer une grille de programmes thématiques consultables sur les futurs écrans des téléphones portables multimédias, a fait des contenus sportifs l'un de ses chevaux de bataille. L'idée est de proposer toute une gamme de services payants aux abonnés – du suivi des résultats par mini-messages à la vente de billets en passant par la diffusion d'images des meilleurs moments des matchs... Alors que SFR mise sur la musique avec le lancement de sa marque Vivendi Universal Music, Orange est décidé à distancer son concurrent sur le terrain du sport. Pour cela, Orange n'a pas hésité à profiter du flou juridique qui entoure la diffusion d'images sur les mobiles UMTS pour signer avec 14 clubs de football français de première division un contrat exclusif de huit ans pour 300 millions de francs (45,74 millions d'euros). Il a aussi signé un contrat de 34 millions de francs avec la Ligue nationale de rugby.

M6 devrait diffuser un « Loft VIP » en octobre

FAUTE d'avoir retrouvé depuis la rentrée les audiences enregistrées lors de la diffusion de « Loft Story », ou même d'en avoir conservé une part significative, la chaîne de télévision M 6 aurait décidé de relancer son jeu de télé-réalité. Ce retour « surprise » du loft devrait avoir lieu en octobre. A la place des inconnus de la première édition, ce sont des vedettes de la télévision et du show-business qui se feront volontairement enfermer. Ce « Loft VIP » devrait durer une semaine, d'un jeudi à l'autre. L'occasion pour M 6 de diffuser deux émissions spéciales pour l'entrée et la sortie des stars. Un compte rendu quotidien devrait être aussi proposé aux téléspectateurs. Outre cette émission spéciale, le grand retour du loft serait toujours programmé pour le printemps 2002.

Vodafone cherche à devenir majoritaire dans Japan Telecom

VODAFONE est en pourparlers pour devenir l'actionnaire majoritaire de Japan Telecom, troisième opérateur de téléphone japonais. L'opérateur britannique a confirmé, lundi 17 septembre, qu'il négociait les 15,2 % qu'East Japan Railways détient dans Japan Telecom. Vodafone porterait ainsi sa participation de 45 % à 66,7 % dans l'entreprise japonaise (*Le Monde* du 2 mai). *« Ces discussions pourraient ou ne pourraient pas conduire à une offre publique, soutenue par le conseil d'administration de Japan Telecom, pour acquérir jusqu'à 21,7 % des actions de Japan Telecom »*, a expliqué la direction de Vodafone, qui précise que l'opération devrait prendre un mois. L'opérateur britannique est l'un des plus importants investisseurs étrangers du Japon : il a déjà injecté quelque 8,8 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros) dans Japan Telecom.

L'accord Deutsche Bank-Zurich Financial Services sans doute reporté

EN RAISON des attentats aux Etats-Unis, la Deutsche Bank et Zurich Financial Services (ZFS) pourraient reporter de deux semaines l'annonce d'un vaste accord d'échanges et de coopération, selon le quotidien allemand des affaires *Handelsblatt* lundi 17 septembre. La semaine dernière, les deux établissements avaient confirmé être en *« discussions avancées »* en vue d'un échange de la société de gestion d'actifs de ZFS, Zurich Scudder Investments – destinée à passer sous le contrôle de la Deutsche Bank – contre la filiale d'assurances Deutscher Herold et la société de conseils en finances Bonnfinanz, qui seraient reprises par ZFS. Les deux groupes négocient, en outre, un accord de coopération dans l'assurance, la gestion d'actifs, les produits de banque d'investissement et leur distribution.

ACTION RC
EXPERTISES ET CONTENTIEUX FINANCIE
• Enquête sur la solvabilité
• Gère les contentieux
• Recouvre les créances
6, rue Rampon 75011 Paris
Tél 01 48 07 11 66 - Fax 01 48 07 88
www.actionrc.f

SUEZ

Vous apporter l'essentiel de la vie

Résultats au 1er semestre :

la progression à deux chiffres conforte les orientations stratégiques du Groupe.

• **SUEZ enregistre une croissance de son chiffre d'affaires (+ 26,8 %) parmi les plus élevées du secteur.** Cette forte progression démontre la capacité du Groupe à exploiter ses positions dans chacun de ses métiers à vocation mondiale (Energie, Eau, Propreté).

Elle s'explique à la fois par le **fort dynamisme commercial du Groupe** (30 contrats majeurs signés au cours du 1er semestre) et par la poursuite du développement international.

L'international représente, avec 53,6 %, plus de la moitié du chiffre d'affaires du Groupe qui s'est élevé globalement à 20,6 Mds d'euros.

• Grâce à la poursuite d'une politique d'acquisitions sélective et aux efforts de simplification du Groupe entrepris au premier semestre (regroupement sous SITA de l'ensemble des activités Propreté de Tractebel, vente de la participation encore détenue dans le capital de Vinci...), **le Groupe a enregistré une croissance soutenue de son résultat d'exploitation (+16 %)** notamment dans l'Energie et l'Eau.

• **SUEZ rejoindra l'indice Stoxx 50 le 24 septembre prochain.** Son entrée dans le Stoxx 50 confirme sa position parmi les grandes capitalisations boursières européennes. SUEZ est la seule valeur française de son secteur représentée dans les principaux indices internationaux.

Au cours du 1er semestre de cette année, SUEZ a fait la preuve de sa résistance au ralentissement économique général tout en prenant des positions-clé pour l'avenir notamment dans l'énergie, en Europe comme aux Etats-Unis.
Les résultats des six premiers mois confortent la stratégie de développement autonome du Groupe.

SUEZ est un Groupe mondial de services, acteur du développement durable, qui offre des solutions globales dans l'énergie, l'eau et la propreté pour les entreprises, les particuliers et les collectivités.

CHIFFRES-CLÉS DU 1ER SEMESTRE 2001

• Chiffre d'affaires : 20,6 milliards d'€, soit **+ 26,8 %**
Croissance organique : + 9,1 %
• EBITDA des 3 métiers : **+ 13 %**
• EBIT des 3 métiers : **+ 15 %**
• Résultat d'exploitation : **+ 16 %**
• Marge brute d'autofinancement : **+ 15 %**
• Résultat net, part du Groupe : 1 408 millions d'€, soit **+ 11 %**

Renseignements disponibles au N° Vert 0 800 177 177 et sur www.suez.com - Club Espace Actionnaires SUEZ - 16, rue de la Ville l'Evêque - 75383 Paris Cedex 08

TABLEAU DE BORD

AGENDA

LUNDI 17 SEPTEMBRE

■ **ÉNERGIE :** ouverture de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique en Autriche.
■ **OMC :** le conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Genève, se prononce sur l'adhésion de la Chine.

MARDI 18 SEPTEMBRE

■ **JAPON :** réunion du comité de politique monétaire de la Banque du Japon.
■ **FRANCE :** présentation du budget 2002 en conseil des ministres ; résultats provisoires de juin et résultats avancés de juillet de la balance des paiements.

MERCREDI 19 SEPTEMBRE

■ **FMI :** présentation du rapport annuel du Fonds monétaire international.
■ **OMPI :** ouverture, à Genève, de la conférence internationale de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur le commerce électronique.

JEUDI 20 SEPTEMBRE

■ **BCE :** publication du rapport mensuel de septembre de la Banque centrale européenne.

VENDREDI 21 SEPTEMBRE

■ **JAPON :** conférence de presse du gouverneur de la Banque du Japon.

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **THYSSENKRUPP : une nouvelle tentative pour introduire en Bourse la filiale sidérurgiqu**e du groupe allemand est exclue *« pour les trois à cinq prochaines années »* selon Ekkehard Schluz, président du directoire de ThyssenKrupp, dans un entretien à l'hebdomadaire *Der Spiegel* du 17 septembre. Faute de pouvoir céder l'acier, le groupe a l'intention de se désendetter en vendant ses activités dans les équipements industriels.

● **AVENTIS : quatre syndicats d'Aventis Pharma**, CGT, CFTC, FO et SUD, ont menacé de saisir la justice d'ici quinze jours si la direction refusait de négocier son plan de réorganisation, a annoncé vendredi 14 septembre un communiqué intersyndical.

● **ADVANTA FRANCE : une trentaine de militants d'organisations anti-OGM**, dont la Confédération paysanne, ont arraché samedi 15 septembre une parcelle de betteraves génétiquement modifiées, près de Lille, appartenant à la société agronomique Advanta France (130 salariés), filiale commune du britannique Zeneca et du néerlandais Cosun.

SERVICES

● **EDF : le groupe électrique français aurait décidé de retirer** son mandat à la banque Goldman Sachs, selon *Les Echos* dans son édition de lundi. L'établissement financier était aussi engagé auprès de Montedison dont il possédait 2 % du capital et sur lequel EDF a lancé une OPA.

● **SAS : le conseil d'administration de la compagnie aérienne scandinave a démissionné** à la suite de la publication d'un rapport d'enquête indépendant sur des accords commerciaux illicites passés entre SAS et sa partenaire danoise Maersk Air.

● **MYCAL : le quatrième distributeur japonais, en dépôt de bilan,** est *« en phase finale »* de discussions avec l'américain Wal-Mart dans le but d'obtenir un soutien pour relancer l'activité de la chaîne de supermarchés, basée à Osaka (Honshu), qui accuse un passif de 15 millions de dollars (16,6 millions d'euros).

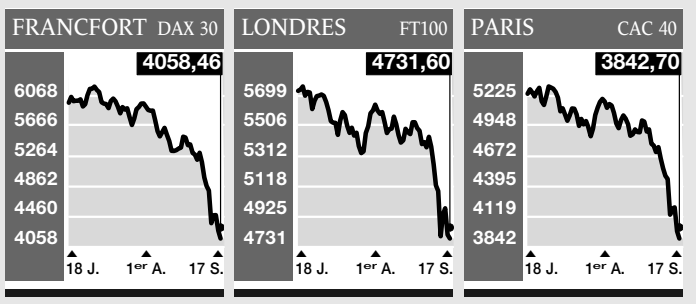
● **TPS : le bouquet numérique présidé par TF1 a repris, depuis le 14 septembre, la chaîne américaine Fox News** dans son offre de programmes. TPS a fait le choix de reprendre la chaîne d'information contrôlée par Rupert Murdoch *« afin que les abonnés disposent de la plus large couverture possible »* des suites de l'attentat du World Trade Center.

● **MUSICNET : la société créée par plusieurs maisons de disques** compte achever d'ici à la fin septembre la mise au point d'un service payant de téléchargement de musique sur Internet, a indiqué samedi un de ses responsables.

RÉSULTATS

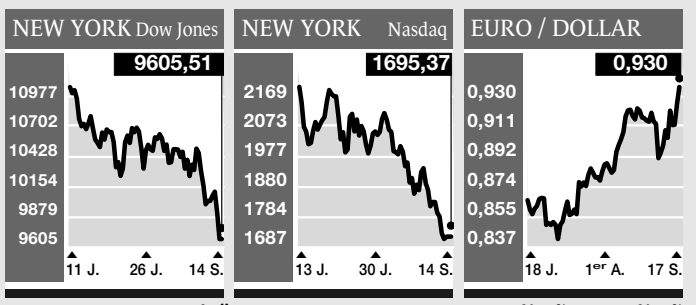
■ **ETAM : malgré une progression de son chiffre d'affaires** de 2,8 %, à 499,3 millions d'euros, le distributeur de prêt-à-porter a subi une perte nette de 31,4 millions d'euros, triple de celle du premier semestre 2000.

EUROPE



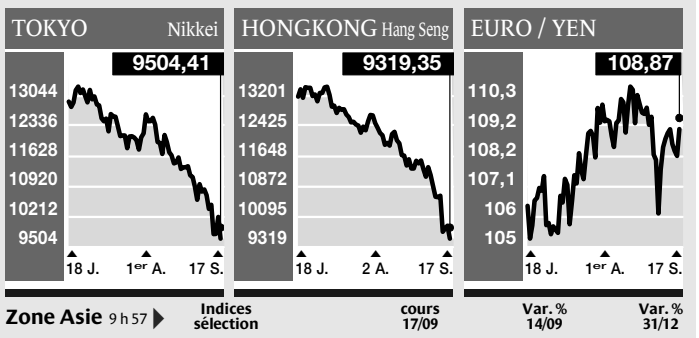
Europe 12 h 30	Indices sélection	cours 17/09	Var. % 14/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3047,16	– 1,43	– 36,15
EUROPE	STOXX 50	3066,69	– 1,02	– 32,71
EUROPE	EURO STOXX 324	255,24	– 2,04	– 34,85
EUROPE	STOXX 653	250,60	– 1,79	– 30,35
PARIS	CAC 40	3842,70	– 1,71	– 35,16
PARIS	MIDCAC	1638,43	– 3,02	– 33,86
PARIS	SBF 120	2618,55	– 1,93	– 34,90
PARIS	SBF 250	2475,29	– 1,64	– 34,36
PARIS	SECOND MARCHÉ	1973,82	– 3,51	– 29,93
AMSTERDAM	AEX	420,15	– 1,49	– 34,10
BRUXELLES	BEL 20	2438,62	– 2,66	....
FRANCFORT	DAX 30	4058,46	– 1,40	....
LONDRES	FTSE 100	4731,60	– 0,51	– 23,96
MADRID	STOCK EXCHANGE	6743,20	– 2,44	– 25,98
MILAN	MIBTEL 30	26993	– 2,75	– 38,26
ZURICH	SPI	5511,20	– 2,08	....

AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57	Indices sélection	cours 14/09	Var. % 13/09	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	....	....	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	....	....	....
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	....	....	....
TORONTO	TSE INDEX	6890,85	– 2,98	– 22,87
SAO PAULO	BOVESPA	10034,40	....	– 34,24
MEXICO	BOLSA	306,67	....	– 2,95
BUENOS AIRES	MERVAL	266,03	0,35	– 36,17
SANTIAGO	IPSA GENERAL	105,55	– 1,73	9,95
CARACAS	CAPITAL GENERAL	7104,50	– 0,93	4,09

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57	Indices sélection	cours 17/09	Var. % 14/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	9504,41	– 5,04	– 31,06
HONGKONG	HANG SENG	9319,35	– 3,48	– 38,26
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1337,20	– 4,51	– 30,60
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	58,36	– 2,29	– 7,88
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2895,40	– 4,78	– 8,22
BANGKOK	SET	18,09	– 5,39	– 2,90
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	2665,65	– 5,81	– 32,89
WELLINGTON	NZSE-40	1790,31	– 4,55	– 5,85

ÉCONOMIE

La Fed incite les banques à assouplir les conditions de prêt

LA RÉSERVE fédérale américaine (Fed) a appelé, vendredi 14 septembre, les banques américaines à faciliter au maximum les transactions avec leurs clients après les attentats qui ont frappé les Etats-Unis. *« La Fed a pour politique d'encourager les banquiers à travailler de la manière la plus souple possible avec leurs clients, commerciaux et particuliers, frappés par des catastrophes. Les banques sont en particulier encouragées à prendre des initiatives, tout en restant prudentes, pour accorder des crédits aux emprunteurs solvables en prenant en compte les conditions actuelles et à modifier les termes initiaux des conditions de crédit et autres transactions »,* indique la Fed dans un communiqué. La Fed cite par exemple la possibilité d'étendre la durée de remboursement des prêts et de restructurer la dette des emprunteurs. La Banque centrale américaine suggère également aux banques d'alléger les procédures administratives pour l'octroi de nouveaux prêts et d'allonger la période de grâce avant l'imposition de pénalités pour les retards de remboursements *(lire aussi page 8)*.

■ **La production industrielle aux Etats-Unis a baissé de 0,8 % en août** par rapport à juillet, après avoir reculé de 0,1 % en juillet, selon les statistiques publiées vendredi. Le taux d'utilisation des capacités industrielles a été de 76,2 % contre 76,9 % en juillet. Il s'agit du taux le plus bas depuis juillet 1983, et de la onzième baisse mensuelle consécutive de la production industrielle, la période la plus longue de recul depuis 1960.

■ **Les ventes de détail ont augmenté de 0,3 % en août aux Etats-Unis par rapport à juillet**, mois au cours duquel elles avaient progressé de 0,2 %, a annoncé vendredi le département du commerce.

■ **L'indice des prix à la production aux Etats-Unis a augmenté de 0,4 % en août** par rapport à juillet tandis que l'indice de base (hors alimentation et énergie) a baissé de 0,1 %, a annoncé vendredi le département du travail.

■ **EUROPE : la prévision de croissance de l'Union européenne sera ramenée à 2 % en 2001** à la suite des attentats aux Etats-Unis, a estimé le commissaire européen aux affaires financières et économiques, Pedro Solbes, vendredi à Budapest (Hongrie).

■ **FRANCE : l'indice synthétique des ventes du grand commerce en France a augmenté de 1,6 %** en août par rapport à juillet en volume corrigé des jours ouvrés et des variations saisonnières, soit une progression de 0,4 % en un an, a indiqué, vendredi, la chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui qualifie la tendance depuis un an de *« faible »*.

■ **ALLEMAGNE : les prix du commerce de gros en Allemagne ont reculé de 0,3 % en août** comparé à juillet et se sont accrus de 1,5 % sur un an, soit le plus bas niveau de progression en rythme annuel depuis octobre 1999, a annoncé lundi l'Office fédéral des statistiques. En juin et juillet, les prix avaient progressé respectivement de 3,1 % et 2,2 % sur un an, a rappelé l'Office dans un communiqué.

■ **ITALIE : la balance des transactions courantes de l'Italie a été excédentaire** de 3,6 milliards d'euros en juillet, soit mieux que l'excédent affiché en juillet 2000 (2,998 milliards d'euros), a annoncé vendredi l'Office des changes italien (UIC).

■ **PORTUGAL : les prix à la consommation ont baissé de 0,2 % en août** au Portugal après une hausse de 0,1 % en juillet par rapport à juin, a indiqué vendredi l'Institut national des statistiques. L'inflation en glissement annuel est retombée à 4 % après 4,3 % en juillet.

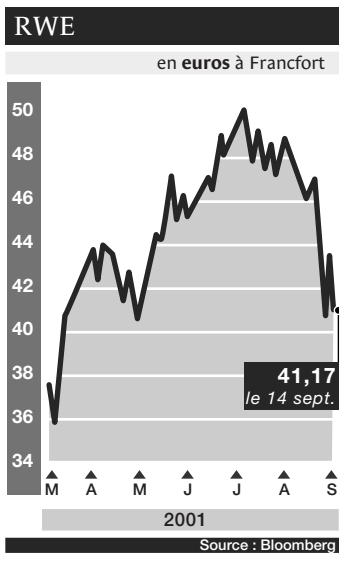
■ **CHINE : Pékin et ses partenaires commerciaux sont parvenus samedi à un accord informel** ouvrant la voie à une entrée dans les mois prochains de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a indiqué un communiqué de l'OMC. *« Le groupe de travail sur l'accession de la Chine à l'OMC – qui regroupe Pékin et ses partenaires commerciaux – a achevé son travail à l'exception de quelques détails techniques sur lesquels de rapides progrès sont en cours »*, a commenté le directeur général de l'OMC, Mike Moore.

■ **BRÉSIL : la Banque centrale du Brésil a lancé vendredi pour le deuxième jour consécutif une émission de titres à court terme** afin de freiner la baisse du réal qui avait perdu 2 % de sa valeur sur la journée.

■ **Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé vendredi qu'il avait accordé un prêt** de 15,6 milliards de dollars au Brésil pour soutenir jusqu'à la fin 2002 son programme économique et financier. Le principe de ce prêt avait été annoncé début août par le directeur général du FMI, Horst Koehler.

VALEUR DU JOUR

L'allemand RWE s'implante sur le marché de l'eau aux Etats-Unis



RWE est décidé à pousser les feux dans le métier de l'eau. Quelques mois après avoir pris le contrôle du britannique Thames Water, le groupe allemand de services collectifs a annoncé, lundi 17 septembre, l'acquisition de la société American Water Works. RWE propose aux actionnaires 46 dollars par action, soit une prime de 34,8 % par rapport au dernier cours de Bourse de la compagnie américaine, lundi 10 septembre avant l'attaque terroriste, et reprend aussi 3 milliards de dollars de dettes (3,33 milliards d'euros). Au total, l'opération est évaluée à 7,6 milliards de dollars (8,4 milliards d'euros). Selon RWE, 24 % des actionnaires de la compagnie d'eau américaine seraient déjà prêts à apporter leurs titres à l'offre d'achat.

La transaction est coûteuse. RWE rachète American Water Works 5,4 fois son chiffre d'affaires, alors que des opérations comparables ont été réalisées sur la base de 4,9 fois le chiffre d'affaires. RWE, qui avait déjà racheté très cher Thames Water, ne semble pas trop se soucier de ce « détail ». L'important pour lui est de se renforcer dans le métier de l'eau. Depuis l'ouverture du marché de l'énergie en Allemagne, le groupe a vu ses marges fondre dans son métier principal, l'électricité. Après avoir été tenté de jouer un moment la guerre des prix, le quatrième électricien allemand a choisi, à l'image de Suez, de s'orienter vers une stratégie de multiservices, en combinant notamment l'eau et l'électricité.

American Water Works lui ouvre tout le marché américain, en pleine évolution. Sous le poids des nouvelles contraintes et afin de limiter leurs charges financières, de plus en plus de villes américaines pensent à confier leurs services d'eau au privé. En s'adjoignant la compagnie américaine, RWE comptera 45 millions de clients d'eau dans le monde, ce qui le place au troisième rang mondial du secteur, mais toujours loin derrière Vivendi Environnement et Suez qui ont chacun plus de 100 millions de clients dans le monde.

Martine Orange

SUR LES MARCHÉS

PARIS

À QUELQUES HEURES de la réouverture prévue de Wall Street, la Bourse de Paris perdait 1,57 %, lundi 17 septembre en milieu de journée. L'indice CAC 40 s'établissait ainsi à 3 848,04 points, après avoir clôturé en repli de presque 5 %, vendredi 14 septembre, à 3 909, 49 points.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort affichait un recul sensible, lundi à la mi-séance, dans l'attente du redémarrage de la Bourse de New York. L'indice de la place allemande perdait 1,29 %, à 4 063,03 points, après une chute de 6,29 % vendredi, à 4 115,98 points.

LONDRES

LE FOOTSIE était en baisse de 0,90 %, lundi à la mi-journée, à 4 713,10 points. L'indice des principales valeurs britanniques s'était replié de 3,8 %, à 4 755,70 points, vendredi 14 septembre, entraîné par la baisse des Bourses d'Europe continentale.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance de lundi sur une perte de 5,04 %, à 9 504,41 points, en raison de la faiblesse des marchés européens et des inquiétudes sur l'orientation de la Bourse américaine. L'indice Nikkei avait gagné 4,1 % vendredi, après l'annonce par le gouvernement japonais de la mise en place d'une structure de rachat des créances douteuses des banques.

NEW YORK

LES MARCHÉS américains, fermés depuis mardi 11 septembre, en raison des attentats aux Etats-Unis, doivent réouvrir leurs portes lundi 17 septembre.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens poursuivaient leur mouvement de hausse dans les premières transactions, lundi, les investisseurs continuant à rechercher des placements-refuges. Evoluant à l'inverse des cours, le taux de rendement de l'obligation du Trésor français à dix ans se repliait à 4,86 %. Son équivalent en Allemagne, le Bund, était également en baisse, à 4,74 %.

MONNAIES

LE DOLLAR progressait légèrement face au yen, lundi en début de matinée, après que le Japon fut intervenu en achetant des dollars pour stopper l'ascension de la devise nippone. Le billet vert s'échangeait à 118,13 yens, alors qu'il avait atteint auparavant son plus bas niveau depuis près de sept mois, en dessous de 117 yens. *« La récente forte appréciation du yen sur les marchés des changes pourrait avoir des conséquences indésirables pour la reprise de l'économie japonaise »*, a expliqué le ministre des finances, Masajuro Shiokawa, pour justifier cette action. L'euro restait de son côté relativement stable, lundi matin, à 0,9280 dollar, toujours au-dessus du seuil de 0,92 dollar qu'il avait franchi vendredi.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324
DRACHME GREC. (100)	3,40750	DRACHME CREC. (100)	1,92503

Hors zone Euro

Euro contre	14/09
COURONNE DANOISE	7,4439
COUR. NORVÉGIENNE	8,0280
COUR. SUÉDOISE	9,5911
COURONNE TCHÈQUE	34,1570
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7844
DOLLAR CANADIEN	1,4483
DOLLAR HONGKONG	7,1907
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,1862
FORINT HONGROIS	255,3000
LEU ROUMAIN	27870
ZLOTY POLONAIS	3,9040

Cours de change croisés

17/09 12 h 30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	.....	0,85445	0,93020	0,14181	1,47385	0,62480
YEN	117,03500	.....	108,87000	16,60000	172,49000	73,12500
EURO	1,07504	0,91853	.....	0,15245	1,58455	0,67190
FRANC	7,05180	6,02535	6,55957	.....	10,39455	4,40685
LIVRE	0,67850	0,57970	0,63110	0,09620	.....	0,42405
FRANC SUISSE	1,60050	1,36755	1,48880	0,22690	2,35890	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 14/09	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	4,28	4,03	4,88	5,65
ALLEMAGNE	4,22	4,08	4,77	5,57
GDE-BRETAG.	4,88	4,70	4,80	4,74
ITALIE	4,22	4,02	5,17	5,95
JAPON	0,03	....	1,42	2,42
ÉTATS-UNIS	3,75	2,66	....	....
SUISSE	2,75	2,80	3,19	3,88
PAYS-BAS	4,19	4,02	4,93	5,62

Matières premières

En dollars	Cours 14/09	Var. % 13/09
MÉTAUX (LONDRES)		**$/TONNE**
CUIVRE 3 MOIS	1452,50	– 0,45
ALUMINIUM 3 MOIS	1386,50	– 0,18
PLOMB 3 MOIS	486	– 0,82
ETAIN 3 MOIS	3755	– 0,40
ZINC 3 MOIS	835	– 0,24
NICKEL 3 MOIS	5245	– 1,22
MÉTAUX (NEW YORK)		**$/ONCE**
ARGENT A TERME	4,18	+ 0,12
PLATINE A TERME	118748,00	....
GRAINES DENRÉES		**$/BOISSEAU**
BLÉ (CHICAGO)	270	– 0,83
MAIS (CHICAGO)	219,50	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	168,90	....
SOFTS		**$/TONNE**
CACAO (NEW YORK)	889	....
CAFÉ (LONDRES)	....	....
SUCRE BL. (LONDRES)	....	....

Matif

Cours 12 h 30	Volume 17/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	9425	90,40	90,46
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 14/09	Var. % 13/09
BRENT (LONDRES)	28,90	– 1,80
WTI (NEW YORK)	0,30	....
LIGHT SWEET CRUDE	29,59	+ 3,55

Or

En euros	Cours 14/09	Var % 13/09
OR FIN KILO BARRE	9900	– 0,50
OR FIN LINGOT	10190	+ 1,09
ONCE D'OR (LO) $	266,40	....
PIÈCE FRANCE 20 F	59	– 0,84
PIÈCE SUISSE 20 F	58,60	+ 0,17
PIÈCE UNION LAT. 20	58,80	+ 0,51
PIÈCE 10 DOLLARS US	200	– 13,79
PIÈCE 20 DOLLARS US	395,75	– 1
PIÈCE 50 PESOS MEX.	378	– 0,46

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **British Airways** perdait 5 % lundi matin 17 septembre, à 156,75 pence, après avoir perdu 39 % la semaine dernière. L'action **KLM** perdait de son côté 9,8 %, à 8,30 euros. Les compagnies aériennes européennes ont perdu 30 % de leur valeur boursière la semaine dernière, selon Bloomberg, soit 9,5 milliards d'euros.

● Le titre **Vodafone** gagnait 1,59 %, lundi, dans les premiers échanges, à 128 pence. Le groupe britannique Vodafone est en pourparlers avec East Japan Railways et Japan Telecom dans l'intention de prendre le contrôle du 3e opérateur de téléphone japonais, en portant sa participation de 45 % à 66,7 %, a annoncé lundi Vodafone. L'opérateur britannique est l'un des plus importants investisseurs étrangers du Japon, ayant déjà injecté quelque 8,8 milliards de dollars (9,57 milliards d'euros) dans Japan Telecom.

● L'action **Deutsche Bank** affichait une hausse de 0,19 %, lundi matin, à 57,08 euros. L'annonce d'un accord entre la première banque privée allemande Deutsche Bank et le groupe Zurich Financial Services (ZFS) sur l'échange de certaines sociétés, initialement prévue lundi, devrait être reportée de deux semaines en raison des attentats aux Etats-Unis, rapporte le quotidien *Handelsblatt* de lundi.

17/09 12 h 32 ▶	Code pays	Cours en euros	% Var. 14/09

AUTOMOBILE

AUTOLIV SDR	SE	17,52	– 1,47
BASF AG	BE★	35,75	– 4,41
BMW	DE★	27,50	– 1,79
CONTINENTAL AG	DE★	11,10	– 5,93
DAIMLERCHRYSLER	DE★	34,20	– 2,01
FIAT	IT★	18,93	– 7,16
FIAT PRIV.	IT★	13,10	– 9,28
MICHELIN	FR★	28,56	– 2,19
PEUGEOT	FR★	42,45	– 1,96
PIRELLI SPA	IT★	1,54	– 3,75
DR ING PORSCHE	DE★	240	– 11,60
RENAULT	FR★	33,60	– 4,95
VALEO	FR★	36,50	– 1,48
▶ DJ E STOXX AUTO P		161,52	– 2,12

BANQUES

BANK OF IRELAND	GB	14,41	– 2,70
ABBEY NATIONAL	GB	15,62	– 0,91
ABN AMRO HOLDIN	NL★	15,74	– 1,01
ALL & LEICS	GB	11,24	+ 1,01
ALLIED IRISH BA	GB	16,97	– 3,64
ALMANIJ	BE★	35,22	– 4,22
ALPHA BANK	GR	18,24	– 8,53
B.P.EMILIA ROMA	IT★	29,50	– 7,81
B.P.LODI	IT★	8,05	– 7,58
B.P.NOVARA	IT★	5,60	– 4,27
B.P.SONDRIO	IT★	10	....
B.P.VERONA E S.	IT★	9,25	– 4,34
BANCA ROMA	IT★	2,52	– 7,01
BANK OF PIRAEUS	GR	7,62	– 11,40
BANKINTER R	ES★	33,17	– 2,87
BARCLAYS PLC	GB	27,49	– 1,32
BAYR.HYPO-U.VER	DE★	32,30	– 5
BBVA R	ES★	10,83	– 2,87
BCA AG.MANTOVAN	IT★	7,96	– 6,35
BCA FIDEURAM	IT★	5,90	– 4,84
BCA LOMBARDA	IT★	8,99	– 5,27
BCA P.BERG.-C.V	IT★	16,21	– 5,37
BCA P.MILANO	IT★	3,80	– 2,56
B.P.C.INDUSTRIA	IT★	7,23	– 4,99
BCO POPULAR ESP	ES★	35,45	– 3,51
BCP R	PT★	3,54	– 4,32
BIPOP CARIRE	IT★	1,94	– 8,92
BK OF SCOTLAND	GB	13,24	....
BNL	IT★	2,37	– 5,20
BNP PARIBAS	FR★	86,65	– 2,97
BSCH R	ES★	7,55	– 2,58
COMM.BANK OF GR	GR	26,88	– 13,29
COMMERZBANK	DE★	19,75	– 1,25
CREDIT LYONNAIS	FR★	36,30	– 3,46
CS GROUP N	CH	32,30	– 3,20
DANSKE BANK	DK	17,87	– 2,92
DEUTSCHE BANK N	DE★	56,80	– 1,13
DEXIA	BE★	14,75	– 2,45
DNB HOLDING	NO	4,88	– 2,49
DRESDNER BANK N	DE★	37	– 2,63
EFG EUROBK ERGA	GR	10,58	– 11,24
ERSTE BANK	AT★	55,25	– 3,49
ESPIRITO SANTO	PT★	10,95	– 4,78
FOERENINGSSB A	SE	11,63	– 1,33
HALIFAX GROUP	GB	13,32	....
HSBC HLDG	GB	10,50	– 1,94
IKB	DE★	12,85	– 1,91
INTESABCI	IT★	2,93	....
JULIUS BAER HLD	CH	281,30	– 6,33
KBC BANCASSURAN	BE★	33,70	– 1,20
LLOYDS TSB	GB	10,34	– 0,92
MONTE PASCHI SI	IT★	2,88	– 3,03
NAT BANK GREECE	GR	23,06	– 10,41
NATEXIS BQ POP.	FR★	94	– 1,05
NORDEA	SE	6,05	– 1,69
ROLO BANCA 1473	IT★	13,45	– 3,24
ROYAL BK SCOTL	GB	23,60	– 1,21
S-E-BANKEN -A-	SE	8,50	– 2,98
SAN PAOLO IMI	IT★	10,39	– 1,52
STANDARD CHARTE	GB	10,18	– 0,63
STE GENERAL-A-	FR★	53,95	– 1,19
SVENSKA HANDELS	SE	15,22	– 1,02
SWEDISH MATCH	SE	5,47	– 2,78
UBS N	CH	41,88	– 2,11
UNICREDITO ITAL	IT★	3,61	– 1,10
BANCO SABADELL	ES★	14,30	– 6,23
▶ DJ E STOXX BANK P		229,82	– 2,83

PRODUITS DE BASE

ACERALIA	ES★	9,54	– 4,98
ACERINOX R	ES★	25,55	– 6,20
ALUMINIUM GREEC	GR	25,90	– 7,50
ANGLO AMERICAN	GB	11,93	– 3,25
ASSIDOMAEN AB	SE	22,94	– 2,22
BEKAERT	BE★	32,45	– 3,13
BOEHLER-UDDEHOL	AT★	46,50	– 1,06
BUNZL PLC	GB	6,96	– 0,91
CORUS GROUP	GB	0,80	– 7,41
ELVAL	GR	3,10	– 10,40
HOLMEN -B-	SE	20,44	– 2,97
ISPAT INTERNATI	NL★	1,70	– 10,53
JOHNSON MATTHEY	GB	14,01	– 1,69
MAYR-MELNHOF KA	AT★	53,61	– 1,09
M-REAL -B-	FI★	5,80	– 4,92
OUTOKUMPU	FI★	9,20	+ 2,11
PECHINEY-A-	FR★	40	– 7,47
RAUTARUUKKI K	FI★	4	– 1,23
SIDENOR	GR	3,44	– 8,02
SILVER & BARYTE	GR	5,62	– 14,85
SMURFIT JEFFERS	GB	2,13	....
STORA ENSO -A-	FI★	10,85	– 7,26
STORA ENSO -R-	FI★	11	– 5,98
SVENSKA CELLULO	SE	22,47	– 3,58
THYSSENKRUPP	DE★	11,93	– 3,01
UMICORE	BE★	38,50	– 5,41
UPM-KYMMENE COR	FI★	29,90	– 6,56
USINOR	FR★	8,99	– 5,37
VIOHALCO	GR	8,04	– 10,07
VOEST-ALPINE AG	AT★	29,85	– 3,71
WORMS N	FR★	17,21	– 4,39
▶ DJ E STOXX BASI P		147,25	– 5,65

CHIMIE

AIR LIQUIDE	FR★	136,60	– 4,14
AKZO NOBEL NV	NL★	41,85	– 2,22
BASF AG	DE★	35,75	– 4,41
BAYER AG	DE★	29,35	– 2,98
BOC GROUP PLC	GB	13,99	– 7,02
CELANESE N	DE★	16,20	– 1,82
CIBA SPEC CHIMI	CH	63,63	– 3,69
CLARIANT N	CH	16,68	– 5,66
DSM	NL★	33,98	– 2,50
EMS-CHEM HOLD A	CH	4671,65	– 1,89
ICI	GB	5,17	– 7,45
KEMIRA	FI★	8,52	– 0,12
KON. VOPAK NV	NL★	16,65	– 5,67
LONZA GRP N	CH	603,31	– 1,31
RHODIA	FR★	8	– 5,33
SYNGENTA N	CH	51,42	– 0,13
TESSENDERLO CHE	BE★	22	– 2,22
COLOPLAST -B-	DK	68,51	– 1,92
DEGUSSA (NEU)	DE★	25,05	– 5,83
▶ DJ E STOXX CHEM P		282,87	– 3,76

CONGLOMÉRATS

D'IETEREN SA	BE★	165,10	– 4,57
AZEO	FR★	71,95	....
GBL	BE★	300,10	....
GEVAERT	BE★	27	– 7,53
INCHCAPE	GB	8,16	– 1,54
KVAERNER -A-	NO	4,51	– 9,05
MYTILINEOS	GR	4	– 14,53
UNAXIS HLDG N	CH	86,43	– 4,07
ORKLA	NO	18,56	– 3,87
SONAE SGPS	PT★	0,46	– 6,12
▶ DJ E STOXX CONG P		329,98	....

TÉLÉCOMMUNICATIONS

ATLANTIC TELECO	GB	0,06	– 20
BRITISH TELECOM	GB	5,65	– 1,40
CABLE & WIRELES	GB	4,66	– 2,35
COLT TELECOM NE	GB	2,35	– 7,55
DEUTSCHE TELEKO	DE★	14,80	– 0,94
E.BISCOM	IT★	30,05	– 9,35
EIRCOM	IR★	1,33	....
ELISA COMMUNICA	FI★	9,46	– 5,40
ENERGIS	GB	0,78	– 7,55
EQUANT NV	NL★	10,30	– 4,63
EUROPOLITAN HLD	SE	5,17	– 3,69
FRANCE TELECOM	FR★	28,75	– 1,54
HELLENIC TELE (	GR	15,24	– 4,87
KINGSTON COM	GB	1,14	– 2,74
KONINKLIJKE KPN	NL★	2,66	– 2,56
KPNQWEST NV -C-	NL★	4,21	– 6,86
LIBERTEL NV	NL★	6,30	– 8,03
MANNESMANN N	DE★	204,05	+ 0,02
MOBILCOM	DE★	16,10	– 0,98
PANAFON HELLENI	GR	4,02	– 6,07
PT TELECOM SGPS	PT★	6,25	– 1,42
SONERA	FI★	3,08	+ 0,98
SONG NETWORKS	SE	0,44	– 12,37
SWISSCOM N	CH	283,64	– 1,16
T.I.M.	IT★	4,56	– 1,30
TDC	DK	34,46	– 2,10
TELE2 -B-	SE	25,75	– 2,56
TELECEL	PT★	5,20	– 6,31
TELECOM ITALIA	IT★	6,37	– 3,19
TELECOM ITALIA	IT★	3,64	– 2,93
TELEFONICA	ES★	10,03	– 0,79
TELENOR	NO	3,57	– 0,35
TELIA	SE	4,23	– 1,46
TISCALI	IT★	4,51	– 9,07
VERSATEL TELECO	NL★	0,47	– 4,08
VODAFONE GROUP	GB	2	– 0,79
▶ DJ E STOXX TCOM P		328,54	– 1,22

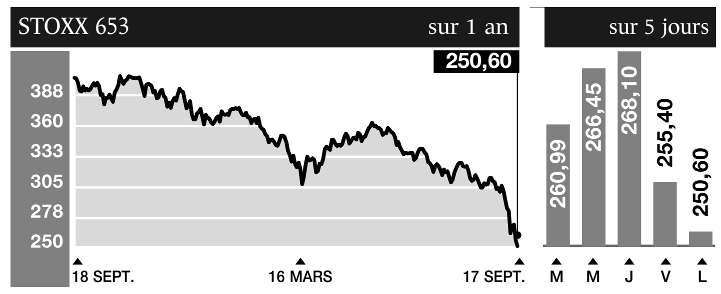
CONSTRUCTION

ACCIONA	ES★	37,85	– 1,30
ACS	ES★	25,32	– 4,45
AGGREGATE IND	GB	1,36	– 1,16
AKTOR SA	GR	5,66	– 15,52
AMEY	GB	5,27	– 1,79
UPONOR -A-	FI★	16,20	....
AUREA R	ES★	20,06	– 3,79
ACESA R	ES★	9,95	– 0,80
BOUYGUES	FR★	27,64	– 3,93
BPB	GB	3,94	+ 0,82
BRISA AUTO-ESTR	PT★	10,05	– 2,43
BUZZI UNICEM	IT★	7,01	– 7,03
NOVAR	GB	2,31	– 2,70
CRH PLC	GB	26,01	– 1,10
CIMPOR R	PT★	17,38	– 1,25
COLAS	FR★	62,25	– 4,23
GRUPO DRAGADOS	ES★	13,18	– 0,60
FCC	ES★	21,87	– 2,80
GRUPO FERROVIAL	ES★	18,71	– 2,55
HANSON PLC	GB	7,35	– 4,57
HEIDELBERGER ZE	DE★	38,50	– 8,33
HELL.TECHNODO.R	GR	4,76	– 15
HERACLES GENL R	GR	10,90	– 10,66
HOCHTIEF ESSEN	DE★	15,30	– 3,16
HOLCIM	CH	204,22	– 5,26
IMERYS	FR★	85,60	– 0,58
ITALCEMENTI	IT★	7,47	– 2,35
LAFARGE	FR★	87,60	– 1,35
MICHANIKI REG.	GR	1,52	– 16,48
PILKINGTON PLC	GB	1,58	– 4,81
RMC GROUP PLC	GB	9,72	– 1,62
SAINT GOBAIN	FR★	137	– 2,35
SKANSKA -B-	SE	7,77	– 3,87
TAYLOR WOODROW	GB	2,72	– 1,16
TECHNIP	FR★	140,80	– 1,88
TITAN CEMENT RE	GR	31,66	– 4,35
VINCI	FR★	61	– 2,79
WIENERBERGER AG	AT★	14,70	– 4,48
▶ DJ E STOXX CNST P		194,26	– 1,99

CONSOMMATION CYCLIQUE

ACCOR	FR★	26,80	– 2,72
ADIDAS-SALOMON	DE★	59,50	– 3,72
AGFA-GEVAERT	BE★	12,71	– 2,23
AIR FRANCE	FR★	9,75	– 11,20
AIRTOURS PLC	GB	2,77	– 9,42
ALITALIA	IT★	0,65	– 8,45
AUSTRIAN AIRLIN	AT★	8,50	– 8,11
AUTOGRILL	IT★	6,90	– 8
BANG & OLUFSEN	DK	18,40	– 4,86
BENETTON	IT★	10,22	– 1,06
BERKELEY GROUP	GB	11,17	– 3,99
BRITISH AIRWAYS	GB	2,66	+ 0,61
BULGARI	IT★	8	– 9,09
CHRISTIAN DIOR	FR★	26,30	– 3,59
CLUB MED.	FR★	35,44	– 8,66
COMPASS GROUP	GB	7,33	– 2,55
DT.LUFTHANSA N	DE★	10,50	– 6,25
EM.TV & MERCHAN	DE★	1,71	– 8,06
EMI GROUP	GB	5,49	– 3,11
EURO DISNEY	FR★	0,56	– 9,68
HDP	IT★	3,65	– 0,82
HERMES INTL	FR★	118,90	– 4,11
HILTON GROUP	GB	2,61	– 5,23
HUGO BOSS AG VZ	DE★	16,10	– 4,73
HUNTER DOUGLAS	NL★	26,25	– 3,67
INDITEX R	ES★	16,76	– 1,12
J D WETHERSPOON	GB	5,43	– 0,29
KLM	NL★	8,55	– 7,07
LVMH	FR★	36,45	– 3,98
MEDION	DE★	29	– 7,94
MOULINEX	FR★	0,70	+ 84,21
NH HOTELES	ES★	8	– 6,98
NXT	GB	1,81	– 3,42
P & O PRINCESS	GB	3,15	– 14,72
PERSIMMON PLC	GB	5,68	– 0,56
PREUSSAG AG	DE★	23,40	– 8,59
RANK GROUP	GB	3,19	– 4,33
RICHEMONT UNITS	CH	1889,35	– 6,72
ROY.PHILIPS ELE	NL★	18,70	– 4,25
RYANAIR HLDGS	IR★	7,40	– 2,63
SAIRGROUP N	CH	32,13	– 17,69
SAS DANMARK A/S	DK	9,81	....
SEB	FR★	46,30	– 3,54
SIX CONTINENTS	GB	9,35	– 2,67
SODEXHO ALLIANC	FR★	45,65	– 2,46
THE SWATCH GRP	CH	68,07	– 5,56
THE SWATCH GRP	CH	13,65	– 7,05
TELE PIZZA	ES★	1,34	– 0,74
THOMSON MULTIME	PA	19	– 1,30
WILSON BOWDEN	GB	12,45	– 1,27
WM-DATA -B-	SE	1,71	– 2,96
WOLFORD AG	AT★	15,38	– 6,79
WW/WW UK UNITS	IR★	0,80	– 11,11
▶ DJ E STOXX CYC GO P		84,05	– 4,50

STOXX 653



PHARMACIE

ACTELION N	CH	24,69	– 2,63
ALTANA AG	DE★	48,50	....
AMERSHAM	GB	8,69	– 2,86
ASTRAZENECA	GB	49,99	+ 3,21
AVENTIS	FR★	72,20	– 1,30
BB BIOTECH	CH	64,74	....
CELLTECH GROUP	GB	11,70	....
ELAN CORP	IR★	57	– 0,35
ESSILOR INTL	FR★	27,50	– 90,35
FRESENIUS MED C	DE★	77,50	– 3,19
H. LUNDBECK	DK	28,75	– 13,36
GALEN HOLDINGS	GB	10,93	+ 0,44
GAMBRO -A-	SE	6,46	– 1,59
GLAXOSMITHKLINE	GB	28,33	+ 1,14
H. LUNDBECK	DK	28,75	– 13,36
NOVARTIS N	CH	37,57	– 0,88
NOVO-NORDISK -B	DK	45,14	– 2,61
NOVOZYMES -B-	DK	23,51	– 1,69
ORION B	FI★	18	– 2,70
OXFORD GLYCOSCI	GB	9,92	+ 4,55
PHONAK HLDG N	CH	2362,52	– 3,15
QIAGEN NV	NL★	17,04	– 2,07
ROCHE HLDG G	CH	69,57	– 3,25
SANOFI SYNTHELA	FR★	69,85	+ 1,23
SCHERING AG	DE★	53,70	– 2,36
SERONO -B-	CH	846,24	– 0,55
SHIRE PHARMA GR	GB	15,37	– 3,03
SMITH & NEPHEW	GB	5,47	+ 0,59
SSL INTL	GB	8,74	+ 0,55
SULZER AG 100N	CH	172,85	– 3,90
SYNTHES-STRATEC	CH	676,72	– 1,46
UCB	BE★	41,45	– 2,49
WILLIAM DEMANT	DK	28,21	– 0,47
WS ATKINS	GB	10,37	– 1,52
ZELTIA	ES★	6,29	– 8,84
▶ DJ E STOXX HEAL		493,74	– 1,01

ÉNERGIE

BG GROUP	GB	4,15	+ 0,39
BP	GB	8,69	+ 1,31
CEPSA	ES★	10,69	– 2,46
COFLEXIP	FR★	177,50	– 4,05
DORDTSCHE PETRO	NL★	2,21	....
GBL	BE★	51,35	– 2,19
ENI	IT★	13,19	+ 0,76
ENTERPRISE OIL	GB	8,69	+ 1,50
HELLENIC PETROL	GR	5,52	– 10,10
LATTICE GROUP	GB	2,58	– 2,42
OMV AG	AT★	94	– 2,54
PETROLEUM GEO-S	NO	9,22	– 1,99
REPSOL YPF	ES★	16,82	– 2,10
STATOIL	NO	7,54	– 1,63
TOTAL FINA ELF	FR★	146,20	– 1,35
IHC CALAND	NL★	50,35	– 5,27
▶ DJ E STOXX ENGY P		307,04	– 1,37

SERVICES FINANCIERS

3I GROUP	GB	11,30	– 4,47
ALPHA FINANCE	GR	44,90	....
BHW HOLDING AG	DE★	32,70	– 2,39
BPI R	PT★	1,94	– 3,96
BRITISH LAND CO	GB	7,12	– 1,55
CALEDONIA INV.S	GB	11,73	– 1,61
CANARY WHARF GR	GB	7,60	– 3,26
CATTLES ORD.	GB	3,99	....
CLOSE BROS GRP	GB	10	– 5,87
COBEPA	BE★	64	....
CONSORS DISC-BR	DE★	8,40	– 8,20
CORIO NV	NL★	21,90	– 1,57
CORP FIN ALBA	ES★	19,40	– 1,02
DAB BANK AG	DE★	6,80	– 9,33
DEPFA-BANK	DE★	71,20	– 0,56
DROTT -B-	SE	9,96	– 1,55
EURAZEO	FR★	52,30	– 6,02
FINAXA	FR★	81	– 4,71
FORTIS (B)	BE★	23,62	– 4,76
FORTIS (NL)	NL★	23,70	– 5,20
GECINA	FR★	88,40	– 2,86
GIMV	BE★	26	....
GREAT PORTLAND	GB	4,23	+ 1,15
HAMMERSON	GB	7,20	– 3,64
ING GROEP	NL★	25,38	– 1,44
LAND SECURITIES	GB	13,25	– 0,72
LIBERTY INTL	GB	7,88	– 2,57
MAN GROUP	GB	14,21	– 0,67
MARSCHOLLEK LAU	DE★	58,60	....
MEDIOBANCA	IT★	10,30	– 4,89
METROVACESA	ES★	13,97	+ 1,97
MONTEDISON	IT★	2,36	– 2,88
PROVIDENT FIN	GB	10,05	– 3,38
SCHRODERS	GB	10,60	– 5,56
SIMCO N	FR★	72,70	– 0,41
SLOUGH ESTATES	GB	5,47	– 0,29
TECAN GRP N	CH	57,39	+ 3,61
UNIBAIL	FR★	52,25	– 4,83
VALLEHERMOSO	ES★	6,28	– 4,85
WCM BETEILIGUNG	DE★	10,95	– 5,60
▶ DJ E STOXX FINS P		205,78	– 3,18

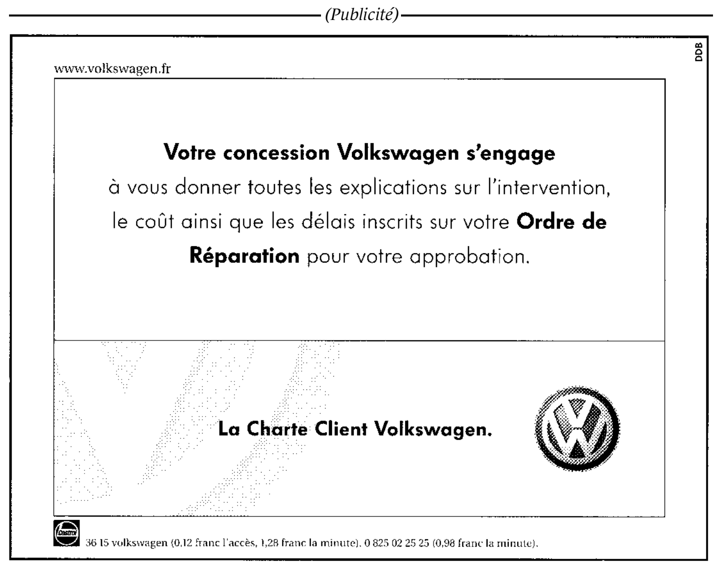
ALIMENTATION ET BOISSON

ALLIED DOMECQ	GB	5,95	– 2,36
ASSOCIAT BRIT F	GB	7,12	– 1,55
BBAG OE BRAU-BE	AT★	43,15	+ 0,35
BRAU-UNION	AT★	41,80	– 0,48
CADBURY SCHWEPP	GB	7,04	– 1,57
CARLSBERG -B-	DK	49,03	– 1,35
CARLSBERG AS -A	DK	47,69	....
COCA COLA HBC	GR	13,44	– 3,72
DANISCO	DK	37,35	– 2,11
DANONE	FR★	138,10	– 0,79
DELTA HOLDINGS	GR	5,50	– 7,09
ELAIS OLEAGINOU	GR	17,50	– 7,31
ERID.BEGH.SAY	FR★	97	....
HEINEKEN HOLDIN	NL★	30,45	– 2,72
HELLENIC SUGAR	GR	5,50	– 14,06
KAMPS	DE★	5,25	– 8,70
KERRY GRP-A-	GB	21,77	....
KONINKLIJKE NUM	NL★	31,40	– 2,64
MONTEDISON	IT★	2,36	– 2,88
NESTLE N	CH	220,23	– 2,51
NORTHERN FOODS	GB	2,32	....
PARMALAT	IT★	2,96	– 2,63
PERNOD RICARD	FR★	73,50	– 0,68
RAISIO GRP -V-	FI★	1,09	– 0,91
SCOTT & NEWCAST	GB	7,94	– 0,20
SOUTH AFRICAN B	GB	7,48	– 2,71
TATE & LYLE	GB	4,05	– 3,07
TOMKINS	GB	2,67	– 4,57
UNILEVER	GB	8,93	+ 1,82
WHITBREAD PLC	GB	8,37	– 0,95
▶ DJ E STOXX F & BV P		224,82	– 0,96

BIENS D'ÉQUIPEMENT

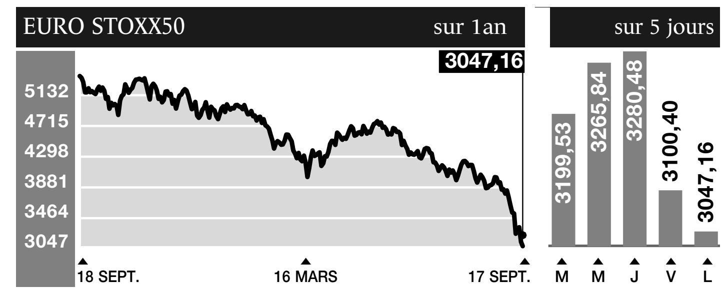
ABB N	CH	8,41	– 3,45
AGGREKO	GB	6,47	....
ALSTOM	FR★	26,10	+ 0,38
ALTRAN TECHNO	FR★	36,26	– 2
ALUSUISSE GRP N	CH	840,90	....
ARRIVA	GB	5,49	– 1,44
ASSA ABLOY-B-	SE	12,46	....
ASSOC BR PORTS	GB	6,42	....
ATLAS COPCO -A-	SE	18,87	– 6,70
ATLAS COPCO -B-	SE	17,83	– 7,57
ATTICA ENTR SA	GR	4,10	– 13,50
BAA	GB	8,15	– 2,49
BBA GROUP PLC	GB	3,46	– 4,85
BODYCOTE INTL	GB	3,60	– 2,17
BRAMBLES INDUST	GB	5,06	– 1,86
BUDERUS AG	DE★	20,90	– 0,24
CAPITA GRP	GB	6,34	– 1
CDB WEB TECH IN	IT★	2,21	– 9,05
CGIP	FR★	26,30	– 0,75
CHUBB	GB	2,51	– 1,26
CIR	IT★	0,76	– 9,52
COBHAM	GB	16,20	– 2,60
COOKSON GROUP P	GB	1,62	– 5,61
COPENHAGEN AIRP	DK	65,15	– 1,82
DAMPSKIBS -A-	DK	6716,91	....
DAMPSKIBS -B-	DK	7066,19	– 4,88
DAMSKIBS SVEND	DK	9618,61	– 3,24
DE LA RUE	GB	7,57	– 0,42
E.ON AG	DE★	53,10	– 2,57

(Publicité)



EUR AERO DEFENC	FR★	10,99	– 15,14
ELECTROCOMPONEN	GB	6,92	– 4
ENIRO	SE	6,99	– 4,29
EPCOS	DE★	33,80	– 2,03
EUROTUNNEL	FR★	0,73	– 5,19
EXEL	GB	9,43	– 6,51
FINMECCANICA	IT★	0,73	– 2,67
FINNLINES	FI★	20	– 1,28
FKI	GB	2,23	– 6,71
FLS IND.B	DK	11,69	– 2,79
FLUGHAFEN WIEN	AT★	29,81	– 3,06
GAMESA	ES★	16,38	– 3,65
GKN	GB	4,31	– 0,37
GROUP 4 FALCK	DK	126,28	– 1,05
GROUP 4 FALCK	DK	126,28	– 1,05
GUARDIAN IT	GB	5,25	– 1,50
HAGEMEYER NV	NL★	15,50	– 4,67
HALKOR	GR	3,40	– 9,57
HAYS	GB	2,15	– 2,19
HEIDELBERGER DR	DE★	49,10	– 2,77
HUHTAMAKI OYJ	FI★	33,26	– 1,57
IFIL	IT★	5	– 5,30
IMI PLC	GB	3,47	+ 0,46
IND.VAERDEN -A-	SE	13,76	– 5,04
INDRA SISTEMAS	ES★	7,44	– 5,22
INVENSYS	GB	1,01	– 5,97
INVESTOR -A-	SE	10,63	– 5,12
INVESTOR -B-	SE	10,53	– 2,88
ISS	DK	55,88	– 0,95
JOT AUTOMATION	FI★	0,37	– 2,63
KINNEVIK -B-	SE	13,45	– 7,86
KONE B	FI★	78,50	....
LEGRAND	FR★	139,60	– 7,55
LINDE AG	DE★	43,50	– 1,36
MAN AG	DE★	20,40	– 2,86
MEGGITT	GB	3,23	– 8,18
METSO	FI★	9,70	– 0,31
MG TECHNOLOGIES	DE★	7,10	– 8,97
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,51	– 3,95
EXEL	GB	9,43	– 6,51
PACE MICRO TECH	GB	3,81	– 4,42
PARTEK	FI★	9,60	– 1,94
PENINS.ORIENT.S	GB	3,20	– 3,38
PERLOS	FI★	7,20	– 2,04
PREMIER FARNELL	GB	3,19	– 7,44
RAILTRACK	GB	4,35	– 7,80
RANDSTAD HOLDIN	NL★	10,45	– 9,13
RENTOKIL INITIA	GB	3,76	– 2,89
REXAM	GB	5,33	+ 0,91
REXEL	FR★	47,30	– 6,98
RHI AG	AT★	13,56	– 5,83
RIETER HLDG N	CH	257,61	– 1,53
ROLLS ROYCE	GB	2,35	– 11,45
SANDVIK	SE	19,18	– 5,15
SAURER N	CH	19,69	– 10,61
SCHNEIDER ELECT	FR★	45,48	– 4,25
SECURICOR	GB	2,08	– 2,26
SECURITAS -B-	SE	17,88	+ 1,18
SERCO GROUP	GB	4,59	– 3,04
SGL CARBON	DE★	20,88	– 4,22
SHANKS GROUP	GB	2,66	– 2,35
SIDEL	FR★	50	....
SINGULUS TECHNO	DE★	18,70	– 5,79
SMITHS GROUP	GB	10,90	– 1,30
SOPHUS BEREND -	DK	22,30	– 1,19
SPIRENT	GB	1,47	– 6,12
STOLT NIELSEN	LU★	110	....
TELE2 -B-	SE	25,75	– 2,56
THALES	FR★	42,50	....
TOMRA SYSTEMS	NO	10,90	– 2,78
TPI	ES★	2,79	– 7
TRAFFICMASTER	GB	0,82	– 7,27
UNAXIS HLDG N	CH	86,43	– 4,07
VA TECHNOLOGIE	AT★	26,40	– 5,21
VEDIOR NV	NL★	9,75	– 2,99
VESTAS WIND SYS	DK	29,69	– 1,78
VINCI	FR★	61	– 2,79
VIVENDI ENVIRON	FR★	44,35	– 0,89
VOLVO -A-	SE	14,23	– 1,44
VOLVO -B-	SE	14,86	– 1,72
WARTSILA CORP A	FI★	20,45	+ 0,74
XANSA	GB	3,95	– 6,79
ZARDOYA OTIS	ES★	9,31	– 4,41
▶ DJ E STOXX IND GO P		288,89	– 4,13

EURO STOXX50



ASSURANCES

AEGIS GROUP	GB	1,26	– 4,82
AEGON NV	NL★	23,70	– 2,91
AGF	FR★	48,50	– 0,51
ALLEANZA ASS	IT★	10,75	– 2,01
ALLIANZ N	DE★	221,70	+ 1,23
ASR VERZEKERING	NL★	81,10	....
AXA	FR★	20,92	+ 1,55
BALOISE HLDG N	CH	78,92	– 1,46
BRITANNIC	GB	12,60	– 3,55
CATTOLICA ASS	IT★	22,33	– 9,96
CNP ASSURANCES	FR★	34,55	– 0,72
CODAN	DK	16,66	– 1,59
CORP MAPFRE R	ES★	18,50	....
ERGO VERSICHERU	DE★	130,50	....
ETHNIKI GEN INS	GR	7,16	– 11,60
EULER	FR★	40	– 2,44
FONDIARIA ASS	IT★	4,60	– 7,63
FORTIS (B)	BE★	23,62	– 4,76
FRIENDS PROVIDE	GB	3,27	– 0,49
GENERALI ASS	IT★	28,23	– 2,99
GENERALI HLD VI	AT★	155	– 0,64
INDEPENDENT INS	GB	0,10	....
INTERAM HELLEN	GR	20,74	....
IRISH LIFE & PE	GB	11,94	....
LEGAL & GENERAL	GB	2,16	– 1,46
MEDIOLANUM	IT★	6,33	– 9,70
MUENCH RUECKVER	DE★	243,50	– 1,02
POHJOLA GRP.B	FI★	17,50	– 2,78
PRUDENTIAL	GB	10,76	– 0,15
RAS	IT★	11,99	– 0,08
ROYAL SUN ALLIA	GB	5,52	– 3,09
SAI	IT★	11,92	– 4,64
SAMPO-LEONIA -A	FI★	8,30	....
SCHW NATL VERS	CH	617,33	– 0,54
SCOR	FR★	32,45	+ 1,09
SKANDIA INSURAN	SE	5,32	....
ST JAMES'S PLAC	GB	5,17	– 0,62
STOREBRAND	NO	8,35	– 0,74
SWISS LIFE REG	CH	513,21	– 3,88
SWISS RE N	CH	93,43	+ 0,36
TOPDANMARK	DK	24,85	– 9,76
ZURICH FINL SVC	CH	223,24	– 1,04
▶ DJ E STOXX INSU P		284,67	– 0,65

MEDIAS

B SKY B GROUP	GB	10,04	– 0,63
CANAL PLUS	FR★	3,45	– 1,15
CAPITAL RADIO	GB	8,40	– 6,08
CARLTON COMMUNI	GB	3,44	....
DLY MAIL & GEN	GB	8,68	– 1,45
ELSEVIER	NL★	11,49	– 1,88
EMAP PLC	GB	9,56	– 5,24
FOX KIDS EUROPE	NL★	11,15	– 10,80
FUTURE NETWORK	GB	0,56	– 7,89
GRANADA	GB	1,60	– 1,96
GRUPPO L'ESPRES	IT★	2,35	– 8,56
GWR GROUP	GB	3,43	+ 0,47
HAVAS ADVERTISI	FR★	6,98	– 1,13
INDP NEWS AND M	IR★	2	....
INFORMA GROUP	GB	3,22	– 1,95
LAGARDERE SCA N	FR★	33,50	– 7,46
LAMBRAKIS PRESS	GR	3,60	– 14,29
M6 METROPOLE TV	FR★	14,13	– 7,04
MEDIASET	IT★	5,67	– 8,10
MODERN TIMES GR	SE	16,99	– 4,12
MONDADORI	IT★	5,15	– 7,54
NRJ GROUP	FR★	13,10	– 6,43
PEARSON	GB	12,23	– 4,62
PRISA	ES★	8,54	– 2,95
PROSIEBEN SAT.1	DE★	5,83	– 6,72
PT MULTIMEDIA R	PT★	5,03	– 9,37
PUBLICIS GROUPE	FR★	17,45	+ 1,99
PUBLIGROUPE N	CH	160,17	– 2,24
REED INTERNATIO	GB	8,13	– 3,79
REUTERS GROUP	GB	9,48	– 3,58
RTL GROUP	LU★	42	– 6,25
SMG	GB	2,26	....
SOGECABLE R	ES★	18,68	– 3,71
TAYLOR NELSON S	GB	2,88	– 7,22
TELEWEST COMM.	GB	0,53	– 5,71
TF1	FR★	20,50	– 6,65
TRINITY MIRROR	GB	5,95	....
UNITED PAN-EURO	NL★	0,25	....
UTD BUSINESS ME	GB	11,41	....
VIVENDI UNIVERS	FR★	42,10	+ 1,89
VNU	NL★	27,95	– 3,29
WOLTERS KLUWER	NL★	22,20	+ 4,42
WPP GROUP	GB	8,32	– 0,95
▶ DJ E STOXX MEDIA P		231,87	– 0,17

BIENS DE CONSOMMATION

AHOLD	NL★	29,01	– 0,96
ALTADIS	ES★	17,77	– 1,28
AMADEUS GLOBAL	ES★	4,49	– 11,96
ATHENS MEDICAL	GR	2,86	– 12,80
AUSTRIA TABAK A	AT★	84,50	– 0,12
AVIS EUROPE	GB	2,11	– 2,22
BEIERSDORF AG	DE★	121	– 3,04
BIC	FR★	42,50	....
BRIT AMER TOBAC	GB	10,05	+ 3,46
CASINO GP	FR★	82	– 2,15
CLARINS	FR★	72,20	– 2,70
COLRUYT	BE★	41,05	– 2,26
DELHAIZE	BE★	56,30	– 2,51
FIRSTGROUP	GB	4,91	....
GALLAHER GRP	GB	7,60	– 0,42
GIB	BE★	48,76	– 1,34
GIVAUDAN N	CH	321,34	– 1,53
HENKEL KGAA VZ	DE★	67,10	– 1,90
ICELAND GROUP	GB	2,82	– 2,22
IMPERIAL TOBACC	GB	13,93	+ 1,75
JERONIMO MARTIN	PT★	6,15	– 5,38
KESKO -B-	FI★	8,75	– 2,67
L'OREAL	FR★	67,60	– 3,43
LAURUS NV	NL★	3,05	– 9,50
MORRISON SUPERM	GB	3,17	– 1
RECKITT BENCKIS	GB	15,78	+ 1,65
SAFEWAY	GB	5,49	– 0,29
SAINSBURY J. PL	GB	5,91	– 1,34
STAGECOACH GROU	GB	1,20	– 6,25
TERRA NETWORKS	ES★	5,20	– 3,88
TESCO PLC	GB	4,03	– 1,95
TPG	NL★	17,41	+ 0,06
WANADOO	FR★	3,91	– 4,87
WELLA AG VZ	DE★	47	– 3,69
▶ DJ E STOXX N CY G P		335,99	– 2,11

COMMERCE DISTRIBUTION

AVA ALLG HAND.G	DE★	34	+ 3,03
BOOTS CO PLC	GB	10,36	– 0,15
BUHRMANN NV	NL★	6,16	– 7,65
CARREFOUR	FR★	48,10	– 1,03
CASTO.DUBOIS	FR★	46,10	– 3,64
CC CARREFOUR	ES★	12,15	– 1,62
CHARLES VOEGELE	CH	52,72	– 1,25
D'IETEREN SA	BE★	165,10	– 4,57
DEBENHAMS	GB	5,99	– 5,56
DIXONS GROUP	GB	2,71	– 2,87
GAL LAFAYETTE	FR★	118	– 1,26
GEHE AG	DE★	44,80	– 2,40
GUCCI GROUP	NL★	88,05	– 0,17
GUS	GB	8,34	– 2,62
HENNES & MAURIT	SE	17,52	– 0,88
KARSTADT QUELLE	DE★	33,70	– 1,75
KINGFISHER	GB	5,87	....
MATALAN	GB	6,96	– 4,40
METRO	DE★	37,35	– 1,84
MFI FURNITURE G	GB	1,60	– 1,96
NEXT PLC	GB	13,73	+ 1,54
PINAULT PRINT.	FR★	114,80	– 2,88
SIGNET GROUP	GB	0,83	– 7,14
VALORA HLDG N	CH	164,84	– 4,08
VENDEX KBB NV	NL★	6,60	– 8,33
W.H SMITH	GB	7,16	– 1,76
WOLSELEY PLC	GB	6,47	– 1,94
WOOLWORTHS GROU	GB	0,51	....
▶ DJ E STOXX RETL P		249,26	– 1,62

HAUTE TECHNOLOGIE

AIXTRON	DE★	19,16	– 3,13
ALCATEL-A-	FR★	12,42	– 1,82
ALTEC SA REG.	GR	2,04	– 16,05
ARM HOLDINGS	GB	3,73	– 4,90
ARC INTERNATION	GB	0,51	....
ASML HOLDING	NL★	13	– 0,31
BAAN COMPANY	NL★	2,50	– 3,85
BALTIMORE TECH	GB	0,24	– 6,25
BAE SYSTEMS	GB	5,57	+ 1,16
BROKAT TECHNOLO	DE★	0,93	– 7
BULL	FR★	0,52	– 10,34
BUSINESS OBJECT	FR★	19,37	– 5,65
CAP GEMINI	FR★	53,85	– 3,49
COMPTEL	FI★	2,63	– 2,59
DASSAULT SYST.	FR★	32,76	– 1,09
ERICSSON -B-	SE	3,78	– 2,16
F-SECURE	FI★	0,68	– 2,86
FILTRONIC	GB	2,87	+ 1,13
FINMATICA	IT★	7,60	– 9,52
GETRONICS	NL★	2,24	– 6,67
GN GREAT NORDIC	DK	4,19	– 3,70
INFINEON TECHNO	DE★	19,20	– 5,42
INFOGRAMES ENTE	FR★	9,30	– 6,06
INTRACOM R	GR	11,02	– 9,82
KEWILL SYSTEMS	GB	0,56	– 12,50
LEICA GEOSYSTEM	CH	204,22	– 2,86
LOGICA	GB	9,73	– 5
LOGITECH INTL N	CH	22,02	+ 0,76
MARCONI	GB	0,46	– 12,12
NOKIA	FI★	15,21	– 3,37
OCE	NL★	7,85	– 6,55
OLIVETTI	IT★	0,97	– 4,90
PSION	GB	0,66	....
SAGE GRP	GB	2,50	– 4,88
SAGEM	FR★	31,10	– 0,32
SAP AG	DE★	110	– 0,90
SAP VZ	DE★	153,99	....
SEZ HLDG N	CH	31,37	– 4,28
SIEMENS AG N	DE★	41,40	– 3,72
MB SOFTWARE	DE★	0,18	– 14,29
SPIRENT	GB	1,47	– 6,12
STMICROELEC SIC	FR★	33,50	....
THINK TOOLS	CH	9,34	....
THUS	GB	0,51	+ 6,67
TIETOENATOR	FI★	19,80	– 3,41
▶ DJ E STOXX TECH P		297,62	– 2,99

SERVICES COLLECTIFS

ACEA	IT★	6,20	– 6,77
AEM	IT★	1,84	– 4,17
BRITISH ENERGY	GB	4,99	– 1,89
CENTRICA	GB	3,41	– 4,05
EDISON	IT★	9,60	– 5,23
ELECTRABEL	BE★	220	– 0,09
ELECTRIC PORTUG	PT★	2,42	– 3,97
ENDESA	ES★	15,84	– 4,46
ENEL	IT★	6,33	– 1,86
EVN	AT★	40,50	– 1,82
FORTUM	FI★	5,07	– 3,24
GAS NATURAL SDG	ES★	19,01	– 2,51
HIDRO CANTABRIC	ES★	24	....
IBERDROLA	ES★	14,35	– 2,05
INNOGY HOLDINGS	GB	3,35	+ 0,48
ITALGAS	IT★	10,60	– 0,84
KELDA	GB	5,81	– 1,89
NATIONAL GRID G	GB	7,09	+ 0,45
INTERNATIONAL P	GB	3,79	– 2,07
OESTERR ELEKTR	AT★	93	– 2,11
PENNON GROUP	GB	10,04	+ 0,32
POWERGEN	GB	11,70	....
SCOTTISH POWER	GB	6,37	– 0,25
SEVERN TRENT	GB	11,62	– 1,22
SUEZ	FR★	33,73	– 1,09
SYDKRAFT -A-	SE	24,29	....
SYDKRAFT -C-	SE	20,12	....
FENOSA	ES★	15,23	– 6,56
UNITED UTILITIE	GB	9,35	– 2,18
VIRIDIAN GROUP	GB	9,60	– 3,69
▶ DJ E STOXX PO SUP P		280,99	– 2,69

EURO NOUVEAU MARCHÉ

17/09 12 h 32 ▶	Cours en euros	% Var. 14/09

AMSTERDAM

AIRSPRAY NV	14	– 6,35
ANTONOV	0,22	....
C/TAC	1,25	– 15,54
CARDIO CONTROL	1,70	– 5,56
CSS	23,90	....
HITT NV	4,59	– 5,36
INNOCONCEPTS NV	18,30	– 0,54
NEDGRAPHICS HOLD	3,07	– 6,97
SOPHEON	0,40	– 16,67
PROLION HOLDING	94	....
RING ROSA	0,03	....
UCC GROEP NV	7	....

BRUXELLES

ARTHUR	2,95	+ 0,34
ENVIPCO HLD CT	0,30	– 3,23
FARDIS B	15,15	+ 4,48
INTERNOC HLD	0,07	....
INTL BRACHYTHER B	8,30	– 2,58
LINK SOFTWARE B	1,29	– 48,19
PAYTON PLANAR	0,45	....

FRANCFORT

AIXTRON	115,50	....
AUGUSTA TECHNOLOGIE	20,32	....
BB BIOTECH ZT-D	87,60	....
BB MEDTECH ZT-D	16,90	....
BERTRANDT AG	8,10	....
BETA SYSTEMS SOFTWA	3,74	....
CEYONIQ	3,70	– 4,39
CE CONSUMER ELECTRO	4,66	– 5,48
CENIT SYSTEMHAUS	2,79	– 0,36
DIALOG SEMICOND	3,69	– 0,54
DRILLISCH	0,91	+ 18,18

★ CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - **DE** : Allemagne - **ES** : Espagne **IT** : Italie - **PT** : Portugal - **IR** : Irlande **LU** : Luxembourg - **NL** : Pays-Bas - **AT** : Autriche **FI** : Finlande - **BE** : Belgique - **GR** : Grèce.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - **NO** : Norvège - **SE** : Suède **GB** : Grande-Bretagne - **DK** : Danemark.

VALEURS FRANCE

● L'action **Air France** perdait 6,65 %, lundi 17 septembre dans les premiers échanges, à 10,25 euros. La compagnie a repris ses vols vers les Etats-Unis, avec des mesures de sécurité renforcées. Vendredi, lors de l'assemblée générale de la compagnie aérienne, son PDG, Jean-Cyril Spinetta, a estimé qu'il serait « *dérisoire* » de parler de perspectives économiques après les attentats aux Etats-Unis.

● Le titre **Consodata** restait stable, lundi, à 7,05 euros. La société française de bases de données a annoncé, lundi, avoir accusé une perte nette de 9,484 millions d'euros, multipliée par 1,5 par rapport au premier semestre 2000.

● L'action **Netgem** restait stable à l'ouverture, lundi, à 1,92 euro. La société française spécialisée dans les décodeurs a annoncé, lundi dans un communiqué, avoir enregistré une perte nette de 7,9 millions d'euros au premier semestre de son exercice 2001, contre un bénéfice de 3,1 millions d'euros au premier semestre 2000.

● Le titre du distributeur de lingerie et prêt-à-porter **Etam Développement** perdait 1,14 %, lundi matin, à 7,81 euros. Le groupe a annoncé, lundi dans un communiqué, avoir enregistré au premier semestre 2001 une perte nette de 31,4 millions d'euros, multipliée par trois par rapport à sa perte du premier semestre 2000.

PREMIER MARCHÉ

LUNDI 17 SEPTEMBRE **Cours à 12 h 30**

Dernier jour de négociation des OSRD : 24 septembre

France ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
ACCOR ❯	26,82	175,93	−2,65	−40,40
AGF ❯	48,53	318,34	−0,45	−34,41
AFFINE	36,90	242,05	...	+2,50
AIR FRANCE G ❯	10,01	65,66	−8,83	−59,96
AIR LIQUIDE ❯	137	898,66	−3,86	−13,78
ALCATEL ❯	12,45	81,67	−1,58	−79,42
ALCATEL O	5	32,80	−4,40	−89,36
ALSTOM ❯	26	170,55	...	−5,45
ALTRAN TECHN ❯	37,50	245,98	+1,35	−53,31
ATOS ORIGIN ❯	67,50	442,77	−0,88	−10
ARBEL	5,13	33,65	−10	−48,70
AVENTIS ❯	72,70	476,88	−0,62	−22,24
AXA ❯	21,50	141,03	+4,37	−44,15
BACOU DALLOZ	68	446,05	−3,95	−12,03
BAIL INVESTI ❯	113	741,23	−6,69	−4,15
BAZAR HOT. V	124	813,39	−0,64	−2,05
BEGHIN SAY ❯	30,50	200,07	−4,98	...
BIC ❯	42,52	278,91	+0,05	+1,50
BNPPARIBAS ❯	86,75	569,04	−2,86	−7,21
BOLLORE ❯	254	1666,13	−0,04	+21,06
BOLLORE INV	46,90	307,64	−2,29	+15,29
BONGRAIN	42	275,50	+1,69	+20
BOUYGUES ❯	27,64	181,31	−3,93	−42,71
BOUYGUES OFF ❯	39,99	262,32	−7,47	−17,54
BULL# ❯	0,52	3,41	−10,34	−89,34
BUSINESS OBJ ❯	19,60	128,57	−4,53	−53,17
B T P (LA CI	...	...	...	...
BURELLE (LY)	56,50	370,62	−2,59	−27,56
CANAL + ❯	3,45	22,63	−1,15	−9,68
CAP GEMINI ❯	53,70	352,25	−3,76	−68,74
CARBONE-LORR ❯	25,30	165,96	+0,80	−52,26
CARREFOUR ❯	48,05	315,19	−1,13	−28,17
CASINO GUICH ❯	82,30	539,85	−1,79	−21,98
CASINO GUICH	56,60	371,27	−4,87	−16,34
CASTORAMA DU ❯	46,21	303,12	−3,41	−33,02
CEA INDUSTRI	135	885,54	−1,60	−26,63
CEGID (LY)	80,10	525,42	−7,83	+13,37
CEREOL ❯	22,25	145,95	−3,47	...
CERESTAR ❯	22,90	150,21	−10,55	...
CFF.RECYCLIN	34,20	224,34	−8,80	−13,63
CGIP ❯	26,15	171,53	−1,32	−48,21
CHARGEURS	62,05	407,02	+1,22	...
CHRISTIAN DI ❯	26,70	175,14	−2,13	−47,69
CIC -ACTIONS	118	774,03	−1,50	+0,42
CIMENTS FRAN ❯	42,10	276,16	−2,77	−23,45
CLARINS ❯	71,75	470,65	−3,30	−17,52
CLUB MEDITER ❯	35,30	231,55	−9,02	−61,16
CNP ASSURANC ❯	34,55	226,63	−0,72	−19,06
COFACE ❯	51,50	337,82	+1,48	−52,75
COFLEXIP ❯	177,50	1164,32	−4,05	+31,09
COLAS ❯	62,15	407,68	−4,38	+13,93
CONTIN.ENTRE	38,50	252,54	−0,05	−8,33
CPR	58	380,46	...	+8,71
CRED.FON.FRA	9,55	62,64	−9,05	−24,44
CREDIT LYONN ❯	36,39	238,70	−3,22	−2,17
CS COM.ET SY	4,85	31,81	−0,61	...
DAMART	77	505,09	−1,28	−4,93
DANONE ❯	137,60	902,60	−1,15	−14,32
DASSAULT-AVI	255,10	1673,35	−5,52	+15,95
DASSAULT SYS ❯	33	216,47	−0,36	−54,79
DEVEAUX(LY)#	61,60	404,07	−6,10	−26,66
DEV.R.N-P.CA	14,25	93,47	−5,63	+1,78
DMC (DOLLFUS	6	39,36	−14,29	−43,60
DYNACTION	22	144,31	−7,49	−26,17
EIFFAGE ❯	63	413,25	−5,83	−1,12
ELIOR ❯	10,01	65,66	−1,96	−26,17
ELEC.MADAGAS	20,99	137,69	−2,82	−12,35
ENTENIAL(EX	29	190,23	−3,01	−2,65
ERAMET ❯	26	170,55	−10,96	−40,29
ESSILOR INTL ❯	27,69	181,63	−2,84	−20,31
ESSO	72	472,29	−5,64	+11,62
EULER ❯	40	262,38	−2,44	−26,67
EURAZEO ❯	52,10	341,75	−6,38	−32,68
EURO DISNEY ❯	0,56	3,67	−9,68	+3,70
EUROTUNNEL ❯	0,75	4,92	−2,60	−29,24
FAURECIA ❯	43,99	288,56	−9,30	+4,73
FIMALAC ❯	33	216,47	−4,90	−8,02
F.F.P. (NY)	85,95	563,80	−5,55	+14,75
FINAXA	81	531,33	−4,71	−37,69
FONC.LYON.#	26,60	174,48	−8,24	−7,70
FRANCE TELEC ❯	28,88	189,44	−1,10	−68,59
FROMAGERIES	97	636,28	−7,53	+26,96
GALERIES LAF ❯	118,50	777,31	−0,84	−41,91
GAUMONT #	32,50	213,19	−12,09	−22,24
GECINA ❯	88,20	578,55	−3,08	−13,52
GENERALE DE	16	104,95	−8,83	...
GEOPHYSIQUE ❯	44,22	290,06	−4,60	−38,24
GFI INFORMAT ❯	9,65	63,30	−1,63	−61,66
GRANDVISION ❯	13,39	87,83	−5,37	−30,36
GROUPE ANDRE	123	806,83	−0,49	−11,82
GROUPE GASCO	70,10	459,83	−2,64	−16,74
GR.ZANNIER (	70	459,17	...	+13,82
GROUPE PARTO	51,20	335,85	−13,15	−10,95
GUYENNE GASC ❯	71	465,73	−0,77	−14,45
HAVAS ADVERT ❯	7	45,92	−0,85	−54,54
IMERYS ❯	85,20	558,88	−1,05	−29,58
IMMOBANQUE	120	787,15	...	−4
IMMEUBLES DE	21,50	141,03	...	+11,97
INFOGRAMES E ❯	9,25	60,68	−6,57	−51,82
IM.MARSEILLA	2600	17054,88	...	−17,46
INGENICO ❯	22,24	145,88	...	−21,07
ISIS ❯	152,50	1000,33	−3,48	+100,92
JC DECAUX ❯	9	59,04	−8,54	...
KAUFMAN ET B ❯	15	98,39	−5,66	−21,05
KLEPIERRE ❯	96,20	631,03	−2,83	−3,89
LAFARGE ❯	87,50	573,96	−1,46	+0,11
LAGARDERE ❯	34,05	223,35	−5,94	−44,90
LAPEYRE ❯	40	262,38	−6,76	−38,46
LEBON (CIE)	49	321,42	−9,09	−12,42
LEGRAND ORD.	139,50	915,06	−7,62	...
LEGRAND ADP	110,10	722,21	−7,48	...
LEGRIS INDUS ❯	46,45	304,69	−4,25	−3,22
LIBERTY SURF	2,98	19,55	−8,31	...
LOCINDUS	112,20	735,98	−7,96	−0,88
L'OREAL ❯	67,40	442,12	−3,71	−26,17
LOUVRE #	62,50	409,97	−3,85	−2,72
LVMH MOET HE ❯	36,57	239,88	−3,66	−48,12
MARINE WENDE ❯	52	341,10	−6,39	−42,22
MATUSSIERE F	6,29	41,26	−4,70	−3,23
MAUREL ET PR	14,80	97,08	−3,90	+48,14
METALEUROP	3,60	23,61	−9,77	−29,27
MICHELIN ❯	28,51	187,01	−2,36	−26,04
MARIONNAUD P	39,93	261,92	−6,38	−40,52
MONTUPET SA	9,04	59,30	−6,80	−53,68
MOULINEX	0,70	4,59	+84,21	−83,17
NATEXIS BQ P ❯	93,50	613,32	−1,58	−1
NEOPOST ❯	26,25	172,19	−3,85	+5
NEXANS ❯	17,80	116,76	−3,26	...
NORBERT DENT	16,35	107,25	+0,25	−9,16
NORD-EST	26,10	171,20	+0,38	−0,19
NRJ GROUP ❯	13,35	87,57	−4,64	−56,14
OBERTHUR CAR ❯	4,63	30,37	−7,40	−72,92
OLIPAR	6,05	39,69	−13,57	−12,06
ORANGE ❯	6,33	41,52	−1,09	...
OXYG.EXT-ORI	333	2184,34	−4,86	−8,51
PECHINEY ACT ❯	39,80	261,07	−7,93	−18,25
PECHINEY B P	38,20	250,58	−9,16	−20,41
PENAUILLE PO ❯	35,50	232,86	+3,53	−47,09
PERNOD-RICAR ❯	73,50	482,13	−0,68	...
PEUGEOT ❯	42,49	278,72	−1,87	+5,22
PINAULT-PRIN ❯	114,50	751,07	−3,13	−49,97
PLASTIC OMN ❯	58	380,46	−3,49	−46,54
PROVIMI ❯	12	78,71	−7,69	...
PSB INDUSTRI	80,50	528,05	−3,01	+12,11
PUBLICIS GR. ❯	17,61	115,51	+2,92	−51,06
REMY COINTRE ❯	26,77	175,60	−6,07	−40,51
RENAULT ❯	33,36	218,83	−5,63	−39,89
REXEL ❯	49	321,42	−3,64	−45,55
RHODIA ❯	8,03	52,67	−4,97	−51,33
ROCHETTE (LA	6,55	42,97	−6,43	+6,50
ROYAL CANIN ❯	134,70	883,57	−0,22	+18,15
ROUGIER #	51,50	337,82	−6,70	−15,57
RUE IMPERIAL	1640	10757,69	...	−16,32
SADE (NY)	...	...	...	+3,18
SAGEM S.A. ❯	32	209,91	+2,56	−77,52
SAGEM ADP	20,73	135,98	−12,16	−75,89
SAINT-GOBAIN ❯	138	905,22	−1,64	−17,51
SALVEPAR (NY	50,10	328,63	−3,65	−19,58
SANOFI SYNTH ❯	69,70	457,20	+1,01	−1,83
SCHNEIDER EL ❯	45,75	300,10	−3,68	−41,11
SCOR ❯	32,44	212,79	+1,06	−41,33
S.E.B. ❯	46	301,74	−4,17	−20,62
SEITA	45	295,18	−1,10	+3,87
SELECTIBAIL(	14	91,83	−2,78	−5,40
SIDEL	50	327,98	...	...
SILIC	152,10	997,71	−2,50	−6,91
SIMCO ❯	72,80	477,54	−0,27	−1,08
SKIS ROSSIGN	13,15	86,26	−5,40	−22,64
SOCIETE GENE ❯	54	354,22	−1,10	−18,42
SODEXHO ALLI ❯	45,40	297,80	−2,99	−6
SOGEPARC (FI	84,85	556,58	−2,47	+2,22
SOMMER-ALLIB	54,30	356,18	−0,37	...
SOPHIA ❯	30,95	203,02	−1,43	+3,16
SOPRA GROUP ❯	31,05	203,67	−5,99	−50,32
SPIR COMMUNI ❯	56,10	367,99	−7,96	−22,02
SR TELEPERFO ❯	12	78,71	−6,25	−71,32
STUDIOCANAL	...	...	...	+39,42
SUCR.PITHIVI	352	2308,97	−9,97	+20,75
SUEZ ❯	33,74	221,32	−1,06	−13,26
TAITTINGER	711	4663,85	−2,60	−12,22
THALES ❯	42,86	281,14	+0,85	−16,04
TF1 ❯	20,70	135,78	−5,74	−64
TECHNIP ❯	140,80	923,59	−1,88	−8,92
THOMSON MULT. ❯	18,95	124,30	−1,56	−61,97
TOTAL FINA E ❯	146,90	963,60	−0,88	−7,26
TRANSICIEL # ❯	24,26	159,14	−6,69	−36,32
UBI SOFT ENT ❯	27,25	178,75	−6,03	−34,33
UNIBAIL ❯	52,25	342,74	−4,83	−7,62
UNILOG ❯	54,10	354,87	−7,04	−36,35
USINOR ❯	8,90	58,38	−6,32	−36,69
VALEO ❯	36,15	237,13	−2,43	−23,99
VALLOUREC ❯	40,35	264,68	−9,33	−29,08
VICAT	56	367,34	−1,75	−0,35
VINCI ❯	61	400,13	−2,79	−6,87
VIVENDI ENVI ❯	44,30	290,59	−1,01	−4,73
VIVENDI UNIV ❯	42,51	278,85	+2,88	−39,35
WANADOO ❯	4	26,24	−2,68	−54,02
WORMS (EX.SO	17,20	112,82	−4,44	−1,99
ZODIAC ❯	183	1200,40	−8,50	−37,75
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...

International ▶ Une sélection	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
ADECCO	37,67	247,10	+0,40	−43,43
AMERICAN EXP	...	...	...	−37,33
AMVESCAP EXP	11,05	72,48	−7,92	−44,75
ANGLOGOLD LT	37,10	243,36	−1,01	+17,03
A.T.T. #	...	...	...	+10,81
BARRICK GOLD	19,25	126,27	+1,32	+11,85
COLGATE PAL.	...	...	...	−15,57
CROWN CORK O	...	...	...	−56,41
DIAGO PLC	10,31	67,63	−2,46	−11,95
DOW CHEMICAL	...	...	...	−8,68
DU PONT NEMO	...	...	...	−19,71
ECHO BAY MIN	0,84	5,51	+3,70	+121,05
ELECTROLUX	11,56	75,83	−9,05	−12,55
ELF GABON	152	997,05	−7,99	+25,82
ERICSSON # ❯	3,74	24,53	−1,84	−68,85
FORD MOTOR #	...	...	...	−16,01
GENERAL ELEC	...	...	...	−22,88
GENERAL MOTO	...	...	...	+4,20
GOLD FIELDS	4,89	32,08	+1,88	+35,83
HARMONY GOLD	5,71	37,46	−4,03	+23,59
HITACHI #	6,93	45,46	−2,81	−25,56
HSBC HOLDING ❯	10,35	67,89	−2,36	−32,83
I.B.M. ❯	...	...	...	+9,16
I.C.I.	...	...	...	−31,11
ITO YOKADO #	38,06	249,66	+3,93	−26,24
I.T.T. INDUS	...	...	...	+22,14
MATSUSHITA	12,51	82,06	−7,33	−50,94
MC DONALD'S	...	...	...	−12,25
MERK AND CO	...	...	...	−29,76
MITSUBISHI C	7,21	47,29	−9,88	−10,54
NESTLE SA # ❯	220,90	1449,01	−1,07	−8,94
NORSK HYDRO	43,70	286,65	−1,80	+2,07
PFIZER INC	...	...	...	−17,78
PHILIP MORRI	...	...	...	+2,25
PROCTER GAMB	...	...	...	+1,20
RIO TINTO PL	16,40	107,58	−0,85	−8,53
SCHLUMBERGER	...	...	...	−100
SEGA ENTERPR	14,70	96,43	−1,74	+51,39
SHELL TRANSP	7,85	51,49	−3,09	−9,56
SONY CORP. # ❯	36,91	242,11	−10,17	−49,64
T.D.K. #	48,50	318,14	−7	−52,45
TOSHIBA #	4,52	29,65	−6,80	−35,15
UNITED TECHO	...	...	...	−17,96
ZAMBIA COPPE	0,30	1,97	−11,76	−33,33
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux ; Li = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille ; Ny = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ◆ cours précédent ; ❯ Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 17 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 12 h 30**

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ABEL GUILLEM	7,30	47,88	...
AB SOFT ◆	1,96	12,86	...
ACCESS COMME	2,60	17,05	−4,41
ADL PARTNER	9,50	62,32	−5
ADL PARTNER ◆	5,25	34,44	...
ALGORIEL #	3,05	20,01	−2,56
ALPHAMEDIA ◆	0,63	4,13	...
ALPHA MOS #	2,70	17,71	−6,57
ALPHA MOS BO ◆	0,20	1,31	...
ALTAMIR & CI ◆	110	721,55	...
ALDETA ◆	4,70	30,83	...
ALTI #	5	32,80	−11,35
A NOVO # ❯	13	85,27	−8,32
ARTPRICE COM	3,88	25,45	−8,71
ASTRA	0,40	2,62	...
AUFEMININ.CO	0,39	2,56	−9,30
AUTOMA TECH	3,70	24,27	+5,71
AVENIR TELEC ❯	0,86	5,64	−3,37
AVENIR TELEC ◆	0,10	0,66	...
BAC MAJESTIC	1,73	11,35	−3,35
BARBARA BUI	12,50	81,99	−7,34
BCI NAVIGATI	4,99	32,73	−7,42
BELVEDERE	18,20	119,38	−7,61
BOURSE DIREC	1,80	11,81	−14,29
BRIME TECHNO	25,50	167,27	−8,93
BRIME TECHN ◆	0,18	1,18	...
BUSINESS ET	7,50	49,20	−6,13
BUSINESS INT	1,42	9,31	−11,25
BVRP ACT.DIV ❯	2,68	17,58	−24,51
CAC SYSTEMES ◆	3	19,68	...
CALL CENTER	6,20	40,67	−7,46
CARRERE GROU	15,40	101,02	−3,57
CAST	3	19,68	−18,92
CEREP	12,10	79,37	−6,92
CHEMUNEX	0,18	1,18	−10
CMT MEDICAL	12,06	79,11	−1,15
COALA #	10	65,60	−7,41
COHERIS ATIX	5,70	37,39	−14,93
COIL	13,35	87,57	+2,69
CION ET SYS.	1,53	10,04	−10
CONSODATA	5,80	38,05	−17,73
CONSODATA NV ◆	19,50	127,91	...
CONSORS FRAN ◆	1,33	8,72	...
CROSS SYSTEM	1,06	6,95	−0,93
CRYO #	2,27	14,89	−15,93
CRYONETWORKS.	1	6,56	...
CYBERDECK #	0,60	3,94	...
CYBER PRES.P	11	72,16	...
CYBERSEARCH	1,71	11,22	−14,07
CYRANO #	0,22	1,44	−15,38
DALET #	2,02	13,25	−1,46
DATASQUARE # ◆	0,50	3,28	...
DATATRONIC	3,12	20,47	...
DESK # ◆	0,89	5,84	...
DEVOTEAM # ❯	14,50	95,11	−3,33
DMS #	9,50	62,32	−3,06
D INTERACTIV	1,20	7,87	−15,49
DIREKT ANLAG	7	45,92	−12,50
DIREKT ANLAG	6	39,36	−12,54
DURAND ALLIZ	0,50	3,28	...
DURAN DUBOI	8,12	53,26	−4,47
DURAN BS 00 ◆	0,15	0,98	...
EFFIK #	10,60	69,53	...
EGIDE #	44,85	294,20	−13,08
EMME NV	12,30	80,68	−2,38
ESI GROUP	5,70	37,39	+9,20
ESKER	2,11	13,84	−17,25
EUROFINS SCI	10	65,60	−5,75
EURO.CARGO S	11,27	73,93	...
FIMATEX # ❯	2,05	13,45	−2,38
FI SYSTEM # ❯	1,25	8,20	−14,97
FI SYSTEM BS ◆	0,03	0,20	...
FLOREANE MED	6,30	41,33	+5
GAMELOFT COM	0,25	1,64	−13,79
GAUDRIOT #	30	196,79	−3,23
GENERIX # ◆	18,90	123,98	...
GENESYS #	9,77	64,09	−5,15
GENESYS BS00	0,99	6,49	−10
GENSET ❯	1,92	12,59	−6,34
GL TRADE #	29,80	195,48	−6,85
GUILLEMOT #	10,60	69,53	−7,02
GUYANOR ACTI	0,23	1,51	...
HF COMPANY	48	314,86	−4,19
HIGH CO.#	87	570,68	−1,14
HIGH BON DE ◆	3,10	20,33	...
HIGHWAVE OPT ❯	2,50	16,40	−10,71
HIMALAYA	1,10	7,22	−5,17
HI MEDIA	0,44	2,89	−10,20
HOLOGRAM IND	5,45	35,75	−0,91
HUBWOO.COM	1,50	9,84	−6,25
IB GROUP.COM	2,20	14,43	−16,67
IDP ◆	1,31	8,59	...
IDP BON 98 (◆	1,07	7,02	...
INTERACTIF B ◆	0,15	0,98	...
INTERACTIF B ◆	0,30	1,97	...
IGE +XAO	6,76	44,34	...
ILOG #	4,98	32,67	−0,40
IMECOM GROUP	1,21	7,94	...
INFOSOURCES	0,48	3,15	−11,11
INFOSOURCE B ◆	1,45	9,51	...
INFOTEL #	16,15	105,94	−6,70
INFO VISTA	2,15	14,10	−3,15
INTEGRA ❯	0,85	5,58	−7,61
INTEGRA ACT.	...	...	...
INTERCALL # ◆	0,57	3,74	...
IPSOS # ❯	43,50	285,34	−9,38
IPSOS BS00 ◆	1,39	9,12	...
ITESOFT	1,26	8,27	−10,64
IT LINK	2,40	15,74	+9,09
IXO	0,49	3,21	−10,91
JEAN CLAUDE	0,89	5,84	−6,32
JOLIEZ REGOL	0,85	5,58	...
KALISTO ENTE ◆	1,35	8,86	...
KEYRUS PROGI	1,14	7,48	−0,87
LA COMPAGNIE	5,90	38,70	...
LEXIBOOK # S	16,50	108,23	−2,94
LINEDATA SER	15,10	99,05	−7,08
LYCOS EUROPE	0,83	5,44	−9,78
LYCOS FRANCE	2	13,12	−1,96
MEDCOST #	1,24	8,13	−8,82
MEDIDEP #	17,20	112,82	−5,08
MEMSCAP	1,08	7,08	−16,92
METROLOGIC G	35,73	234,37	−19,16
MICROPOLE	3	19,68	−17,81
MILLIMAGES	6,50	42,64	−4,41
MONDIAL PECH	4,80	31,49	−1,44
NATUREX	11,50	75,44	−10,71
NET2S #	2,90	19,02	−3,33
NETGEM ❯	1,46	9,58	−23,96
NETVALUE #	0,79	5,18	−7,06
NEURONES #	2,60	17,05	−7,14
NICOX #	34,65	227,29	−11,15
OLITEC	12,24	80,29	−5,48
OPTIMS #	1,80	11,81	...
ORCHESTRA KA	0,75	4,92	...
OXIS INTL RG ◆	0,20	1,31	...
PERFECT TECH	3,70	24,27	−5,13
PERF.TECHNO ◆	0,19	1,25	...
PHARMAGEST I	12,40	81,34	+9,73
PHONE SYS.NE	0,60	3,94	...
PICOGIGA	2,66	17,45	−13,92
PROSODIE #	20,40	133,82	−2,81
PROSODIE BS ◆	8,46	55,49	...
PROLOGUE SOF	3,36	22,04	−11,11
QUALIFLOW	2,25	14,76	−3,02
QUANTEL	3,90	25,58	...
R2I SANTE	5,50	36,08	−9,98
R2I SANTE BO	0,02	0,13	...
RECIF #	10,49	68,81	+2,84
REPONSE #	14,20	93,15	+9,23
REGINA RUBEN	0,57	3,74	−9,52
RIBER #	2,80	18,37	−3,45
RIGIFLEX INT ◆	25	163,99	...
RISC TECHNOL	4,90	32,14	−7,55
SAVEURS DE F	8,90	58,38	−1,11
GUILLEMOT BS ◆	9,10	59,69	...
SELF TRADE	1,30	8,53	−13,33
SILICOMP #	15,61	102,39	−10,03
SITICOM GROU	3,71	24,34	−4,38
SODITECH ING	3,38	22,17	−15,50
SOFT COMPUTI	3,34	21,91	−1,76
SOI TEC SILI ❯	9	59,04	−10
SOI TEC BS 0 ◆	2,55	16,73	...
SOLUCOM	24,90	163,33	−2,35

(Publicité)

SECOND MARCHÉ

LUNDI 17 SEPTEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 12 h 30**

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ALTEDIA	23,16	151,92	−9,88
ARKOPHARMA #	45,01	295,25	−6,23
CNIM #	42,85	281,08	−3,71
ROCANI(EX FI	12	78,71	...
GECI INTL	10,99	72,09	−0,09
GFI INDUSTRI	20	131,19	−8,26
LAURENT-PERR	22,50	147,59	−15,09
M6-METR.TV A ❯	14,70	96,43	−3,29
HERMES INTL ❯	118,90	779,93	−4,11
RALLYE (LY) ❯	47,45	311,25	−0,11
MANITOU #	41	268,94	−1,20
ALTEN (SVN) ❯	11	72,16	−13,39
APRIL S.A.#(	13,61	89,28	−6,78
BENETEAU #	51,60	338,47	−13,13
STERIA GROUP	25,11	164,71	−5,14
PINGUELY HAU ❯	10,78	70,71	−2,71
UNION FIN.FR	27,50	180,39	−3,85
CEGEDIM #	41	268,94	−2,38
FINATIS(EX.L ◆	128,90	845,53	...
AB GROUPE	30,99	203,28	−0,03
RODRIGUEZ GR ❯	33	216,47	−8,46
PIERRE VACAN	55,15	361,76	−4,91
EXPAND S.A	54,15	355,20	−1,81
C.A. PARIS I	65,25	428,01	−0,31
JET MULTIMED	14,50	95,11	−4,42
FININFO	31,50	206,63	−1,56
MANUTAN INTE	33,65	220,73	−1
LECTRA (B) #	3,09	20,27	−10,95
DANE-ELEC ME ◆	1,35	8,86	...
SOLERI	207	1357,83	−10
ALGECO #	75,20	493,28	−1,70
SECHE ENVIRO	65,50	429,65	−4,38
AUBAY	3,68	24,14	−3,16
GROUPE J.C.D	141	924,90	−4,47

SICAV et FCP

Une sélection. **Cours de clôture le 14 septembre**

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires ★ Euros	francs ★★	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	24,72	162,15	11/09
AGIPI ACTIONS (AXA)	24,75	162,35	11/09
BNP PARIBAS — 3615 BNP — 08 36 68 17 17 (2,21 F/mn)			
BNP MONÉ COURT TERME	2484,44	16296,86	16/09
BNP MONÉ PLACEMENT C	13629,48	89403,53	16/09
BNP MONÉ PLACEMENT D	11899,84	78057,83	16/09
BNP MONÉ TRÉSORERIE	77620,35	509156,12	16/09
BNP OBLI. CT	165,79	1087,51	16/09
BNP OBLI. LT	34,22	224,47	16/09
BNP OBLI. MT C	153,65	1007,88	16/09
BNP OBLI. MT D	141,02	925,03	16/09
BNP OBLI. SPREADS	185,77	1218,57	16/09
BNP OBLI. TRÉSOR	1961,56	12866,99	16/09
Fonds communs de placements			
BNP MONÉ ASSOCIATIONS	1820,53	11941,89	13/09
BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT — www.bpam.fr — 01 58 19 40 00			
BP OBLI HAUT REND.	111,21	729,49	11/09
BP MEDITERRANÉE DÉV.	56,91	373,31	16/09
BP NOUVELLE ÉCONOMIE	70,46	462,19	13/09
BP OBLIG. EUROPE	51,67	338,93	14/09
BP SÉCURITÉ	102569,56	672812,21	14/09
EUROACTION MIDCAP	121,85	799,28	11/09
FRUCTI EURO 50	87,39	573,24	14/09
FRUCTIFRANCE C	72,22	473,73	16/09
FRUCTIFONDS FRANCE NM	126,80	831,75	16/09
CDC IXIS Asset Management — www.cdcixis-am.fr			
MULTI-PROMOTEURS			
LIVRET BOURSE INVEST.	176,71	1159,14	11/09
NORD SUD DÉVELOP. C	517,69	3395,82	11/09
NORD SUD DÉVELOP. D	399,52	2620,68	11/09
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 36 68 09 00 (2,21 F/mn)			
ÉCUR. 1,2,3... FUTUR D	43,20	283,37	12/09
ÉCUR. ACTIONS EUROP. C	16,15	105,94	16/09
ÉCUR. ACTIONS FUTUR D	54,11	354,94	12/09
ÉCUR. CAPITALISATION C	44,18	289,80	16/09
ÉCUR. DYNAMIQUE+ D PEA.	38,64	253,46	16/09
ÉCUR. ÉNERGIE D PEA	40,10	263,04	16/09
ÉCUR. EXPANSION C	14682,96	96313,90	16/09
ÉCUR. EXPANSIONPLUS C	42,01	275,57	16/09
ÉCUR. INVESTISSEMENTS D	47,50	311,58	16/09
ÉCUR. MONÉTAIRE C	222,82	1461,60	16/09
ÉCUR. MONÉTAIRE D	192,15	1260,42	16/09
ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D.	178,08	1168,13	11/09
ÉCUR. TECHNOLOGIES C	34,74	227,88	11/09
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	275,89	1809,72	16/09
ÉPARCOURT-SICAV D	28,32	185,77	16/09
GÉOPTIM C	2314,48	15181,99	11/09
Fonds communs de placements			
ÉCUREUIL ÉQUILIBRE C	36,27	237,92	16/09
ÉCUREUIL PRUDENCE C	34,20	224,34	16/09
ÉCUREUIL VITALITÉ C	39,31	257,86	11/09
CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT — 08 36 68 56 55 (2,21 F/mn)			
ATOUT CROISSANCE D	320,32	2101,16	14/09
ATOUT EUROPE C	472,94	3102,28	14/09
ATOUT FRANCE C	178,63	1171,74	14/09
ATOUT FRANCE D	161,87	1061,80	14/09
ATOUT FRANCE ASIE D	70,66	463,50	14/09
ATOUT FRANCE EUROPE D	161,36	1058,45	14/09
ATOUT FRANCE MONDE D	42,73	280,29	11/09
ATOUT MONDE C	51,62	338,61	11/09
ATOUT SÉLECTION D	95,95	629,39	14/09
CAPITOP EUROBLIG C	100,56	659,63	14/09
CAPITOP EUROBLIG D	82,97	544,25	14/09
CAPITOP MONDOBLIG C	44,70	293,21	14/09
CAPITOP REVENUS D	174,06	1141,76	14/09
DIÈZE C	424,18	2782,44	14/09
INDICIA EUROLAND D	98,72	647,56	13/09
INDICIA FRANCE D	336,57	2207,75	13/09
INDOCAM AMÉRIQUE C	39,08	256,35	11/09
INDOCAM ASIE C	16,51	108,30	14/09
INDOCAM FRANCE C	305,20	2001,98	14/09
INDOCAM FRANCE D	250,87	1645,60	14/09
INDOCAM MULTI OBLIG. C	182,40	1196,47	14/09
Fonds communs de placements			
ATOUT VALEUR D	71,54	469,27	13/09
CAPITOP MONÉTAIRE C	191,36	1255,24	18/09
CAPITOP MONÉTAIRE D	188,57	1236,94	18/09
INDOCAM FONCIER	89,88	589,57	14/09
INDOCAM VAL. RESTR. C	247,49	1623,43	13/09
MASTER ACTIONS C	39,96	262,12	07/09
MASTER DUO C	13,73	90,06	10/09
MASTER OBLIGATIONS C	30,22	198,23	12/09
MASTER PEA D	11,18	73,34	12/09
OPTALIS DYNAMIQ. C	17,88	117,29	10/09
OPTALIS DYNAMIQ. D	16,76	109,94	10/09
OPTALIS ÉQUILIB. C	18,23	119,58	10/09
OPTALIS ÉQUILIB. D	16,59	108,82	10/09
OPTALIS EXPANSION C	14,32	93,93	11/09
OPTALIS EXPANSION D	13,97	91,64	11/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,54	115,05	13/09
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	15,41	101,08	13/09
PACTE SOL. LOGEM.	78,48	514,80	11/09
PACTE SOL.TIERS MONDE	83,46	547,46	11/09
CIC BANQUES — www.cic-am.com			
CIC CAPIRENTE MT C	35,68	234,05	14/09
CIC CAPIRENTE MT D	26,79	175,73	14/09
CIC AMÉRIQUE LATINE	98,28	644,67	11/09
CIC CONVERTIBLES	5,44	35,68	13/09
CIC COURT TERME C	34,04	223,29	14/09
CIC COURT TERME D	26,93	176,65	14/09
CIC ECOCIC	356,47	2338,29	11/09
CIC ELITE EUROPE	117,40	770,09	14/09
CIC ÉPARGNE DYNAM. C	2059,81	13511,47	14/09
CIC ÉPARGNE DYNAM. D	1624,67	10657,14	14/09
CIC EUROLEADERS	339,80	2228,94	14/09
CIC FRANCE C	32,02	210,04	14/09
CIC FRANCE D	32,02	210,04	14/09
CIC HORIZON C	66,77	437,98	14/09
CIC HORIZON D	64,40	422,44	14/09
CIC MENSUEL	1434,30	9408,39	14/09
CIC MONDE PEA	27,12	177,90	11/09
CIC OBLI COURT TERME C	24,56	161,10	14/09
CIC OBLI COURT TEME D	19,51	127,98	14/09
CIC OBLI LONG TERME C	15,31	100,43	14/09
CIC OBLI LONG TERME D	15,12	99,18	14/09
CIC OBLI MONDE	396,65	2601,85	14/09
CIC ORIENT	133,71	877,08	13/09
CIC PIERRE	32,65	214,17	14/09
MONEYCIC DOLLAR	1414,73	....	11/09
Fonds communs de placements			
CIAL PEA SÉRÉNITÉ	844,05	5536,61	07/09
CIC EUROPEA C	9,02	59,17	12/09
CIC EUROPEA D	8,78	57,59	12/09
CIC EURO OPPORTUNITÉ	400,61	2627,83	14/09
CIC GLOBAL C	238,64	1565,38	11/09
CIC GLOBAL D	238,64	1565,38	11/09
CIC JAPON	8,23	53,99	14/09
CIC MARCHÉS ÉMERGENTS	1046,43	6864,13	07/09
CIC NOUVEAU MARCHÉ	4,27	28,01	14/09
CIC PROFIL DYNAMIQUE	22,51	147,66	11/09
CIC PROFIL ÉQUILIBRE	17,55	115,12	13/09
CIC PROFIL TEMPÉRÉ	132,15	866,85	13/09
CIC TAUX VARIABLES	195,42	1281,87	14/09
CIC TECHNO. COM	75,57	495,71	11/09
CIC USA	17,77	116,56	11/09
CIC VAL. NOUVELLES	266,60	1748,78	14/09
GTI PUNCH	102,76	674,06	10/07
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT — www.clamdirect.com			
EURCO SOLIDARITÉ	228,22	1497,03	14/09
LION 20000 C/3 11/06/99	488,72	3205,79	13/09
LION 20000 D/3 11/06/99	426,66	2798,71	13/09
SICAV 5000	143,49	941,23	14/09
SLIVAFRANCE	245,64	1611,29	14/09
SLIVARENTE	39,18	257	14/09
SLIVINTER	146,24	959,27	11/09
TRILION	742,94	4873,37	14/09
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMIQUE C	173,97	1141,17	11/09
ACTILION DYNAMIQUE D	163,87	1074,92	11/09
ACTILION PEA DYNAMIQUE	60,84	399,08	14/09
ACTILION ÉQUILIBRE C	173,77	1139,86	10/09
ACTILION ÉQUILIBRE D	162,47	1065,73	10/09
ACTILION PEA ÉQUILIBRE	157,15	1030,84	14/09
ACTILION PRUDENCE C	171,36	1124,05	14/09
ACTILION PRUDENCE D	159,68	1047,43	14/09
INTERLION	230,98	1515,13	10/09
LION ACTION EURO	81,23	532,83	14/09
LION PEA EURO	82,31	539,92	14/09
Crédit Mutuel FINANCE			
CM EURO PEA	19,70	129,22	14/09
CM EUROPE TECHNOL	3,60	23,61	14/09
CM FRANCE ACTIONS	31,52	206,76	14/09
CM MID. ACT. FRANCE	28,13	184,52	14/09
CM MONDE ACTIONS	298,88	1960,52	11/09
CM OBLIG. LONG TERME	107,54	705,42	14/09
CM OPTION DYNAM.	28,75	188,59	14/09
CM OPTION ÉQUIL	51,87	340,24	14/09
CM OBLIG. COURT TERME	163,93	1075,31	14/09
CM OBLIG. MOYEN TERME	340,42	2233,01	14/09
CM OBLIG. QUATRE	165,10	1082,99	14/09
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	19,07	125,09	14/09
LCF ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT			
AMÉRIQUE 2000	122,36	802,63	11/09
ASIE 2000	60,82	398,95	14/09
NOUVELLE EUROPE	195,50	1282,40	14/09
SAINT-HONORÉ CAPITAL C	3602,02	23627,70	14/09
SAINT-HONORÉ CAPITAL D	3302,83	21665,14	14/09
ST-HONORÉ CONVERTIBLES	327,86	2150,62	14/09
ST-HONORÉ FRANCE	52,33	343,26	14/09
ST-HONORÉ PACIFIQUE	84,22	552,45	14/09
ST-HONORÉ TECH. MEDIA	95,84	628,67	11/09
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	368,99	2420,42	11/09
ST-HONORÉ WORLD LEAD.	91,68	601,38	11/09
WEB INTERNATIONAL	23,45	153,82	11/09
LEGAL & GENERAL BANK			
STRATÉGIE IND. EUROPE	177,71	1165,70	13/09
Fonds communs de placements			
STRATÉGIE CAC	5364,43	35188,35	13/09
STRATÉGIE INDICE USA	8802,20	57738,65	10/09
LA POSTE — www.lapostefinance.fr — Sicav Info Poste : 08 92 68 50 10 (2,21 F/mn)			
ADDILYS C	106,58	699,12	16/09
ADDILYS D	105,74	693,61	16/09
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	25	163,99	11/09
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	24,21	158,81	11/09
AMPLITUDE EUROPE C	29,99	196,72	16/09
AMPLITUDE EUROPE D	28,72	188,39	16/09
AMPLITUDE FRANCE	71,32	467,83	12/09
AMPLITUDE MONDE C	219,22	1437,99	11/09
AMPLITUDE MONDE D	196,63	1289,81	11/09
AMPLITUDE PACIFIQUE C	14,70	96,43	16/09
AMPLITUDE PACIFIQUE D	14,05	92,16	16/09
ÉLANCIEL EURO D PEA	88,22	578,69	16/09
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	36,79	241,33	16/09
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	27,81	182,42	16/09
GÉOBILYS C	120,88	792,92	16/09
GÉOBILYS D	110,22	723	16/09
INTENSYS C	20,60	135,13	16/09
INTENSYS D	17,51	114,86	16/09
KALEIS DYNAMISME C	212,40	1393,25	11/09
KALEIS DYNAMISME D	206,57	1355,01	11/09
KALEIS DYN. FRANCE C PEA	74,91	491,38	16/09
KALEIS ÉQUILIBRE C	198,23	1300,30	11/09
KALEIS ÉQUILIBRE D	192,04	1259,70	11/09
KALEIS SÉRÉNITÉ C	187,53	1230,12	16/09
KALEIS SÉRÉNITÉ D	181,28	1189,12	16/09
KALEIS TONUS C PEA	68,19	447,30	11/09
LIBERTÉ ET SOLIDARITÉ	101,63	666,65	16/09
OBLITYS C	113,07	741,69	16/09
OBLITYS D	111,30	730,08	16/09
PLÉNITUDE D PEA	39,94	261,99	16/09
POSTE GESTION C	2604,77	17086,17	16/09
POSTE GESTION D	2309,08	15146,57	16/09
POSTE PREMIÈRE	7076,04	46415,78	16/09
POSTE PREMIÈRE 1 AN	42194,96	276780,79	16/09
POSTE PREMIÈRE 2-3	9146,60	59997,76	16/09
PRIMIEL EUROPE C	47,40	310,92	16/09
REVENUS TRIMESTRIELS	789,63	5179,63	16/09
SOLSTICE D	365,26	2395,95	16/09
THÉSORA C	187,63	1230,77	16/09
THÉSORA D	156,63	1027,43	16/09
TRÉSORYS C	47207,02	309657,75	16/09
Fonds communs de placements			
DÉDIALYS FINANCE	71,24	467,30	12/09
DÉDIALYS MULTI-SECTEURS	59,80	392,26	16/09
DÉDIALYS SANTÉ	86,13	564,98	12/09
DÉDIALYS TECHNOLOGIES	24,95	163,66	12/09
DÉDIALYS TELECOM	34,82	228,40	12/09
POSTE EUROPE C	91,94	603,09	16/09
POSTE EUROPE D	87,69	575,21	16/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS C	198,70	1303,39	16/09
POSTE PREMIÈRE 8 ANS D	182,41	1196,53	16/09
REMUNYS PLUS	102,65	673,34	16/09
SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,21 F/mn)			
CADENCE 1 D	157,41	1032,54	14/09
CADENCE 2 D	155,22	1018,18	14/09
CADENCE 3 D	153,60	1007,55	14/09
CONVERTIS C	221	1449,66	14/09
INTEROBLIG C	58,89	386,29	14/09
INTERSÉLECTION FR. D	68,05	446,38	14/09
SÉLECT DÉFENSIF C	189,29	1241,66	14/09
SÉLECT DYNAMIQUE C	235,17	1542,61	11/09
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	164,58	1079,57	12/09
SÉLECT PEA DYNAMIQUE	130,45	855,70	14/09
SÉLECT PEA 1	190,81	1251,63	14/09
SG FRANCE OPPORT. C	384,25	2520,51	14/09
SG FRANCE OPPORT. D	359,79	2360,07	14/09
SOGENFRANCE C	416,15	2729,77	14/09
SOGENFRANCE D	375,01	2459,90	14/09
SOGEOBLIG C	112,75	739,59	14/09
SOGÉPARGNE D	46,25	303,38	14/09
SOGEPEA EUROPE	197,32	1294,33	14/09
SOGINTER C	52,87	346,80	11/09
Fonds communs de placements			
DÉCLIC ACTIONS EURO	13,67	89,67	13/09
DÉCLIC ACTIONS FRANC	46,33	303,90	13/09
DÉCLIC ACTIONS INTER	31,32	205,45	11/09
DÉCLIC BOURSE PEA	47,43	311,12	13/09
DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	16,16	106	11/09
DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,27	113,28	13/09
DÉCLIC PEA EUROPE	20,94	137,36	13/09
DÉCLIC SOGENFR. TEMPO	53,17	348,77	13/09
FAVOR	277,69	1821,53	14/09
SOGESTION C	46,16	302,79	13/09
SOGINDEX FRANCE C	464,57	3047,38	13/09
....	....	....	....
....	....	....	....

LÉGENDE : ★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

SPORTS **L'AS Monaco, qui a obtenu le match nul (0-0) à Bordeaux, dimanche 16 septembre, à l'issue de la 7e journée du championnat de France de division 1, occupe désormais la 15e place de la compétition. ● CE RÉSULTAT met un peu de baume au cœur d'une équipe qui, jusque-là, voyait se succéder contre-performances et crises internes. ● AVANT LA RENCONTRE, l'attaquant italien Marco Simone, déçu par le départ de son compatriote Christian Panucci, a fait savoir qu'il souhaite retourner au Milan AC. ● DIDIER DESCHAMPS, l'entraîneur monégasque, semble peu enclin à céder aux *« caprices »* de sa vedette et déclare vouloir privilégier la cohésion du groupe en cette période difficile. ● LE RACING CLUB DE LENS, vainqueur de Sochaux (3-0), samedi 15 septembre, s'est emparé de la première place du classement devant l'AJ Auxerre, au nombre de buts marqués (+1).**

A Monaco, l'influence de Didier Deschamps tarde à se manifester

L'ancien capitaine de l'équipe de France vit des débuts chaotiques au poste d'entraîneur, à l'AS Monaco, où il tente d'imposer sa « patte ». Après son match nul à Bordeaux (0-0), le club de la Principauté occupe la 15e place du championnat de France de division 1

MONACO
de notre envoyé spécial

Didier Deschamps, désormais entraîneur de l'AS Monaco, est encore en phase d'apprentissage de son nouveau métier. *« Je consacre plus de temps aujourd'hui à ma profession que lorsque j'étais joueur*, confesse l'ancien capitaine de l'équipe de France. *J'apprends, je découvre et je commets sans doute quelques erreurs. »* Son équipe aussi. *« Mais ça va mieux »*, estime-t-il, renforcé dans sa conviction par le bon match nul (0-0) obtenu à Bordeaux, dimanche 16 septembre, pour la 7e journée du championnat de France de division 1.

FOOTBALL

Présenté comme l'un des favoris de la compétition, dont il occupe actuellement la 15e place, le club de la Principauté, comme son nouvel entraîneur, a dû composer avec un début de saison pour le moins délicat. *« Notre départ a été chaotique, il faut arrêter de parler du titre de champion*, lâche Henri Biancheri, le directeur sportif du club. *Notre seul objectif est désormais d'engranger des points. »* Loin des objectifs affichés en début de saison par Didier Deschamps lors de sa prise de fonctions très médiatisée : *« Monaco doit terminer dans les trois premiers et se qualifier pour la Ligue des champions. »* A la fin de la saison 2000-2001, le recordman de sélections en équipe de France (103) avait décidé de remiser ses crampons pour enfiler un costume d'entraîneur taillé a priori sur mesure. La nouvelle fit grand bruit. Le champion de France 2000, qui a terminé le dernier championnat à une peu glorieuse 11e place, réalisait un joli coup. L'été était plein de promesses. Le Basque se forgeait déjà quelques espérances.

« J'ai sans doute manqué de recul », concède-t-il aujourd'hui. Grand admirateur de Marcello Lippi, son entraîneur à la Juventus Turin, dont il a débauché l'ancien adjoint, Narciso Pezzotti, et le préparateur physique Antonio Pintus, Didier Deschamps entend s'appuyer sur une approche très italienne, l'Italie étant le pays où il a acquis *« le plus de certitudes »*.

On a ainsi vu débarquer sur le Rocher d'anciens pensionnaires du Calcio : l'international yougoslave Vladimir Jugovic et le Français Cyril Domoraud, en provenance de l'Inter Milan, le gardien italien Flavio Roma, venu de Plaisance, et, plus récemment, l'international allemand du Milan AC, Oliver Bierhoff. *« Didier l'a avoué : il avait un peu perdu de vue le championnat de France mais connaissait parfaitement le Calcio*, explique Henri Biancheri. *Mais il s'est vite remis dans le bain. »*

> « Lille ou Auxerre prouvent en ce moment que la stabilité est payante »

Arrivé tardivement en Principauté, Didier Deschamps a dû également composer avec les mouvements de joueurs déjà entérinés. *« Pour la deuxième année consécutive, ç'a été un chamboulement complet, ce n'est peut-être pas forcément un gage de réussite*, reconnaît Henri Biancheri. *Lille ou Auxerre prouvent en ce moment que la stabilité est payante. »* Ces allées et venues se traduisent concrètement par un manque criant de cohésion et de fluidité dans le jeu.

Le baptême a donc été difficile. Didier Deschamps a entamé sa carrière d'entraîneur par une défaite à domicile (1-0) face au promu Sochaux. La suite ? Trois défaites et deux résultats nuls, malgré un calendrier plutôt favorable. *« Nous n'avons pris qu'un seul point sur neuf possibles face au trois promus »*, résume Henri Biancheri, avant de lâcher, dans un sourire : *« Heureusement qu'il y avait ces cafouillages à Marseille, sinon la presse se serait davantage rabattue sur nous. »* Et puis il y a eu la première victoire, samedi 8 septembre, face à Troyes (2-0), au stade Louis II. *« Ce jour-là, on s'est mis minables, mais on peut encore donner davantage*, commente le défenseur Cyril Domoraud. *On a surtout enfin trouvé un esprit collectif. »* La déclaration sonne comme un aveu. *« Chacun doit prendre ses responsabilités »*, confie à son tour le milieu de terrain international Ludovic Giuly, promu capitaine depuis le match de Troyes. Ce n'était donc pas le cas précédemment ? *« No comment »*, répond-on d'une seule voix.

« Je ne veux pas parler du départ de Christian Panucci », rétorque, aussi sec, Cyril Domoraud. Le défenseur international italien a été officiellement écarté le 3 septembre : *« Christian est mis sur la liste des transferts et, en attendant, il ne s'entraînera plus avec le groupe*, annonçait sèchement Didier Deschamps. *Je suis le responsable technique de cette équipe et je n'ai pas de commentaire à faire sur ma décision. »* Le recadrage est sévère. Le Transalpin a depuis trouvé refuge à l'AS Rome, champion d'Italie en titre. Les langues se délient enfin. *« Les deux Italiens s'étaient habitués à faire un peu ce qu'ils voulaient, ils ont eu la peau de Claude Puel, mais ont trouvé en face d'eux un Didier Deschamps qu'il faut éviter de contrarier »*, confie un proche du club. L'autre accusé, Marco Simone, ami de Christian Panucci, est également sur la sellette. L'ancien capitaine monégasque serait sur le départ. Il n'était d'ailleurs pas du déplacement à Bordeaux et n'a pas participé aux derniers entraînements. Le divorce est désormais consommé. *« On va mieux et le groupe commence à se souder »*, souligne Didier Deschamps. *« Parlez-vous »*, martèle-t-il lors de la séance d'entraînement, jonglant entre le français et l'italien. Se parler, oui, mais en quelle langue ? Le club est un exemple de mondialisation : quatorze nationalités cohabitent sur la pelouse. *« Sur le terrain, ce n'est pas toujours évident de se comprendre »*, confie Cyril Domoraud. Mais le principal, insiste Didier Deschamps, c'est que *« la bonne humeur soit là »*.

Etienne Labrunie

La fiche technique

BORDEAUX - MONACO 0-0

Championnat de France, 7e journée
• Stade Chaban-Delmas ; bon terrain ; beau temps ; 25 000 spectateurs ; arbitre : M. Duhamel

AVERTISSEMENTS

BORDEAUX : **Christian** (64e, contestation), **Afanou** (75e, jeu irrégulier)

MONACO : **Gallardo** (33e, jeu irrégulier), **Marquez** (57e, antijeu), **Rool** (58e, contestation), **Givet** (62e, antijeu), **Pierre-Fanfan** (76e, jeu irrégulier).

• LES ÉQUIPES

BORDEAUX
(**Entraîneur :** Elie Baup) :
Ramé • Jemmali, Afanou, Sommeil, Basto • Dhorasoo, Costa, Smertin, Battles (Miranda, 85e)• Christian, Pauleta

MONACO
(**Entraîneur :** Didier Deschamps) :
Roma • Domoraud (Irles, 86e) , Marquez, Pierre-Fanfan, Givet (Abidal, 76e) • Nyarko, Bernardi, Rool, Giuly, Gallardo (Camara, 72e) • Nonda

Arsenal-Fulham ou la « Monaco Connection »

LONDRES
de notre correspondant

La victoire d'Arsenal à Fulham (3-1) lors de la 5e journée du championnat d'Angleterre, samedi 15 septembre, illustre l'omniprésence de la « Monaco Connection » dans le football londonien. Ce derby opposait, en effet, deux entraîneurs français ayant fait leurs armes dans le club de la principauté, Arsène Wenger, le patron des Gunners et Jean Tigana, le manager de Fulham.

Si la formation d'Arsène Wenger l'a emporté, elle le doit surtout aux exploits d'un ancien Monégasque, Thierry Henry, *« merveilleux »*, selon le quotidien *Daily Telegraph*. Deux autres acteurs de la rencontre, Gilles Grimandi, qui a remplacé « Titi » en fin de partie et Sylvain Legwinski, à Fulham, qui a fait un bon match et a failli marquer, ont également évolué à Monaco.

Monaco, aux yeux des Britanniques ? Un paradis fiscal doublé d'une place bancaire privée, des bancos retentissants, des rivières de diamants et une famille princière dont les aventures – à l'instar de celles des Windsor – font vivre les magazines *people*. En revanche, au pays berceau du football, on ignore tout du onze « Rouge et blanc », du stade Louis-II aux tribunes dégarnies et de la passion des Grimaldi pour le ballon rond.

Les sujets de Sa Majesté, qui ont pourtant la mémoire longue, ont oublié que les deux premières stars du football britannique à s'expatrier, Glenn Hoddle, aujourd'hui entraîneur de Southampton, et Mark Hateley, avaient évolué dans les rangs de l'équipe du Rocher. Le duo avait brillé dans cette ville-Etat lilliputienne qui sert de refuge aujourd'hui à 5 000 ressortissants britanniques, essentiellement des expatriés fiscaux, dont bon nombre de sportifs de haut niveau.

Les points communs entre ces deux équipes de la capitale et le club de Monaco sont nombreux. A commencer par le fort contingent de joueurs étrangers, en particulier français ; l'accent mis sur l'attaque, le jeu inventif et les résultats erratiques.

L'EMBAUCHE DE VEDETTES

Autre similarité, Monaco est entièrement subventionné par la principauté pour qui le sport est une affaire d'Etat. Fulham FC appartient au milliardaire égyptien Mohammed Al-Fayed. Le propriétaire du grand magasin Harrods ne refuse rien à Jean Tigana pour permettre à une équipe bourrée de talents de s'imposer en Premier League, équivalent de la division 1 française. L'embauche de vedettes comme les Français Steed Malbranque et Steve Marlet ou le gardien de but néerlandais Edwin Van der Sar, ainsi que le coûteux projet de reconstruction du stade de Craven Cottage soulignent cette ambition. Arsenal, pour sa part, n'a pas lésiné sur la dépense pour tenter de détrôner Manchester United, le champion sortant.

Afin d'emporter le titre de champion d'Angleterre, Arsène Wenger a ainsi recruté à prix d'or l'international anglais Sol Campbell pour renforcer sa défense défaillante. La majorité du capital du club du nord de Londres appartient à deux hommes d'affaires – dont la richesse n'a rien à envier à celle des riches ressortissants étrangers de la principauté – et qui lui ont donné carte blanche pour rééditer son exploit de la fin des années 1990, le doublé championnat-coupe.

Pourtant, malgré ces moyens supplémentaires, Arsène Wenger hésite à renouveler le contrat le liant à Arsenal et qui vient à expiration en 2002. Des bisbilles fiscalo-financières seraient à l'origine de ce contentieux. A en croire un hebdomadaire dominical britannique, l'entraîneur français exige de toucher une partie de son futur salaire – estimé à 3 millions de livres par an – sur un compte d'une société *off shore* chargée de la gestion de son image. L'article ne précisait pas quelle était la terre d'asile en question.

Marc Roche

Un magistrat désigné pour remettre l'OM dans le droit chemin

MARSEILLE
de notre correspondant

Le premier conseil d'administration de la nouvelle société anonyme de sport professionnel Olympique de Marseille devrait désigner, jeudi 20 septembre, Etienne Ceccaldi au poste de président délégué. Ce magistrat marseillais, âgé de 63 ans, a été choisi par Robert-Louis Dreyfus, président de l'OM, pour ramener la sérénité au sein du club et l'adapter à son nouveau statut juridique. En son absence, Etienne Ceccaldi disposera de *« tous les pouvoirs »* dans le domaine comptable et administratif.

« Je n'interférerai pas dans le domaine sportif », a déclaré au *Monde* le nouveau président délégué de l'OM. En instance de détachement de la magistrature, Etienne Ceccaldi est chargé depuis le 1er janvier 1999 par Jean-Noël Guérini, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, d'une *« remise en ordre général »* de cette collectivité qui avait subi les foudres de la chambre régionale des comptes. *« Je ferai comme j'ai toujours fait, j'appliquerai la loi »*, dit-il pour expliquer sa méthode pour sauver l'OM. Il se dit indigné par le *« spectacle désolant »* donné par les dirigeants actuels qui rivalisent d'insultes et de dérapages verbaux.

INDÉPENDANCE EXEMPLAIRE

Bernard Tapie, qui connaît Etienne Ceccaldi depuis que Gaston Defferre, l'ancien maire de Marseille, lui a confié les rênes du club, a réagi positivement à la nomination du magistrat. Il n'en va pas de même de Pierre Dubiton. Le responsable financier laisse entendre qu'il pourrait quitter ses fonctions et, selon certains, cet ancien juge du tribunal de commerce de Marseille fulminerait qu'*« on* [lui] *mette dans les pattes un juge gauchiste »*. Corse d'origine, mais Marseillais d'adoption depuis trente ans, Etienne Ceccaldi est un magistrat qualifié d'atypique par ses collègues. En 1968, alors juge d'instruction à Lyon, il inculpe le commissaire Tonnot. Ce patron de la sûreté urbaine sera condamné, comme une centaine d'autres policiers, pour proxénétisme et corruption. De retour à Marseille, le magistrat affronte ouvertement, en 1976, Jean Lecanuet, ministre de la justice. Sa hiérarchie lui donne 48 heures pour requérir un non-lieu en faveur de toutes les compagnies pétrolières françaises qu'il a poursuivies pour une entente illégale. *« J'ai dit non, et le lundi matin je me suis retrouvé nommé procureur à Hazebrouck »*, raconte-t-il. Pour la première fois en France, les magistrats se mettent en grève. Depuis, dans la famille judiciaire, on emploie le terme « hazebroucker » pour qualifier une mutation-sanction.

C'est au cours de ce bras de fer avec le pouvoir politique qu'Etienne Ceccaldi rencontre Gaston Defferre. Une fois le maire de Marseille installé au ministère de l'intérieur, le magistrat est nommé directeur de cabinet de François Autin, alors secrétaire d'Etat à l'immigration, puis préfet, à Nice, en 1983, avant de rejoindre la magistrature. Après deux ans passés à la 5e section du parquet de Paris, chargée de la « délinquance astucieuse de profit », Etienne Ceccaldi est nommé avocat général à Aix-en-Provence. Sa passion du foot et sa rigueur morale conjuguées suffiront-elles, comme il le souhaite, à ce *« qu'on parle plus de l'OM à "Téléfoot" qu'aux "Guignols de l'Info" »* ?

Luc Leroux

Championnat de France de football de D1 (7e journée)

• LES RÉSULTATS

LYON	**4 - 1**	NANTES
Luyindula (16e, 91e), Foé (36e), Carrière (65e)		Quint (42e s.p)
• spectateurs		34 234
BASTIA	**0 - 1**	AUXERRE
		Kapo (64e)
• spectateurs		7 739
TROYES	**0 - 1**	LILLE
		Sterjovski (62e)
• spectateurs		12 443
LENS	**3 - 0**	SOCHAUX
Saveljic (18e c.s.c.), Coridon (45e), Moreira (62e)		
• spectateurs		33 141
GUINGAMP	**0 - 2**	METZ
		Baticle (79e), Moreno (81e)
• spectateurs		7 825
MONTPELLIER	**0 - 0**	RENNES
• spectateurs		10 143
LORIENT	**1 - 1**	PARIS-SG
Feindouno (78e)		Anelka (89e)
• spectateurs		14 485
BORDEAUX	**0 - 0**	MONACO
• spectateurs		27 000
SEDAN	**1 - 1**	MARSEILLE
Peyrelade (20e)		Van Buyten (16e)
• spectateurs		21 000

• CLASSEMENT

		Points	Joués	Gagnés	Nuls	Perdus	Marqués	Encaissé	Diff.	Cartons Jaunes	Cartons Rouges
1	**Lens**	**17**	7	5	2	0	13	4	+ 9	18	1
2	**Auxerre**	**17**	7	5	2	0	12	3	+ 9	12	0
3	**Lyon**	**16**	7	5	1	1	13	4	+ 9	9	1
4	**Lille**	**15**	7	4	3	0	8	3	+ 5	18	1
5	**Paris-SG**	**11**	7	2	5	0	10	6	+ 4	14	0
6	**Sochaux**	**11**	7	3	2	2	9	9	0	15	0
7	**Bastia**	**10**	7	3	1	3	6	6	0	13	1
8	**Lorient**	**9**	7	2	3	2	8	8	0	9	0
9	**Rennes**	**8**	7	2	2	3	8	13	– 5	14	2
10	**Montpellier**	**7**	7	1	4	2	5	4	+ 1	16	2
11	**Sedan**	**7**	7	1	4	2	7	8	– 1	19	1
12	**Bordeaux**	**7**	7	1	4	2	3	4	– 1	11	1
13	**Troyes**	**7**	7	2	1	4	5	7	– 2	11	2
14	**Guingamp**	**7**	7	2	1	4	3	10	– 7	14	1
15	**Monaco**	**6**	7	1	3	3	4	8	– 4	19	1
16	**Metz**	**6**	7	2	0	5	4	9	– 5	16	1
17	**Marseille**	**4**	7	0	4	3	2	6	– 4	13	1
18	**Nantes**	**2**	7	0	2	5	4	12	– 8	13	1

• LE CHIFFRE

5 C'est le nombre de défaites du FC Nantes. Le champion de France court toujours derrière sa première victoire.

• LA PHRASE « Je marque, c'est génial ! je suis déçu pour les supporteurs nantais, mais je suis venu à Lyon pour disputer des matches et gagner des titres ». **Eric Carrière** ***(Lyon)***

• LES BUTEURS 1. **D. Cissé** (Auxerre) **7** buts ; 2. **Monterrrubio** (Rennes) **5**, 3. **Br. Cheyrou** (Lille), **Darcheville** (Lorient) **4** buts.

• LES PASSEURS 1. **Pédron** (Lens) (+1) **5** passes décisives ; 2. **Kapo** (Auxerre) ; **Le Pen** (Lorient) (+1) **4**

8e JOURNÉE : Vendredi 21 septembre : Paris-SG-Montpellier. **Sam. 22 sept. :** Monaco-Lens ; Marseille-Nantes ; Metz-Lyon ; Lille-Bastia ; Rennes-Troyes ; Auxerre-Guingamp. **Dim. 24 sept**. Lorient-Bordeaux ; Sochaux-Sedan

Lens double Auxerre

Le FC Nantes, champion de France en titre, n'en finit plus de s'enliser en fin de classement. Après sa déroute à Lyon (4-1), les Canaris disposent de la plus mauvaise défense du championnat avec 12 buts encaissés.

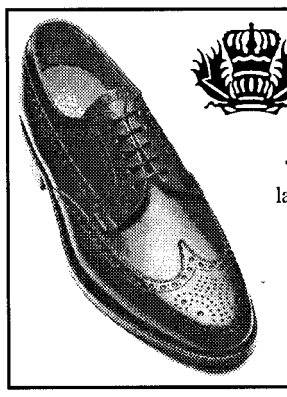
La 7e journée, jouée samedi 15 et dimanche 16 septembre, a conforté la place des leaders : Lens a battu Sochaux (3-0) et reprend la première place, grâce à une meilleure différence de buts, devant Auxerre qui s'est imposé à Bastia (1-0).

Lille a miraculeusement préservé son but inviolé (1-0) à Troyes. Les attaquants troyens ont touché à quatre reprises les montants des buts lillois.

Même s'il reste invaincu, le Paris Saint-Germain, à quatre points de la quatrième place, est distancé après son match nul à Lorient (1-1).

Les équipes de seconde partie de tableau n'ont pas fait mieux que se neutraliser. Les rencontres Montpellier-Rennes, Bordeaux-Monaco se sont achevées sur des scores vierges tandis que Marseille s'est montré incapable de s'imposer à Sedan (1-1) après avoir ouvert le score. En emportant sa première victoire à l'extérieur sur Guingamp (2-0), Metz s'est rassuré sans pour autant quitter la zone dangereuse.

BRIDGE DESCELLÉ?
Refixer avec Fixobridge™ par BONYPLUS®
EN PHARMACIE sous ref. ACL n. 766.85.92
"Facile, rapide et efficace!"


Finsbury
of England
Chaussures de Luxe - Fabrication artisanale - Très vaste choix en demi-pointure et plusieurs largeurs - Montage cousu "Goodyear Véritable".
Réductions sur tous les modèles
• 22, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
• 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
• 3, rue de Rivoli, 75004 Paris
• 112 bis, rue de Rennes, 75006 Paris

A Monza, l'hommage de la formule 1 aux victimes des attentats n'a pas fait l'unanimité

Le Colombien Juan Pablo Montoya (Williams-BMW) a gagné son premier Grand Prix

MONZA
de notre envoyé spécial

Le Grand Prix d'Italie qui s'est couru, dimanche 16 septembre, sur le circuit de Monza, dans la périphérie de Milan, a montré que les acteurs de la formule 1, pris entre de faramineux intérêts commerciaux et les valeurs humaines du sport, étaient incapables de se fédérer dès lors que des circonstances exceptionnelles leur demandaient de faire front commun.

A Monza, les symboles n'ont pas manqué. L'attitude la plus spectaculaire, et en apparence la plus respectable, est à mettre au crédit de Ferrari qui, courant *« à domicile »*, avait demandé à ses *tifosi* de freiner leur enthousiasme durant le week-end. Au vue de l'ambiance qui régnait dans les tribunes à chaque passage des bolides rouges, il semblerait que le message soit mal passé.

Mais surtout, la *Scuderia* avait choisi de supprimer de façon radicale toute mention de sponsors, aussi bien sur la livrée de ses voitures de course ou de ses camions que sur les tenues de son personnels, pilotes, techniciens ou autres. De surcroît, en signe de deuil, le museau des monoplaces rouges était peint en noir. *« Nous voulions apporter notre modeste contribution pour montrer au monde notre tristesse, notre désapprobation face à de tels actes »*, a commenté Jean Todt, le directeur sportif de Ferrari.

« Le minimum que nous pouvions faire était de donner un signal fort de proximité au peuple américain », déclarait Luca Di Montezemolo, le patron de Ferrari, qui rappelait aussi que les Etats-Unis sont le premier marché de la marque italienne. Michael Schumacher, visiblement affecté par les événements et peu enclin à courir à Monza, a refusé tout au long du week-end de s'exprimer sur les attentats, qui ont fait peser une lourde atmosphère dans le paddock. Déjà las de subir en permanence une très forte pression médiatique, il ne devait être question pour le champion allemand que de sport, et de rien d'autre. Ce qu'il dit d'ailleurs avec une assez mauvaise grâce.

En terme de communication, cette massive démonstration de compassion des « Rouge » fut certes efficace mais eut pour inconvénient d'occulter les autres écuries qui n'ont pas moins de raisons de se sentir affectées par les événements d'outre-Atlantique.

Plus discrètement, le personnel de BMW-Williams avait choisi de porter un brassard noir, alors que la Deutsche Post, l'un des principaux sponsors de l'écurie Jordan-Honda, avait accepté que la mention de sa marque soit remplacée par un drapeau américain.

Dans l'urgence et pour occuper un terrain où elle a fait cruellement défaut, la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a produit un bref communiqué, en réalité la réponse à une série de questions personnelles posées par un journaliste et transmises par fax à la Fédération. *« Nous ne devons pas faire de concession au terrorisme »*, renchérissait le président de la FIA, Max Mosley, quelques heures plus tard.

DÉSUNION CONSOMMÉE

La désunion de la F1 a pourtant été consommée, dimanche, jour de course. Après une nouvelle minute de silence lors de la parade qui précède l'épreuve, Michael Schumacher, en tant que président de l'association des pilotes, a tenté d'obtenir que, après le départ, ses confrères ne se dépassent pas lors du passage des deux premières chicanes, là où, en 2000, un pompier italien avait été tué à la suite d'un accident sur la piste. *« Un homme tué ici l'an dernier, les attentats, les blessures de Zanardi... Il y a trop de choses qui ne tournent pas rond »*, a déclaré le quadruple champion du monde au micro du circuit pour expliquer sa démarche au public.

Les écuries BAR, Arrows, Williams et Benetton n'ont pas adhéré. Flavio Briatore, responsable sportif de Benetton-Renault, a même menacé ses pilotes d'être « virés » s'ils s'exécutaient. *« Je suis choqué par cette attitude. C'est vraiment dégoûtant »*, s'est indigné Jean Alesi (Jordan-Honda). *« Business is business*, avait déjà avancé Flavio Briatore, le 13 septembre, à l'issue d'une réunion des patrons d'écurie, deux jours après les attentats perpétrés aux Etats-Unis. *Nous courrons à Monza, aux Etats-Unis et au Japon. »*

« Des gens viennent de l'Europe entière pour nous voir en piste, et on est prêt à leur offrir un spectacle tronqué ? Pas d'accord, a expliqué Jacques Villeneuve (BAR-Honda). *La course automobile comporte des risques, ce n'est pas une découverte. Nous sommes payés pour courir. » « C'est vrai, la charge émotionnelle était lourde ce week-end*, a déclaré Olivier Panis (BAR-Honda). *Mais, dans la mesure où la course n'avait pas été annulée par le FIA, nous n'avions qu'une chose à faire : la disputer. Comme d'habitude. Après tout, c'est notre boulot. »*

Il n'y eut finalement qu'une seule bonne nouvelle durant ce week-end : la victoire à Monza du Colombien Juan Pablo Montoya sur BMW-Williams. Un ancien des circuits américains qui a débuté en F1 à la faveur de la saison 2001. Ce fut le plus bel hommage.

Jean-Jacques Larrochelle

■ **Le pilote italien Alex Zanardi** a été amputé des deux jambes, samedi 15 septembre, après un accident lors de la première manche disputée en Europe du championnat américain CART sur le circuit allemand du Lausitzring. Il a été placé le lendemain dans un coma artificiel.

Grand Prix d'Italie

15e MANCHE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

Dimanche 16 septembre • Circuit de Monza • 53 tours de 5,792 km (306,749 km) • Temps beau • Température piste : 29°C • 22 qualifiés, 13 classés

VAINQUEUR

Juan Pablo MONTOYA
(Williams/BMW)
Les 53 tours
en 1 h 16 min 58 s 493
à 239,103 km/h de moy.
Age : **25 ans**
Nationalité : **Colombien**
Début en F1 : **2001**
15 courses, 1 victoire
Palmarès : *vainqueur des 500 Miles d'Indianapolis 2000*

• POLE POSITION
J.-P. Montoya (Williams)
en 1 min 22 s 216 (moy. 253,658 km/h)

• MEILLEUR TOUR en course
Ralf Schumacher (Williams)
en 1 min 25 s 073 (245,140 km/h), 39e tour

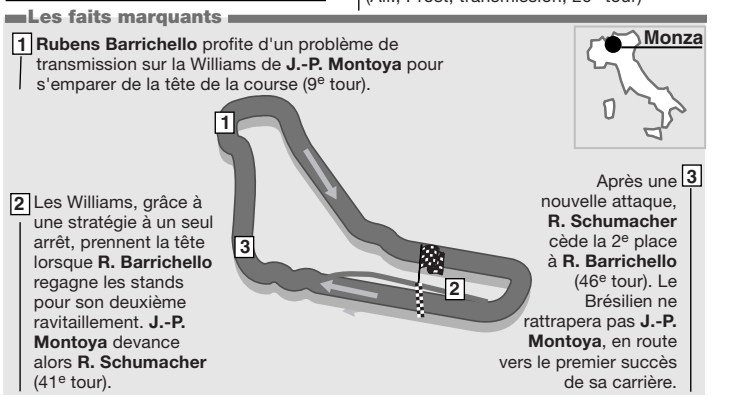
• CLASSEMENT DE LA COURSE

1	**J.-P. Montoya**	(Col, Williams)	**1 h 16'58''493**
2	**R. Barrichello**	(Bre, Ferrari)	**à 5 s 175**
3	**R. Schumacher**	(All, Williams)	**à 17 s 335**
4	**M. Schumacher**	(All, Ferrari)	**à 24 s 991**
5	**P. de la Rosa**	(Esp, Jaguar)	**à 1 min 14 s 984**
6	**J. Villeneuve**	(Can, BAR)	**à 1 min 23 s 107**

• 7 K. Raikkonen (Fin, Sauber) **à 1 min 23 s 107** **• 8 J. Alesi** (Fra, Jordan) **à 1 tour** **• 9 O. Panis** (Fra, BAR) **à 1 t.** **• 10 G. Fisichella** (Ita, Benetton) **à 1 t.** **• 11 N. Heidfeld** (All, Sauber) **à 1 t.** **• 12 T. Enge** (Tch, Prost) **à 1 t.** **• 13 F. Alonso** (Esp, Minardi) **à 1 t.**

• PRINCIPAUX ABANDONS
J. Trulli (Ita. Jordan, accrochage, 1er tour) • **D. Coulthard** (GBR, McLaren, moteur, 7e tour) • **M. Hakkinen** (Fin., McLaren, transmission, 20e tour) •**H.-H. Frentzen** (All., Prost, transmission, 29e tour) •

Les faits marquants



1 **Rubens Barrichello** profite d'un problème de transmission sur la Williams de **J.-P. Montoya** pour s'emparer de la tête de la course (9e tour).

2 Les Williams, grâce à une stratégie à un seul arrêt, prennent la tête lorsque **R. Barrichello** regagne les stands pour son deuxième ravitaillement. **J.-P. Montoya** devance alors **R. Schumacher** (41e tour).

3 Après une nouvelle attaque, **R. Schumacher** cède la 2e place à **R. Barrichello** (46e tour). Le Brésilien ne rattrapera pas **J.-P. Montoya**, en route vers le premier succès de sa carrière.

CLASSEMENT DES CHAMPIONNATS

PILOTES : 1. M. Schumacher (+3), 107 pts (champion) ; **2. D. Coulthard**, 57 ; **3. R. Barrichello** (+6), 54 ; **4. R. Schumacher** (+4), 48 ; **5. J.-P. Montoya** (+10), 25, etc.

CONSTRUCTEURS : 1. Ferrari (+9), 161 (champ.) ; **2. McLaren**, 81 ; **3. Williams** (+14), 76, etc.

Infographie : Le Monde avec Pierre Lepidi

Les Jeux méditerranéens ont confirmé la montée en régime du sport grec

TUNIS
de notre envoyé spécial

A Tunis, une fleurettiste grecque est montée sur un podium. Au regard du nombre de médailles décernées aux Jeux méditerranéens, l'information peut sembler anecdotique. Mais la breloque de bronze décrochée, lundi 3 septembre, par l'escrimeuse Maria Rentoumi est lourde de sens. *« Une médaille grecque en escrime, cela n'était jamais arrivé »*, s'enthousiasme Emmanuel Katsiadakis, chef de mission de la délégation hellénique à Tunis et président de la Fédération grecque d'escrime qui a récolté à Tunis les premiers dividendes de la politique sportive ambitieuse lancée, il y a presque dix ans, par son gouvernement.

Un scénario immuable, en vérité. Plusieurs années avant les Jeux olympiques, le pays organisateur met en place une politique sportive qui consiste à offrir des aides financières aux différentes fédérations, afin de développer des programmes de détection et d'améliorer les performances des athlètes de haut niveau. *« Depuis 1992, le budget consacré au sport par notre gouvernement augmente de 15 % par an »*, indique Emmanuel Katsiadakis. Naturellement, cette inflation budgétaire est assortie d'un cahier des charges.

JAUGER LA COMPÉTIVITÉ

Durant l'ultime olympiade, après chaque grande compétition internationale – championnats d'Europe, championnats du monde, coupes du monde –, les bilans sont disséqués et mis en perspective. Les Jeux méditerranéens n'échappent pas à la règle. A trois ans des Jeux olympiques d'Athènes, les « Jeux Med », qui se sont achevés samedi 15 septembre à Tunis, ont été l'occasion pour les Grecs de jauger leur niveau de compétitivité dans les disciplines olympiques.

« Avec plus de 550 personnes, la délégation grecque dépêchée à Tunis était la plus importante de l'histoire des Jeux méditerranéens, poursuit Emmanuel Katsiadakis. *Nous étions presque en configuration olympique. Mais, sur le plan sportif, cette compétition a surtout été envisagée comme un tremplin pour les Jeux d'Athènes. »* Conséquence : 80 % des athlètes grecs sélectionnés à Tunis étaient des jeunes de moins de 23 ans. Il y a quatre ans, en Italie, les Grecs avaient glané 62 médailles, dont 19 d'or. Cette année, à Tunis, ils avaient déjà dépassé ce total à mi-parcours, après seulement une semaine de compétition. Classée cinquième nation, derrière la France, l'Italie, l'Espagne et la Turquie, la Grèce a réalisé ses meilleurs Jeux, avec un total de 91 médailles, dont 28 d'or.

« Nous sommes venus à Tunis pour préparer les Jeux de 2004, confirme un journaliste athénien. *« Nos sportifs médaillables, comme les lutteurs et les haltérophiles, ont confirmé leur statut. En revanche, la montée en puissance des nageurs, des athlètes, voire des escrimeurs, est un phénomène nouveau. »* Le cas de l'escrime est exemplaire. *« La Fédération grecque a proposé un pont d'or à Maître Petrus, un des meilleurs maîtres d'armes du monde »*, raconte la fleurettiste française Adeline Wuillème, médaillée de bronze à Tunis. Emmanuel Katsiadakis affirme ainsi : *« Débaucher les meilleurs techniciens mondiaux dans chaque discipline fait partie du jeu. »*

L'ÉMERGENCE DES NAGEURS

En lutte libre et gréco-romaine, la rivalité entre les Turcs et les Grecs est une vieille histoire. A Tunis, les Turcs se sont taillé la part du lion en emportant cinq médailles d'or sur les huit mises en jeu. Mais les lutteurs grecs n'ont pas démérité : ils ont été médaillés dans toutes les catégories de poids, avec trois médailles d'or, trois d'argent et deux de bronze. *« La différence de niveau qui existait auparavant entre les lutteurs grecs et turcs diminue au profit des Grecs*, analyse le Français William Rombouts, médaillé d'argent chez les 97 kg. *C'est normal, depuis les Jeux d'Atlanta, ils naturalisent à tour de bras. Sur les douze lutteurs grecs sélectionnés aux* « Jeux Med »*, sept sont d'origine russe, géorgienne ou ukrainienne. »*

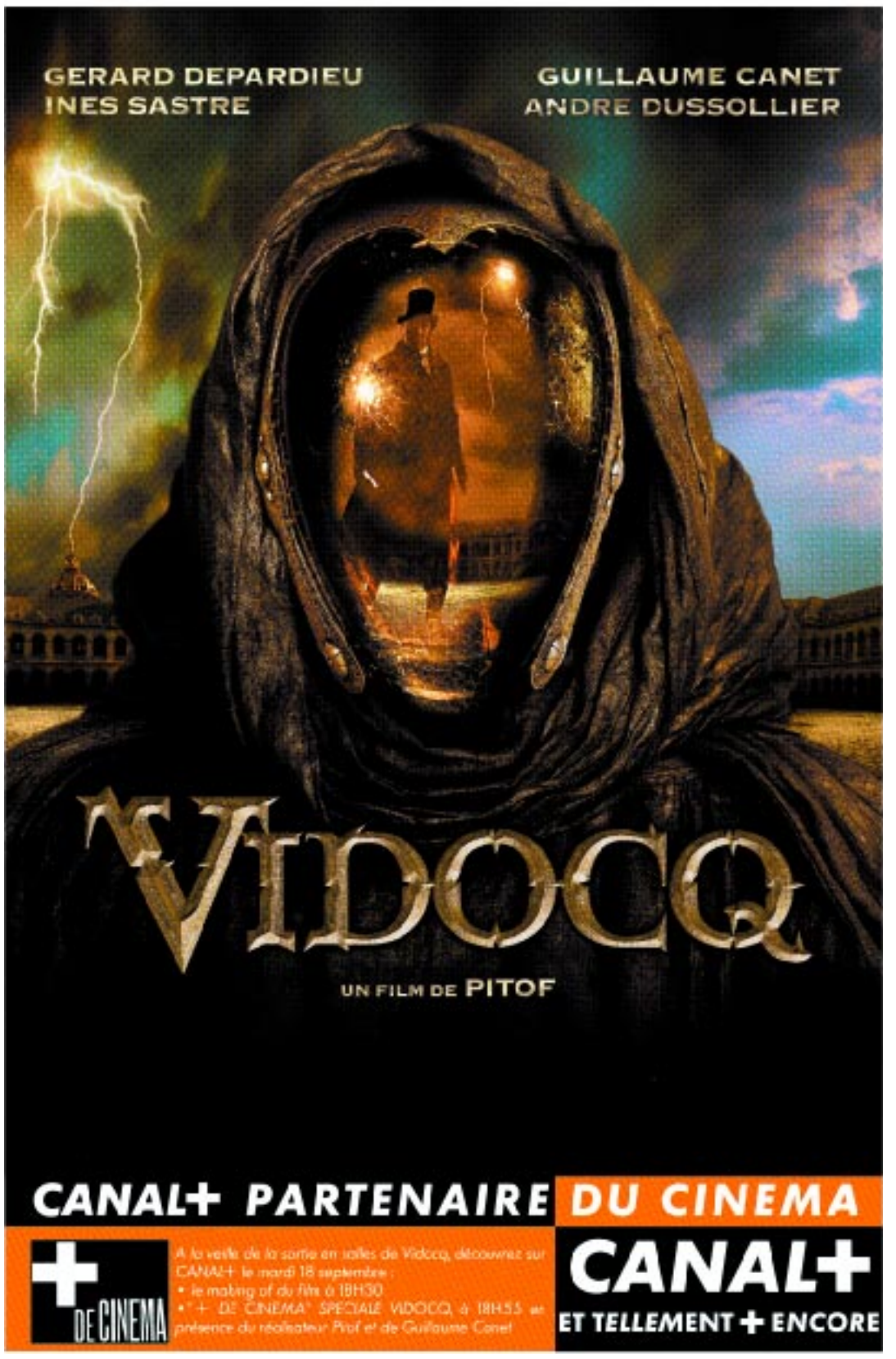
Emmanuel Katsiadakis dément mollement. Il préfère évoquer l'émergence soudaine des nageurs grecs. Depuis la création des Jeux méditerranéens, en 1951, les Grecs n'avaient remporté que trois médailles d'or en natation. A Tunis, ils ont décroché deux titres, dont le relais 4 x 200 m libre messieurs. Mais, le 14 septembre, l'annonce du contrôle positif de deux nageurs grecs – probablement à la nandrolone, un stéroïde anabolisant – a jeté un froid. Vasasilis Demetis (médaillé d'argent sur 400 m 4 nages) et Aikaterini Bliamou (médaillée d'argent sur 100 m dos) seraient les deux fautifs. Ils avaient préparé ces Jeux avec application. A leur façon.

Paul Miquel

Sobriété pour la cérémonie de clôture

Malgré les appels au boycottage lancés par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, en raison de la situation politique de la Tunisie, la 14e édition de la compétition n'a connu aucun problème. Le calendrier des épreuves n'a même pas vraiment été perturbé par les attentats perpétrés aux Etats-Unis. Au lendemain de ceux-ci, tout juste a-t-on pu remarquer que la présence des forces de l'ordre était plus visible aux abords des lieux de compétition. Seule modification : samedi 15 septembre, la cérémonie de clôture a été amputée de sa partie artistique.

La veille, les représentants des quatre délégations de l'Union européenne (France, Italie, Espagne et Grèce) avaient observé trois minutes de silence à la mémoire des victimes américaines et de leurs familles. Spontanément, des membres des délégations algérienne, tunisienne et slovène s'étaient associés à ce geste.



Cyclisme : Magnien rend le sourire à La Française des Jeux

ALORS que les dirigeants de La Française des Jeux devaient faire connaître dans la soirée de lundi 17 septembre leur décision quant à son avenir au sein du peloton cycliste professionnel, le Français Emmanuel Magnien, qui en est un des leaders depuis sa formation en 1997, a créé la surprise, samedi 15 septembre, dans la 81e édition de Paris-Bruxelles en s'imposant facilement, au sprint, au terme des 249 kilomètres de l'épreuve.

Le protégé de Marc Madiot, qui avait un instant songé à abandonner au premier ravitaillement, s'est finalement montré le plus frais en vue de l'arrivée pour sortir en tête du dernier virage et triompher avec deux longueurs d'avance sur le Belge Nico Eeckhout (Palmans-Ideal) et le champion du monde letton Romans Vainsteins (Domo-Farm frites), favori de cette course entre les deux capitales. L'Ardennais (30 ans) a signé son premier succès dans une classique, récoltant ses premiers lauriers de la saison après avoir terminé deuxième de l'étape du Tour de France 2001, à Seraing (Belgique) et obtenant sa 30e victoire professionnelle. Le futur équipier de Bonjour – il vient de signer pour deux ans avec la formation dirigée par Jean-René Bernaudeau – a triomphé avec une déconcertante aisance. Il devient ainsi le treizième Français de l'histoire à inscrire son nom au palmarès succédant à Francis Moreau, lauréat en 1993.

Cette victoire permet à Emmanuel Magnien d'espérer une sélection pour les prochains championnats du monde sur route qui se doivent se courir le 14 octobre, à Lisbonne. *« Si je suis sélectionné, je me mettrais au service de Laurent Jalabert »*, a-t-il déclaré.

A l'heure du départ, les organisateurs avaient symboliquement placé les Américains Bobby Julich et Jonathan Vaughters (Crédit Agricole), Kevin Livingston (Telekom) et Fred Rodriguez (US Postal) au premier rang du départ en hommage aux victimes des attentats. – *(AFP)*

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT
LEGRAND
Tailleur
Hommes et Femmes
Depuis 1894
Chemises sur mesures
NOUVELLES COLLECTIONS
2ème pantalon offert
27, rue du 4-Septembre, Paris 2e
Tél : 01.47.42.70.61

L'équipe de France féminine de basket-ball présente un nouveau visage à l'Euro

En battant l'Ukraine (84-71), les Bleues se sont qualifiées pour les quarts de finale

L'équipe de France de l'entraîneur Alain Jardel a aligné trois victoires consécutives face à la Roumanie (91-52), la Yougoslavie (88-67) et l'Ukraine (84-71), lors du premier tour du championnat d'Europe de basket-ball féminin (groupe A). Il lui restait encore à affronter la Pologne, mardi 18 septembre, et l'Espagne, le lendemain. Dans le groupe B, la Russie, la Slovaquie, la Hongrie et la Lituanie se partagent la première place.

ORLEANS
de notre envoyé spécial

La première partie du contrat est remplie. En s'imposant face à la Yougoslavie (88-67) et avec plus de difficulté face à l'Ukraine (84-71), respectivement samedi 15 et dimanche 16 septembre, à Orléans, l'équipe de France féminine de basket-ball s'est assurée d'une place en quart de finale du 28e championnat d'Europe des nations, quels que soient ses résultats dans ses deux derniers matches de poule, contre la Pologne, mardi 18 septembre, et l'Espagne, mercredi 19 septembre.

En ce début d'Euro, les Françaises ont confirmé que leur force principale reste la défense même si elles ont un peu oublié ce principe fondamental face aux Ukrainiennes. Mais elles ont surtout fait preuve d'une efficacité offensive – aller au-delà des 80 points – que l'arrière-ailière Cathy Melain qualifie de *« surprenante par rapport aux années précédentes »*. C'est que le jeu des Bleues *« a changé »*, explique-t-elle. *« On offre un basket différent »*, convient l'entraîneur, Alain Jardel. *« On va beaucoup en contre-attaques, en transitions et seulement après en jeu placé »*, détaille la meneuse de jeu Edwige Lawson.

Faut-il y voir l'effet des nouvelles règles qui imposent, comme chez les garçons, de prendre un tir avant 24 secondes et non plus 30 ? *« Ce n'est pas ça qui a modifié le jeu de l'équipe »*, assure Alain Jardel, selon qui ce réaménagement, entré en vigueur après les Jeux olympiques de Sydney, n'aurait *« pas posé de problème »* aux Françaises. *« C'est difficile, on a des automatismes et Alain nous a fait remarquer que l'on avait besoin d'être plus agressives »*, avait cependant reconnu l'intérieure-pivot Isabelle Fijalkowski avant l'Euro.

Par la force des choses, ce changement de règle a malgré tout influé sur la physionomie du jeu des Françaises. *« Toute la saison, on a toutes joué plus vite en clubs, il était évident qu'en équipe de France cela allait se traduire dans le jeu »*, relève l'arrière-meneuse de jeu Audrey Sauret. Alain Jardel finit d'ailleurs par en convenir. *« L'équipe était très calculatrice, ne jouait pas vite en attaque, mettait la main sur le ballon et le donnait à regret au-delà de 27 secondes »*, résume-t-il. Le jeu s'est fait *« plus ardent, plus tourné sur les possessions de ballons plus rapides à jouer »*, indique l'entraîneur, qui assure toutefois que l'évolution est avant tout due au fait qu'il peut dorénavant s'appuyer en permanence sur l'ensemble de son effectif.

UN ROULEAU COMPRESSEUR

Lors des premiers matches de cet Euro, on l'a ainsi vu envoyer sur le parquet ses joueuses les unes après les autres, comme autant de vagues d'assaut. Elles y restaient chacune quelques minutes, étaient remplacées, avant de revenir. *« Alain a compris qu'il peut s'appuyer un peu sur tout le monde »*, indique Edwige Lawson, qui évoque à propos de ces rotations incessantes la volonté d'obtenir un effet *« rouleau compresseur »*. *« Cela nous permet de toujours courir devant, toujours contre-attaquer et, au bout, cela pèse et use l'adversaire »*, estime Cathy Melain. La démonstration la plus flagrante en a été faite face aux Yougoslaves, les moins tendres des trois premiers adversaires : celles-ci ont assez longtemps accroché les Françaises (13-15 à la fin du premier quart-temps, 30-39 à la mi-temps), puis elles se sont effondrées en début de seconde mi-temps, encaissant un 12-0 dans le dernier quart-temps.

« UNE DIMENSION SUPÉRIEURE »

Cette pratique des rotations *« date de cette année »*, relève Isabelle Fijalkowski, *« on l'avait fait lors des matches de préparation pour les JO mais on ne l'avait pas mis en pratique. C'est devenu évident car il y des figures qui montent dans l'équipe »*. *« Je peux utiliser tout le monde »*, assure Alain Jardel, qui, jusqu'alors, avait *« toujours considéré »* disposer d'*« un noyau dur »* fait de joueuses *« emblématiques »* (Yannick Souvré, Isabelle Fijalkowski, Cathy Melain, Laetitia Moussard, Audrey Sauret) et d'*« un deuxième, voire un troisième cercle »* de joueuses qu'il ne pouvait utiliser qu'en *« complément »*.

« Ces joueuses, ce sont certes les mêmes filles, mais elles ont vieilli, travaillé, justifie Alain Jardel, *elles évoluent dans des clubs qui sont sur le devant de la scène européenne. Elles ont pris une dimension supérieure. On bénéficie du travail effectué en préparation des JO 2000, sans oublier celui réalisé depuis cinq ans que cette équipe existe »*.

Et même si, dimanche, contre l'Ukraine, il a dû faire appel à *« celles qui ont le plus de métier »* pour assurer la victoire, Alain Jardel se déclare *« content »* malgré tout de cette plus large *« qualité »* de son groupe. Il voit aussi dans sa plus grande disponibilité un moyen de ménager les joueuses pour pouvoir aller loin dans une compétition telle que l'Euro. Et comme l'objectif des Françaises est d'aller décrocher le titre suprême...

Philippe Le Cœur

Les favoris du championnat de France de rugby accumulent les défaites

Toulouse et Paris ont mal préparé leur prochain choc

LE CHAMPIONNAT de France de rugby commence à peine qu'il réserve déjà son lot de surprises. Ainsi, à l'issue de la deuxième journée disputée samedi 15 et dimanche 16 septembre, deux des quatre plus grosses équipes de ce Top 16 restent sur deux défaites consécutives. Une semaine avant de s'affronter dans ce qui est annoncé comme le premier gros choc de ce début de saison, Toulouse, le champion de France en titre, et Paris, vice-champion d'Europe, ont l'un et l'autre enregistré une nouvelle défaite.

Battu à domicile par Biarritz (24-30), sur sa pelouse du Stadium devant près de 14 000 spectateurs, le Stade Toulousain a une fois de plus montré une fébrilité qui commence à inquiéter son manager, Guy Novès. *« Il va falloir se demander si on a bien conscience que nous sommes dans le nouveau championnat »*, a-t-il déclaré.

Déjà lors de la saison 2000-2001, les Rouge et Noir avaient tardé avant de se hisser à leur meilleur niveau. Ils n'avaient pas disputé les quarts de finale de la Coupe d'Europe et avaient dû attendre le printemps et l'arrivée de leur jeune garde pour imposer leur jeu et décrocher leur 16e titre de champion de France. Mais dans un championnat resserré, les échecs se paient au prix fort et condamnent rapidement au pire.

Egalement auteur d'une deuxième contre-performance d'affilée, le Stade Français, défait samedi à Montauban (24-21), souffre de l'absence de son ouvreur Diego Dominguez, blessé lors de la 1re journée contre Biarritz. Face aux promus, les Parisiens n'ont jamais semblé en mesure de contrarier la fougue de leurs adversaires. *« Notre mêlée n'a pas été bonne, nous avons été lents et commis beaucoup trop de fautes »*, a commenté leur entraîneur John Connoly.

Après ces débuts catastrophiques, une première victoire devient quasiment impérative pour ces deux équipes. Le perdant de la rencontre qui les opposera, le 22 septembre, à Paris, entrera dans une période difficile.

Y. B.

Tennis : Sandrine Testud gagne le tournoi d'Hawaï

LA FRANÇAISE Sandrine Testud (29 ans) s'est imposée en finale du tournoi WTA d'Hawaï, sur abandon de son adversaire, la Belge Justine Hénin (tête de série n° 1), blessée à une cuisse. La Française (tête de série n° 2) menait alors 6-3, 2-0. Il s'agit de sa première victoire en tournoi depuis 1998, à Filderstadt (Allemagne).

■ **Le Tchèque Jan Vacek** a gagné dimanche 16 septembre le tournoi de Salvador (Brésil), face au Brésilien Fernando Meligeni 2-6, 7-6 (7/2), 6-3.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME : l'Ukrainien Alexandre Yurkov** s'est imposé avec 8 324 points dans l'épreuve de décathlon au Décastar de Talence (Gironde), samedi 15 et dimanche 16 septembre. Le Français Laurent Hernu a pris la deuxième place (8 213 pts), à 67 points de son record personnel.

■ **AUTOMOBILISME : deux coéquipiers,** âgés de 23 et 33 ans, ont été tués, dimanche 16 septembre, quand leur voiture s'est enflammée après une sortie de route sur le rallye du Picodon à Truinas (Drôme).

■ **CYCLISME : l'Espagnol Igor Gonzalez de Galdeano** (ONCE) a gagné dimanche 16 septembre la 9e étape du Tour d'Espagne, la plus rapide de l'histoire de la Vuelta (moy. : 55,176 km/h), battant un record vieux de 38 ans. Son coéquipier espagnol Joseba Beloki reste leader de l'épreuve.

■ **FOOTBALL : l'AC Ajaccio,** leader du championnat de France de D2, s'est imposé samedi 15 septembre à Grenoble (0-1), lors de la 8e journée. Grâce à une différence de buts favorable (+ 9 contre + 8), les Corses devancent Beauvais, vainqueur devant Strasbourg (1-0).

■ **Le Celta Vigo** a pris la tête du championnat d'Espagne à la faveur de son match nul obtenu dimanche 16 septembre contre la Real Sociedad Saint-Sébastien (0-0). Il devance à la différence de buts (+ 6) Alavés (+ 4) et Valence (+ 2), qui ont respectivement décroché le nul à Majorque (0-0) et gagné contre Las Palmas (1-0). Malgré un but de Zinedine Zidane, le Real Madrid s'est incliné face à un promu, le Betis Séville (3-1).

■ **Le FC Kaiserslautern** a conservé la tête du championnat d'Allemagne, grâce à une victoire (0-2) à Nuremberg, lors de la 6e journée dimanche 16 septembre. Kaiserslautern dispose de quatre points d'avance sur le Bayer Leverkusen, victorieux devant St-Pauli (3-1).

■ **Leeds United,** grâce à sa victoire dimanche 16 septembre à Charlton (0-2) lors de la 5e journée, a pris la tête du championnat d'Angleterre, devant Arsenal, vainqueur à Fulham (1-3), et le promu Bolton, défait par Southampton (0-1).

■ **La Juventus Turin** s'est détachée en tête du championnat d'Italie en battant Chievo Vérone (3-2) lors de la 3e journée. L'équipe turinoise devance de deux longueurs l'Inter Milan, victorieux face à Venise (2-1).

■ **GOLF : l'édition 2001 de la Ryder Cup,** prévue du 28 au 30 septembre sur le parcours du Belfry à Sutton-Coldfield (Grande-Bretagne), a été reportée à 2002, après les attentats survenus à New York et Washington, a annoncé dimanche 16 septembre le comité exécutif de l'épreuve, qui devait opposer les sélections européenne et américaine.

■ **MOTOCYCLISME : la Suzuki GSXR 1000** officielle de Lavieille-Morrison-Brian (Fra-GBR-Fra) s'est adjugé, dimanche 16 septembre à Magny-Cours (Nièvre), le 65e Bol d'or, 8e et dernière épreuve du championnat du monde d'endurance, et a enlevé la Coupe du monde de Superpromotion.

■ **VTT : les Français Anne Caroline Chausson et Nicolas Vouilloz** ont gagné l'épreuve de descente des championnats du monde, samedi 15 septembre à Vail (Colorado).

■ **LOTO : résultats des tirages n° 74 effectués samedi 15 septembre. Premier tirage :** 13, 17, 20, 22, 30, 48 ; complémentaire : 36. Pas de gagnants pour 6 numéros ; 5 numéros et complémentaire : 681 400 F (103 887 €) ; 5 numéros : 5 970 F (910 €) ; 4 numéros et complémentaire : 266 F (40,55 €) ; 4 numéros : 133 F (20,27 €) ; 3 numéros et complémentaire : 30 F (4,57 €) ; 3 numéros : 15 F (2,28 €). **Second tirage :** 6, 22, 37, 45, 46, 47 ; complémentaire : 44. Pas de gagnants pour 6 numéros ; 5 numéros et complémentaire : 104 810 F (15 979 €) ; 5 numéros : 11 450 F (1 745 €) ; 4 numéros et complémentaire : 390 F (59,46 €) ; 4 numéros : 195 F (29,73 €) ; 3 numéros et complémentaire : 34 F (5,18 €) ; 3 numéros : 17 F (2,59 €).

Temps automnal

MARDI. Une vaste zone dépressionnaire est située sur l'Europe occidentale. Il pleuvra ou des averses se produiront sur de nombreuses régions. Seul l' extrême Sud-Est bénéficiera d'un temps assez bien ensoleillé. Les températures resteront très fraîches pour la saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Au lever du jour, le temps sera couvert et pluvieux. Au fil des heures, des éclaircies se développeront. Le ciel restera chargé sur la pointe de la Bretagne. Le vent soufflera jusqu'à 80 km/h le long des côtes de la Manche. Les températures seront comprises entre 16 et 20 degrés.

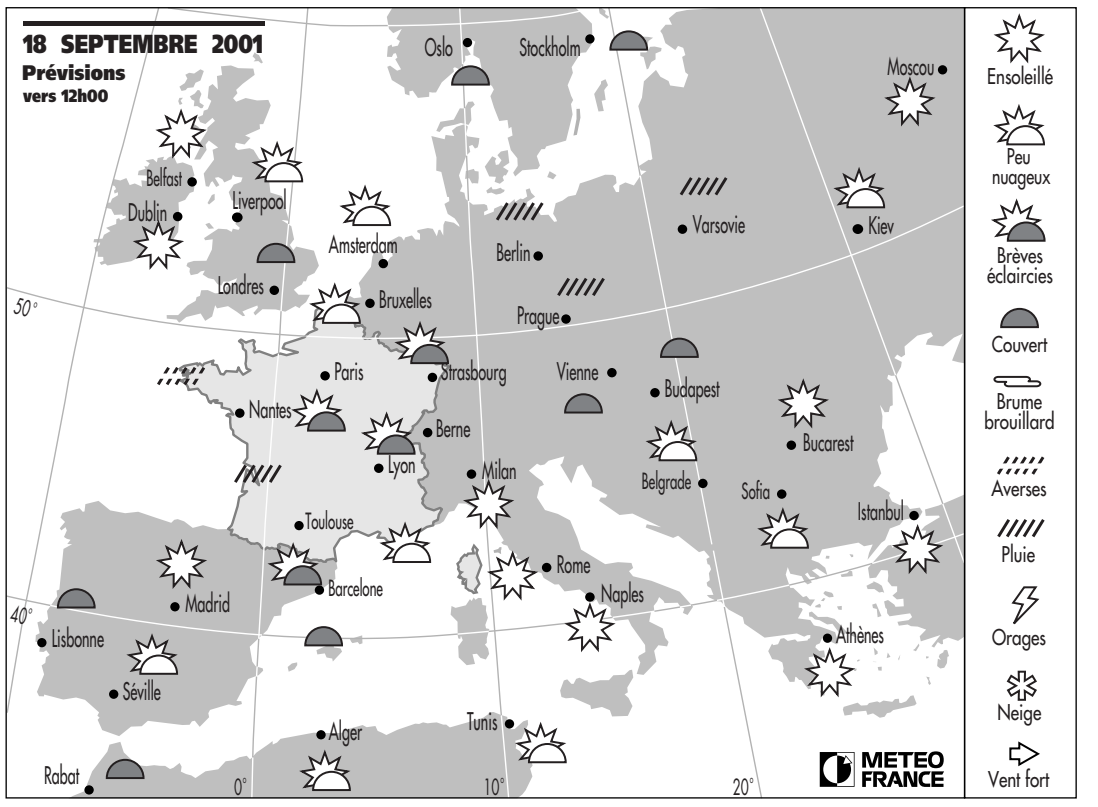
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. En début de matinée, le ciel sera couvert et pluvieux sur l'Ile-de-France et le Centre. Les pluies cesseront dans l'après-midi. Sur les autres régions, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Les températures atteindront 14 à 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Sur ces régions, les passages nuageux seront nombreux et quelques averses se produiront. Les températures de l'après-midi seront comprises entre 12 et 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Sur Poitou-Charentes et le nord de l'Aquitaine, le temps sera maussade avec un ciel couvert et pluvieux. Plus au sud, quelques averses se produiront. Des températures entre 15 et 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les nuages seront présents sur l'ensemble des régions. Il pleuvra sur le Limousin et l'ouest de l'Auvergne. Plus à l'est, quelques averses se déclencheront. Les températures seront comprises entre 13 et 15 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Malgré des passages nuageux, le soleil fera de belles apparitions. Quelques averses se produiront en Corse. La tramontane soufflera jusqu'à 60 km/h le matin. Les températures seront comprises entre 18 et 20 degrés.



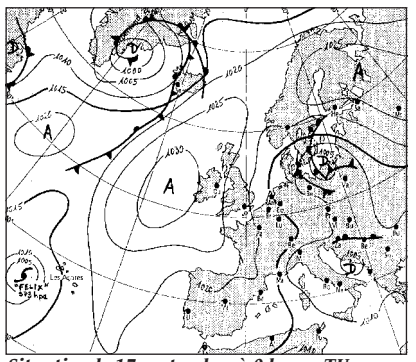
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **VACANCES SPORTIVES.** Le sport en fête au Club Med qui propose des semaines thématiques encadrées par des champions tels que Taïg Khris (roller), à Kamarina (Sicile) et à Sandpiper (Floride), Emily Copeland (wakeboard), à Cancun (Mexique) et aux Boucaniers (Martinique), Robert Teriitehau (funboard) à Sainte-Lucie (Caraïbes), Sandrine Mendiburu (golf) à Da Balaïa (Portugal) et Cap Skirring (Sénégal), et Umberto Pelizzari (plongée en apnée), aux Boucaniers (Martinique). Renseignements au 0-810-810-810, sur Internet (www.clubmed.fr) et dans les agences.

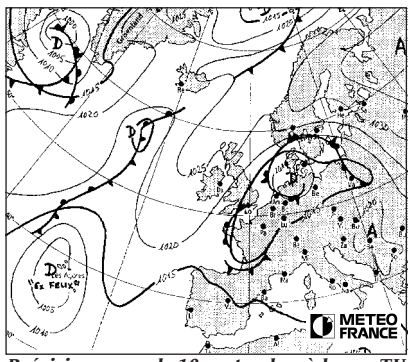
■ **FRANCE.** Le Festival du cheval de Fontainebleau aura lieu du 21 au 23 septembre. Au programme : spectacles, jeux, courses, compétitions sportives avec, en clôture, le dimanche, une fête équestre sur le domaine du Grand-Parquet, au cœur de la forêt.

PRÉVISIONS POUR LE 18 SEPTEMBRE 2001
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	11/19	S
BIARRITZ	9/17	N
BORDEAUX	8/19	P
BOURGES	9/13	P
BREST	10/17	P
CAEN	13/15	S
CHERBOURG	11/17	S
CLERMONT-F.	8/13	P
DIJON	10/12	P
GRENOBLE	6/14	S
LILLE	12/16	S
LIMOGES	7/13	P
LYON	10/15	N
MARSEILLE	11/21	S
NANCY	10/14	N
NANTES	8/18	S
NICE	14/21	S
PARIS	12/16	N
PAU	6/17	N
PERPIGNAN	14/20	S
RENNES	10/17	S
ST-ETIENNE	9/13	N
STRASBOURG	9/15	N
TOULOUSE	8/18	N
TOURS	9/15	C
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	23/30	P
FORT-DE-FR.	24/30	P
NOUMEA	19/24	S
PAPEETE	23/27	P
POINTE-A-PIT.	24/30	P
ST-DENIS-RÉ.	17/25	S
EUROPE		
AMSTERDAM	10/17	S
ATHENES	21/30	S
BARCELONE	12/19	C
BELFAST	9/15	S
BELGRADE	9/15	S
BERLIN	11/13	P
BERNE	5/13	C
BRUXELLES	11/15	S
BUCAREST	16/27	S
BUDAPEST	9/14	C
COPENHAGUE	11/18	C
DUBLIN	7/15	S
FRANCFORT	8/15	C
GENEVE	6/13	P
HELSINKI	14/18	S
ISTANBUL	21/29	S
KIEV	14/24	S
LISBONNE	18/29	C
LIVERPOOL	10/16	S
LONDRES	11/16	C
LUXEMBOURG	8/12	C
MADRID	10/23	S
MILAN	8/21	S
MOSCOU	11/19	S
MUNICH	7/11	C
NAPLES	12/21	S
OSLO	11/15	C
PALMA DE M.	10/23	C
PRAGUE	8/10	P
ROME	10/20	S
SEVILLE	17/28	S
SOFIA	14/25	S
ST-PETERSB.	14/20	S
STOCKHOLM	12/18	C
TENERIFE	22/28	C
VARSOVIE	10/17	P
VENISE	6/18	S
VIENNE	6/12	C
AMÉRIQUES		
BRASILIA	15/27	S
BUENOS AIR.	10/20	S
CARACAS	26/33	S
CHICAGO	15/22	C
LIMA	13/16	C
LOS ANGELES	15/22	S
MEXICO	11/22	S
MONTREAL	12/20	S
NEW YORK	17/26	S
SAN FRANCIS.	13/19	S
SANTIAGO/CHI	5/18	S
TORONTO	14/23	S
WASHINGTON	15/27	C
AFRIQUE		
ALGER	15/26	S
DAKAR	25/30	S
KINSHASA	20/30	S
LE CAIRE	23/32	S
NAIROBI	15/25	C
PRETORIA	14/24	S
RABAT	19/25	C
TUNIS	19/26	S
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	25/36	C
BEYROUTH	24/29	S
BOMBAY	27/31	P
DJAKARTA	28/31	C
DUBAI	29/38	S
HANOI	26/31	S
HONGKONG	26/30	S
JERUSALEM	22/30	S
NEW DEHLI	22/37	S
PEKIN	16/24	S
SEOUL	20/29	S
SINGAPOUR	27/30	P
SYDNEY	15/22	S
TOKYO	23/28	S



Situation le 17 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 19 septembre à heure TU

ASTRONOMIE

Le trou noir central de notre galaxie se laisse apercevoir

*« **EN CHERCHANT** l'œil de Dieu, je n'ai vu qu'un orbite/Vaste, noir et sans fond, d'où la nuit qui l'habite/Rayonne sur le monde et s'épaissit toujours/Un arc-en-ciel étrange entoure ce puits sombre,/ Seuil de l'ancien chaos dont le néant est l'ombre,/ Spirale engloutissant les mondes et les jours ! »* Il n'échappera à aucun astronome que ces vers inquiétants de Gérard de Nerval, écrits il y a plus d'un siècle et demi, décrivent avec une troublante exactitude le trou noir géant creusé au centre de la Voie lactée.

Ce « monstre du milieu », qui aurait un équivalent dans la plupart des galaxies, est par nature invisible puisque, sorte de puits foré dans l'espace-temps, il ne laisse ressortir ni matière ni lumière. Pourtant, quelques signaux provenant de ses abords nous arrivent régulièrement, comme l'a rappelé une équipe américano-japonaise dans la revue scientifique *Nature* du 6 septembre. A l'aide de l'observatoire spatial américain Chandra, ces chercheurs ont détecté une bouffée de rayons X issue du centre de notre galaxie, énergie émise par la matière comprimée et chauffée qui tombe dans le « gouffre ».

D'autres mesures ont depuis longtemps étayé l'hypothèse de ce trou noir. Un nuage de gaz et des millions d'étoiles tourbillonnent autour d'une masse située au centre de la galaxie, tout comme les planètes tournent autour du Soleil. Plus on s'approche du milieu, plus les étoiles en question foncent, en application de la troisième loi de Kepler. D'après Fulvio Melia, chercheur à l'université de Tucson (Arizona), qui commente l'article de *Nature*, les astres les plus proches du centre atteignent *« des vitesses incroyables, jusqu'à 5 millions de km/h. La masse centrale nécessaire pour maintenir ces étoiles sur de telles orbites (juste 7 jours-lumière du centre) équivaut à 2,6 millions de masses solaires »*. Seul un trou noir peut présenter une telle masse.

DEUX HYPOTHÈSES

Comment un tel monstre – qui tient, ajoute Fulvio Melia, *« dans une région pas plus grande que notre système solaire et probablement plus petite que l'orbite de Mars autour du Soleil »* – a-t-il pu se créer ? Le modèle de formation des petits trous noirs (quelques masses solaires), qui résultent de l'effondrement gravitationnel d'une étoile massive en fin de vie, ne suffit pas à expliquer le phénomène. *« En fait,* explique Jean-Pierre Luminet, astrophysicien à l'observatoire de Paris-Meudon et spécialiste de la question, *deux mécanismes sont envisagés. La première idée est qu'un trou noir de masse modeste croisse en absorbant d'énormes quantités de matière pendant plusieurs milliards d'années. L'autre hypothèse fait intervenir l'effondrement gravitationnel non pas d'une, mais d'un amas d'étoiles. »*

Les trous noirs s'avèrent de véritables ogres. Les étoiles qui les environnent vivent dangereusement. La moindre instabilité peut les détacher de leur orbite. Ou bien elles tombent directement dans le trou ou bien elles le frôlent mais, telles certaines comètes dans les parages du Soleil ou de Jupiter, ne résistent pas aux effets de marée que crée l'immense masse et se disloquent. Le gaz ainsi dissipé peut alimenter le disque d'accrétion du trou noir, qui, grosso modo, ressemble aux anneaux de Saturne.

Que verrait l'astronaute téméraire qui tenterait le voyage vers le centre de la galaxie ? Comme l'explique Jean-Pierre Luminet dans son dernier ouvrage, *L'Univers chiffonné* (éd. Fayard, 380 p., 140 F, 21,34 €), dans cette région, *« les images subissent des déformations optiques extraordinaires, dues à la déviation des rayons lumineux au voisinage du trou noir »*. Un observateur qui regarderait Saturne avec un angle de vision un peu au-dessus du plan des anneaux ne verrait qu'une partie de ceux-ci. Aux abords du trou noir dont la masse gigantesque courbe l'espace-temps et donc le trajet des particules lumineuses, tout change. *« Notamment, on aperçoit le dessus du disque dans sa totalité, quelle que soit l'inclinaison du regard*, poursuit Jean-Pierre Luminet dans son livre. *L'arrière du disque n'est pas caché par le trou noir, car les images qui en proviennent sont en quelque sorte relevées par la courbure de l'espace* (...). *Beaucoup plus étonnant, on voit également le dessous du disque gazeux. En effet, les rayons lumineux qui normalement se propagent vers le bas, dans une direction opposée à celle de l'observateur, remontent vers le haut et fournissent une "image secondaire", vision très déformée du dessous du disque. »*

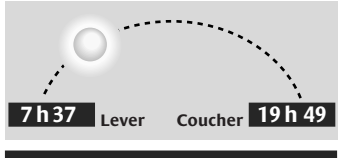
Quant à ce qui se trouve au fond du trou noir, les cosmologistes se chargent de l'inventer. Y a-t-il seulement un fond ? Une des plus belles théories imagine que le bout du tunnel s'ouvre par l'exact opposé du trou noir – une « fontaine blanche » – sur une autre région de l'Univers, voire un autre Univers. Certaines solutions mathématiques prévoient même qu'en empruntant ces « trous de ver » dans la structure de notre monde un voyageur chimérique pourrait... remonter le temps.

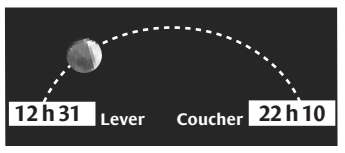
Pierre Barthélémy

Un ancêtre à la dérive dans le halo de notre galaxie

Une équipe d'astronomes du Commissariat à l'énergie atomique, en collaboration avec des chercheurs de l'Observatoire européen austral et des collègues américains du National Radio Astronomy Observatory, vient de reconstituer la trajectoire d'un trou noir de faible masse, a annoncé la revue *Nature* dans son édition du 13 septembre. Situé à 6 000 années-lumière de notre système solaire, cet objet nommé XTE J1118 + 480 constitue vraisemblablement le reliquat d'une grosse étoile, qui dévore petit à petit son étoile-compagnon. L'équipe qui l'a étudié a retrouvé sa trace sur des photographies prises pendant quarante-sept ans au télescope américain du mont Palomar. Elle a ainsi pu reconstituer la trajectoire de ce trou noir, qui se situe non pas – comme la plupart des étoiles – dans le plan de notre galaxie mais dérive dans son halo périphérique. Les chercheurs ont exclu qu'il ait été expulsé du disque de la Voie lactée et pensent que cette étoile morte provient sans doute d'un amas globulaire du halo, né en même temps que notre galaxie, il y a quelque 7 milliards d'années.

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE
• vendredi 21 septembre 2001 (à Paris) •

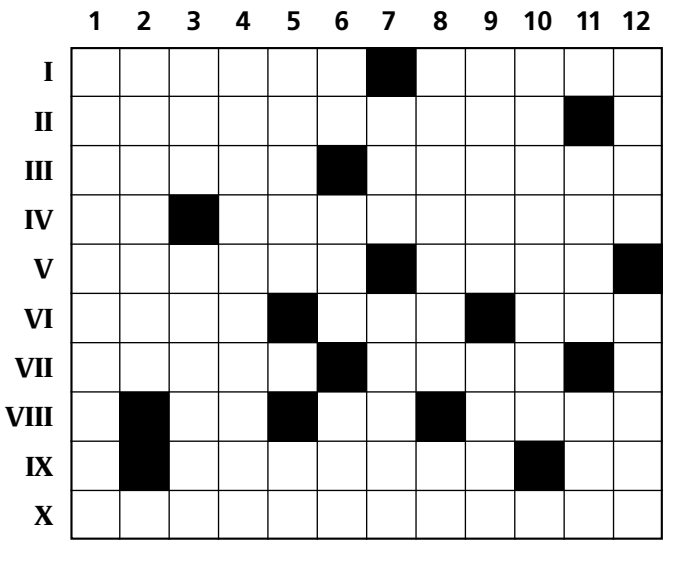




MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 219

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Emporté par la lame. Sa lame attaque au passage. - II. Pour être au courant en toutes circonstances. - III. Trop beau pour être vrai. Fait passer le courant ou... déconnecté. - IV. En France. Agréables à voir. - V. Franchîmes le pas. Equipe anglo-saxonne. - VI. Fournisseur des officines africaines. Pour frapper plus fort sur le terrain. Dans le filet. - VII. Se cache derrière les phrases et les mots. Roi des forêts. - VIII. Résistible dans son ascension. Interjection. Pour tirer la soie à soi. - IX. S'arrange pour que volumes et qualité aillent ensemble. L'argon. - X. Quand les fréquences s'espacent de plus en plus.

VERTICALEMENT

1. Aimerait bien revoir un jour le Mont-Blanc. - 2. Belle aventure. - 3. Joli coup pour celui qui croyait perdre. Prétexter. - 4. Ses feuilles tombent avec le temps. - 5. Singe en Amérique. Support de cadavres. - 6. Extraits de moutarde. Au départ chaque matin. Grecque. - 7. De l'art ou des cochonneries ? Sale coup pour le roi. - 8. Bien rapportée. Ferme le faitout. - 9. Se plaît au bord de l'eau. Laisse une bonne place au hasard. - 10. Grossières en toutes circonstances. - 11. Réservé à l'aïeule. A commencé comme berger. - 12. Descends brutalement. Provisions du percepteur.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 218

Horizontalement

I. Schéma. Tracé. - II. Profilé. Elan. - III. Ou. Fée. Event. - IV. Légat. Boiser. - V. Actions. Se. - VI. Agréent. SO. - VII. Ténu. Kendo. - VIII. Irréels. Os. - IX. Olé. Unie. Dra. - X. Nerveusement.

Verticalement

1. Spoliation. - 2. Crue. Ge. Le. - 3. Ho. Garnier. - 4. Effaceur. - 5. Miette. Rue. - 6. Ale. Ingénu. - 7. Bot. Eis. - 8. Eon. Klee. - 9. Revissés. - 10. Alès. On. De. - 11. Canes. Dorn (nord). - 12. Entreposât.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 240

Le plus court chemin

« POUR *traverser un lac, le plus court chemin n'est pas exactement ce que l'on imagine »*, nous dit un lecteur, Jacques Hennebert. C'est qu'on peut admettre que la surface du lac a la rotondité de la Terre. Par exemple, si l'on tendait une corde entre deux villes nommées A et B, situées au bord du lac L, la corde s'enfoncerait dans l'eau pour atteindre en son centre la profondeur de 1 mètre !

Approximativement, de combien s'enfoncerait la corde tendue entre deux villes C et D situées au bord du même lac mais distantes de trois fois plus que A et B ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 2001

Solution du problème dans *Le Monde* du 25 septembre.

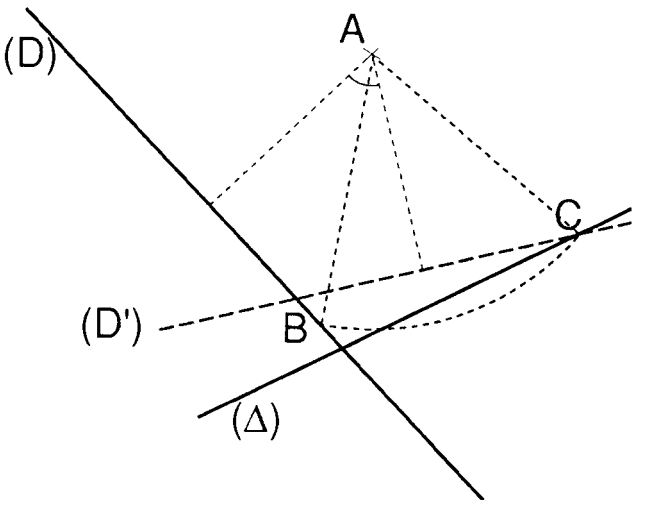
Solution du problème n° 239 paru dans *Le Monde* du 11 septembre.

Si le triangle équilatéral ABC existe, le point C est obtenu à partir du point B par rotation de 60° (ou – 60°) autour de A. Cela nous donne une méthode de construction des deux triangles qui, en général, répondent à la question :

– Premier triangle : on fait pivoter la droite (D) de 60° autour de A. La transformée (D') coupe (Δ) en C. Le point de (D) dont C est l'image est le point B.

– Deuxième triangle : On fait pivoter la droite (D) de – 60° autour de A. La transformée (D') coupe (Δ) en C. Le point de (D) dont C est l'image est le point B.

Dans le cas où (D) et (Δ) et font entre elles un angle de 60°, l'une des deux constructions reste valable. Quant à l'autre, elle ne produit aucun triangle ou au contraire en génère une infinité selon que la distance de A aux deux droites (D) et (Δ) est la même ou pas.



Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde Publicité
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PHOTOGRAPHIE **Beaucoup d'artistes ont tenté de capter New York, la métropole à l'architecture audacieuse, la ville cosmopolite, la cité où se côtoient, sans toujours cohabiter, des communautés aux traditions et aux chances très diverses. ● EN CHOISISSANT la rue pour unique théâtre de ses prises de vue, Helen Levitt, née en 1913, a accompli à partir de 1936 un travail dont on a redécouvert il y a quelques années l'originalité et qui a suscité brusquement l'intérêt du marché. ● L'EXPOSITION que lui consacre le Centre national de la photographie, à Paris, permet de la situer, à travers quelque cent soixante-dix images, dans le courant humaniste de cet art. ● PERSONNALITÉ secrète, cette artiste a suivi son chemin sans théoriser son travail, laissant à l'écrivain James Agee le soin d'en parler et aux commissaires de la rétrospective celui de le faire connaître.**

Comment Helen Levitt a vu le petit peuple des rues de New York

Première rétrospective en France de la photographe américaine, née en 1913, redécouverte il y a peu, l'exposition présentée à Paris, rue Berryer, dévoile une œuvre humaniste, poétique, loin de toute théorie. Plus qu'un témoignage, un regard

HELEN LEVITT. Centre national de la photographie, hôtel de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris-8e. Mo Charles-de-Gaulle-Etoile. Tél. : 01-53-76-12-32. Tous les jours, de 12 heures à 19 heures ; fermé le mardi. 30 F et 15 F (4,6 € et 2,3 €). Jusqu'au 19 novembre.
Catalogue : *Helen Levitt*, textes de Claire Jacquet et de James Agee, 64 p., 75 F (11,43 €).

LAWRENCE MILLER GALLERY

« New York, 1942 ».

L'ambiance était étrange, désolée, dans la soirée du 11 septembre, à l'hôtel de Rothschild, qui abrite le Centre national de la photographie (CNP). C'était quelques heures après les attentats aux Etats-Unis. Des représentants de l'ambassade américaine, attendus pour le vernissage, avaient évidemment annulé leur venue. On inaugurait la première rétrospective en France d'un des grandes photographes de New York, dont l'œuvre est étroitement liée à la vie et à l'histoire de la métropole.

La photographe en question s'appelle Helen Levitt, quatre-vingt-trois ans. Helen qui ?, diront certains. Consacrée au Etats-Unis par une rétrospective, en 1991, au Metropolitan de New York, elle reste méconnue dans notre pays. Jusqu'à cette exposition qui devrait permettre de combler ce décalage.

Pour resituer les choses, citons une déclaration, d'une méchanceté délicieuse, du photographe américain Walker Evans (1903-1975), réputé pour ne pas avoir sa langue dans la poche. Elle accompagnait la petite exposition que le Festival Visa pour l'image de Perpignan a récemment consacrée aux photos couleur de Evans publiées dans le magazine *Fortune*, dans les années 1940-1950 : *« L'important, c'est d'avoir quelque chose d'original, une opinion entièrement personnelle à exprimer. Et je dois dire que les seuls photographes qui ont su tracer une voie entièrement nouvelle, sont moi-même, Henri Cartier-Bresson et Helen Levitt. Les autres ne font que copier quelqu'un. Quel intérêt ? 30 000 photographes ne font que copier. C'est malheureux à dire même si cela me met mal à l'aise d'insulter 30 000 personnes. »*

Helen Levitt est méconnue parce que des esprits étroits ont longtemps snobé une œuvre jugée suspecte parce qu'elle était réalisée uniquement « dans la rue », précisément dans le East Harlem latino et noir de New York, suivant un style intuitif et donc assimilé à un reportage quelconque. Alors qu'il s'agit de tout sauf du reportage.

Levitt est le contraire, aurait pu ajouter Evans, de Margaret Bourke-White (1904-1971), photographe phare de *Life*, qui a contribué à construire le mythe visuel de l'Amérique. Les trois noms cités par Walker Evans sont cohérents : trois propositions qui explorent un style documentaire afin de faire surgir une poésie providentielle ou « pensée » de la rue. Elle est fantastique et surréalisante chez Cartier-Bresson. Elle est constituée d'une multitude de signes propres au paysage vernaculaire américain chez Evans, et vise à définir l'identité d'une nation, divergente de la mythologie.

Au milieu, il y a Levitt, qui capte l'énergie vitale du trottoir new yorkais, à la fois lieu de tensions et d'amour. Elle est aussi celle qui explore le plus l'inconscient, la face cachée, blessée et énigmatique de l'âme humaine, à travers des corps de gamins, qu'elle montre souvent tordus, cassés, disloqués, menacés, et ces visages insouciants et inquiétants, parfois recouverts d'un masque d'Halloween. Ou encore celle qui révèle les graffiti qu'elle découvre sur les murs.

Le travail de Helen Levitt a été redécouvert lors de la Documenta de Kassel, en 1997, où la photographe, dont on a aussi pu voir le remarquable film *In the Street* (projeté au CNP), était associée à Walker Evans, Garry Winogrand, Ed van der Elsken, Robert Adams, Jeff Wall, Marc Pataut ou Patrick Faigenbaum.

L'œuvre a ensuite été vigoureusement prise en main par la galerie Laurence Miller, de New York. Le succès, surfant sur un marché de la photo en expansion, a tourné à plein régime. C'est ainsi qu'au salon Paris Photo, en 2000, un portrait de cinq gamins dans la rue a trouvé preneur à 400 000 francs. Sans doute le marchand bienveillant doit être pour quelque chose dans l'existence récente de grands formats – plus lucratifs – de Levitt sont de dimensions modestes.

Cent soixante-dix photos s'étalent au CNP. A part une quinzaine d'épreuves, la plupart des tirages ne sont pas de l'époque de la prise de vue, mais réalisés dans les années 1980-1990. Ce qui fait perdre un peu de magie aux épreuves mais sans doute les prix d'assurances étaient prohibitifs pour un lieu d'accueil qui, de surcroît, est plutôt habitué à montrer de la photo actuelle et, donc, ne se soucie pas trop de ces nuances. Les images sont classées, non pas chronologiquement (Levitt ne datait pas ses photos) mais par thèmes, dont la clarté, dans les salles, n'est pas toujours évidente.

Peu importe, les images sont là. L'œuvre court de 1936 à 1991, avec une interruption entre 1945 et 1952. La fracture est importante puisque Levitt passe à cette époque à la couleur, à peu près au même moment que Garry Winogrand, dont les remarquables vues en couleurs ont été projetées lors des dernières Rencontres photo d'Arles (*Le Monde* du 5 juillet).

Se déploient donc les petits formats sur New York, la vie dans la rue, les enfants, les graffiti qu'elle entreprend dès 1936 et qu'elle poursuit jusqu'en 1945, le Mexique, la couleur. Pour bien apprécier l'œuvre, il est aussi conseillé de se procurer *A Way of Seeing*, un livre sorti en 1965, réédité plusieurs fois, dans lequel Levitt et l'écrivain James Agee créent un climat violent, notamment par l'agencement précis des images.

> Au spectateur de déchiffrer la chorégraphie des corps, des gestes, des signes, des masques

Helen Levitt est une photographe qui atteint une harmonie rare entre un décor – le New York populaire, cosmopolite et mouvant, avec ses signes urbains –, les gens qui font vivre le décor – essentiellement des enfants – et ce que ces enfants ont dans la tête, leurs « rêves de gosses » – les graffitis dessinés au mur : un gangster, un duel de cow-boys, le drapeau américain, un train, un *« soda = 5 sences »*, un bateau dans cette ville au bord de l'eau.

Comment percer les secrets et mystères d'une communauté ? Sur un graffiti, on peut lire : *« Pressez le bouton, passage secret. »* La préoccupation est centrale. Au spectateur de résoudre l'énigme, de déchiffrer la chorégraphie des corps, des gestes, des signes, des masques.

Le danger, les années passant, est de redécouvrir l'œuvre en l'associant à un New York nostalgique, quand Harlem n'était pas un ghetto et quand les enfants ne consommaient pas de drogue.

Levitt est ailleurs. Il n'y a qu'à prendre ses couleurs, stupéfiantes d'étrangeté et de retenue : une petite fille, qui semble faire pipi dans le caniveau, coincée comme une contorsionniste entre le bitume et une aile menaçante de voiture d'un vert écœurant garée au bord, le visage masqué et mangé par les épaules. C'est bien la ville contemporaine qui est là, avec le rêve américain pour enjeu.

M. G.

James Agee et la chance

Dans un texte publié en 1965 dans le livre* The Way of Seeing *(traduit par Patrick Hersant pour le catalogue de l'exposition), l'écrivain James Agee évoquait le travail de Helen Levitt :

« La tâche de l'artiste ne consiste pas ici à transformer le monde tel que le voit l'œil pour le faire accéder au monde de la réalité esthétique : elle consiste à percevoir la réalité esthétique au sein même du monde réel, et à fixer, fidèlement, sans se laisser troubler, l'instant où ce mouvement de créativité se cristallise avec le plus d'intensité. *(...)*

» Bien des gens, et même certains grands photographes, parlent de la "chance" en matière de photographie, comme s'il s'agissait d'une faiblesse. Et il est vrai que la chance est l'une des grandes forces créatrices de l'univers. La plupart des bonnes photographies, notamment celles du genre rapide et lyrique, sont un combat entre l'artiste et la chance. *(...)* Bien des choses, dans la ville moderne, semblent devoir éveiller, chez l'artiste, une sensibilité aux tensions et aux tristesses des créatures habitant des espaces nus. Ce que nous qualifions de "fantastique" n'est autre que la réalité dans sa vigueur et dans sa grâce dévoilées. »

Claire Jacquet, commissaire de l'exposition

« Elle n'est pas une photographe du bonheur »

CLAIRE JACQUET est, avec Régis Durand, commissaire de l'exposition des photographies d'Helen Levitt. A l'occasion d'un mémoire de maîtrise qu'elle a consacré à son travail il y a une dizaine d'années, elle avait rencontré Helen Levitt dans sa ville de New York, où l'artiste habite toujours.

« On a l'impression que Helen Levitt est une photographe toujours en retrait, qui s'est exprimée rarement.

– C'est vrai. Elle parle peu, n'intellectualise pas, elle n'a jamais écrit ; elle est toujours restée secrète. Quand je l'ai rencontrée, elle était désarmante dans ses réponses. Elle a un foutu caractère, à la fois très sympathique et un peu bourru.

» Elle m'a beaucoup parlé de la peinture de Bonnard et de celle de Vuillard. Il y a quelque chose de l'ordre de l'intime dans ce qui l'intéresse et dans sa façon de raisonner. C'est propre à cette génération de photographes qui ne théorisaient pas leur travail, à l'opposé des conceptuels qui vont suivre.

» Autodidacte, elle commence la photographie à dix-huit ans à peine. Elle s'inscrit à des cours de peinture mais n'y va pas. Son apprentissage et sa pratique se situent en dehors de la faculté. Elle va beaucoup dans les galeries et les musées, et elle est en contact avec de nombreux artistes.

– Lesquels ?

– Elle rencontre très tôt Walker Evans et Cartier-Bresson, à vingt ans environ. On sait que l'exposition de ces deux photographes avec Alvarez Bravo, à la galerie Julien Levy de New York, en 1935, est un déclencheur. En découvrant Cartier-Bresson, elle comprend qu'on peut faire une photo dans la rue qui conserve sa force poétique. Mais elle dit aussi que « HCB » est trop *smart* pour elle, trop élégant.

– Quelle est son approche ?

– Helen Levitt n'a jamais cherché à faire de « belles » images bien composées. Elle ne se situe pas dans cette tradition. En fait, le photographe dont elle s'est sentie la plus proche est Ben Shahn. Et au moment de faire, ensemble, la sélection des photos de l'exposition, elle n'a pas voulu retenir quelques images trop connues, attentive à ce qu'elles ne deviennent pas des icônes.

– Peut-on la qualifier de photographe surréaliste ?

– Certaines images sont imprégnées de surréalisme, les graffitis ou les masques, qui donnent une ambiance fantastique, jusqu'à ses photos des années 1970 quand elle met en avant des objets trouvés dans la rue – une chaussure, un disque déchiqueté. Je pense aussi à un texte de Roger Caillois, intitulé "The Myth of Secret Treasures in Childhood", publié dans la revue *VVV*, en 1942. Mais son travail échappe à l'idéologie surréaliste.

» Plus largement, il n'entre pas dans une forme de réflexion sur l'art. Son attitude est très instinctive. On peut aussi faire des liens entre des graffitis et l'action painting de Jackson Pollock.

» La littérature a également beaucoup compté pour elle ; celle de Flaubert ou celle de James Agee, qui était son ami, et dont un texte accompagne son livre *A Way of Seeing*. Elle était imprégnée de culture noire, de jazz, musique que l'on retrouve dans la bande-son de son film *In the Street*. Elle découvre enfin l'art africain dans l'exposition Cubism and Abstract Art, au Musée d'art moderne de New York, en 1936.

– Quelle est son attitude vis-à-vis de la société, de la politique ?

» De la même façon, si je ne vois pas de dimension politique au sens strict du terme dans son œuvre, elle affiche une résistance radicale. Elle ne répond pas à la commande, ne vend pas ses photos à la presse.

» Elle n'est pas séduite par le photojournalisme ; elle ne le dénonce pas, il n'existe pas pour elle. Elle a fait beaucoup d'assistanat sur des films documentaires, avec Bunuel notamment. Mais elle a vécu de très peu pendant longtemps.

– Tout le travail de Levitt a la rue pour théâtre, parfois animée par des enfants. Comment le situer par rapport à la riche tradition humaniste française de l'après-guerre, de Doisneau à Ronis ?

– Helen Levitt n'est pas une photographe du bonheur. Ni de l'événement – elle privilégie l'avant et l'après – ou de l'anecdote. Il n'y a également rien de mièvre dans sa façon de s'approprier l'espace public.

» Elle montre des vies d'enfants qui se construisent dans le conflit. Ils cherchent leur place, se lancent dans un corps-à-corps avec l'espace. Il y a une indéniable chorégraphie des gestes et des corps.

» Certains enfants adoptent des gestes qui donnent l'impression qu'ils veulent s'envoler, s'extraire de Harlem, même si Levitt montre Harlem à l'époque où le quartier n'est pas encore un ghetto.

– Comment son travail a-t-il évolué par la suite ?

– Elle n'a jamais cessé de travailler dans cette direction, y compris à Mexico, son unique voyage, en 1941, où elle retrouve une population disponible à l'instant.

» Ses photos les plus récentes prolongent son regard, même si elles sont un peu plus désenchantées. »

Propos recueillis par Michel Guerrin

Théâtre de la Ville
DIRECTION GERARD VIOLETTE
PARIS

DU 25 SEPT. AU 13 OCT.
AUX ABBESSES
MADAME KA
NOËLLE RENAUDE
m.e.s. Florence Giorgetti
• une chronique intime aux allures d'épopée pour rire

DU 4 AU 27 OCT.
AU THEATRE DE LA VILLE
SIX PERSONNAGES EN QUÊTE D'AUTEUR
PIRANDELLO création
mise en scène
Emmanuel Demarcy-Mota
traduction François Regnault

01 42 74 22 77
www.theatredelaville-paris.com

Louis Langrée, directeur musical de l'Orchestre philharmonique de Liège

« Mon contrat à l'Opéra de Lyon était régulièrement bafoué »

« Vous arrivez à l'Orchestre philharmonique de Liège alors que vous avez quitté prématurément l'Opéra de Lyon après un conflit avec son directeur, Alain Durel. Celui-ci s'est expliqué publiquement sur ces désaccords tout en vous interdisant alors, par recommandé, d'en faire autant sous peine de "poursuites judiciaires immédiates" (*Le Monde* du 23 novembre 1999). Que pouvez-vous en dire aujourd'hui ?

– J'ai été discret parce que, à la différence du directeur général, j'ai respecté mon contrat, qui impliquait un devoir de réserve. J'avais des rapports d'amitié et d'estime avec Alain Durel lorsqu'il dirigeait le Théâtre des Champs-Elysées à Paris. Mais les fonctions changent parfois les hommes. J'ai décidé de démissionner parce que je ne pouvais plus continuer de transiger sur mes convictions artistiques et de voir mon contrat régulièrement bafoué.

» Lorsque Durel m'a proposé d'être directeur musical, cette fonction était tout autre que celle qui a ensuite été effectivement la mienne. Je me suis trouvé peu à peu confronté à une dilution des pouvoirs, et Alain Durel a appelé un "*conseiller technique*", le chanteur René Massis, qui est devenu par la suite "*délégué artistique*" chargé des distributions. Comment pouvais-je accepter qu'Alain Durel supprime une production d'*Eugène Onéguine* simplement parce que je demandais à auditionner un chanteur qui n'était pas du goût de René Massis ? Comment pouvais-je rester quand Durel affirmait publiquement que j'avais choisi tous les chanteurs qui se produisaient sous ma direction, alors que je n'ai finalement pu entendre les membres de la troupe qu'après leur engagement ? J'ai renoncé à intenter un procès, car une compensation financière ne cicatrise pas une blessure artistique et humaine. Ce qui est désolant, c'est que les forces vives de l'opéra – le personnel technique, administratif et artistique – sont formidables. Ce qui est sidérant, c'est que les tutelles, dont le ministère de la culture et la Ville de Lyon, savent les dysfonctionnements que je dénonce et continuent apparemment de les ignorer. J'espère que cette expérience malheureuse profitera à mon successeur, l'excellent Ivan Fischer. Quoi qu'il en soit, Alain Durel ne peut se permettre une seconde démission...

– Vous avez évoqué le rôle de René Massis, mais il semblerait qu'Inge Theis, compagne d'Alain Durel, ancienne responsable de l'enseignement lyrique à la direction de la musique puis directrice du département vocal au Conservatoire de Paris, soit beaucoup intervenue également...

– Je ne peux vous contredire sur ce point. N'étant pas salariée de l'Opéra de Lyon, elle n'était donc pas tenue au devoir de réserve, ni avant ni après mon départ.

– Ici, à Liège, vous semblez travailler main dans la main avec le directeur général...

– Jean-Pierre Rousseau est un homme de parole et de conviction, mais évite toute situation en porte-à-faux. Lorsque nous nous sommes rencontrés, il m'a dit ce qu'il avait dit à l'orchestre : « *Je suis là pour vous permettre de faire la musique que vous aimez dans les conditions les meilleures.* » Tout se passe comme dans toute maison dirigée comme il se doit.

– Le public ne semble pas encore vous associer à un répertoire symphonique particulier...

– Peut-être parce que suis plus intéressé par des œuvres individuelles que par des périodes, des styles ou des compositeurs. Je préfère chez Mozart la *Quarantième* à la *Jupiter*, chez Beethoven la *Septième* à la *Neuvième,* chez Wagner *Parsifal* à *Tristan,* chez Debussy *La Mer* à *Jeux* (que je ne "sens" pas). Je sais aussi que je ne dirigerai plus Gluck sur des instruments modernes comme je l'ai beaucoup fait par le passé, qu'*Orphée* n'est pas possible joué par des ensembles qui n'ont pas la culture des musiques qui précèdent. Mais je crois en revanche possible de réussir *Les Noces de Figaro* avec un orchestre traditionnel comme avec des instruments anciens. Un orchestre tel que le London Philharmonic Orchestra (LPO), que je dirige régulièrement, sait s'adapter avec une souplesse étonnante à un type de son et de phrasé différent.

– Vous confirmez donc que les orchestres traditionnels ont changé de mentalité face à l'"invasion" des orchestres d'instruments anciens ?

– Ils ont heureusement réagi, et cela profite à la qualité générale de la vie musicale. Mais il existe toujours des orchestres auxquels il faut expliquer que le parcours d'un intervalle de tierce est plus important que les deux notes qui le constituent. En chef invité, je préfère travailler avec peu d'orchestres mais me trouver face à des musiciens parlant le même langage, comme le LPO, la Staatskapelle de Dresde et l'Orchestre de l'Age des lumières.

– L'Orchestre philharmonique de Liège vous donne-t-il ce type de satisfaction?

– Absolument. Lors d'un de nos premiers concerts, nous avons donné une formidable *Onzième symphonie* de Chostakovitch. Je crois que cela restera une expérience mémorable pour eux comme pour moi. J'ai trouvé d'excellents musiciens désireux de progresser ensemble. Il y a certes du travail à effectuer, notamment par pupitres séparés, un répertoire nouveau mais basique à installer. Les cordes jouent avec une pâte et un engagement rares. Nous avons quelques merveilleux solistes, comme notre nouvelle flûte solo, et d'autres postes vont être progressivement renouvelés. L'OPL progressera en alternant des programmes avec des œuvres difficiles, comme *Pelléas et Mélisande*, de Schoenberg, et des pièces que la formation joue naturellement et depuis longtemps. Il faut aussi retravailler le répertoire classique, hygiène de tout orchestre. En tout cas, nous sommes déjà heureux de notre premier disque, en compagnie de la violoncelliste Anne Gastinel, dans le *Concerto* de Schumann. Il sort dans quelques semaines chez Naïve. J'en suis, nous en sommes fiers. »

Propos recueillis par Renaud Machart

GERARD ANSELLEM

« J'ai renoncé à intenter un procès car une compensation financière ne cicatrise pas une blessure artistique et humaine. »

DÉPÊCHES

■ **ATTENTATS : le Tivoli de Copenhague, troisième parc à thèmes d'Europe, a annulé vendredi 14 septembre un concert avec le groupe danois d'origine immigrée Outlandish,** à la suite de menaces anonymes et en raison de la situation tendue après les attentats aux Etats-Unis. Outlandish est une formation de hip-hop très populaire, composée d'immigrés du Maroc, du Honduras et du Pakistan, et jouant d'instruments arabes. Le Danemark abrite environ 170 000 musulmans (3 % de la population), dont environ 25 000 d'origine arabe. – *(AFP.)*

■ **Le Metropolitan Opera de New York a annoncé deux soirées spéciales au bénéfice *« des victimes, des familles et des sauveteurs »* liés à l'attentat du World Trade Center de New York.** Les chanteurs Deborah Voigt, Placido Domingo et Roberto Alagna, entre autres, participeront à deux concerts, les 22 et 24 septembre, dirigés par le chef d'orchestre James Levine. On estime que les recettes de la soirées, incluant un don initial de la Deutsche Bank, devraient atteindre plus de 2 millions de dollars (2,17 millions d'euros).

■ **VOL : un tableau du peintre et dessinateur autrichien Egon Schiele** (1890-1918) a été volé par un visiteur du musée consacré à l'artiste et situé à Cesky Krumlov (République tchèque, Bohême du sud), a annoncé vendredi 14 septembre une porte-parole de la police locale. Daté de 1912, *Eglise et maison* a été dérobé jeudi. Maître de l'expressionnisme, Egon Schiele a fait entre 1910 et 1917 plusieurs séjours à Cesky Krumlov, ville natale de sa mère. – *(AFP.)*

■ **ART : le château de Malbrouck à Manderen (Moselle) accueille jusqu'au 16 décembre 2001 le *Saint Marc et saint Marcellin conduits au martyre,*** de Véronèse. Le tableau du peintre italien est une huile sur toile actuellement exposée à la Maison de Rubens à Anvers (Belgique).

■ **PRIX LITTÉRAIRES : la première sélection du prix Médicis étranger** comporte huit titres : *La Noce du poète*, d'Antonio Skarmeta (Grasset) ; *Les Turbans de Venise*, de Nédim Gürsel (Seuil) ; *Disgrâce*, de J.-M. Coetzee (Seuil) ; *Sourires de loup*, de Zadie Smith (Gallimard) ; *La Femme de John*, de Robert Coover (Seuil) ; *Les Danseuses mortes*, d'Antonio Soler (Albin Michel) ; *Les Sombres Feux du passé*, de Chang Rae Lee (L'Olivier) ; *N'entre pas si vite dans cette nuit noire*, d'Antonio Lobo Antunes (Bourgois). La liste publiée dans *Le Monde* du 15 septembre était incomplète.

■ **EURE-ET-LOIR : le projet de l'humoriste Dieudonné M'bala M'bala de transformer une ferme de Vert-en Drouais,** près de Dreux (Eure-et-Loir), en salle de musique avec restaurant a été abandonné, et les lieux sont en vente, révèle vendredi 14 septembre le quotidien *La République du Centre.* Cette ferme avait été achetée au début de l'année 1999. Dieudonné, trente-quatre ans, né de mère bretonne et de père camerounais, avait l'intention d'y promouvoir le métissage culturel ainsi que l'art africain et sud-américain. La demande de permis de construire avait entraîné une vive réaction de la population, dont le dixième, soit 120 habitants, avait dénoncé *« un lieu à risques ».* Candidat à l'élection présidentielle de 2002, dans *« le courant d'action de Coluche »,* Dieudonné, habitant de la région, avait obtenu 7,7 % des voix aux législatives de 1997. – *(AFP.)*

Une « Shéhérazade » de rêve à Bruxelles

UNE BARQUE SUR L'OCÉAN, SHÉHÉRAZADE, RAPSODIE ESPAGNOLE, de Maurice Ravel. POÈME DE L'AMOUR ET DE LA MER OP. 19, d'Ernest Chausson. Par Alexia Cousin (soprano), Orchestre philharmonique de Liège et de la communauté Wallonie-Bruxelles, Louis Langrée (direction), Palais des Beaux-Arts, Bruxelles, le 13 septembre. OPL, 25, boulevard Piercot, B-4000 Liège. Tél. : 00-32-4-220-00-00.

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

Le jeune chef français Louis Langrée (né en 1961) est resté quelques années dans le rôle relativement effacé de pianiste, de répétiteur puis de chef assistant. Tandis qu'on lui confiait à trente ans les rênes du discret Orchestre de Picardie, les invitations à l'étranger se multipliaient, au concert comme à l'opéra, où il est particulièrement apprécié. Après un intermède fâcheux à l'Opéra de Lyon, où il a quitté, il y a un an, son poste de directeur musical, voici un nouveau Louis Langrée. Toujours musicien subtil et raffiné, mais capable d'un engagement, d'un lyrisme, d'une vigueur dont on le croyait quelque peu manquer, il y a quelques années, dans le répertoire symphonique.

Après l'avoir entendu à la tête de l'Orchestre philharmonique de Liège, dans ce programme exigeant, le premier de sa première saison en tant que directeur musical, on est à présent certain de tenir là un chef de premier plan, capable de tenir ses troupes, de les faire travailler avec une précision résolue (à l'occasion d'un reportage, nous avons pu l'entendre répéter minutieusement la difficultueuse *Barque sur l'océan*, de Maurice Ravel) et, parvenu au concert, leur lâcher la bride pour qu'elles retrouvent le plaisir de jouer, de donner, de se donner.

Moment d'une rare beauté que cette *Shéhérazade* de Ravel, où les tréfonds sourdement érotiques de l'œuvre prenaient des couleurs orchestrales d'une beauté mystérieuse, tandis qu'Alexia Cousin, stupéfiante de maturité et de naturel, en distillait le message poétique. On connaissait les aigus de stentor de la jeune cantatrice d'à peine vingt-deux ans, fameuse pour ses incarnations de rôles lourds ; on a découvert son beau médium, sa diction soigneuse, son intonation impeccable, sa belle musicalité.

La *Barque sur l'océan* soulignait les faiblesses individuelles de certains pupitres de l'OPL, mais la *Rapsodie espagnole*, vénéneuse et cambrée à souhait, était un vrai bonheur.

R. Ma.

Le renouveau dans la « dignité collective » de l'OPL

LIÈGE
de notre envoyé spécial

Le chef belge Pierre Bartholomée, directeur musical depuis 1977 de l'Orchestre philharmonique de Liège, n'aura attendu ni la retraite qu'il devait bientôt prendre ni le quarantième anniversaire de l'orchestre, fondé en 1960 : excédé par les relations orageuses qu'il entretenait avec Paul-Emile Mottard, membre influent de son conseil d'administration, par ailleurs homme politique (conseiller provincial PS) et chargé des subsides de l'orchestre, il devait, en pleine saison 1999, claquer la porte, après que les musiciens ne lui eurent pas unanimement apporté leur soutien.

Pierre Bartholomée était le premier des quatre patrons de l'OPL (dirigé successivement par Fernand Quinet, Manuel Rosenthal et Paul Strauss) a avoir su lui donner une renommée dépassant largement les frontières belges. L'Orchestre du Théâtre de la Monnaie de Bruxelles mis à part, l'OPL est en fait le seul orchestre symphonique belge aujourd'hui connu internationalement, notamment grâce à une politique artistique en faveur des œuvres rares et de la musique du XXe siècle, très prisée par Bartholomée, lui-même compositeur. Le dernier concert important de l'OPL à Paris (*Le Monde* du 29 avril 1997) présentait une création de Denis Pousseur, un concerto pour violon de Jean Martinon et la *Sixième Symphonie* de Charles Tournemire !

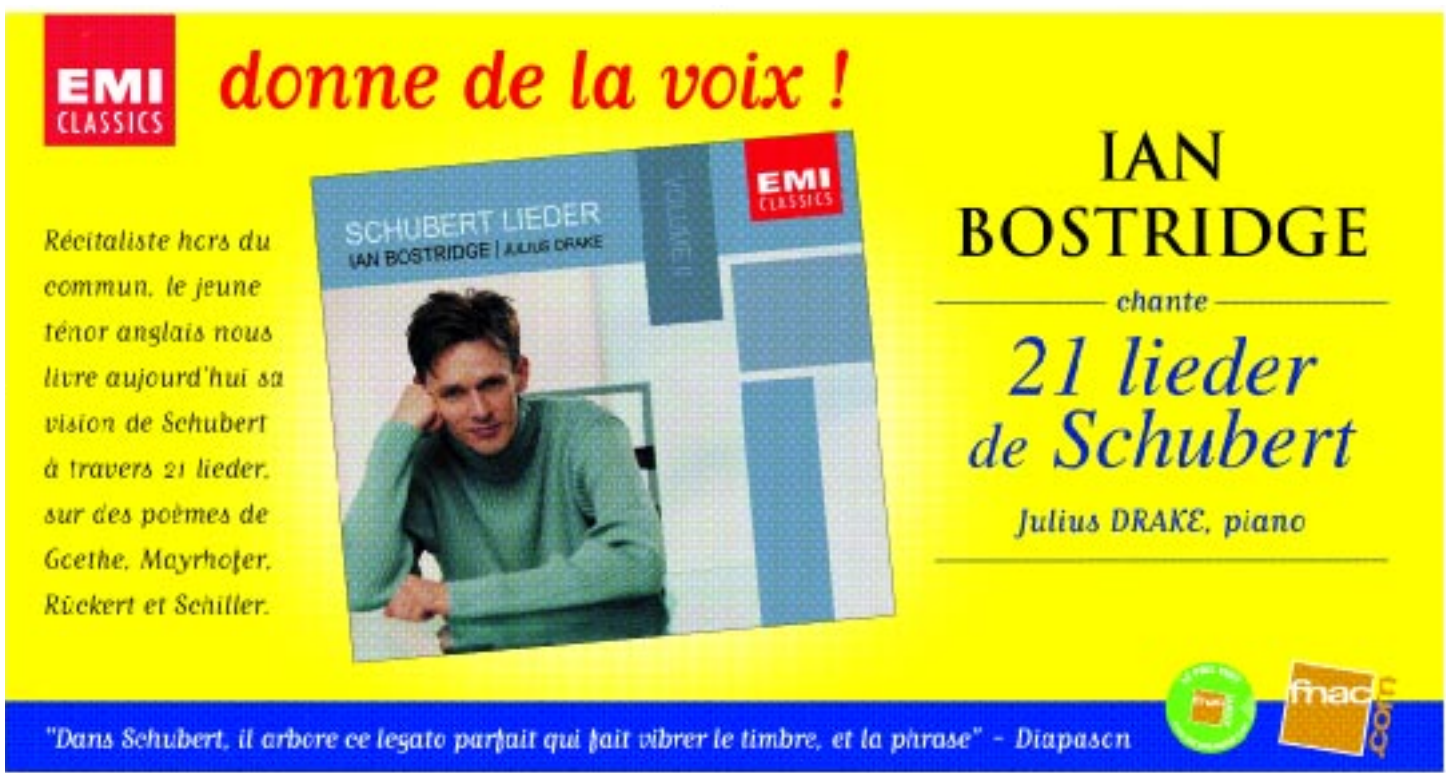
Après le départ de Pierre Bartholomée, le conseil d'administration de l'OPL confiait la fonction de directeur général, laquelle n'existait pas jusqu'alors, au Français Jean-Pierre Rousseau, prédécesseur de Pierre Bouteiller à la tête de France-Musiques. *« Chacun était conscient que Pierre Bartholomée avait fait énormément pour la reconnaissance de l'OPL, qu'il laissait l'orchestre dans une excellent état, mais vingt-deux ans passés à sa tête, c'est peut-être un peu long,* s'interroge Jean-Pierre Rousseau. *Cela a été un événement triste, mais une partie des musiciens y a vu l'occasion d'un changement de cap. Lorsque je suis arrivé, j'ai été frappé par la remarquable mentalité de l'orchestre, un cas très rare de ce que j'appelle le sentiment de "dignité collective", une envie commune de participer à l'obtention d'un beau résultat artistique. »*

« DIX SEMAINES DE PRÉSENCE »

Rousseau a eu la délicate tâche de trouver un directeur musical pour les mois qui suivaient. *« Ayant entendu à plusieurs reprises Louis Langrée et apprenant ses difficultés à l'Opéra de Lyon, j'ai pensé qu'il pourrait être intéressé par ce poste. Il a quarante ans, de l'expérience dans des domaines musicaux divers, du charisme. Je l'ai invité à diriger l'OPL. Ils se sont cherchés, puis trouvés, comme l'a vite confirmé une* Septième *de Beethoven d'anthologie. Louis n'a pu se libérer que six semaines cette saison, mais en 2002-2003, en sus des tournées et des disques, il assurera dix semaines de présence à Liège. »*

L'arrivée de deux Français à la tête de cette institution belge aurait-elle fait grincer quelques dents ? *« Lorsque je me suis présenté à ce poste, on m'a demandé pourquoi je voulais m'enterrer "dans ce trou qu'est Liège" ! C'est le charme, mais aussi la faiblesse des Belges, que de se sous-estimer et de pratiquer l'autodérision... Ils ont mille qualités, et Liège est une ville beaucoup plus passionnante qu'elle n'en donne l'impression au premier abord. Louis et moi avons été accueillis à bras ouverts par l'équipe, l'orchestre, le public et la presse. »* Accompagnant ce renouveau décisif, Jean-Pierre Rousseau et Louis Langrée ont la chance d'inaugurer la fameuse salle du Conservatoire (aujourd'hui appelée « salle philharmonique »), superbement restaurée, et de s'offrir un luxe simple mais jalousé par beaucoup de formations : celui de pouvoir faire répéter un orchestre dans le lieu même où il donne ses concerts.

R. Ma.



Identification, en Sicile, d'un triptyque du peintre flamand Van der Weyden

LE TRIPTYQUE ornant l'autel de la Chiesa Madre de Polizzi Generosa, dans les environs de Palerme, en Sicile, a été attribué vendredi 14 septembre au maître flamand Rogier Van der Weyden (vers 1400-1464) par les autorités culturelles de la région. Une cordelette formant les lettres R et V et deux petits couteaux sont dessinés au pied d'une sainte figurant sur le tableau. Mgr Crispino Valenziano, membre de la commission pontificale des biens culturels de l'Eglise, estime avoir résolu l'énigme qui entourait cette œuvre. *« Le père du peintre était un artisan qui fabriquait des couteaux et, donc, ce signe semi- cryptique ne serait pas autre chose que la signature de Rogier, fils du coutelier »,* a-t-il expliqué. Rogier Van der Weyden (Rogier de La Pasture), né à Tournai et décédé à Bruxelles, fut considéré à son époque comme le plus grand peintre flamand avec Van Eyck. Il a voyagé à la fin de sa vie à travers l'Italie, travaillant pour la famille d'Este. Cet élève de Campin reçut aussi des commandes des ducs de Bourgogne Philippe le Bon et Charles le Téméraire. Plusieurs de ses œuvres, essentiellement à caractère religieux, ont leur place dans les plus grands musées européens, notamment la galerie des Offices de Florence, en Toscane, ou à Anvers, Londres et Vienne. Ses œuvres, non signées, n'ont pu être attestées par des documents contemporains. Seuls des écrits postérieurs ont permis de les identifier.

Tennessee Williams dans le cercle de l'enfermement familial

Irina Brook met en scène « La Ménagerie de verre », pièce la plus autobiographique du dramaturge américain

LA MÉNAGERIE DE VERRE, de Tennessee Williams (Editions théâtrales, traduit par Jean-Michel Déprats, 94 p., 13,40 €, 88 F). Mise en scène : Irina Brook. Avec Serge Avedikian, Romane Bohringer, Samuel Jouy, Josiane Stoleru.
THÉÂTRE DE L'ATELIER, place Charles-Dullin, Paris-18e. Mo Anvers. Tél. : 01-46-06-49-24. De 7,62 € (50 F) à 38,11 € (250 F). Du mardi au samedi à 20 h 30. Samedi, à 17 heures, et dimanche à 15 h 30.

Journal de Tennessee Williams. 1942. Il note *: « Ma vie a été une succession d'évasions physiques et psychologiques, plus miraculeuses encore que toutes celles de Houdini. Je dois vivre le paradoxe d'être à la fois dur et sensible. »* Deux ans après ces lignes, *La Ménagerie de verre,* son premier grand succès à Broadway et sa pièce la plus autobiographique, s'inscrit dans le lieu de l'évasion première : le cercle de l'enfermement familial (père brutal, mère possessive, sœur schizophrène qu'il adore et que la mère fera lobotomiser).

Du personnage du père, Irina Brook imagine quelques secondes filmées. Enregistrées à la faveur d'un coup de foudre. Un beau gosse surgit d'un halo muet. Gueule d'un hâbleur, joueur, buveur, enfui sur un rivage mexicain, comme le fera parfois Tennessee Williams. Devant ce père pesant d'absence, les restants tirent chacun dans une direction différente. La mère, Amanda, ressasse son passé. La fille, Laura, infirme, s'emmure dans l'autre cercle – vinyles et collection d'animaux de verre soufflé. Tom, le fils, caresse un futur qui ne serait plus celui du bar-cinéma d'en face.

A l'étroit dans un appartement minable de Saint Louis (Missouri), ils sont coupés du monde. Plongés par la mère dans la glu d'une courtoisie d'un autre âge et d'une autre condition. Celle d'un Mississippi venu déborder dans les tonalités boue séchée des murs et des meubles. L'espoir d'une délivrance de ce *« trou à rats »* passe par un homme providentiel. Un *« galant »* qui apurerait les comptes et mécomptes familiaux. Jim, collègue de Tom et brave gars compréhensif, ne saurait faire illusion. Les rêves chevaleresques n'ont plus cours. Reste le sauve-qui-peut.

BALLET D'OMBRES

Nous devons le récit à Tom. A son besoin de revenir sur les traces de son évasion. Il est en avance au rendez-vous. Attendant sagement les spectateurs avant de lancer son histoire. Il la commente. Il se commente. En *« émissaire du monde de la réalité »* qui griffonne ses poèmes dans les coulisses, sur les cartons à chaussures de l'entreprise, où il s'assomme pour payer le loyer.

Irina Brook s'est laissé guider par son regard. Par son incommensurable affection envers ce monde qu'il invoque, convoque et rejoint, pour nous. Relançant un ballet d'ombres qui prennent consistance en passant au-devant d'un mince tulle de scène. Avant de disparaître comme elles sont venues, dans le rembobinage du film, une fois soufflée la mèche d'une bougie.

Ménagerie-manègerie : les ressorts de la boîte à souvenirs sont remontés de maîtresse main, lançant relançant les quatre acteurs sans défaillances. Serge Avedikian (Tom) n'a rien d'un rêveur évanescent. Puissance terrienne décalée. Pour un oui colères adolescentes, pour un non accès de tendresse. *« Dur et sensible »* en un seul tenant. Comme son modèle. De sa sœur, celui-ci s'attristait de voir *« les pétales de son esprit repliés par la peur »*. Romane Bohringer (Laura) est la peur. Et la honte. Ses muscles, littéralement vitrifiés, forment carapace de verre. Irradiant sa souffrance. Josiane Stoleru est cinéma permanent et grand tralala, autant en emporte le temps, détresse gaie rebondissant en affliction bouffonne. A ce trio hors normes le jeune Samuel Jouy (Jim) apporte sa fraîcheur, en toute simplicité.

Jean-Louis Perrier

Impasse à quatre voix à la biennale Alternative lyrique

ALTERNATIVE LYRIQUE. *Ce soir, Gala* (création). Spectacle musical de Richard Dubelski. Avec Frédérique Wolf-Michaux (contralto), Françoise Pelherbe (flûte), Monsif Ihsane (percussions) et François Marillier (percussions). Le 13 septembre. Prochaine représentation le 17 à 19 heures. Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. *Khoom et autres pièces,* opéra de chambre pour soprano, quatuor à cordes, percussions et cor. Musique de Giacinto Scelsi. Conception et mise en scène : Christine Dormoy. Avec Christine Dormoy (soprano), Géraldine Keller (soprano), Agatha Mimmersheim (soprano), Chris Martineau (soprano, violon alto), Marie Faure (mezzo-soprano), Marc Depond (percussions et voix), David Kumer (cor), Quatuor Parisii. Production Compagnie Le Grain, Conservatoire national supérieur de musique de Paris, le 13. Autre spectacle : *Kantan and Damask Drum* (création française), d'Alexander Goehr, Parquet de bal, le 17 à 21 heures. De 30 F à 110 F (de 4,5 € à 16,7 €). Tél. : 01-40-03-75-75.

Née en 1999 pour exposer, le temps d'un festival, l'activité de jeunes compagnies européennes plus ou moins affiliées au théâtre musical contemporain, la biennale Alternative lyrique fonde sa seconde édition sur le mélange des genres.

Sont, en effet, à l'affiche sur le site de La Villette (jusqu'au 18 septembre) et au Théâtre Nanterre-Amandiers (les 18 et 19) des productions, souvent nouvelles, d'œuvres revendiquant des concepts aussi peu définis que ceux de « *musique-installation* » (*Girando la giraffa*, de Jacques Rebotier), « *concert-visualisé* » (*From the Grammar of Dreams*, de Kaija Saariaho), ou « opéra de rue » (*BendelSchlemihl*, de Lucia Ronchetti).

LE B.A.-BA D'APERGHIS

L'hybridation concerne également *Ce soir, gala*, spectacle musical de Richard Dubelski donné en création pour l'ouverture du festival. On y découvre quatre musiciens-acteurs engagés dans une représentation de pseudo-music-hall où le sensationnel doit le disputer à l'exotique. Plus fort que « *le combat de la femme à barbe avec l'homme sans scrupules* », à ce qu'il paraît ! En réalité, un besogneux enchaînement de numéros au potentiel musical plus que limité. Les incrongruités sonores produites par « *l'énigmatique Emma* » (Françoise Pelherbe), « *l'adorable Dora* », le prince Miloud (Monsif Ihsane) et Rémi (François Marillier), le M. Loyal du spectacle, ne masquent pas l'absence de métier du compositeur.

Richard Dubelski ne s'est pas débarrassé des tics de jeunesse que l'on avait remarqués en 1994 dans *Impasse à sept voix*, et *Ce soir, gala* constitue tout bonnement une impasse à quatre voix. Pis. Venu au théâtre musical en tant qu'interprète privilégié de George Aperghis, Dubelski semble incapable d'imaginer une phrase rythmique ou phonétique sans rappeler le b.a.-ba de son maître. *Ce soir, gala* rapporte « *que Dieu a laissé un vide et la Création a pu avoir lieu* ». Aperghis n'en a peut-être pas laissé, et la création de Dubelski a un problème.

Le mystérieux Giacinto Scelsi (1905-1988), lui, a laissé des abîmes à combler dans (et autour de) ses partitions, rédigées, dit-on, par un copiste. Pour un interprète qui veut faire acte de création, cette musique est bien plus qu'un fonds de commerce où exploiter des recettes. La Compagnie Le Grain, dirigée par Christine Dormoy, l'a une nouvelle fois démontré avec un magnifique agencement de treize pièces de Scelsi à la manière d'un opéra de chambre que le compositeur n'aurait livré que par fragments sans liens apparents.

Dès le prologue exposé dans le noir par le quatuor Parisii, on est gagné par un engourdissement transcendantal qui vaut aux sons une perception comme à travers les âges, avec source immémoriale, fixation tonale et projection spectrale. Un même vertige spatio-temporel accompagne le parcours des chanteuses de la compagnie, qui excellent dans l'incantation voyageant entre hier et aujourd'hui.

Pierre Gervasoni

La magie noire et blanche de Bernard Dufour

BERNARD DUFOUR, « Figures de femmes nues autour de quelques fétiches de magie africaine ».
GALERIE LE RIRE BLEU, 4-6, rue d'Anjou, 46100 Figeac. Tél. : 05-65-50-05-39. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 19 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 23 septembre.

RODEZ
de notre correspondant

Bernard Dufour, haute et droite silhouette, œil bleu glacier, cheveux d'écume et tempétueux, est sorti de son mas aveyronnais et de sa réclusion caussenarde. Sorti de l'atelier, où seul le tutoiement des corps paraît en mesure de rompre le silence. Une fois encore, le peintre se met à nu, tout tabou levé, pour livrer à la galerie d'art contemporain Le Rire bleu, à Figeac (Lot), en voisin, une judicieuse association de ses peintures, « Figures de femmes nues », et de quelques fétiches de magie africaine dont il est collectionneur.

Serge Rolland-Voirol, directeur artistique et président de la galerie, visitant la maison de Dufour, a eu l'idée d'instaurer ce juste dialogue entre les objets qui peuplent le quotidien de l'artiste et sa peinture. Mais certains liens ne deviennent évidents qu'une fois tissés. En cela le galeriste peut heureusement entrer en création.

Car enfin, ces femmes aux sexes épais, buissonnants et endeuillés, ouvertes, offertes, débordant de seins et de hanches, appartiennent-elles au même rituel que telle calebasse de guerre bamoum, franchement phallique, ou tel crâne de chimpanzé, résolument mortifère ? Certainement, car le terme de « rituel » se trouve au centre même des préoccupations esthétiques de Dufour, où se mêlent l'amour et la mort : dans la photographie vécue comme un sacrifice de la femme-modèle (sinon du cœur, au moins des sens) dont il observe que *« l'instantanéité figure la mort »*, jusqu'à guillotiner son sujet ; dans l'acte de peindre ensuite, qui ressuscite cette femme. *« La peinture,* dit-il, *est différente de la photographie, on est ailleurs, le rapport vie-mort n'existe plus, alors je rétablis le visage et ses traits. »*

SEXE ET FINALITÉ

Les « fétiches de nègres », selon le mot de Rousseau repris par l'artiste, font écho à tout cela. Ils sont nés du bois, de la terre, de l'os, du poil, parfois roulés de tissu souillé par quelque coulure organique.

La toile de Dufour, magie noire et blanche (la couleur, violente, ne vient qu'en visiteuse passagère), est pétrie de cette même chair et de ces jus sacrificiels. Ainsi apparaissent, dans un refus d'ouvrir son atelier à des modèles professionnels – parce que *« toujours les peintres ont entretenu avec ces modèles les mêmes rapports qu'ils entretenaient avec une pomme »* –, les personnages de femmes, compagnes ou amantes ; Martine, Laure, Baùbo, qui furent à l'origine de son monde, à l'origine du monde. On ne passera pas, en effet, dans les vingt dernières années de Bernard Dufour exposées ici, sans penser à la peinture de Courbet, mais, tandis que celui-ci découvre la femme originelle, Dufour, lui, plaide ouvertement la part du sexe et la finalité.

Du Rire bleu, le peintre lance comme une prophétie : *« Personne ne sortira d'ici* [du ventre de la femme ?] *vivant. »* Et au mieux quittera-t-on cette *Cohue de Laure »*, titrant une œuvre, avec du bleu à la peinture noire de l'âme.

Elian Da Silva

CONCERTS

Auditorium du Louvre
Mercredi 19 septembre à 20h
Robert Holl, basse
Oleg Maisenberg, piano
Scriabine, Rachmaninov
Borodine, Tchaïkovski
Jeudi 20 septembre à 12h30
Tel Aviv Trio
J. Haydn, Mendelssohn, Keren
LOC : 01 40 20 84 00

cité de la musique
musée, concerts, centre d'information
Mahler experience
Sir R. Norrington, dir.
Orchestra of the Age of Enlightenment
concert - atelier
29 septembre > 16h30
R. Wagner et A. Bruckner
29 septembre > 20h
G. Mahler Symphonie n°1
30 septembre > 16h30
www.cite-musique.fr
01 44 84 44 84

SORTIR

PARIS

Le Marchand de Venise
Andrei Serban met en scène la pièce de Shakespeare la plus *« populaire en Israël aujourd'hui »* et à la fois la *« plus souvent montée dans l'Allemagne nazie »*, selon Jean-Michel Déprats, le traducteur. *Le Marchand de Venise,* écrit entre 1594 et 1598, entre au répertoire de la Comédie-Française. Cette *« comédie romanesque »* est servie notamment par Andrzej Seweryn (Shylock, le juif usurier), Michel Favory (Antonio, ami et garant de Bassanio, ennemi de Shylock), Laurent Natrella en alternance avec Christian Gonon (Bassanio, le prétendant de Portia) et Clotylde de Bayser (la riche Portia)... Elisabeth Swados signe la partition musicale.
Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris-1er. Mo Palais-Royal. Du 15 septembre au 31 décembre. 20 h 30, les 15, 17 et 18. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 200 F ; 60 F (tarif jeunes dernière minute) .

Kalyi Jag
Fondé en 1973, Kalyi Jag est l'un des groupes les plus convaincants de tous ceux défendant l'identité tsigane en Hongrie. Il a été monté à l'initiative de Gustav Varga, qui eut en outre l'idée d'ouvrir un club pour la culture tsigane, proposant des cours de chant et de littérature roms. Pour son passage au Divan du monde, au-delà d'un simple concert, Kalyi Jag promet également à tous les volontaires une initiation à ses danses.
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris-9e. Mo Pigalle. 20 heures, du 18 au 22. Tél. : 01-44-92-77-66. 90 F et 110 F.

Around Hitchcock, Psychoses et Eventreurs
De *Pulsions* (Brian De Palma, 1980) à *Rosemary's Baby* (Roman Polanski, 1968) en passant par *Psychose III* (Anthony Perkins, 1986) ou encore *Meurtre par procuration* (Freddie Francis, 1964), ces films doivent tous quelque chose à Alfred Hitchcock. Le Centre Pompidou a bâti autour de deux chefs-d'œuvre du maître du suspense – *L'Eventreur* (1926) et *Psychose* (1960) – un cycle de vingt six films allant du *« remake »* au *« Hitchcock like »*, en passant par la*« parodie »* et les *« suites »*. Inédits en France (*Phantom Fiend*, de Maurice Elvey ; *Man in the Attic*, de Hugo Fregonese) et raretés sont à l'affiche. Avec, cerise sur le gâteau, Brian De Palma en personne le 24 à 20 h 30 .
Centre Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris-4e. Mo Rambuteau. Jusqu'au 24. 14 h 30, 17 h 30 et 20 h 30 (cinéma 1) ; 12 h 30, 17 heures et 20 heures (cinéma 2). Tél. : 01-44-78-12-33. 20 F et 27 F.

GUIDE

CINÉMA-FESTIVAL

Initiation au regard
Initiation au regard se veut un *« espace de paroles »* et un *« lieu de confrontation constructive sur l'image »*. Pendant deux jours et à l'occasion du séminaire national consacré à l'éducation à l'image, professionnels du cinéma, spécialistes, enseignants et jeunes échangeront leurs savoirs et leurs points de vue. Organisé par Le Volcan, scène nationale du Havre, et L'Eden, cinéma de la ville portuaire, ce colloque propose en alternance, avant-premières (le 18, en présence des réalisateurs Serge Lalou et Marie Vermillard), projections de films faits par des enfants venus de toute la France, concerts, conférences et tables rondes.
Le Havre (Seine-Maritime). Le Volcan-L'Eden, 2, rue Racine. Les 18, 19 et 20 (à partir de 19 heures). Tél. : 02-35-19-10-10. De 15 F à 41 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Graphisme(s) – 200 créateurs. 1997-2001
Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand, hall Est, 11, quai François-Mauriac, Paris-13e. Mo Quai-de-la-Gare. Tél. : 01-53-79-53-79. De 10 heures à 19 heures ; dimanche de 12 heures à 19 heures, le dimanche. Fermé lundi et fêtes. Du 18 septembre au 10 novembre. Entrée libre.

ARTéNIM
Nîmes (Gard). Parc des expositions, avenue du Languedoc. Du 19 septembre au 24 septembre. De 14 heures à 23 heures, le mercredi ; de 11 heures à 19 heures, les jeudi, samedi et dimanche ; de 11 heures à 22 heures, le vendredi ; de 11 heures à 18 heures, le lundi. Tél. : 04-66-84-93-39. 35 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Louise Michel, la Vierge rouge
mise en scène de Pierre Humbert, avec Claudine Baschet, Daniele Israël, Maud Narboni et la voix de Josette Boulva.
Lavoir moderne parisien, 35, rue Léon, Paris-18e. Mo Château-Rouge. 21 heures, les 18, 19, 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 01-42-52-09-14. De 50 F à 90 F.

Stomp
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mo Pigalle. 20 h 30, les 18, 19, 20, 21, 25, 26, 27 et 28 septembre, et le 2 octobre ; 17 heures et 20 h 30, les 22 et 29 ; 16 heures, les 23 et 30, jusqu'au 14 octobre. Tél. : 01-49-25-89-99. 235 F (Location Fnac, Virgin).

Compagnie Irène Tassembedo
Mousso ka Miriya - Pensées de femme. Cartoucherie - Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12e. Mo Château-de-Vincennes. Les 18, 19, 20, 21 et 22, 21 heures ; le 23, 16 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. De 60 F à 120 F.

Carmen
de Bizet. Natalia Cadet, Sofia Castiello (Carmen), Iago Falck, Vincent de Roister (Don José), Isabelle Charles, Ariane Douguet, Anne Rodier (Micaela), Eric Demarteau, Jacques des Longchamps (Escamillo), Yumiko Shinozaki, Céline Violleau (Frasquita), Jacques des Longchamps (direction, mise en scène).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11e. Mo Goncourt. 19 h 30, les 18, 20, 21, 22, 25, 27 et 29 ; 15 heures, le 23, jusqu'au 30. Tél. : 01-48-06-72-34. De 100 F à 130 F.

Carnet d'un disparu
de Janacek. Adrian Thompson (Yanik, le jeune paysan), Hana Minutillo (Zefka, la jeune Tsigane), Anne Horbach (soprano), Anna Pia Capurso (mezzo-soprano), Martine Gaspar (alto), Yann Boudaud, Bénédicte Le Lamer (comédiens), Alain Planès (piano, direction), Claude Régy (mise en scène).
Nanterre (Hauts-de-Seine). Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Neruda. RER Nanterre-Préfecture. 21 heures, les 18 et 19. Tél. : 01-40-03-75-75. De 79 F à 98 F.

RÉGIONS

Europa Danse
Lucien Dutoit : *Suite de danses.* Lena Wennergren Juras : *Pas de danse.* Méa Venema : *Concertante.* Nathalie Buisson : *Jardi Tancat.* Arlette Van Boven : *Pas de deux.* Zeng Wu : *La Mitrailleuse en état de grâce II.* Mélanie Lomoff : *He Wu.* Joey Mac Kneely : *New York, New York.*
Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). Casino, 1, avenue Edouard-VII. 21 heures, le 19. Tél. : 05-59-22-44-66. 90 F.

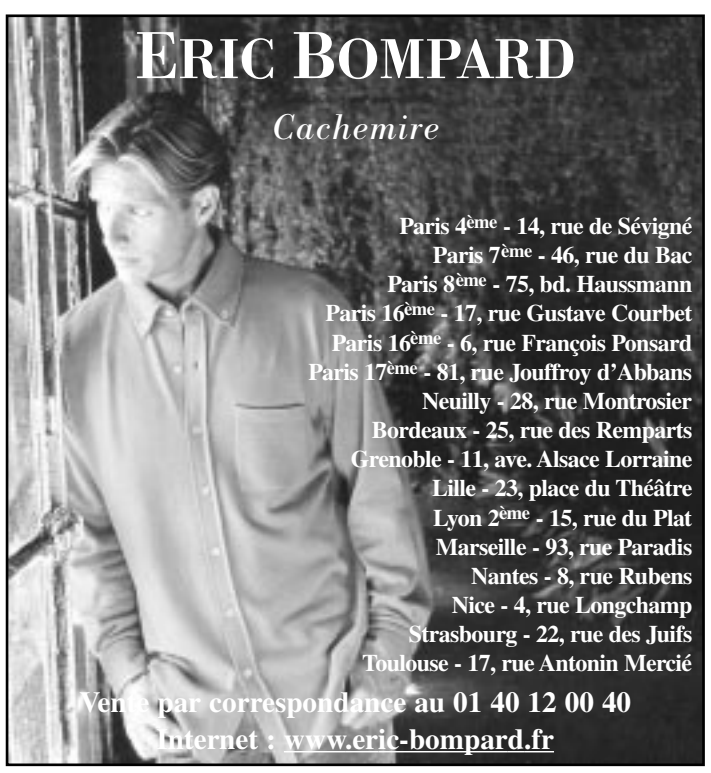
Orchestre philharmonique de Strasbourg
Sibelius : *Chevauchée nocturne, Lever du soleil.* Falla : *Nuits dans les jardins d'Espagne.* Rimski-Korsakov : *Shéhérazade.* Joachim Achucaro (piano), Sergiu Comissiona (direction).
Besançon (Doubs). Grand Kursaal, 2, place du Théâtre. 20 h 30, le 19. Tél. : 03-81-82-08-72. De 130 F à 300 F.

Orchestre national Bordeaux-Aquitaine
Œuvres de Dutilleux, Liszt, Dvorak. Nicholas Angelich (piano), Thomas Rösner (piano).
Saint-Jean-de-Luz Pyrénées-Atlantiques). Eglise Saint-Jean-Baptiste, rue Gambetta. 21 heures, le 19. Tél. : 05-59-26-03-16. De 125 F à 205 F.

DERNIERS JOURS

30 septembre Pierrick Sorin
Martigues (Bouches-du-Rhône). Musée Ziem, boulevard du 14-Juillet. Tél. : 04-42-80-66-06. De 14 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Entrée libre.

1er octobre
Dresde, ou le Rêve des princes. La galerie de peinture au XVIIIe siècle
Dijon (Côte-d'Or). Musée des Beaux-Arts, palais des Etats de Bourgogne. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé mardi. Tél. : 03-80-74-52-70. 25 F.



DISPARITIONS

François Bédarida

Historien reconnu et bâtisseur infatigable

SPÉCIALISTE reconnu de l'Angleterre victorienne comme de la France des années noires du XXe siècle, l'historien François Bédarida est mort, dimanche 16 septembre, à Fontaine-le-Port (Seine-et-Marne), à l'âge de soixante-quinze ans.

Né le 14 mars 1926 à Lyon, ce fils d'universitaire devient parisien dès sa petite enfance, lorsque son père obtient une chaire en Sorbonne. Aussi fréquente-t-il les plus grands lycées parisiens (Montaigne, Louis-le-Grand, puis Henri-IV), avant d'intégrer, rue d'Ulm, l'Ecole normale supérieure, où il devient l'élève d'un jeune professeur aux engagements politico-religieux très proches des siens, René Rémond. C'est durant ses années de lycée à Louis-le-Grand qu'à l'imitation de ses parents le jeune François s'engage dans les mouvements clandestins de Résistance, dans le réseau de Témoignage chrétien, où il rencontre Renée, qui deviendra son épouse après la guerre. Une union affective, éthique et spirituelle que les publications qu'ils cosignèrent, bien plus tard, a timidement sortie de la sphère de l'intime.

L'HISTOIRE SOCIALE BRITANNIQUE

Reçu à l'agrégation d'histoire (1949), il débute sa carrière d'enseignant au lycée Thiers à Marseille, mais la poursuit bientôt à l'Institut français du Royaume-Uni (1950-1956). Cet exil n'en est pas un, c'est le fruit d'un choix personnel, dicté par la volonté du jeune chercheur d'aborder l'histoire sociale britannique, dont il se fait bientôt le spécialiste. Neuf ans à Londres – François Bédarida y reste de 1956 à 1959 en tant qu'attaché de recherche au CNRS –, puis un retour temporaire à Paris, où il est assistant à la faculté des lettres (1961-1966), avant un nouveau défi outre-Manche, puisqu'il prend la direction de la Maison française d'Oxford (1966-1970), sorte de centre culturel en milieu universitaire.

Visiting fellow à Oxford (1971), il s'attache dès son retour en France à proposer des outils didactiques sur le XIXe anglais (le siècle de Dickens et de Jack l'Eventreur, au moins autant que celui de Victoria) en livrant à Hatier ou aux PUF des synthèses accessibles qui lui valent, sinon des disciples ou des élèves, du moins une solide réputation de compétence et de rigueur, apte à séduire les étudiants des premiers cycles comme ceux qui chercheront un universitaire capable d'entreprendre ou de reprendre un chantier mal engagé. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris (1971-1978), il est ainsi appelé à diriger l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), dont il est le véritable maître d'œuvre. Sa sensibilité politique, son goût pour le réformisme, son combat progressiste pour une meilleure cohésion sociale, tout cela a pu peser pour élire le chef d'entreprise dont le projet, appuyé par Matignon, s'inscrit alors en marge des usages universitaires. La vigueur de cette préoccupation essentielle pour « digérer » l'histoire la plus récente a de quoi tenter tout historien.

Disponible depuis son retour d'Oxford, mobilisé tant par l'ouverture du champ de vision que par la notion de service public qui sous-tend la démarche, François Bédarida accepte. Lui, dont le passé de résistant fait un témoin et un acteur des années noires, s'échappe de l'histoire anglaise (même si, après *Syndicats et patrons en Grande-Bretagne* [1980], il y reviendra avec le précieux portrait de *Will Thorne , la voie anglaise du socialisme* [1987] et plus récemment avec un monumental *Churchill* [1999]) pour s'interroger sur l'écriture du passé immédiat. Il ne le fait pas en théoricien, mais en esprit curieux de percer le mystère d'un moment trop frais pour être jusque-là tenu pour de l'Histoire.

Directeur de recherche au CNRS (1979), François Bédarida va désormais délaisser le XIXe anglais et ses enjeux sociaux, si fortement en résonance avec les préoccupations éthiques du démocrate et du croyant chez Bédarida, pour apporter une contribution originale – *La Stratégie secrète de la drôle de guerre* (éd. du CNRS, 1979), *Le Nazisme et le génocide* (1992) – que masquent partiellement les grands travaux collectifs qu'il dirige, seul ou en « binôme ».

CONVICTION CHRÉTIENNE

Renouant avec un exercice qu'il découvrit très tôt (avec Jean Maitron, il avait signé *Christianisme et monde ouvrier* [1975] et édité avec Jean-Pierre Rioux *Mendès France et le mendésisme* [1985]), il dirigea ainsi avec Jean-Pierre Azéma *Le Régime de Vichy et les Français* (1992), puis la monumentale *France des années noires* (1993, révisée en 2000), avant le plus médiatique *Touvier, Vichy et le crime contre l'humanité* (1996). Parallèlement il se consacre, en équipe toujours, à une réflexion sur le métier de l'historien (*L'Histoire et le métier d'historien en France 1945-1995* (MSH, 1995), dont l'hommage que ses pairs lui rendent lorsqu'il abandonne en 1992 la direction de l'IHTP témoigne. *Ecrire l'histoire du temps présent* (CNRS, 1995) réunit ainsi, outre ses collaborateurs de l'institution, tant Ricœur que Nora, Nicole Loraux que Dominique Schnapper. Le dernier grand défi de Bédarida – lui, si soucieux d'une ouverture internationale trop timide en France, était depuis 1990 le secrétaire général du Comité international des sciences historiques (CISH) – confirma son tempérament de bâtisseur infatigable.

Sa conviction chrétienne l'entraîna aussi à travailler, derrière René Rémond, à une juste évaluation des engagements chrétiens du siècle (de l'« affaire Pie XII » à *Témoignage chrétien),* à suivre avec passion les déchirements du Proche-Orient (lui, si lié aux chrétiens de Palestine), à contribuer à réviser enfin la place de l'historien, conscience critique dont la tribune ne saurait se limiter au prétoire.

Philippe-Jean Catinchi

Alfred Kern

Un romancier à l'inspiration tragique

L'ÉCRIVAIN d'origine alsacienne Alfred Kern est mort à l'hôpital Saint-Joseph de Colmar mercredi 12 septembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Né le 22 juillet 1919 à Hattingen, en Allemagne, il passa son enfance dans la banlieue de Strasbourg, ville où il fit ses études. Inscrit au grand séminaire, il suit le cycle de philosophie, d'abord à Strasbourg, puis à Clermont-Ferrand, dans les années de l'immédiate avant-guerre. En 1947, il s'installe à Paris et devient professeur à l'Ecole alsacienne. Avec Marcel Bisiaux, André Dhôtel et Henri Thomas, il fonde la revue *84,* qui se place sous l'influence d'Antonin Artaud.

En 1950, il obtient le prix Fénéon pour son premier roman, *Le Jardin perdu,* publié chez Minuit. De 1952 à 1964, cinq de ses romans paraissent chez Gallimard. Le prix Renaudot récompense l'un d'eux : *Le Bonheur fragile* (1960). Ce long monologue intérieur, qui relève du réalisme poétique, est *« à l'image de ces buissons épineux et enchevêtrés, mais éclairés comme eux par de grandes trouées lumineuses »,* écrit alors Jacqueline Piatier dans *Le Monde.*

Quatre ans plus tard, *Le Viol* confirme l'inspiration tragique du romancier, exprimée dans une langue dense et parfois obscure. Giono et Claude Simon sont évoqués par la critique.

ÉTONNEMENT PERPÉTUEL

Ses amitiés littéraires vont alors vers Pierre Klossowski, Marcel Arland et André Dhôtel. Gérard Pfister, qui fut, chez Arfuyen, le dernier éditeur d'Alfred Kern – deux recueils de poèmes : *Gel et feu* (1989) et *Le Point vif* (1991) –, souligne combien cette œuvre *« se tient dans un étonnement perpétuel ; l'esprit d'enfance ne l'abandonne jamais : un sens aigu de la dérision et du grotesque mêlé d'une profonde mélancolie ».*

Marqué par la mystique rhénane, Kern abandonna le roman pour se consacrer à une méditation plus libre. Contemplant la vallée de Munster du balcon de sa maison, il écrivait : *« Je me nourris d'images sensibles, musicales. Une respiration lente et libre, comme si les motets des temps disparus recouvraient, à défaut de flux, le carnet d'écriture. Un désir constant d'être en contact avec le sol et l'air. »*

Patrick Kéchichian

■ **TERESA GRACIA**, écrivain et poète espagnole, vient de mourir à Madrid à l'âge de soixante-neuf ans. Elle était née à Barcelone en 1932 et partie en exil avec sa famille en 1939. D'abord internée *« volontaire »* – car sa mère, anarchiste, voulut partager le sort de leurs compatriotes – au camp de Saint- Cyprien, puis à celui d'Argelès, elle put ensuite rejoindre Paris, où elle vécut toute son adolescence. Elle y rencontra Jacques Rivette, Benjamin Peret et surtout Eric Rohmer, qui fit d'elle la protagoniste du film *Bérénice.*
Elle publia en France son premier roman, écrit en français et qui ne fut jamais traduit en Espagne, *Panama Party.* Elle vécut ensuite au Venezuela, puis, à partir de 1969, en Italie, où elle fut fonctionnaire de la Food and Agricultural Organization (FAO) des Nations unies. Elle revint en Espagne en 1980, ayant été obligée de prendre une retraite anticipée pour raisons de santé. Elle se consacra alors à l'écriture, publiant dans la toute jeune maison d'éditions Pre-Textos de Valence des recueils de poèmes, *Destierro* (L'exil), *Meditacion de la montaña,* et une pièce de théâtre, *Las Republicanas.*
En 1992, elle publia deux autres pièces de théâtre, chez Endymion : *Casas Viejas* (Vieilles maisons) et *Una mañana, una tarde y una vida de la señorita Pura* (Une matinée, une soirée et une vie de la señorita Pura). Selon sa famille, elle avait encore dans ses tiroirs des romans et une pièce de théâtre. Le Circulo de Bellas Artes de Madrid lui rendra hommage.

NOMINATION

DÉFENSE

François Heisbourg a été porté, vendredi 14 septembre à Genève, à la présidence de l'Institut international des études stratégiques (IISS), dont le siège est à Londres. L'IISS est un institut de recherche qui regroupe 4 000 correspondants dans une centaine de pays. C'est la première fois qu'un Français occupe ce poste depuis la création de l'IISS en 1958. François Heisbourg succède à l'Australien Robert O'Neil, qui enseigne l'histoire de la guerre à l'université d'Oxford (Grande-Bretagne).

[Né le 24 juin 1949 à Londres, ancien élève de l'ENA, François Heisbourg a appartenu au centre d'analyse et de prévision (CAP) au ministère des affaires étrangères, en 1978, avant d'être appelé à la mission permanente de la France à l'ONU. Entre 1981 et 1984, il est conseiller diplomatique de Charles Hernu au ministère de la défense. Après quoi, il occupera notamment des responsabilités internationales dans des groupes industriels de défense : Thomson-CSF (aujourd'hui Thales), puis Matra-Défense-Espace. Depuis 1998, il préside, à Genève, le Centre de politique de sécurité. En avril 2001, il a été nommé directeur de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) à Paris. Il est l'auteur de nombreux livres sur la technologie et la défense, dont *Les Volontaires de l'an 2000,* qui préconisait, en 1995, le recours à l'armée professionnelle avant une initiative de Jacques Chirac en 1996.]

DEBARRAS
integral, tous locaux, récupérations.
BIGUES BENNES
01 49 95 95 42
Service rapide tous les jours

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Adeline CHALLON-KEMOUN
et **Gilles KEMOUN**
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille,

Iris,

le 31 août 2001.

Mariages

– Paris. Barcelone.

Le professeur et **Mme Jean MURAT,**
M. et **Mme Narcis de CARRERAS,**
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,

Anne et **Narcis,**

le 22 septembre 2001, en la basilique Saint-Denis, à Amboise.

Décès

– Sa famille,
Mme Victor Assémat,
sa mère,
Mme Béatrice Assémat,
née de Fournas,
sa femme,
Jean-Brice, Marie-Pierre et Antoine,
ses enfants,
Laurence, Gaëlle et Jeanne,
Jean, Pierre, Michel, Babeth, Christiane,
et leurs enfants,
Sa belle-famille,
M. et Mme Hubert de Fournas,
Christian, Philippe, Françoise, Brigitte, Nicole,
et leurs enfants,
Et ses amis,
ont la profonde douleur de faire part de la disparition de

Alain ASSÉMAT,

survenu soudainement en Espagne, le 10 septembre 2001, à l'âge de soixante ans.

L'incinération a eu lieu le 14 septembre, à Figueres, dans l'intimité familiale.

Selon sa volonté, ses cendres ont été dispersées en Lomagne (Tarn-et-Garonne).

– Pierre et Geneviève Veillet,
Jean-Jacques et Beryl Veillet,
Madeleine et Jean-Jacques Dupin,
Françoise et René Lafont,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Marie BARTOSZEWSKI,

survenu le 15 septembre 2001, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 19 septembre, à 10 heures, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Bastia. Paris.

Rémy Malécot,
son fils,
Evelyne et Paul Crossin,
Jacqueline et Jocelyne Billaut,
ses sœurs et ses beaux-frères,
Véronique Jacob,
Sa famille,
Et ses nombreux amis,
ont l'immense douleur d'annoncer la mort accidentelle de

Elisabeth BILLAUT,

survenue le 11 septembre 2001, dans sa cinquantième année.

Une messe sera célébrée le mercredi 19 septembre, à 16 heures, en l'église d'Auxey-Duresses (Côte-d'Or).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Marie-France Borot et Luis Tigero,
Vincent et Ania Goutorbe,
François Goutorbe,
ses enfants,
Pierre, Hélène, Mathilde,
ses petits-enfants,
Tous ses parents et amis,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Janine GOUTORBE,

survenu le 13 septembre 2001, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Selon sa volonté, l'incinération aura lieu au crématorium du mont Valérien, le mardi 18 septembre, à 15 h 30.

21, avenue Joffre,
92420 Vaucresson.

– Mme Paulette Kapry et le docteur Kapry,
ses enfants,
Mme Marianne Kapry,
Alex et Jeanne Kapry,
ses petits-enfants,
Thomas, Camille et Mathieu,
ses arrière-petits-enfants,
ont la grande tristesse d'annoncer la disparition de

Henriette HIRSCHFELD,
née **AUDRIN,**
médaillée de la France libérée,

le 13 septembre 2001, à Paimpol, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques se sont déroulées dans l'intimité familiale.

– Luzech.

Mme André Carle,
son épouse,
Mme Marie-France Carle,
M. et Mme Philippe Carle,
ses enfants,
Clarisse et Nicolas Bertrand,
Alexis du Rivau,
Henry-Victor, François-Xavier, Rodolphe et Caroline, Edouard, Vincent Carle,
ses petits-enfants,
Laetitia et Alice Carle, Théophile Bertrand,
ses arrière-petits-enfants,
Les familles Carle, Bourlioux, Casanova,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André CARLE,
président d'honneur
du conseil de surveillance
de Cecar et Jutheau (Marsh SA),
président adjoint honoraire de la FCA,
ancien vice-président
du conseil général du Lot,
maire honoraire de Luzech (Lot),

commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
officier des Palmes académiques,
croix du combattant volontaire
de la Résistance,
croix du combattant,

survenu le 13 septembre 2001, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont été célébrées le 15 septembre 2001, au crématorium d'Albi, suivant la stricte volonté du défunt, dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à la mémoire du défunt, le mercredi 3 octobre, à 12 h 30, en l'église Saint-Pierre de Luzech (Lot).

49, avenue Paul-Doumer,
75116 Paris.
Domaine de la Pistoule,
46140 Luzech.

– André et Suzette Beynet,
ses parents,
Rémi Jullien,
son époux,
Séverine et Arnaud Bachelet,
sa fille et son gendre,
Julien et Maud,
ses petits-enfants,
Guy et Dominique Beynet,
son frère et sa belle-sœur,
Marie-Blanche et Jean-Maurice Dantès,
sa sœur et son beau-frère,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Magali JULLIEN,
née **BEYNET,**
professeur à l'université Montpellier-I,

survenu le 15 septembre 2001, à l'âge de cinquante-neuf ans, des suites d'une grave maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le 20 septembre, à 15 h 30, en l'église d'Entrechaux (Vaucluse).

Ils vous invitent à associer dans vos pensées sa fille,

Frédérique JULLIEN,

décédée accidentellement le 22 juin 2001, à l'âge de vingt-huit ans.

3, rue des Cigognes,
34000 Montpellier.

– La Bastidonne (Vaucluse).

M. Jean-Claude Lallemand,
son époux,
Laurent, Anne, Nicolas,
ses enfants,
et leurs conjoints,
Marion, Claire, Aubin et Coline,
ses petits-enfants,
Parents et alliés,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Micheline LALLEMAND,
née **POEY-GARROT,**

survenu à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 18 septembre 2001, à 14 h 30, en l'église de La Bastidonne (Vaucluse).

Anniversaires de décès

Anne-Marie OLRY,
journaliste et styliste,

nous a quittés, il y a un an.

Ses amis ne l'ont pas oubliée.

– Le 17 septembre 1986, nous quittait

José VERCIER.

Elle vit dans nos mémoires.

Anniversaires

Louis JOXE,

qui fut professeur et journaliste, diplomate et magistrat, parlementaire et ministre, nous a quittés il y a dix ans.
Il était né, il y a cent ans, le 16 septembre 1901.

A l'occasion de cet anniversaire, ses enfants, sa famille et ses amis honorent sa mémoire.

« Heureux les artisans de paix... »
(Matthieu, 5,9.)

Offices religieux

MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL
DE FRANCE

Fêtes de Rosh Hashana
et de Yom Kippour

Découvrez un judaïsme d'aujourd'hui, fidèle au passé et tourné vers l'avenir.

Rosh Hashana : lundi 17 septembre 2001, à 18 heures, mardi 18 septembre et mercredi 19 septembre 2001, à 10 heures.
Yom Kippour : mercredi 26 septembre, à 19 h 30, et jeudi 27 septembre, à 10 heures.

Renseignements et réservations :
Mouvement juif libéral de France,
11, rue Gaston-de-Caillavet,
75015 P aris.
Tél. : 01-44-37-48-48.

Colloques

– L'Association des amis de *Passages* (ADAPes) et la revue *Passages,* avec la Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services (DECAS), organisent, **le mardi 25 septembre 2001,** au Sénat, un colloque intitulé :

Commerce et distribution :
de l'artisanat
aux centres commerciaux,
la société du « tout-service ».

Intervenants : Lyne Cohen-Solal, Jacques Perrilliat, Henri Guaino, Guy Burgel, Jean-Jacques Moreau, Michel Cantal-Dupart, Patrice Vermeulen, Philippe Moati, Jean-Pierre Lecoq, François Malaterre, Bernard Versluys, Philippe Hayat, Emile Malet.

Informations et inscriptions :
Tél. : 01-45-86-30-02.
Fax : 01-44-23-98-24.
E-mail : passages@club-internet.fr

Rencontres

La Bible au cœur de la rentrée
Deux rencontres exceptionnelles
à la bibliothèque Buffon :
20 septembre, 18 h 30 :
Henri Meschonnic,
Gloires : traductions des Psaumes.
4 octobre, 18 h 30 :
débat : « Traductions de la Bible »,
avec Dominique Barrios,
Benoît Chantre, François Bon,
15 *bis,* rue Buffon, Paris-5e.
Entrée libre : 01-44-78-80-52.

Formations

DEA
« Risques et inégalités :
territoires en mutation
et enjeux géographiques ».
Université Paris-VIII,
2, rue de la Liberté,
93200 Saint-Denis.
Renseignements :
01-49-40-64-65 (64-66).
E-mail : ecanobbio@univ-paris8.fr
Candidature avant le 24 septembre 2001.

Cours

Prospective et stratégie
des organisations :
les cours de troisième cycle,
conférences et séminaires
de doctorat de la chaire de prospective
du CNAM reprennent le 8 octobre 2001.
Programme de l'année 2001-2002 :
la prospective et ses méthodes,
la planification par scénarios,
le management stratégique,
les grandes tendances du futur,
l'évaluation
et la prospective technologique.
Réunion d'information :
le mardi 25 septembre, à 18 heures,
au CNAM,
2, rue Conté, Paris-3e (salle 30, - 1, 04 :
accès 30, sous-sol, salle 4).
Renseignements : 01-40-27-25-30,
mail : lips@cnam.fr
Web : http://www.cnam.fr/lips/

Assemblées générales

CAMEC
Assemblée générale ordinaire
Convocation des adhérents
par voie de presse

Les adhérents de la CAMEC sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire de la mutuelle qui aura lieu le mercredi 3 octobre 2001, à 16 heures, à notre siège social, 60, rue Domer, Lyon-7e.

Ordre du jour :
Approbation de l'assemblée générale du 20 juin 2000;
Vérification des pouvoirs, constitution du bureau;
Rapport moral et financier du conseil d'administration;
Rapport du commissaire aux comptes,
Rapport de la commission de contrôle,
Résolutions;
Questions écrites et orales.

Pour connaître les modalités et les conditions de vote, contactez-nous au 04-72-71-20-70.

Dans l'hypothèse où le quorum du quart des membres présents ou représentés ne serait pas atteint, une seconde assemblée générale serait convoquée par courrier individuel, comme les années précédentes, pour le mardi 23 octobre 2001, à 17 heures, au Palais de la Mutualité, place Antonin-Jutard, Lyon-3e.

EN VUE

■ *« Face à une telle horreur, c'est quoi le foot ? Juste 22 mecs et un ballon »*, s'interroge à propos des attentats aux Etats-Unis le footballeur **Emmanuel Petit** sur son site (emmanuelpetit.com).

■ Les tours du World Trade Center ne figureront plus dans le paysage ultraréaliste de l'édition 2002 de Flight Simulator, logiciel d'initiation au pilotage des avions civils, annonce l'éditeur américain Microsoft Corp.

■ Les candidats de l'émission sud-africaine *« Big Brother »*, enfermés depuis le 26 août sous l'œil des caméras dans un appartement coupé du monde, apprendront à la fin de l'épreuve que les *Twin Towers* n'existent plus.

■ *« Nous, on veut sauver des vies »*, s'impatientent **Thierry Velu** et ses hommes, dix sapeurs-pompiers venus du nord de la France, écartés par les sauveteurs américains en nombre suffisant, assis sur leurs cantines, coiffés de leur casque argenté qui intrigue les New-Yorkais.

■ Trois cents plaintes ont été déposées pour *« tarifs abusifs »* par les habitants de Floride où des commerçants ont doublé le prix des petits drapeaux.

■ *« La demande pourrait grimper si les Etats-Unis attaquent l'Afghanistan »*, se dit **Khan Mohammad**, marchand de Peshawar, qui ne vend pour l'instant que deux ou trois tee-shirts par jour à l'effigie de **Oussama Ben Laden** surmontée du slogan *« Héros mondial »*, *« Grand moudjahid »*.

■ Grâce aux attentats de New York et de Washington qui ont entraîné la fermeture de la Cour suprême chargée d'examiner les derniers recours, le condamné à mort **Jeffery Eugene Tucker** bénéficie d'un sursis de trente jours .

■ A l'instar des nomades du Sahara réunis dans la région d'Ingal en bordure du désert, les Inuits du Groenland ont observé, vendredi 14 septembre, trois minutes de silence à la mémoire des victimes des attentats.

■ **Haakan Liljeholm** et **Beatrice Sjkoeld**, chirurgiens en cours d'opération à l'hôpital d'Enkoeping en Suède, ont observé leurs trois minutes de silence, joignant leurs mains gantées et maculées de sang au-dessus d'un patient profondément endormi.

■ Le directeur du cirque Pinder annonçait, mercredi 12 septembre, dans un communiqué : *« En raison des événements survenus aux Etats-Unis, mon fils et sa fiancée n'iront pas se marier à la mairie de Bordeaux à dos d'éléphant. »*

Christian Colombani

La presse médicale anglo-saxonne saisie par l'éthique

Treize revues scientifiques internationales dénoncent les diverses pressions, contraires à la morale, exercées par les multinationales pharmaceutiques pour faire la promotion de leurs nouveaux médicaments

LA NÉCESSITÉ de la transparence n'échappe plus désormais à ce monde méconnu qu'est celui des revues spécialisées dans la diffusion des progrès des sciences médicales. Treize d'entre elles, parmi les plus prestigieuses, ont rendu publique le 9 septembre une charte expliquant qu'elles vont renforcer leurs exigences éthiques avant d'autoriser la publication dans leurs colonnes de résultats d'études des cliniques concernant notamment les propriétés de nouvelles molécules pouvant être utilisées à des fins thérapeutiques. En d'autres termes, elles censureront au nom de la morale.

Les responsables de ces revues dénoncent à cette occasion certaines pratiques des multinationales pharmaceutiques, contraires selon eux à l'intégrité scientifique, et qui visent pour l'essentiel à présenter sous le jour le plus favorable leurs nouveaux médicaments, à influencer les essais de nouvelles molécules ou à censurer les résultats défavorables.

L'anglais étant devenu depuis longtemps déjà le vecteur quasi unique de la circulation internationale des informations scientifiques et médicales, aucun titre d'une autre langue ne figure dans le groupe des adhérents à cette initiative. Outre les très célèbres *Lancet* et *New England Journal of Medicine*, on y retrouve *Annals of Internal Medicine*, *Journal of the American Medical Association*, *Canadian Medical Association*, *Journal of the Danish Medical Association*, *New Zealand Medical Journal*, *Journal of the Norwegian Medical Association*, *Dutch Journal of Medicine*, *Annals of Internal Medicine*, *Medical Journal of Australia*, *Western Journal of Medicine*. Signe des temps, la banque de données américaine *Medline* est également présente.

ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ

Toutes ces revues ont pour caractéristique de n'accepter de publier les études qui leur sont proposées par des équipes de chercheurs – le plus souvent médecins ou biologistes – qu'après les avoir fait relire par des spécialistes réputés et tenus pour être totalement indépendants.

Il apparaît, selon les rédacteurs en chef de ces revues, que le système actuellement en vigueur n'offre plus suffisamment de garanties. L'initiative commune vise à assurer aux lecteurs que les essais thérapeutiques de nouvelles molécules – toujours financés par les firmes productrices – soient conduits de façon indépendante. L'éthique et l'intégrité scientifiques rejoignent ici la santé publique, des essais rigoureusement menés permettant de ne commercialiser que des médicaments efficaces dans des conditions optimales de sécurité. Or, aujourd'hui, les enjeux économiques considérables, la compétition acharnée entre les firmes mais aussi entre les équipes médicales ne favorisent en aucune manière le respect de l'objectivité. Les directeurs des revues s'engagent donc à *« ne pas évoquer ou publier des articles basés sur des études menées dans des conditions qui donnent au sponsor le seul contrôle des données ou des termes de leur publication »*. *« Même si nous associons habituellement ce comportement aux sponsors du secteur pharmaceutique, les recherches financées par des organismes gouvernementaux ou autres pourraient également être victimes de ce type de censure »*, poursuivent ces responsables.

Les équipes chargées d'évaluer, avec l'argent de l'industrie, l'efficacité et l'innocuité des futurs médicaments acceptent en effet le plus souvent de ne pas avoir la maîtrise de leur travail, qu'il s'agisse de la méthodologie de l'étude, de l'interprétation des données et – plus encore – de la décision de publier ou non les résultats.

C'est ainsi que les études débouchant sur des résultats clairement négatifs ne sont pratiquement jamais diffusées et que pour les autres tout est mis en œuvre pour que la présentation des conclusions soit la plus favorable possible du point de vue de celui qui a financé les travaux.

« De nombreux médecins et chercheurs ont accepté ces conditions draconiennes parce qu'ils savent que, s'ils les refusent, les firmes trouveront quelqu'un d'autre qui les acceptera », souligne avec son habituel pragmatisme *The Lancet*. En pratique, il sera demandé aux auteurs de signer une déclaration établissant qu'ils acceptent l'entière responsabilité de la conduite de l'étude, ont accès à l'ensemble des données et contrôlent la décision de publier. Si tel n'est pas le cas, l'étude ne sera pas publiée.

Jean-Yves Nau

DANS LA PRESSE

RTL
Alain Duhamel

■ L'agression contre les Etats-Unis bouleverse nécessairement la campagne présidentielle française. *(...)* Une seule chose est sûre en tout cas : le souverainisme paraît plus caduc que jamais. Face au terrorisme, chacun comprend que les Européens doivent s'unir et coopérer plus étroitement que jamais, et que la solidarité avec les Etats-Unis redevient l'évidence la plus naturelle au monde, même s'il va de soi que toute forme de participation française devra avoir notre approbation et notre contrôle.

LE FIGARO
Alain-Gérard Slama

■ Une semaine après la tragédie du 11 septembre, on entend déjà s'essouffler le bel élan de solidarité qui s'est aussitôt manifesté entre les Etats-Unis et l'Europe. *(...)* George W. Bush semble décidé à faire de la riposte la seule affaire de son pays et à conduire sans partage les opérations de l'OTAN. Les Européens, paralysés par la crainte de devenir à leur tour la cible des terroristes, font des réserves sur le choix des moyens. S'ils devaient persévérer dans cette attitude, les uns et les autres commettraient une fois de plus une erreur historique difficilement réparable.

LE TEMPS (Genève)
Alain Campiotti

■ Les Américains sont sans doute peu nombreux à comprendre que la riposte en préparation *(...)* ne résoudra rien s'il s'agit seulement d'obtenir le prix du sang. La justice et le droit qu'ils demandent aujourd'hui pour eux-mêmes ne sont pas le bien privé de l'Occident. Si la violence ne débouche pas sur des changements fondamentaux au Proche-Orient, elle n'aura servi qu'à s'alimenter elle-même. Aucun apaisement ne peut se faire dans la région tant que le conflit israélo-palestinien n'aura pas été sérieusement traité.

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ Tout au long du week-end, les dirigeants européens ont assorti l'expression de leur pleine solidarité avec les Etats-Unis de prudentes réserves quant à la forme que pourra prendre la réponse de l'Amérique. *(...)* Pour opportune que soit la formulation de ces bémols, elle ne servira à rien. Les Etats-Unis mûrissent seuls leur décision. L'Europe, elle, n'a d'autre alternative que d'attendre. Les Européens, en effet, ne sont, à l'heure qu'il est, ni consultés ni informés du type de riposte que vont choisir les Etats-Unis.

Gregg.senate.gov, vees.net, eff.org

Depuis le 11 septembre, le débat sur le cryptage des messages a pris un tour nouveau

AU LENDEMAIN des attentats de New York et de Washington, la bataille entre les partisans d'une surveillance accrue de l'Internet par l'Etat et les défenseurs de la liberté d'expression s'est nettement durcie. Aux Etats-Unis, le sujet le plus polémique reste la libre diffusion de puissants logiciels de cryptage, qui permettent à tous les internautes – y compris les terroristes – de créer et de faire circuler des messages confidentiels inviolables.

Le FBI, ainsi que plusieurs groupes politiques conservateurs, se battent depuis des années pour faire voter une loi obligeant les créateurs de ces logiciels à prévoir une *« clé »* de décryptage, qui serait à la disposition des autorités en cas de besoin. Le nouveau climat politique leur donne bon espoir de parvenir à leurs fins : dès le 13 septembre, le sénateur républicain Judd Gregg prononce au Congrès un discours musclé, affirmant que désormais les fabricants américains de logiciels ont une obligation morale absolue de donner au gouvernement les moyens de percer leurs systèmes de cryptage. M. Gregg s'appuie sur les déclarations faites en mars 2001 devant une commission du Sénat par l'ancien directeur du FBI Louis Freeh. Selon lui, les hommes de Oussama Ben Laden, disséminés dans le monde entier, utiliseraient Internet pour coordonner leurs actions, et se serviraient de programmes de cryptage américains, disponibles gratuitement un peu partout.

Les associations de défense des libertés, pour qui le droit des citoyens à s'exprimer hors de tout contrôle doit rester la priorité, ont aussitôt lancé une contre-campagne sur Internet, tout en sachant que la situation n'est plus en leur faveur. Comme beaucoup d'autres militants de l'Internet libre, le photographe Rob Carlson utilise son site personnel et diverses listes de diffusion pour exhorter les Américains à ne pas oublier leurs principes : *« En ces temps de crise, nous devons nous battre encore plus fort pour préserver notre droit au respect de la vie privée et notre libre parole (...). Des systèmes de communication sécurisés et anonymes sont plus nécessaires que jamais, si nous ne voulons pas que notre pays devienne un Etat policier écrasant... »* De son côté, L'Electronic Frontier Foundation (EFF) affirme que le gouvernement profite déjà de la situation : le jour même des attentats, des équipes du FBI se sont présentés chez plusieurs prestataires Internet, pour leur proposer d'installer des systèmes de surveillance systématique du courrier électronique de tous leurs clients.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

GUERRE DES HACKERS

■ Plusieurs groupes de hackers américains ont annoncé le lancement d'une campagne de piratage contre les serveurs Internet de pays soupçonnés d'abriter des terroristes, notamment l'Afghanistan. En revanche, le célèbre Chaos Computer Club de Hambourg, la plus grande organisation de hackers d'Europe, a publié une lettre ouverte pour se désolidariser de ce mouvement : *« Les moyens de communication électroniques comme l'Internet peuvent, précisément aujourd'hui, contribuer de façon importante à la compréhension entre les peuples... Dans la situation de crise actuelle, il ne faut pas en arriver à couper les moyens de communication et ainsi ouvrir un champ encore plus grand à l'incompréhension ». – (AFP.)*
www.ccc.de

FOOTBALL

■ La police italienne a ordonné la fermeture immédiate de cinq grands sites Web consacrés au football, dont celui de l'association officielle des joueurs. Ils sont accusés d'abriter en sous-main des systèmes de paris clandestins en liaison avec le bookmaker anglais Eurobet. – *(AP.)*

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....
Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : ***LE MONDE***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom .....
Prénom .....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis*, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129 19 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

La drogue de l'info *par Dominique Dhombres*

ON N'A GUÈRE envie de regarder la fiction quand la réalité est autrement plus forte. Sur France 2, le retour de Carter aux « Urgences », après sa cure de désintoxication, était très attendu il y a seulement une semaine. Allait-il tenir le coup ? Tomberait-il amoureux d'Abby ? Et puis, non. Impossible de regarder ça au moment où de vrais médecins s'affairent autour des polytraumatisés et des grands brûlés dans les hôpitaux new-yorkais. *Le Derrière* sur TF 1 ? A sa sortie en salles, il y a trois ans, ce film était plutôt marrant. Valérie Lemercier en jeune homo, Claude Rich en vieil esthète et Dieudonné en proctologue faisaient rire. Pour les ignares, le proctologue est le docteur qui s'occupe du cul (au propre, si on peut dire, en tout cas pas au figuré). Vraie jeune fille venue de sa campagne, qui se déguise en garçon pour retrouver son géniteur homo, Valérie était rigolote et émouvante. Bref, ça fonctionnait. Pas hier soir.

Est-ce que c'est une drogue, l'info ? Je pose la question très sérieusement. A force de voir en boucle les avions s'encastrer et les tours jumelles s'effondrer, on a apparemment besoin d'une dose supplémentaire, en tout cas d'un nouvel épisode. On a envie de voir les bombardiers décoller, les missiles de croisière frapper, les commandos débarquer, les fantassins partir à l'assaut. Nous sommes français. On peut imaginer l'effet sur les Américains. Est-ce que cette intoxication planétaire pousse (j'allais dire au crime) à la guerre ? Et d'abord, est-elle vraiment planétaire ? On dit l'Afrique largement indifférente et l'Amérique latine nonchalante, en tout cas moins excitée que nous. Et les pays arabes et musulmans ? Que ressentent leurs habitants en voyant ces préparatifs de guerre ? Une guerre annoncée par les plus hautes autorités des Etats-Unis comme devant durer plusieurs années. Une guerre qui ressemble étrangement au *« choc des civilisations »* prédit par le professeur Samuel Huntington.

Les images les plus fortes, dimanche soir, étaient celles du bas de Manhattan vu d'hélicoptère. Elles étaient sur toutes les chaînes. On les voyait plus longuement sur LCI, qui remporte la palme, si on peut dire. On comprend alors que ce ne sont pas seulement deux tours de 420 mètres de haut qui se sont effondrées, mais un quartier entier de New York qui a été soufflé. Sur LCI, encore, on a vu Hubert Védrine se démarquer du climat va-t'en-guerre. La France ne se joindra pas, dans l'immédiat, à l'assaut américain, faute d'informations sur les cibles choisies. Les Etats-Unis savent qu'ils peuvent compter sans restriction sur Londres, mais pas sur Paris. Cela attristait l'ami Alexandre Adler sur FR 3. C'est troublant, en effet.

LUNDI 17 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Dinosaures, de grands prédateurs ! **Forum**
22.00 Dinosaures, la disparition des géants. **Forum**
23.00 Lascaux, l'art avant l'écriture. **Forum**

MAGAZINES

18.00 « C dans l'air ». Génération sans guerre. **La Cinquième**
19.00 Côté tribune. Spécial Etats-Unis. Invités : Michel Dalloni ; Jean-François Renault ; Maurice Padiou ; Erik Bielderman. **Pathé Sport**
22.40 Complément d'enquête. Emission spéciale Etats-Unis. Nos états sont-ils armés pour lutter contre le terrorisme ? Comment l'économie mondiale va-t-elle réagir ? **France 2**

DOCUMENTAIRES

19.00 Nature. L'Est sauvage. Le parc national Kikunsag en Hongrie. **Arte**
19.10 Bob Denard, corsaire de la République. [1/2]. **Planète**
20.00 Valéry Giscard d'Estaing, le président. [2/4]. L'entrée en politique. **Histoire**
20.15 Reportage. Thérapie sibérienne. **Arte**
20.30 L'Ouest américain. [7/8]. **Planète**
20.35 Civilisations. Le secret de l'empire aztèque. **La Chaîne Histoire**
22.05 Biographie. Oscar Wilde : les visages d'un génie. **La Chaîne Histoire**
22.15 Serge Daney, itinéraire d'un « ciné-fils ». [2/3]. Des « Cahiers » à « Libé ». **Festival**
22.40 Donde estan ? Elle danse avec l'absent. **Odyssée**
22.40 Staline. [2/3]. Le tyran. **Planète**
23.05 La Vie en question. Coma, le courage de renaître. **France 3**
23.05 Biographie. Evita Perón, une femme au-delà du mythe. **La Chaîne Histoire**
23.25 Anouar el-Sadate. La mort du pharaon. **Histoire**
23.35 Images d'une dictature. **Odyssée**
23.40 L'Odyssée du langage. [3/6]. Planification. **Planète**
0.00 La Case de l'oncle Doc. Clairvivre, enquête sur une utopie. **France 3**
0.00 Les Habitants de l'Himalaya. **Voyage**
0.10 Emmanuel Le Roy Ladurie. [2/4]. Comme un roman. **Histoire**
0.30 Le Singe dans le miroir. **Odyssée**
0.50 Un pionnier en Orient. Portrait du cinéaste Franz Osten. **Arte**

SPORTS EN DIRECT

20.55 Football. Championnat d'Angleterre. Leicester - Middlesbrough. **Canal + vert**

MUSIQUE

20.00 Beethoven. *Sonate n° 8 en ut mineur*, opus 13, dite « Pathétique ». Avec Daniel Barenboïm, piano. **Mezzo**
20.35 et 23.30 Mozart. *Sonate pour piano en fa majeur* KV 280. Avec Daniel Barenboïm, piano. **Mezzo**
21.00 L'Amour des trois oranges. Opéra de Prokofiev. Enregistré en 1982. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Bernard Haitink. **Mezzo**
21.00 L'Egisto. Opéra de Cavalli. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra écossais, dir. Raymond Leppard. **Muzzik**
22.55 Duke Ellington en trio. Janvier 1967. Avec Rufus Jones, batterie ; John Lamb, contrebasse. **Mezzo**
23.35 Dizzy Gillespie. Montréal 1981. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

20.30 Victor Schoelcher. Paul Vecchiali ✪. **Festival**
20.50 Le Troisième Jumeau. Tom McLoughlin. [2/2]. ○. **TF 6**
20.50 L'Aîné des Ferchaux. Bernard Stora. [1 et 2/2]. **TF 1**
22.30 Un enfant à aimer. Dominique Othenin-Girard. ✪. **Téva**
23.20 Deux ans de vacances. Gilles Grangier. [3/3]. **Festival**

SÉRIES

18.55 Le Caméléon. Survivre ✪. **M 6**
19.25 Hill Street Blues. Les flagrants délires ✪. **TMC**
21.40 3e planète après le Soleil. Tricky Dick (v.o.). Dick-in-Law. Scaredy Dick. **Série Club**
1.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Le mort vivant. **Série Club**

FILMS

17.40 Bandido ■ ■
Richard Fleischer (EU, 1956, v.o., 85 min) ✪. **Cinéfaz**
18.00 Coup de torchon ■ ■
Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min) ○. **Ciné Cinémas 3**
18.45 Symphonie magique ■ ■
Andrew L Stone (EU, 1943, v.o., 80 min) ✪. **Ciné Classics**
20.10 La vie est belle ■ ■
Roberto Benigni (Italie, 1998, 120 min) ✪. **RTBF 1**
20.45 Monsieur Hire ■ ■
Patrice Leconte (France, 1989, 80 min) ✪. **Cinéstar 1**
20.45 L'Empire contre-attaque ■ ■
Irvin Kershner (Etats-Unis, 1980, 120 min) ✪. **Canal +**
21.00 1789 ■ ■
Ariane Mnouchkine (France, 1974, 145 min) ✪. **Histoire**
21.00 Bagdad Café ■ ■
Percy Adlon (Allemagne, 1988, v.o., 90 min). **Paris Première**
21.00 Madame du Barry ■ ■
Christian-Jaque (France, 1954, 105 min) ✪. **Cinétoile**
21.00 Contre-enquête ■ ■
Sidney Lumet (Etats-Unis, 1990, 130 min) ✪. **Cinéstar 2**
22.05 La Fille seule ■ ■
Benoît Jacquot (France, 1995, 85 min) ✪. **Cinéstar 1**
22.40 Body Double ■ ■
Brian De Palma (EU, 1984, 120 min) ✪. **M 6**
22.45 Pandora ■ ■
Albert Lewin (EU, 1951, v.o., 120 min) ✪. **Cinétoile**

22.50 De bruit et de fureur ■ ■ ■
Jean-Claude Brisseau (France, 1988, 90 min). **Arte**
0.00 La Comédie de Dieu ■ ■
Joao César Monteiro (Fr. - Port., 1996, v.o., 165 min) ○. **Ciné Cinémas 1**
0.35 Promenades d'été ■ ■
René Féret (France, 1991, 85 min) ✪. **Cinéstar 2**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.15 Exclusif.
18.50 Le Bigdil.
19.45 Météo.
19.48 Star Academy.
19.52 Vivre com ça.
20.00 Journal, Météo.
20.45 Star Academy. Concours d'entrée.
20.50 L'Aîné des Ferchaux. Téléfilm. Bernard Stora [1/2].
22.50 Y' a pas photo ! Star à vingt ans.

FRANCE 2

18.30 Friends.
19.00 On a tout essayé.
19.50 Un gars, une fille.
20.00 Journal. Edition spéciale en direct de New York.
20.50 La Balance. Film. Bob Swaim ○.
22.40 Complément d'enquête. Spécial attentats aux Etats-Unis. Nos Etats sont-ils armés pour lutter contre le terrorisme ? Comment l'économie mondiale va-t-elle réagir ?
0.05 Journal, Météo.
0.30 Musiques au cœur. Bach et Haendel en la cathédrale de Chartres.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.15 Loto foot.
20.25 Foot 3.
20.55 Mad Max 2, le défi ■ ■ Film. George Miller ○.
22.35 Météo, Soir 3.
23.05 La Vie en question. Coma, le courage de renaître.
0.00 La Case de l'oncle Doc. Clairvivre, enquête sur une utopie.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.44
18.30 Les Simpson ✪.
18.55 + de cinéma.
19.30 Le Journal, Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 Burger Quiz.
20.45 Star Wars, édition spéciale : L'Empire contre-attaque ■ ■ Film. Irvin Kershner ✪.
22.45 Le Quatrième Etage Film. Josh Klausner (v.o.). ♠.
0.35 Lundi boxe. Réunion d'Agadir. Khalid Rahilou - Ramon Galvan.

ARTE

19.00 Nature. L'Est sauvage.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Thérapie sibérienne.
20.45 Oscar Wilde Film. Brian Gilbert (v.o.). ○.
22.40 Court-circuit. *L'Abri.* Court métrage d'animation. Arnaud Pendrié.
22.50 De bruit et de fureur ■ ■ ■ Film. Jean-Claude Brisseau.
0.20 Court-circuit. *Lazy Sunday Afternoon.* Court métrage. Bert Gottschalk. **0.30** *Un jour.* Court métrage. Marie Paccou. **0.35** *La Fin de la guerre.* Court métrage. Andi Rogenhagen.

M 6

18.55 Le Caméléon. Survivre ✪.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie ✪.
20.39 Un jour à part.
20.40 Caméra Café, Décrochages info.
20.50 Le Guerrier d'acier Film. Norberto Barba ○.
22.40 Body Double ■ ■ Film. Brian De Palma. ♠.
0.40 Jazz 6. Vienne, jazz millésimé : les coulisses d'un méga-festival.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Décibels. L'année de la Hongrie.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit. Raison de plus.
0.05 Du jour au lendemain. Nathalie Rheims (*Les Fleurs du silence*).

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert Euroradio. Festival des Prom's. Par le Philharmonia Orchestra, dir. Christophe Eschenbach, Renée Fleming, soprano : Œuvres de Dvorak, Brahms, Mozart, R. Strauss.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème. Moose the Mooche.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Schubert, Weber, Liszt.
20.40 Concert. Par l'Orchestre de Paris, dir. Pierre Boulez : Œuvres de Bartok.
22.15 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Beethoven, R. Schumann, Dvorak.

Le Monde TELEVISION

TF 1

20.50 L'Aîné des Ferchaux
Le roman de Georges Simenon a toujours intéressé les hommes d'images : déjà, en 1962, Jean-Pierre Melville avait réalisé une adaptation cinématographique de l'œuvre, avec Charles Vanel et Jean-Paul Belmondo. Ce téléfilm en deux parties (suite lundi 24, même heure), réalisé par Bernard Stora, permet à Belmondo de retrouver Simenon. Mais ce sont surtout les seconds rôles qui font l'intérêt de cette production.

ARTE

22.50 De bruit et de fureur ■ ■ ■
Bien qu'il soit question, ici, du « mal des banlieues », ce film n'est pas une simple chronique sociale. Jean-Claude Brisseau allie le réalisme le plus noir à un symbolisme mystique ouvrant la voie du mystère profond des êtres et d'une communication spirituelle avec l'au-delà. D'une ascèse très dure à la grâce, on se croirait chez Bernanos. Et l'on peut chercher des références cinématographiques du côté de Bresson.

FRANCE 3

0.00 Clairvivre
Une expérience étonnante, peu connue. L'histoire d'une utopie, qui a pourtant laissé une trace, une cité construite en plein Périgord au début des années 1930, et qui est toujours là. C'est en rangeant la bibliothèque de sa grand-mère que Louis-Gabriel Peynichou tombe sur une brochure qui raconte ce projet de « phalanstère » où les tuberculeux sont invités à vivre avec leur famille dans des conditions idéales.

MARDI 18 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.00 Dario Fo, dramaturge, bouffon et anarchiste. **Forum**
23.00 Comédie musicale, le retour. **Forum**

MAGAZINES

19.00 Archimède. De l'eau à la lumière. Un lac exemplaire. De mémoire d'eau. Nouvelles peintures à l'eau. Portrait : Hartmut Böhme. **Arte**
20.50 E = M 6 Spécial. Les secrets de vos comportements. **M 6**
20.55 Vie privée, vie publique. Sexe, sentiment : y a-t-il encore quelque chose à cacher ? **France 3**
22.15 Ça se discute. Acné, eczéma, psoriasis, mélanome : Comment être bien dans sa peau ? **TV 5**
22.50 Y a un début à tout. Invités : Michel Sardou ; Pascal Sevran ; Jean-Claude Camus ; Smaïn ; Laure de Lattre ; Jean-Luc Romero ; Marianne James. **France 2**
0.35 Zone interdite. Arnaque aux riches. **M 6**

DOCUMENTAIRES

17.00 Les Cavaliers du mythe. [2/12]. Les Zaïanes de l'Atlas. **La Cinquième**
17.05 Au fil du fleuve Amazone. **Planète**
17.05 Le Zoo, toute une aventure. Tuxt La Gutierrez. **Monte-Carlo TMC**
17.15 La Grande Famine. [1/3]. La faim. **Histoire**
17.35 Les Légendes marines. [8/13]. Les ailes de la mer. **TMC**
18.00 Hollywood Stories. Barbra Streisand, James Ellroy. **Paris Première**
18.00 Civilisations. Rome ancienne et ses mystérieuses cités. **Chaîne Histoire**
18.30 Vidocq. Le making of. **Canal +**
18.55 Lonely Planet. Philippines. **Planète**
19.00 Pilot Guides. La Nouvelle-Orléans. **Voyage**
19.50 Le Mystère Lee Harvey Oswald. [2/2]. **Planète**
20.15 Huit secondes en enfer. **Odyssée**
20.15 Reportage. Café contre coca. **Arte**
20.30 Le Pape, les Juifs et les Nazis. **Planète**
20.45 La Vie en face. Carnets de maternité. **Arte**
20.45 Le Musée du Prado. Zurbaran et Murillo, l'âme de Séville. **Odyssée**
21.00 L'Europe musicale du temps de la Renaissance et des réformes. [3/4]. Ronsard et la musique. **Mezzo**
21.00 Lord Mountbatten, lundi sanglant. **Histoire**
21.05 Août 1942, raid sur Dieppe. **La Chaîne Histoire**
21.30 Un regard sur la tradition japonaise. La cuisine Kaiseki ou la faim de l'âme. **Odyssée**
21.30 « Aimless Walk », la caméra expérimentale d'Alexander Hammid. **Planète**
21.45 Thema. Insaisissable Maria Félix. **Arte**
21.50 Emmanuel Le Roy Ladurie. [3/4]. Histoire de vies. **Histoire**
22.00 Les Mystères de la Bible. Judas, l'ultime trahison. **La Chaîne Histoire**
22.20 Le Réseau des Racing Drivers. [1/2]. Le temps des courses. **Planète**
22.35 Les Chevaux du monde. La famille sauvage. **Odyssée**
22.45 Vietnam, la guerre du camouflage. [2e volet]. **Histoire**
22.45 Biographie. L'extraordinaire voyage de Jules Verne. **La Chaîne Histoire**
23.00 Pilot Guides. Le Groenland et l'Islande. **Voyage**
23.30 Navires de guerre. Les sous-marins. **Odyssée**
23.30 Biographie. Alexandre le Grand. **Chaîne Histoire**
23.35 Sur la route avec Calvin Russell. Le rebelle d'Austin. **Muzzik**
23.35 Watergate. [2/5]. Les mensonges du président. **Histoire**
23.50 L'Ouest américain. [7/8]. Une terre d'espoir. **Planète**
0.15 Michel Audiard. 40 ans de cinéma. **Paris Première**
0.25 Biographies. Michael Blumenthal. **Arte**

SPORTS EN DIRECT

14.30 Cyclisme. Tour d'Espagne (10e étape) : Sabadell - La Molina (168 km). **Eurosport**
20.00 Basket-ball. Euro féminin 2001. Tour final. France - Pologne. **Pathé Sport**
20.45 Football. Ligue des champions. Manchester United - Lille. **Canal +**

MUSIQUE

17.45 et 20.35 Ravel. *L'Alborada del gracioso.* Par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. S. Celibidache. **Mezzo**
18.30 Bruckner. *Symphonie n° 9 en ré mineur*, A 124. Enregistré à Leipzig, en 1993. Par l'orchestre symphonique du Mitteldeutscher Rundfunk, dir. Daniel Nazareth. **Mezzo**
19.15 Britten. *War Requiem.* Enregistré au Royal Albert Hall, en 1964. Avec Heather Harper, harpe ; Peter Pears, ténor ; Thomas Hensley, baryton ; Simon Preston, orgue. Par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Benjamin Britten. **Muzzik**
19.35 Erich Leinsdorf dirige Wagner. Enregistré en 1984. Avec l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden-Baden. **Mezzo**
21.00 Soirée Zubin Mehta. Soirée Saint-Pétersbourg. Enregistré à Berlin, en 1997. Avec Daniel Barenboïm, piano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Zubin Mehta. **Muzzik**
21.30 Requiem, de Roland de Lassus. Par l'Ensemble Hilliard, dir. Luc Brewaeys. **Mezzo**
22.00 Motets de Lassus. Par l'Ensemble Currende, dir. Eric Van Nevel. **Mezzo**
22.20 Moussorgski. *Les Tableaux d'une Exposition.* Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan. **Mezzo**
23.15 Aïda. Opéra de Verdi. Enregistré en juin 1999. Par l'Orchestre et les Chœurs des Arènes de Vérone, dir. Daniel Oren. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

17.30 La Légende d'Alisea. Lamberto Bava. [1/2] ✪. **Téva**
18.30 L'Ile aux muettes. Roger Kahane. **Festival**
20.30 Fausto et la dame blanche. Alberto Sironi [1/2]. **Festival**
20.40 Y'a pas d'âge pour s'aimer. Thierry Chabert. **TSR**
20.45 La dernière nuit. Martin Davidson ○. **RTL 9**
20.50 Haute pression. Jean Pellerin ○. **TF 6**
21.00 Traffik, Le sang du pavot. Alastair Reid. [1 et 2/6]. **Paris Première**
21.50 Fausto et la dame blanche. Alberto Sironi. [2/2] ✪. **Festival**
22.35 Terreur dans la nuit. Colin Bucksey ♠. **TF 6**
22.55 Piégée. Joey Travolta ○. **M 6**
23.15 Les Cendres de la gloire. Atom Egoyan. **Festival**

COURTS MÉTRAGES

1.10 Libre court. *La Courte Echelle.* Thierry Poirier. **France 3**

SÉRIES

17.20 Beverly Hills. Lendemains. **TF 1**
18.55 Le Caméléon. Ligne de vie ✪. **M 6**
19.10 La Vie à cinq. Entraides ✪. **Téva**
19.25 Hill Street Blues. Le champion égaré ✪. **TMC**
20.50 Wild Palms. Fantômes **Série Club**
20.50 D. C. Party (v.o.). ✪. **Téva**
21.45 That '70s Show. Les seigneurs de l'anneau ✪. **Canal Jimmy**
22.10 Twitch City. La semaine des anges ○. **Canal Jimmy**
22.15 X-Files, Aux frontières du réel. Per Manum. ○. **TSR**
22.20 Les Chemins de l'étrange. Sous la glace. **13ème RUE**
1.00 Chapeau melon et bottes de cuir. Le tigre caché. **Série Club**

FILMS

13.15 Miquette et sa mère ■
Henri Diamant-Berger (France, 1933, 70 min) ✪. **Cinétoile**
14.25 La Comédie de Dieu ■ ■
Joao César Monteiro (Fr. - Port., 1996, v.o., 165 min) ○. **Ciné Cinémas 3**
15.45 Coup de torchon ■ ■
Bertrand Tavernier (France, 1981, 125 min) ○. **Ciné Cinémas 2**
16.10 Piège mortel ■ ■
Sidney Lumet (EU, 1982, v.o., 110 min) ○. **Ciné Cinémas 1**
16.15 Pandora ■ ■ ■
Albert Lewin (Etats-Unis, 1951, v.o., 120 min) ✪. **Cinétoile**
17.50 Les Enfants de la crise ■ ■
William Wellman (EU, 1933, v.o., 80 min). **TCM**
18.10 Si Versailles m'était conté ■ ■
Sacha Guitry (France, 1953, 170 min) ✪. **Histoire**
18.15 Le Parrain 3 ■ ■
Francis Ford Coppola (EU, 1990, v.o., 165 min) ✪. **Cinétoile**
18.15 Le Petit Criminel ■ ■ ■
Jacques Doillon (France, 1990, 100 min) ○. **TV 5**
20.30 American Graffiti ■ ■
George Lucas (Etats-Unis, 1973, 110 min) ✪. **Ciné Cinémas 2**
21.00 Lacenaire ■ ■
Francis Girod (France, 1990, 125 min) ○. **Ciné Cinémas 3**

21.00 Le Marin de Gibraltar ■ ■
Tony Richardson.
Avec Jeanne Moreau, Orson Welles, Vanessa Redgrave (GB, 1967, v.o., 85 min) ✪. **Cinétoile**

22.00 Das Beil von Wandsbeck ■ ■
Falk Harnack.
Avec Erwin Geschonneck, Käte Braun (Allemagne, 1951, v.o., 115 min) ✪. **Ciné Classics**
22.20 Piège mortel ■ ■
Sidney Lumet (Etats-Unis, 1982, 115 min) ○. **Ciné Cinémas 2**
23.00 I comme Icare ■ ■
Henri Verneuil (France, 1979, 125 min) ○. **Canal Jimmy**
23.20 Apportez-moi la tête d'Alfredo Garcia ■ ■ ■
Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1974, 110 min) ♠. **France 3**
23.55 Le Parrain 2 ■ ■
Francis Ford Coppola (EU, 1974, v.o., 190 min) ♠. **Cinétoile**
0.05 L'Arnaqueur ■ ■ ■
Robert Rossen (EU, 1961, v.o., 130 min) ✪. **Ciné Classics**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

14.45 Les Ombres du passé. Téléfilm. Marcus Cole.
16.30 Passions.
17.20 Beverly Hills.
18.15 Exclusif.
18.50 Le Bigdil.
19.48 et 20.45 **Star Academy.**
19.52 Vivre com ça.
20.00 Journal, Le Résultat des courses, Météo.
20.50 Arlette. Film. Claude Zidi.
22.40 On vous aura prévenus.
0.10 Les Coulisses de l'économie.

FRANCE 2

13.50 Derrick ✪.
15.55 Mort suspecte ✪.
16.45 Un livre.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.20 Qui est qui ?
18.00 Le Groupe.
18.30 Friends ✪.
19.00 On a tout essayé.
19.45 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Enfants du marais Film. Jean Becker ✪.
22.50 Y a un début à tout.
0.35 Journal, Météo.

FRANCE 3

14.55 Retour à Angel Falls. Téléfilm. Joyce Chopra [2/3].
16.30 MNK.
17.35 A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.20 Tous égaux.
20.55 Vie privée, vie publique. Sexe, sentiment : y a-t-il encore quelque chose à cacher ?
22.50 Météo, Soir 3.
23.20 Apportez-moi la tête d'Alfredo Garcia ■ ■ ■ Film. Sam Peckinpah ♠.

CANAL +

15.50 Stick ○.
16.10 Il y a bien longtemps ✪.
17.05 Le Quatrième Etage Film. Josh Klausner ♠.
► En clair jusqu'à 20.04
18.30 Vidocq. Le making of ✪.
18.55 + de cinéma.
19.30 Le Journal, Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 La Grande Course. En direct.
► En clair jusqu'à 20.15
20.15 Football. Ligue des champions. Manchester United - Lille ou Lyon - Bayer Leverkusen. **20.45** Coup d'envoi.
22.45 Football. Les autres rencontres de la soirée.
► En clair jusqu'à 23.58
0.00 Les Frères Falls ■ Film. Michael Polish et Mark Polish (v.o.). ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

15.00 La Tombe du prince scythe.
16.00 Devadasi, courtisane sacrée.
17.00 Les Cavaliers du mythe. [2/12].
17.30 100 % question.
18.05 C clair.
19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Café contre coca.
20.45 La Vie en face. Carnets de maternité.
21.40 Thema. Maria Félix. La diva du cinéma mexicain. **21.45** Insaisissable Maria Félix. **22.45** La fièvre monte à El Pao ■ Film. Luis Buñuel ○.
0.25 Biographies. Michael Blumenthal.
1.40 L'Aventure humaine. L'Epopée d'une icône russe.

M 6

13.35 L'Ultime Rendez-vous. Téléfilm. Noel Nosseck ○.
15.15 Demain à la une ✪.
16.05 Central Park West ✪.
17.00 M comme musique.
17.30 Mariés, deux enfants ✪.
17.55 Le Clown ✪.
18.54 C Koa le mobile ?
18.55 Le Caméléon. Ligne de vie ✪.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie ✪.
20.39 Un jour à part.
20.40 Caméra Café, Décrochages info.
20.50 E = M 6 Spécial. Les secrets de vos comportements.
22.55 Piégée. Téléfilm. Joey Travolta ○.
0.34 Météo.
0.35 Zone interdite. Arnaque aux riches.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 In vivo. Invités : Maurice Godelier ; Jean-Louis Aupetit.
20.30 Perspectives contemporaines. *Les Jardins de Camigliano*, de Patrick Roegiers.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit. L'albinos, celui qui voit dans la nuit.
0.05 Du jour au lendemain. François Bon (*Mécanique*).

FRANCE-MUSIQUES

18.00 Le Jazz est un roman. Ornette Coleman, le futuriste des origines.
19.05 Le Tour d'écoute.
20.00 Un mardi idéal. Invité : Raul Barboza et son quartet.
22.00 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème. The Night We Called It a Day.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Marais, Corrette, Mondeville.
20.40 L'Univers d'Anton Bruckner. Œuvres de Schütz, Bruckner, Schubert, Schmidt, Haydn.
22.35 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvre de Bruckner, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. E. Jochum.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
✪ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
♠ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
✪ Public adulte
Interdit aux moins de 16 ans
✪ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants

Le Monde TELEVISION

Ciné Classics

22.00 Das Beil von Wandsbeck ■ ■
Né à Glogau (Silésie) en 1887, Arnold Zweig n'eut avec le grand auteur autrichien Stefan Zweig qu'une similitude de nom. Il afficha, en 1927, des positions socialistes avec un roman critiquant violemment le militarisme. Juif et sioniste, il émigra en Palestine en 1933. Quinze ans plus tard, il s'installait en RDA. Il y devint un écrivain d'Etat. *Das Beil von Wandsbeck*, produit en 1951 par la DEFA, est l'adaptation d'un roman d'Arnold Zweig inspiré d'événements réels et repose sur une chronologie (1933-1935) qu'on peut déchiffrer à travers les images. Dans un réalisme digne du cinéma allemand de la fin des années 1920, Falk Harnack a tracé le portrait d'une classe intellectuelle et libérale incapable de lutter contre le nazisme, et donc condamnée. On peut laisser de côté toute la propagande politique de rigueur et admirer la force dramatique et tragique du film.

Arte

21.45 Maria Félix, l'insaisissable
Ce documentaire de Carmen Castillo et Jacobo Romano prouve à ceux qui en douteraient que Maria Félix est toujours aussi vivante que sa légende. Le hasard et sa beauté – à la fois froide et incendiaire – l'ont portée à l'écran, dans des films qui ne valaient guère mieux que des romans-photos, pour créer un personnage de femme fatale et de maîtresse femme, distante et provocante.

Le Monde

MARDI 18 SEPTEMBRE 2001

Une affaire de haine

par Pierre Georges

GUERRE, guerre sainte, croisade, Bien, Mal, Satan, Grand Satan. Et ainsi de suite pour une suite sans fin. Toute cette phraséologie mystico-guerrière , cette sémantique comme moyenâgeuse, ce mélange confus de fureurs temporelles et de salmigondis spirituel, tout cela on l'entend, on le lit, on le vit avec d'infinies réserves et beaucoup d'inquiétude. Comme la preuve d'un prodigieux et vain mélange des genres entre le désordre du monde, l'inhumanité des temps, la pathétique impasse des sociétés et la course la plus aveugle , la plus déterminée des plus haineux au précipice.

Dieu, s'il existe, et quel qu'il soit ou quel que soit son nom, a bon dos en l'affaire. Une affaire qui est celle d'hommes, d'hommes du XXIe siècle et dont le tout début, par son tour tragique, laisse à craindre qu'il ne devienne celui des obscurantismes les plus fanatiques. Une affaire de haine en somme.

Car voici bien ce qui chemine dans les têtes depuis longtemps, mais plus encore depuis ce mercredi américain et cette sorte de chef d'oeuvre du terrorisme -mais peut-être n'avons-nous rien vu encore !- : les temps de la haine meurtrière, comme la folie ainsi intitulée jadis, semblent venus.

Ici, comme ailleurs, cet ailleurs trop oublié ou trop négligé, des hommes complétement déshumanisés ont frappé. Haine des Etats-Unis, haine de l'Occident, haine de l'impérialisme haine de l'autre, haine de soi-même ? Nous laisserons à d'autres le soin d'analyser les ressorts profonds et les racines multiples de ce déchaînement. Des hommes ont frappé et des hommes sont morts par milliers, comme il en meurt par milliers ailleurs depuis des décennies, haine contre haine, religion contre religion, régime contre régime, pays contre pays.

Cette haine et ses conséquences ne sont en rien nouvelles. Pas plus que la détermination de ces hommes à mourir et à tuer, à mourir pour mieux tuer, comme preuve suicidaire et finale de la justesse de leur cause. Ce qui est nouveau, peut-être, en degré d'efficacité comme en charge émotionnelle, c'est que tout un monde, le nôtre, vient de découvrir la forme et l'ampleur de cette haine et partant de cette détermination.

Ce qui est angoissant, désespérant même, c'est ce que nous disent les premiers résultats de l'enquête. A supposer, et on le suppose, qu'ils soient crédibles. Ils nous disent que les hommes qui ont fait cela, tout sauf des incultes ou de la chair à terrorisme, avaient décidé de le faire et se sont préparés à le faire depuis des années. Qu'ils ont vécu le temps qu'il fallait dans la société qu'ils s'étaient donné pour projet de frapper et à terme d'anéantir. Qu'ils l'ont vécue, observée, cette société. Qu'ils ont fait l'apprentissage de ses savoirs et de ses méthodes. Qu'ils y ont mené une double vie, parfois en famille. Qu'ils se sont comportés, comme le veut le terme d'usage, en réseaux dormants, couleur de muraille et de société. Et que rien, au final, ne les a détournés de leur objectif, que leur détermination n'a jamais été entamée par cette sorte de temps de réflexion imposé par la préparation. Comme si en ces réseaux dormants, la haine, elle, ne devait ni ne pouvaient plus jamais dormir.

Offensive des indépendantistes dans l'est de la Tchétchénie

LES FORCES DU PRÉSIDENT indépendantiste tchétchène Aslan Maskhadov ont repris, lundi 17 septembre, la deuxième ville de Tchétchénie, Goudermès, et la localité montagneuse de Nojaï-Iourt, a annoncé au *Monde* son porte-parole. L'agence russe RIA avait annoncé auparavant que quelque 400 rebelles tchétchènes, *« lourdement armés, très organisés et semblant bien connaître la ville, ont attaqué Goudermès, où les combats font rage »*. Selon le porte-parole indépendantiste Maerbek Vatchagaev, les forces russes ont été surprises et mèneraient ponctuellement des pourparlers de reddition, alors que la population de Nojaï-Iourt ralliait les forces tchétchènes. Depuis le 11 septembre, d'autres attaques rebelles avaient visé les forces russes, notamment à Grozny, alors que s'intensifiaient les bombardements aériens sur les zones montagneuses, provoquant de nouvelles vagues de réfugiés. Interrogé par l'agence Reuters, le ministère de la défense à Moscou n'était pas en mesure de confirmer les informations en provenance de Goudermès.

Le gouvernement basque s'ouvre aux communistes

APRÈS DEUX ANS D'UN GOUVERNEMENT purement nationaliste très décrié pour s'être appuyé sur le soutien parlementaire des indépendantistes radicaux de Batasuna, la « vitrine politique » de l'organisation séparatiste armée ETA, le nouvel exécutif basque, né des élections du 13 mai, vient de faire une première ouverture. Les nationalistes modérés du Parti nationaliste basque (PNV) et d'Eusko Alkartasuna (EA), qui ont formé le gouvernement, viennent d'y faire entrer la représentation basque de la coalition communiste Izquierda Unida (IU), qui détiendra le portefeuille du logement et des affaires sociales. L'accord a été signé samedi 15 septembre à Vitoria, mais on le voyait venir depuis l'élection, en juillet, au poste de *lehendakari*, président du gouvernement basque, de Juan José Ibarretxe, *lehendakari* sortant, reconduit cette fois avec l'appui des trois députés communistes. Cette entrée des communistes au gouvernement signifie que M. Ibarretxe disposera d'une plus confortable majorité au Parlement (36 voix) contre le Parti populaire de José Maria Aznar et les socialistes qui ne totalisent que 32 voix. – *(Corresp.)*

Quatre pays nordiques choisissent un hélicoptère militaire européen

LA FINLANDE ET LA NORVÈGE ont annoncé, jeudi 13 septembre, à Stockholm, leur décision d'acheter des hélicoptères franco-allemands NH-90 de préférence à des concurrents américains et italiens. La Suède, de son côté, a précisé qu'elle avait sélectionné le même hélicoptère. Le Danemark, sollicité de participer au contrat, fera cavalier seul en acquérant des hélicoptères anglo-italiens EH-101. Le marché nordique du NH-90, les trois pays réunis, est estimé à 1,5 milliard d'euros (10 milliards de francs).

Tirage du *Monde* daté dimanche 16-lundi 17 septembre 2001 : 746 729 exemplaires. 1-3
Nos abonnés trouveront associé au numéro d'aujourd'hui notre supplément « Le Monde de l'économie ».

Le gouvernement italien veut restreindre l'immigration

Pas de régularisation pour les clandestins qui ne sont pas originaires d'un pays de l'Union européenne

ROME
de notre correspondante

En ces temps d'union sacrée contre la violence terroriste, le conseil des ministres, présidé par Silvio Berlusconi vendredi 14 septembre, a décidé de soumettre prochainement au Parlement un projet de loi qui lui tient à cœur autant qu'il répugne à l'opposition de centre-gauche : la restriction d'accès et de droits en matière d'immigration.

Selon ce projet, il n'y aura pas de régularisation pour les clandestins arrivés des pays autres que ceux de l'UE. Une peine de prison pouvant aller jusqu'à quatre ans est prévue pour le « récidiviste » qui, déjà expulsé, reviendrait illégalement en Italie : ainsi est introduite la criminalisation des entrées sans visa. L'obtention du permis de séjour sera désormais liée à la possession d'un contrat de travail en bonne et due forme. L'expulsion va devenir effective, avec reconduite aux frontières, pour tout clandestin. La préférence sera automatique pour tout demandeur d'emploi d'origine italienne, le recours à la main-d'œuvre immigrée ne pouvant se faire que si l'offre nationale s'avère insuffisante. Les trafiquants et passeurs sont passibles de peines de quatre à douze ans d'emprisonnement et d'une amende de 30 millions de lires pour chaque étranger introduit, et de cinq à quinze années de prison s'il s'agit de prostitution.

Umberto Bossi, numéro trois du gouvernement, en charge des réformes, a dès le lendemain fêté cette initiative. Volontiers provocateur, il n'a pas hésité à comparer ses troupes *« padanes »* (du nom de la nation « Padania », autour du Pô, dans le Nord, que la Ligue voulut un temps rendre indépendante de l'Italie) aux *« Hébreux. Ces dernières années, une classe politique jacobine a tenté d'effacer, notre réalité régionale. Mais si les Hébreux, pour défendre leur propre identité, ont fondé Israël, nous avons fondé la Ligue »*. Quant au numéro deux, Gianfranco Fini, leader d'Alliance nationale, le parti post-fasciste de la coalition au pouvoir, il n'a pas caché sa grande satisfaction.

Sans attendre, dans les syndicats et parmi les magistrats, on s'est insurgé contre ce projet de loi. Dans les rangs de L'Olivier, qui regroupe le centre-gauche, chez les Démocrates de gauche comme à Refondation communiste, on se prépare à mener une dure bataille.

LES DÉPENSES DE SANTÉ

Autre pomme de discorde, les mesures visant à contrôler les dépenses de santé et à en décharger partiellement l'Etat au profit des régions. Les Italiens devront attendre deux ans de plus la suppression du ticket modérateur promise jusque-là. Cet autre plan-santé était lui aussi dans le programme de gouvernement du candidat Berlusconi, et l'aggravation du déficit constaté dans le secteur a précipité l'initiative.

L'opposition doit guerroyer sur plusieurs fronts. Le Comité d'enquête mis en place par le gouvernement début août sur les violences policières du G 8 à Gênes fin juillet a, vendredi 14 septembre, rendu publiques ses conclusions. En substance, la police a fait son travail, obtenu les résultats escomptés en matière de sécurité du sommet, même s'il y a eu quelques excès : tel est le diagnostic de la présidence de ce Comité. *« Jugement partial, émis par des membres de Forza Italia, le parti de centre-droit de Silvio Berlusconi, oubli de faits, voire falsification »* : l'opposition dénonce vertement les conclusions du Comité et exige *« la création d'une vraie commission parlementaire indépendante »*.

Parmi les mouvements antiglobalisation présents à Gênes en juillet, on ne baisse pas la garde. A Naples, au lendemain de l'attaque terroriste contre les Etats-Unis, quelques centaines de militants « No Global » ont défilé contre le risque de guerre. Une manifestation dans le même sens est prévue à Rome jeudi 20 septembre. Le Forum italien antiglobalisation (ex-GSF), qui se réunissait ces jours derniers, n'a dans son communiqué final pas évoqué le récent attentat. Mais l'appel à manifester le 27 septembre contre la réunion de l'OTAN, qui doit alors se tenir à Naples, est maintenu.

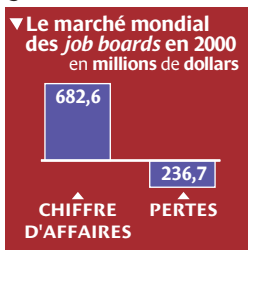
Danielle Rouard

Le Monde
ECONOMIE
LES ENJEUX ▲ LES REPÈRES
MARDI 18 SEPTEMBRE 2001

EUROPE
Les pays de l'Union ne seraient pas toujours à la traîne des Etats-Unis en matière d'innovation. Proportionnellement, la France forme davantage d'ingénieurs tandis que la Finlande et les Pays-Bas déposent plus de brevets (page IV)

BOUSSOLE
La menace d'une récession en Europe se fait de plus en plus précise : baisse des exportations vers les Etats-Unis où la consommation devrait chuter, recul de l'activité... Selon certains conjoncturistes, un cycle négatif semble amorcé (page V)

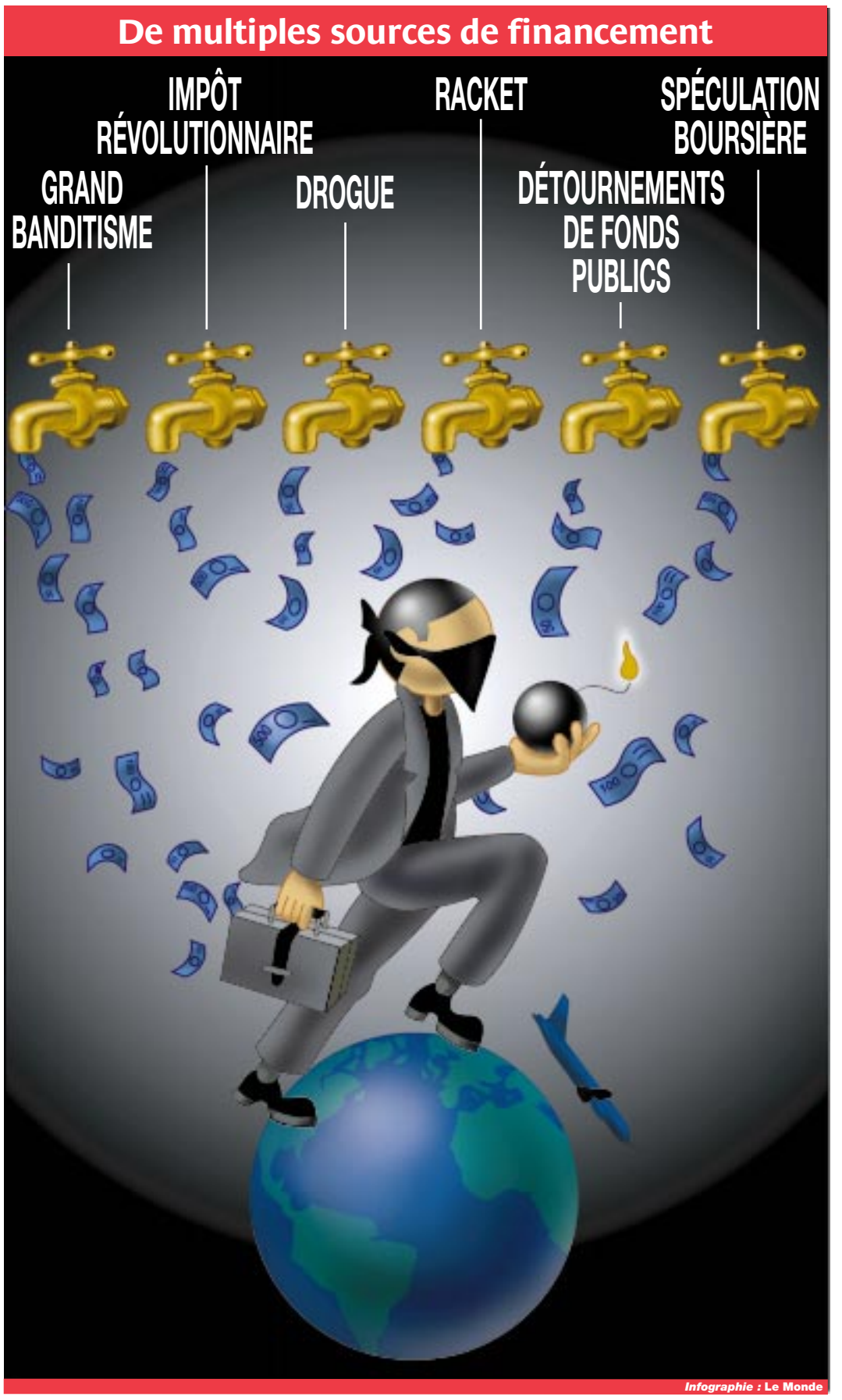
EMPLOI
● Les sites de recrutement, étranglés par la baisse de prix des annonces, cherchent de nouvelles stratégies (page VIII)
● Le capital-risque accroît sa présence en régions au bénéfice des petites et moyennes entreprises (page IX)



OFFRES D'EMPLOI
● Conseil p. XI à XIV et XXVI
● High-tech p. XV à XVII
● Banques, assurances p. XVIII et XIX
● Gestion et administration p. XX à XXIII
● Carrières internationales p. XXIV
● Collectivités territoriales p. XXV

Les réseaux armés savent profiter eux aussi de la déréglementation financière et de son opacité. Justice et Etats restent démunis

L'argent sans frontières irrigue le terrorisme



Infographie : Le Monde

Une « hyperpuissance » frappée au cœur, financier et militaire, et au corps, celui des milliers de victimes enfouies sous les 200 000 tonnes d'acier des tours jumelles de New York et les décombres du Pentagone à Washington, par un « hyperterrorisme » tout sauf aveugle ; c'est ainsi que restera inscrite dans l'Histoire cette funeste journée du 11 septembre 2001. L'Amérique, désormais elle aussi « hyperfragilisée », a promis à son peuple *« d'éradiquer le terrorisme »* avec l'aide de ses alliés. La riposte militaire qui, selon George W. Bush, doit *« mener le monde à la victoire »* semble avoir pour cible première la mouvance radicale islamiste implantée en Afghanistan, incarnée par Oussama Ben Laden et dont on rappellera que les factions les plus extrémistes ont été financées par la CIA pendant les années de guerre froide.

L'argent, justement, celui du terrorisme et du crime confondus, voilà bien un autre « mal » qu'il conviendrait aussi de diaboliser. *« La criminalisation des moyens de financement »* des organisations mafieuses de toute confession est une actualité permanente, confirme Jean-Luc Marret, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique. Ces groupes atomisés s'appuient sur le banditisme, les revenus de la drogue, l'impôt révolutionnaire, mais aussi les fraudes au budget communautaire, pour mener à bien trafics et actions armées, via paradis fiscaux et corruption à grande échelle. Un marché prospère. De l'avis des experts, le chiffre d'affaires mondial de l'ensemble des activités illicites provenant des organisations criminelles, rassemblées dans un nouvel instrument statistique baptisé produit criminel brut (PCB), représentait quelque 800 à 900 milliards de dollars (870 à 877 milliards d'euros) à la fin des années 1990, soit l'équivalent du produit intérieur brut (PIB) de la Chine à l'époque ! *« En dix ans, ce sont au bas mot 3 000 milliards de dollars (3 227 milliards d'euros) qui ont été accumulés par les mafias dans le monde »*, assurent les juges Bertossa, Gialanella, Dejemeppe, Van Ruymbeke, Joly, Vichnievsky, auteurs de l'ouvrage *Un monde sans loi* (éd. Stock).

Une économie en marge ? Non pas ! Là aussi sphère réelle et sphère virtuelle ont partie liée. Entre 1977 et 1989, plus de 800 milliards de dollars (873 milliards d'euros) ont disparu des comptabilités nationales. Pis, entre 1989 et 1998, ce sont 1 000 milliards de dollars supplémentaires (1 072 milliards d'euros) qui se sont envolés, preuve du rapprochement intervenu entre l'économie criminelle et l'économie légale, confirment policiers et magistrats. Cet argent « sale » n'a pas d'odeur, c'est bien connu, mais pas davantage de pavillon. Il est proche-oriental, tchétchène, chinois, colombien... En revanche, il dispose d'un savoir-faire et d'une technicité cosmopolites que les années de libéralisation des places financières et des mouvements de capitaux liées à la mondialisation de la planète ont grandement facilité. A titre d'exemple, le montant des actifs boursiers détenus par les cartels de Cali et de Medellin est évalué à 10 milliards de dollars. Dont une bonne partie était placée en valeurs de haute technologie, à l'origine de l'éphémère boom de la nouvelle économie, avant d'être réinvestie ailleurs dès que le vent a commencé à tourner.

Flexibilité et mobilité maximale, retour rapide sur investissement, nomadisme et globalisation dictés par la rentabilité locale, pensée émue pour la libéralisation des systèmes financiers et le démantèlement des restrictions aux mouvements de capitaux ; les « criminels de la mondialisation » ont parfaitement intégré les préceptes du libre marché. Et ceux de l'Etat minimum. La montée en puissance des flux transnationaux, la mise en réseau de la planète ont affaibli les instruments et le champ d'intervention de l'Etat-nation. Un handicap relevé par le juge Renaud Van Ruymbeke qui trouvera sans doute insuffisant l'examen le 20 septembre à Bruxelles d'un projet de mandat d'arrêt communautaire. Eradiquer le terrorisme politique et idéologique est ambition noble, partagée, autant que processus d'envergure. Mais éradiquer les centaines de milliards de dollars d'argent « sale » qui continuent à circuler quasiment en toute impunité de par le globe requiert le même degré d'exigence.

Serge Marti

[M'B'A ESCP-EAP]
L'ACCÉLÉRATEUR de carrière
L' Executive M'B'A ESCP-EAP à Paris EST UN PROGRAMME DE MANAGEMENT
conçu pour des cadres à fort potentiel très impliqués dans leur entreprise et promis à une évolution de carrière rapide. Sa pédagogie interactive et novatrice combine cours, ateliers et séminaires en Europe, Asie et Amérique latine. Ce programme **MBA** bilingue anglais / français permet le maintien d'une activité à temps plein pour obtenir en 18 mois un diplôme référencé dans le monde entier.
Rejoignez le réseau des 19 000 anciens ESCP et EAP actifs répartis dans 65 pays.
ESCP-EAP
79 avenue de la République - 75011 Paris
Cécile Miranda - Tél. : 01 49 23 22 70
E-mail : emba@escp-eap.net
www.escp-eap.net
Réunions d'information
• **20/09** - 8h15
• **04/10** - 18h15
• **17/10** - 18h15
ESCP-EAP
OXFORD PARIS MADRID BERLIN
European School of Management
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Learn everywhere. Manage anywhere.*
* Apprendre pour diriger sans frontière

JUSTICE

Questions-réponses

1 Qu'est-ce que le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) ?

Le GAFI a été créé au sommet du G 7 à Paris en 1989. Il s'agit d'un organisme intergouvernemental qui a pour objectif de concevoir et de promouvoir des stratégies de lutte contre le blanchiment des capitaux. Il s'efforce de susciter la volonté politique nécessaire pour réformer au plan national les lois et réglementations ad hoc. Le GAFI se compose de 29 pays et territoires membres ainsi que de deux organisations régionales (Commission européenne, conseil de coopération du Golfe). Quarante recommandations élaborées par le GAFI constituent un cadre mondial de lutte contre le blanchiment. Elaborées en 1990, celles-ci ont été révisées en 1996 pour tenir compte des changements en matière de blanchiment et pour anticiper d'éventuelles menaces.

Il publie depuis l'an dernier une liste des pays et territoires non-coopératifs en matière de blanchiment. En juin 2000, 15 juridictions avaient été identifiées. En septembre 2001, 21 pays ont été épinglés par le Groupement d'action financière. Parmi les nouveaux venus : l'Ukraine, le Costa Rica, Grenade et Palau. Le vote de loi antiblanchiment a évité des sanctions à Moscou qui figure sur la liste. En revanche, les Philippines seront sous surveillance.

2 Qu'appelle-t-on un « paradis fiscal » ?

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a identifié certains critères visant à définir un paradis fiscal dans un rapport de 1998 intitulé *« Concurrence fiscale dommageable, un problème mondial »*. Il s'agit d'une juridiction qui ne prélève pas ou peu d'impôts et sert aux non-résidents pour échapper à l'impôt dans leur pays de résidence. Un paradis fiscal est doté de dispositions législatives ou de pratiques administratives empêchant un échange de renseignements avec d'autres pays sur les contribuables.

Les paradis fiscaux ou centres offshore jouent un rôle accru dans les opérations de blanchiment de capitaux facilitées par des réglementations laxistes et le secret bancaire. Après la crise asiatique de 1997, il est apparu que ces centres offshore constituaient un des maillons faibles du système financier international. Les Etats s'émeuvent à présent de la concurrence dommageable et des pertes fiscales qu'entraîne, pour eux, la prolifération de ces paradis fiscaux dont le nombre a augmenté de plus de 1 400 % au cours des 15 dernières années.

3 Qu'est-ce qu'Eurojust ?

Le Conseil européen qui s'est tenu les 15 et 16 octobre 2000 à Tampere (Finlande) a décidé la création d'Eurojust, une unité composée de procureurs, de magistrats ou d'officiers de police, ayant des compétences équivalentes, détachés par chaque Etat membre, dans le but de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité organisée.

Eurojust a pour mission *« de contribuer à une bonne coordination entre les autorités nationales chargées des poursuites et d'apporter son concours dans les enquêtes relatives aux affaires de criminalité organisée, notamment sur la base de l'analyse effectuée par Europol »*. Il est prévu que cette unité doit *« coopérer étroitement avec le réseau judiciaire européen afin, notamment de simplifier l'exécution des commissions rogatoires »*. Pour certains magistrats européens, notamment les signataires de l'appel de Genève, Eurojust est insuffisant, car c'est un simple cénacle de magistrats de chancelleries des Quinze, alors qu'ils réclament la constitution d'un véritable parquet européen.

Antonio Vitorino, commissaire européen à la justice et affaires intérieures, suite aux attentats commis aux Etats-Unis, présentera le 20 septembre deux propositions de loi. La première vise à définir la notion d'*« acte de terrorisme »*. La seconde entend créer un mandat d'arrêt européen qui permettrait d'éviter les lourdeurs des procédures d'extradition.

4 Quels sont les principes adoptés par le droit international antiterroriste ?

Il existe déjà neuf conventions internationales. Parmi celles-ci, la première (La Haye, 16 décembre 1970) est la « Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs ». La troisième est liée à « la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale », y compris les agents diplomatiques, adoptée par l'assemblée générale des Nations unies le 14 décembre 1973. La sixième est le Protocole pour la répression d'actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale. La dernière en date (signée à New York en janvier 2000) est « la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme ». Elle est issue d'une proposition française à la suite des attentats contre les ambassades américaines de Dar es-Salam et Nairobi en juillet 1998.

Le terrorisme blanchit ou « noircit » son argent via les circuits financiers internationaux

A entendre les juges et les experts qui les combattent, les financiers du terrorisme, tout comme ceux du grand banditisme, savent parfaitement jouer de la mondialisation et de la libéralisation des marchés. Entourés des *« meilleurs avocats*, explique Thierry Cretin, magistrat français auprès de l'Office européen de lutte antifraude, *ils déploient des trésors d'imagination »,* non seulement dans le choix de leurs activités, mais aussi dans le montage juridique de leurs réseaux.

Ce ne fut pas toujours le cas. Terroristes et puissances criminelles, quel que soit leur creuset religieux, idéologique ou géographique, ont professionnalisé leurs pratiques économiques depuis une vingtaine d'années. Thierry Cretin, qui a collaboré à la rédaction de « Ramsès 2001 », le rapport annuel de l'Institut français des relations internationales (IFRI), aime rappeler que dans les années 1980, au temps du cartel de Medellin, le Colombien Gacha avait caché ses dollars dans des sacs plastiques enterrés dans ses propriétés, jusqu'au jour où la crue d'une rivière emporta le butin... Le Cartel de Cali, plus avisé, explique-t-il, choisit de recourir aux services de Franklin Jurado, conseiller financier du cartel et diplômé d'Harvard et de Columbia, pour blanchir 36 millions de dollars grâce à des comptes ouverts dans 68 banques de 11 pays différents à partir du Luxembourg. L'amateurisme est, en effet, maintenant bien lointain. Les délinquants financiers ont des bataillons d'experts à leur disposition, qui s'adaptent aux réglementations existantes. Ainsi s'éloignent-ils aujourd'hui du secteur bancaire (un peu) mieux surveillé par les autorités internationales pour se tourner vers d'autres institutions financières (compagnies d'assurances, sociétés d'investissement, etc.). De même, ils spéculent sur les marchés à options – très complexes, plus risqués, mais beaucoup plus rémunérateurs.

Il suffit de 20 minutes pour qu'un paiement électronique fasse le tour de la terre

De nombreux chiffres montrent le développement des transactions douteuses. Deux exemples. Tracfin, la cellule française du ministère de l'économie chargée de la lutte contre le blanchiment, créée en 1991, avait recensé, en 1993, 648 déclarations de soupçon, liées à des mouvements financiers. Ce chiffre a quasiment doublé en cinq ans (1 244 en 1998). Autre indicateur, mis en avant dans « Les délinquances économiques et financières transnationales et globalisation », rapport de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (juillet 2001) : les désajustements de la balance des paiements mondiale. Les statistiques montrent *« que le monde pris dans son ensemble connaît un déficit substantiel en compte courant »*. Le déficit est passé de 3 milliards de dollars en 1970 à 64,7 milliards en 1998 (avec des pointes qui ont pu atteindre certaines années jusqu'à 175 milliards...).

Le travail de la justice est d'autant plus délicat dans les affaires terroristes que l'argent peut provenir à la fois de réseaux légaux – à partir de collectes de fonds ainsi que de dons d'argent (volontaires ou subis) – et de circuits illégaux. Dans le premier cas, il s'agit de « noircir » l'argent. *« C'est du blanchiment à l'envers »*, explique l'un des experts qui a travaillé à la rédaction du rapport du Sénat (juin 2001) sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. *« L'objectif est de mettre des sommes propres dans des circuits clandestins afin de pouvoir les reverser à des cellules opérationnelles pour qu'elles achètent des armes ou rémunèrent les combattants, par exemple. »* Dans le second cas, *« nous sommes dans la technique classique du blanchiment*, reprend-il, *qui permet de légaliser de l'argent sale »*.

Les réseaux utilisés par les terroristes ne leur sont pas spécifiques. Comme le note le rapport du Sénat, *« ils utilisent les facilités de la finance internationale offertes aux particuliers et aux entreprises »*. Grâce à elles, l'argent n'a ni odeur... ni propriétaire affiché. S'ils disposent d'une base locale, leur activité est évidemment transnationale. Montage juridique en poupées russes, paradis fiscaux, sociétés écrans dirigées par des hommes de paille.... Tout cela servi par la mondialisation et l'informatisation des transactions bancaires : il faut à peine vingt minutes pour qu'un paiement électronique fasse le tour de la Terre. Comme l'indique le juge Eric Halphen : *« Il faut cinq minutes pour déposer 1 million de francs aux Pays-Bas, cinq autres minutes pour le transférer sur un compte britannique, cinq de plus pour le transférer à nouveau sur un compte suisse. Il faut alors une journée pour se rendre dans ce pays, solder le compte, traverser la rue et en ouvrir un autre dans un établissement différent. Un juge devra, lui, attendre six mois pour obtenir une commission rogatoire aux Pays-Bas, presque un an en Grande-Bretagne, près de six mois encore en Suisse, pour s'apercevoir que le compte incriminé a été soldé ! »*

A en croire les estimations du groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI), ce blanchiment représenterait aujourd'hui 1 000 milliards de dollars (910 milliards d'euros) par an. Quelle est la part de ces fonds qui servent au financement du terrorisme ? Aucun expert ne souhaite avancer de chiffres. En revanche, beaucoup soulignent que le boom du trafic des stupéfiants, lequel représente, à lui seul, un « marché » de 400 milliards de dollars (360 milliards d'euros), a été déterminant. *« Avec la drogue, ils ont pu accumuler d'un seul coup un capital de départ qui a changé totalement la donne de leur surface financière »*, confirme Thierry Cretin. Une mise de fonds suffisante pour jouer du mieux possible au « casino » mondial.

Marie-Béatrice Baudet

350 000 barils de pétrole en contrebande... par jour

Dimanche 9 septembre, l'incendie à bord du *Khaled 1* provoqué par un court-circuit est maîtrisé. Ce pétrolier battant pavillon du Honduras était chargé de 5 700 tonnes de brut irakien de contrebande. Naviguant dans le Golfe persique, il avait été arraisonné une semaine auparavant par la MIF, la Force multinationale d'interception composée de la marine américaine, canadienne, britannique et française, chargée de faire respecter l'embargo imposé par les Nations unies à l'Irak depuis l'invasion du Koweit en août 1990. Scénario voisin, le 5 août le *Georgios*, immatriculé également au Honduras, coulait à proximité des cotes koweitiennes avec ses 1 894 tonnes de brut. Il avait été intercepté par l'US Navy un mois auparavant. L'Irak et les propriétaires du navire accusaient alors les Américains de l'avoir coulé, version démentie par un porte-parole de la flotte qui évoque *« le très mauvais état du bateau »*.

Par voie maritime vers l'Iran ou les Emirats ; par camions vers la Turquie et la Jordanie ou par pipe-line vers la Syrie ou le Liban, la contrebande de brut irakien s'est amplifiée au fil des ans. Chaque jour l'équivalent de 300 000 à 400 000 barils sont acheminés dans les pays limitrophes de manière illicite. Ces cargaisons s'ajoutent aux 2,2 millions de barils exportés dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » des Nations unies qui assurent au pays un revenu annuel de 10 à 12 milliards de dollars (10,9 à 13 milliard d'euros). Les rentrées illégales oscillent entre 2 et 3 milliards de dollars (2,18 et 3,2 milliards d'euros), mais leur utilisation échappe à tout contrôle, surtout depuis que les inspecteurs de l'ONU ont quitté l'Irak voici près de trois ans. Selon les experts, ces fonds alimentent des comptes clandestins de Saddam Hussein et financent des importations d'armes. Pour Xavier de Villepin, président de la Commission des affaires étrangères du Sénat *« ces sommes sont susceptibles de financer des opérations terroristes »*.

Pour l'Irak, ce contournement de l'embargo s'avère efficace, non seulement financièrement mais aussi diplomatiquement car le brut expédié illicitement chez ses voisins l'est à des tarifs préférentiels. A titre d'exemple, la Jordanie bénéficie de pétrole pour moitié gratuit et pour l'autre à faible prix. Cependant, cette transaction est autorisée par dérogation de l'ONU.

De plus, ce qui se disait à mots couverts est désormais reconnu : chaque baril vendu dans le cadre du programme humanitaire est surtaxé. Bagdad exige le paiement d'une commission d'un montant oscillant entre 15 et 40 cents par baril versée dans des comptes non identifiés. Cette surtaxe rapporterait jusqu'à 140 millions de dollars par an. Personne n'y échappe, ni les négociants intermédiaires, ni les grandes compagnies pétrolières, notamment américaines, qui achètent plus des deux tiers du brut. Les pétroliers ne peuvent s'attirer l'hostilité de Bagdad car ils espèrent être retenus pour exploiter des gisements dans ce pays, le jour où les sanctions seront levées. L'enjeu est d'importance, car l'Irak est le deuxième pays au monde après l'Arabie saoudite pour ses réserves d'hydrocarbures.

Pour limiter ces dérives, les Britanniques et les Américains veulent réformer l'embargo en instaurant un système de *« smart sanctions »* ou *« sanctions intelligentes »*. L'objectif est d'alléger les restrictions visant les civils pour durcir l'embargo militaire. Cette proposition qui devait être présentée, en juillet au conseil de sécurité de l'ONU, lors du renouvellement du programme « pétrole contre nourriture » a été retirée devant l'hostilité des Russes. Le système en l'état a été prolongé de cinq mois, à la satisfaction de l'Irak et de ses voisins.

Dominique Gallois

Jean-Luc Marret, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique

« La criminalisation des fonds ne cesse d'augmenter »

« A-t-on une estimation des sommes en jeu en matière de terrorisme ?

– Il ne me semble pas sérieux de faire même une estimation de ces financements qui sont par définition occultes. En revanche, les sommes en jeu ont considérablement augmenté depuis que le terrorisme est apparu à la fin du XIXe siècle.

» En 1880, le groupe russe Narodnaya-Volya disposait de quelques centaines de dollars. Bien plus tard, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), un des groupes les plus importants au milieu des années 1970, avait des revenus de l'ordre de 20 à 30 millions de dollars. Aujourd'hui, la fortune d'Ousama Ben Laden est estimée à environ 400 millions de dollars. Son comptable principal a toutefois fait défection il y a quelques années et ses réseaux de financement s'en sont trouvés déstabilisés temporairement. Aujourd'hui, il paraît bénéficier, en plus de sa fortune personnelle, du soutien de riches sympathisants en Arabie saoudite.

» Certains groupes terroristes ont parfois rémunéré leurs membres. C'est le cas des groupes d'extrême gauche, toujours dans les années 1970, comme les Brigades rouges qui percevaient à l'époque l'équivalent du RMI. Quelqu'un comme Carlos, à l'extrême inverse, se faisait payer plusieurs centaines de milliers de dollars. Des groupes comme le Hamas, le Djihad islamique et le Hezbollah fournissent des pensions régulières aux familles dont un des membres s'est tué dans un attentat-suicide.

– D'où provient cet argent ?

– La criminalisation des fonds ne cesse d'augmenter. Dans les années 1970-1980, l'essentiel de l'argent du terrorisme international provenait des Etats, en l'occurrence essentiellement la Libye, la Syrie et l'Irak. Cette période est révolue. Désormais, les sources de financement sont multiples. On peut citer l'aide directe des militants ou des diasporas. Les minorités ethniques expatriées peuvent contribuer de manière volontaire ou au travers d'un impôt révolutionnaire.

» La tradition chez les Palestiniens a ainsi consisté à prélever un impôt sur les salaires pour alimenter, par exemple, le Fatah. Le racket et l'extorsion de fonds sont aussi des modes de financement. On peut citer à ce titre le nationalisme tamoul. Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), une organisation créée en 1972, pratiquent le racket à l'encontre de la diaspora tamil installée dans l'île Maurice, la côte orientale de l'Afrique, l'océan Indien et en Europe, y compris en France.

» Il peut aussi y avoir des créations d'entreprises-écrans. Ainsi, le Hezbollah libanais a des sociétés6-écrans en Grèce, en Turquie et à Chypre qui lui permettent à la fois de blanchir son argent et de disposer de bases logistiques pour ses opérations. On assiste également à des « noyautages » d'entreprises. Par exemple, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) peut disposer de complices dans des sociétés privées qui lui permettent de prélever un pourcentage sur les contrats. Il peut s'agir d'entreprises kurdes sympathisantes ou d'entreprises agissant sous la contrainte. La création d'organisations non gouvernementales peut aussi constituer un moyen de collecter des fonds.

– Les activités de grand banditisme financent-elles aussi le terrorisme ?

– C'est une grande tendance pour les groupes terroristes de chercher leur financement au travers de ces activités. Les enlèvements sont de plus en plus répandus, favorisés par le tourisme. On l'a vu récemment avec la prise d'otages aux Philippines par le groupe Abu Sayyaf. Les membres d'organisations non gouvernementales, les journalistes ou les touristes occidentaux sont des « butins » recherchés. Ce type d'opérations peut rapporter beaucoup d'argent en plus d'une forte exploitation médiatique.

» Le trafic de drogue est une autre ressource. Ce fut le cas au Liban dans la plaine de la Békaa. Cela le reste au Pérou avec le Sentier lumineux ou en Colombie. Le trafic de matières premières et particulièrement de diamants et de pierres précieuses est également une activité lucrative pour les terroristes. Il s'agit de matières premières faciles à exploiter, à stocker, à dissimuler et dont la provenance est difficile à établir.

» Le hold-up figure aussi dans la panoplie du financement du terrorisme. Un organisme islamiste égyptien, du nom de Jamaa Islamiya, s'était spécialisé dans l'attaque des bijouteries coptes, il y a quelques années. La fatwa promulguée, dans les années 1970, par le cheikh Omar Abdel Rahman, emprisonné aux Etats-Unis après l'attentat contre le World Trade Center de 1993, rendait licite, en cas de besoin, le vol à main armée, assassinat compris, contre *« les chrétiens mécréants et l'Etat impie »*. Avant encore, la Fraction armée rouge a pratiqué des hold-up politiques qualifiés *« d'expropriations prolétariennes »*. La fabrication de fausse monnaie, rare certes, a parfois été aussi entreprise. Action directe, par exemple, tenta d'écouler à travers l'Europe de faux chèques de voyage.

» On peut parmi les sources de financement du terrorisme rappeler l'affaire des machines à sous du GIA (Groupe islamique armé) en France. En novembre 1994, soixante-dix-sept islamistes avaient été arrêtés à l'occasion du démantèlement d'un réseau français de soutien logistique aux maquis algériens. Bien que les jeux de hasard soient prohibés par l'Islam, une liste de machines à sous clandestines, source traditionnelle de financement du banditisme, avait été trouvée.

Propos recueillis par Martine Laronche

Jean-Luc Marret

● Agé de 36 ans, il est chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique à Paris. Docteur en sciences politiques, il est professeur associé à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr . Il est notamment l'auteur de *La Fabrication de la Paix,* (éd. Ellipses, 2001).

Renaud Van Ruymbeke, premier juge d'instruction au pôle financier de Paris

« L'espace judiciaire européen est devenu trop étroit »

« En 1996, vous aviez lancé avec six autres magistrats européens un appel pour créer un espace judiciaire européen. Au regard de la situation nouvelle créée par les attentats aux Etats-Unis, quels sont les changements qui pourraient intervenir ?

– Avec plusieurs collègues européens – suisse, espagnols, italiens et belges –, nous avions lancé cette idée qu'il était nécessaire de créer un espace judiciaire européen pour lutter contre l'"argent sale", qui n'avait pas de frontières. Faute de cette entité, nous ne pouvons pas étendre directement nos investigations hors de nos frontières, et nous sommes réduits à l'état d'impuissance.

» Au niveau de l'Europe, il y a deux décisions qui n'ont pas été prises et qu'il faudra bien prendre un jour si l'on veut vraiment s'attaquer à ces problèmes d'argent sale : c'est la création d'un procureur européen et d'un parquet européen – une unité qui soit opérationnelle et qui puisse traiter de ces trafics. La seconde c'est la création d'un espace judiciaire européen permettant au parquet européen d'intervenir sur des infractions transnationales. Car, aujourd'hui, il n'y a que des réponses très parcellaires à la délinquance internationale. Chaque Etat lutte dans son coin, comme il peut.

– Les attentats de New York peuvent-ils servir de déclic pour une riposte judiciaire, sur le plan international ?

– Il est évident, au vu de ces attentats qui viennent de frapper les Etats-Unis, que cet espace judiciaire européen, dont on n'arrive pas à obtenir la création, est lui-même devenu un cadre trop étroit. La solution au problème de l'argent noir doit être désormais internationale. L'argent sale, c'est, certes, celui du terrorisme mais c'est aussi celui des trafiquants d'armes, de la drogue, de la corruption, des traites d'êtres humains, etc.

– Comment résoudre ce problème ?

– Il faut aujourd'hui convoquer d'urgence une conférence internationale. Elle devrait édicter de nouvelles règles s'imposant aux Etats et s'articulant autour de deux axes majeurs : le premier vise à assurer des règles de transparence de la vie économique, permettant l'identification des véritables dirigeants des personnes morales et des titulaires réels des comptes bancaires. En effet une société ne doit pas être seulement une coquille vide, gérée par une fiduciaire. Il faut donc éliminer ces coquilles vides et ces structures offshore et rendre publics des registres du commerce, comme cela existe dans de nombreux Etats. J'y ajouterai la levée du secret bancaire. S'il est légitime qu'un particulier ou une entreprise privée ne puisse consulter les comptes d'un tiers, il est nécessaire de permettre à l'autorité publique de le faire sans que lui soit opposé le secret bancaire.

Renaud Van Ruymbeke

● Premier juge d'instruction au pôle financier de Paris depuis le 31 mars 2000, il est chargé de la lutte contre la « délinquance astucieuse » : faux, contrefaçon, fausse monnaie, escroqueries, abus de confiance ou fraude informatique.

● Il est signataire de l'« appel de Genève » contre la corruption et le blanchiment, lancé en 1996, avec une quinzaine de magistrats européens.

» Le deuxième axe concerne la coopération judiciaire entre Etats. Quand un Etat est victime, par exemple, d'un acte de terrorisme, il devrait pouvoir mener ses enquêtes dans les autres Etats avec le relais d'enquêteurs et l'aide des juges étrangers, mais sans entrave et sans être ralenti dans ses recherches par des recours divers.

» Pour assurer le respect de ces règles élémentaires, il faut aussi concevoir un mécanisme de sanctions. Les Etats qui ne s'y plieraient pas seraient mis au ban. De cette conférence devrait émerger un supergendarme – l'image est peut-être un peu excessive –, à savoir un organe qui contrôlerait l'application effective par les Etats des normes édictées, avec des possibilités de sanctions qui pourraient aller jusqu'à l'exclusion du commerce international ou l'absence de reconnaissance des personnes morales de ces Etats. Le jour où l'on arrivera à cela, on aura franchi un grand pas.

> « Les acteurs économiques mondiaux ne veulent pas la transparence. Sur le plan international, dès qu'on parle de transparence, on lui oppose immédiatement le secret bancaire, nécessaire au droit des affaires. Or l'opacité, cela veut dire la protection de l'argent sale »

– Une action rapide est-elle envisageable ?

– Oui, la mise en place de cette conférence peut se faire rapidement. Ce n'est pas pour autant que l'on va, du jour au lendemain, éradiquer ces centaines de milliards de dollars d'argent sale qui circulent en toute impunité et sans qu'on puisse les détecter à l'heure actuelle. Il est déjà bien tard mais c'est un prélable nécessaire. Il n'est pas normal que des petits Etats, des petites îles lointaines, sous couvert de secret bancaire, permettent à des terroristes ou à des marchands d'armes de continuer à prospérer et de laisser peser une menace aujourd'hui bien réelle. Le nerf de la guerre, c'est l'argent. Les réseaux terroristes, sans l'argent, n'existent pas. Ils ne peuvent pas financer des implantations à l'étranger ou acheter des armes. Actuellement, on parle pour certains de milliards de dollars circulant dans des circuits off shore et gérés dans l'opacité le plus totale. Ces fonds sont ensuite réinvestis dans les places boursières à New York, Londres ou Paris sans que personne, à l'arrivée, ne puisse détecter leur origine. Tant que l'on n'aura pas compris cela, on n'aura pas réglé le problème.

– Qui peut être moteur ? Les juges, les Etats ?

– Ce problème ne relève pas du juge. Celui-ci intervient sur des enquêtes ponctuelles, mais à l'intérieur d'un système. La responsabilité de réunir des Etats, d'organiser une conférence internationale, de prendre des décisions relève uniquement et exclusivement d'une volonté politique. Pour l'instant, celle-ci demeure absente. Mais je suis convaincu que, à terme, cette volonté s'imposera nécessairement à tous. Elle se heurtera inévitablement aux lobbies économiques. Les acteurs économiques mondiaux ne veulent pas la transparence. Sur le plan international, dès qu'on parle de transparence, on lui oppose immédiatement le secret bancaire, nécessaire au droit des affaires. Or l'opacité, cela veut dire la protection de l'argent sale.

» Aujourd'hui, le montant de l'argent sale injecté dans l'économie mondiale est si important que l'on ne connaît pas les conséquences économiques de son retrait. Mais plus on attend, plus cette tendance évoluera de manière exponentielle, amplifiée par la mondialisation sans frein des échanges. Le préalable, c'est donc d'assurer une moralisation de la vie économique internationale. Actuellement, l'argent n'a pas d'odeur, il est donc toujours bon à prendre. Le pouvoir politique n'a pas conscience de l'ampleur du problème et se révèle à ce jour incapable de le régler parce qu'il est international. Pour que cela change, il faudrait véritablement une volonté politique des Etats. »

Propos recueillis par Alain Beuve-Méry

Fraudes et associations de malfaiteurs...

Il s'agit d'une histoire vraie rapportée par des experts du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI) qui ont consacré un bref développement au financement du terrorisme dans un rapport publié en février 2001. Cet exemple illustre le recours au blanchiment des capitaux par les terroristes et leurs connexions avec le « milieu ».

Dans un pays X, une vaste enquête de police criminelle et financière portant sur des activités de contrebande à l'échelle nationale qui impliquait une cellule soupçonnée de terrorisme a conduit récemment à l'arrestation de dix-huit personnes et à la perquisition de dix-huit domiciles et sociétés. Ces individus, dont sept étaient suspectés d'être membres, ou au minimum sympathisants, d'une organisation terroriste étrangère, ont été accusés de fraude en matière de mariage et de visa ainsi que d'autres infractions aux lois sur l'immigration, de corruption et de conspiration en rapport avec des fraudes, d'association de malfaiteurs en vue de passer des cigarettes de contrebande et de conspiration en vue de blanchiment.

Les sept personnes, complices de l'organisation terroriste, fournissaient une assistance matérielle et financière à un pays Y, à partir du pays X, en violation des lois de ce dernier. Plus précisément, soulignent les experts du GAFI, le document d'accusation actuel vise à prouver que sept des accusés ont contracté des mariages blancs avec des citoyens du pays B afin d'obtenir un statut de résident permanent.

MESURES EXCEPTIONNELLES

Ayant ainsi organisé leur présence continue dans le pays, plusieurs accusés ont, pendant quatre ans, passé de grandes quantités de cigarettes en contrebande en profitant des différentes taxes entre pays. Au cours de cette période, les accusés ont blanchi les fonds provenant de leurs activités délictueuses par le biais de divers établissements bancaires et comptes de cartes de crédit.

Dans ce rapport, les experts soulignent que les mouvements terroristes n'hésitent pas à recourir aux mêmes méthodes de blanchiment que la criminalité organisée. Toutefois, les mesures exceptionnelles de lutte contre le blanchiment peuvent s'avérer inopérantes en matière de lutte contre les activités terroristes. Certains experts du GAFI ont en effet fait valoir que, malgré la similarité des méthodes, l'activité terroriste pouvait ne pas constituer du blanchiment en soi dans le cas où les fonds n'ont pas une origine criminelle mais une origine légale (dons et contributions, vente de publications, ou encore fonds provenant d'activités commerciales légitimes).

Et si aucun lien ne peut être établi entre les fonds et l'activité criminelle qui les a générés, les pays concernés risquent de ne pas pouvoir invoquer la législation anti-blanchiment pour aider les enquêteurs ou rechercher l'origine de ces fonds. La question est donc aujourd'hui de savoir si on peut étendre les mesures exceptionnelles de lutte contre le blanchiment de l'argent à la détection des flux financiers qui servent à financer le terrorisme, y compris quand l'origine des fonds est légale. Cela suppose un examen des experts et un consensus de la part des vingt-neuf Etats membres du GAFI.

M. L.

Du racket... au détournement de subventions communautaires

Le financement du terrorisme s'appuie sur différents piliers :

● L'impôt prélevé pour « la cause »

Comme l'explique Bernard Besson, haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur français et auteur de l'ouvrage intitulé *Du renseignement à l'intelligence économique* (éd. Dunod. 2001), *« une organisation terroriste est avant tout une administration fiscale. Sans prélèvements obligatoires, elle n'existerait pas »*. Une partie des fonds du terrorisme est donc de l'argent « propre », dans la mesure où il est ponctionné auprès de particuliers ou d'entreprises. C'est *« l'impôt pour la cause »*.

Les versements peuvent être volontaires. Il est de notoriété publique que l'IRA a pu ainsi collecter des fonds auprès de familles irlandaises émigrées aux Etats-Unis. Riches ou pauvres diasporas sont sollicitées. Il existe ainsi au Proche-Orient un « réseau des millionnaires » dont les membres seraient liés aux Frères musulmans et qui dispose de trois piliers : l'un aux Etats-Unis, l'autre en Europe occidentale et le troisième dans le golfe Persique. Au sein de ce réseau, on trouve le nom d'Oussama Ben Laden.

Mais parfois l'idéologie de la cause ne suffit pas à faire ouvrir les porte-monnaie. Il faut forcer la main : racket, rançon demandée après enlèvement, menaces de sabotage, chantage... Le quotidien espagnol *El Mundo* a, par exemple, évalué ce que pouvait représenter la demande de « contributions volontaires » de l'ETA auprès des entrepreneurs basques pour soutenir la lutte armée : de 30 000 à 60 000 euros.

> 10 % à 15 % du budget annuel des Quinze disparaît chaque année. Une partie des fonds structurels est dévoyée et la contrebande de cigarettes se développe

● Les réseaux de criminalité organisée

Le terrorisme emprunte à un certain nombre de circuits du grand banditisme. Pas tous. Pour les experts, il est probable, par exemple, que le trafic d'espèces animales protégées, évalué selon le World Wild Foundation à 100 milliards de francs par an, n'est pas l'un de ses champs de prédilection. On peut, en revanche, en lister beaucoup d'autres.

– La drogue

Le commerce annuel de stupéfiants représenterait selon le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (Pnucid) 2 500 milliards de francs, soit 8 % du commerce mondial, alors que l'industrie automobile représente 2 900 milliards de francs. L'argent permet d'acheter des armes.

Le terrorisme y est partie prenante. Deux exemples cités par la justice internationale : la Colombie et ses plantations de coca, qui profitent, notamment, aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), une guérilla marxisante. *« Certains rapports estiment que les FARC comptent environ 40 000 hommes*, explique un magistrat. *La drogue est un financeur majeur. Leur objectif est de pouvoir armer 100 000 combattants, ce qui correspond aux forces armées de l'Etat... »*

Autre point stratégique : le Croissant d'or (Afghanistan, Pakistan, Iran), dont les champs de pavot alimentent les fonds du terrorisme international. *« Il est intéressant de noter,* explique Thierry Cretin, magistrat français auprès de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), *que de nombreux groupes terroristes disposent d'une zone géographique où le trafic de drogue est possible. »*

– Le trafic de médicaments

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) le chiffre à 80 milliards de francs par an. Principalement visées : les drogues de synthèse (ecstasy, kétamine, GHB et autres amphétamines). Un chiffre : le coût de production d'une pilule, revendue selon sa qualité entre 1,70 et 3,50 francs, est inférieur à 1 franc.

– La contrefaçon commerciale

Les experts du ministère de l'économie et des finances estiment que cette activité représente l'équivalent de 3 % à 9 % du commerce international, soit entre 150 et 470 milliards de dollars par an. Pour les spécialistes, ce circuit est celui de l'argent facile, car le risque est beaucoup moins élevé que pour le trafic de stupéfiants. D'ailleurs, ses adeptes jouent parfaitement des différences de législation, y compris au sein de l'Union européenne, où certains Etats membres ne considèrent pas ce commerce comme un délit pénal.

– Les fraudes au budget communautaire

Les dépenses de l'Union européenne (UE) représentent 93 milliards d'euros pour l'année 2000. L'OLAF estime que 10 % à 15 % de cette somme sont détournés, soit de 53 à 83 milliards de francs.

Deux fraudes sont plus susceptibles d'alimenter les caisses terroristes. La première concerne la contrebande de cigarettes, entreposées dans un premier temps au sein de l'UE, avant d'être exportées ou déclarées comme telles vers des pays tiers.

Un chiffre donne une idée des sommes en jeu : un camion de cigarettes est taxable de 1 million d'euros. Or, les « organisations » suivies de près par l'OLAF traitent des milliers de camions par an. Certaines des pistes conduisent à l'ETA, notamment. Des armes ont ainsi été retrouvées dans des camions détournés au Pays basque. Comme la contrefaçon, la contrebande de cigarettes présente des risques légaux beaucoup plus légers que le reste de la panoplie criminelle. *« Cette fraude est donc de plus en plus prisée et devient une des priorités de notre organisation »*, indique-t-on à l'OLAF.

Autre piste : les fonds structurels, avec, notamment, le cas de la Corse, éligible à ces subventions dont certaines sont détournées au profit des organisations terroristes de l'île.

– Trafics divers

Les organisations criminelles internationales ne manquent pas d'imagination, comme le prouvent les derniers dossiers découverts, celui de la gestion des déchets toxiques, par exemple. Certaines officines rendraient ainsi service à des industriels désireux de se débarrasser à bon compte de leurs résidus. Elles aident donc à l'enfouissement illégal de substances toxiques. Mais il ne faudrait pas oublier de mentionner les trafics de diamants (Angola), de pétrole (Irak), etc., qui alimentent les caisses du terrorisme international.

M.-B. B.

Bibliographie

● **Les Délinquances économiques et financières transnationales et globalisation,** de Jean Cartier-Bresson, Christelle Josselin, Stefano Manacorda, Ed. IHESI, 2001, 134 p., 11,43 € (75 F).

● **Un monde sans loi. La criminalité financière en images.** Ouvrage collectif, Ed. Stock,1998,140 p., 22,9 € (150 F).

● **Les Grandes Tendances du monde,** Ramsès 2001, Ed. Dunod, 374 p, 33,4 € (219 F).

● **« Le terrorisme. Violence et politique ».** Dossier sous la direction de Xavier Crettiez. La Documentation française. *Problèmes politiques et sociaux,* n° 859, 2001, 90 p., 7 € (45,92 F).

● **« Guerres et conflits dans l'après-guerre froide ».** Dossier sous la direction de Dario Battistela. La documentation économique. *Problèmes économiques et sociaux,* n° 799-800, 1998, 120 p., 12,19 € (80 F).

● **Rapport sur la répression du financement du terrorisme.** Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées au Sénat, juin 2001, 22 p., 0,69 € (4,50 F).

● **Rapport 2001 du GAFI** (Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux) disponible sur le site Internet www.oecd.org/fatf

Internet Intelligence

avec les Mastères Spécialisés d'une grande école d'ingénieurs

médias numériques avec INA

management de projet

information stratégique

GROUPE ESIEE

Accrédités par la Conférence des Grandes Écoles

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Clôture des inscriptions : 21 septembre 2001
Admission : scientifiques/non scientifiques

Journées Portes Ouvertes : 18 septembre 14h - 20h

Tél. : 01 45 92 66 25 - eslee.fr

ADONIS Création

Les points forts de l'innovation au sein des Quinze

Par le nombre de nouveaux diplômés en science de l'ingénierie et les investissements consacrés aux technologies de l'information et de la communication, l'Union devance les Etats-Unis

A Bruxelles, l'heure ne serait pas à la pensée unique... en matière de politique d'innovation en tout cas ! La présentation du *Tableau de bord de l'innovation 2001,* publié lundi 17 septembre par les services d'Erkki Liikanen, commissaire Entreprises et société de l'information, se veut optimiste. Sur quasiment le même sujet, lors de la présentation des indicateurs sur *Les Performances des politiques nationales de recherche,* le 22 juin, Philippe Busquin, commissaire à la recherche, avait en revanche tiré la sonnette d'alarme, informant une nouvelle fois l'opinion sur le retard de l'Union européenne par rapport aux Etats-Unis en matière de recherche.

Il ne s'agit néanmoins que d'une différence de « marketing » politique. Les résultats bruts des deux enquêtes sont, en effet, assez semblables. Cette duplication des efforts bruxellois, un peu étonnante, aura donc eu le mérite de valider des chiffres recueillis avec des méthodologies différentes. La direction générale Recherche avait en effet choisi de s'appuyer sur les travaux statistiques élaborés par les services d'études de chacun des Etats membres. Ceux-ci devant suivre des règles précisément définies, pour s'assurer de l'homogénéité des résultats. Ce système devait avoir l'avantage de ne permettre aucune contestation de la part des Etats membres au sujet des chiffres les concernant. Alors que la direction générale Entreprises a eu recours à des cabinets d'études spécialisés.

Certes, cette deuxième étude indique aussi que les Etats-Unis devancent l'Europe dans de très nombreux domaines, mais *« l'Union européenne a en elle des points forts qui lui donnent un potentiel de rattrapage »,* dit-on à la commission Entreprises.

Résolument positif, l'objectif de ce dernier palmarès est de mettre en évidence les points forts de chaque Etat membre, pour en faire ensuite profiter les autres pays. *« Pour pratiquement chaque indicateur on trouve un pays européen qui affiche un meilleur score que les Etats-Unis »,* explique Jean-Noël Duruy, chef de l'unité Politique d'innovation à la direction générale Entreprises.

Il en est ainsi, par exemple, de la dépense de recherche et développement des entreprises européennes ramenée au produit intérieur brut. Sa faiblesse est très souvent stigmatisée. Pourtant, deux pays, la Suède et la Finlande, affichent des ratios supérieurs à ceux des Etats-Unis.

Autre exemple : globalement, les Européens déposent moins de brevets de technologies par million d'habitants que ne le font les Américains. Pourtant deux pays européens dépassent les Etats-Unis dans ce domaine : la Finlande et les Pays-Bas.

Bref, en assemblant les forces des uns et des autres, on obtiendrait le continent idéal. Et c'est un peu l'objectif d'Erkki Liikanen. *« On a beaucoup à attendre de l'échange entre les pays »,* dit-on dans son entourage.

Pour y parvenir, il faudrait sans doute réduire les importantes disparités entre les politiques d'innovation de chaque Etat membre.

L'étude classe les pays en quatre catégories. Dans la première, celle des Etats en avance sur la moyenne et qui poursuivent leur progression, on trouve les pays scandinaves et l'Irlande. Dans la seconde, celle des pays en avance, mais dont la progression se ralentit, se trouvent la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne. Dans la troisième, celle des pays en train de combler leur retard, se situent la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne et la Grèce. En revanche, la France se retrouve avec l'Autriche, l'Italie et le Portugal, dans la quatrième catégorie, celle des pays dont le retard s'accroît.

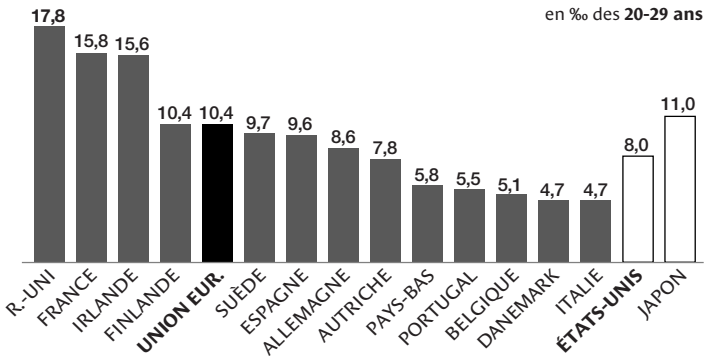
Mais, à nouveau, cette faiblesse globale ne doit pas cacher les points forts. Un tableau les recense pays par pays. En France, l'offre de diplômés en sciences et ingénierie, les dépenses publiques en recherche et développement, l'innovation en matière de produits sont autant de points forts. 15,8 ‰ des jeunes de 20 à 29 ans sont diplômés en sciences de l'ingénierie, ce qui place l'Hexagone en deuxième position derrière la Grande-Bretagne, mais nettement au-dessus de la moyenne européenne (10,4‰), elle-même nettement supérieure à la moyenne américaine (8‰).

Globalement, l'étude recense trois domaines dans lesquels l'Union est en tête par rapport aux Etats-Unis : outre l'offre de nouveaux diplômés en science de l'ingénierie, il s'agit de l'investissement public en recherche et développement et des investissements consacrés aux technologies de l'information et de la communication. Pour les autres domaines, l'étude propose un certain nombre d'actions afin de rattraper le retard européen.

Annie Kahn

▼ L'Europe forme proportionnellement plus d'ingénieurs que les Etats-Unis

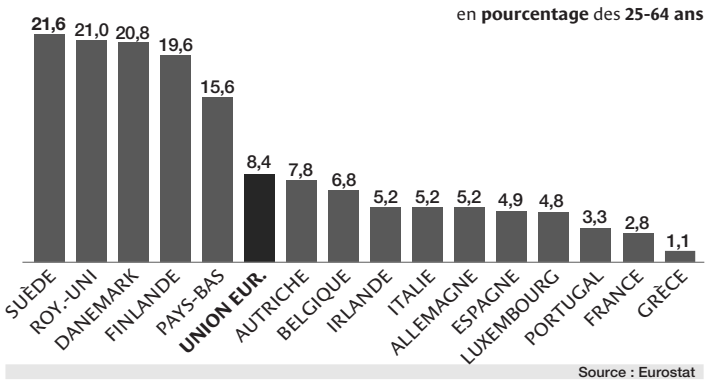
NOUVEAUX DIPLÔMÉS EN SCIENCES ET INGÉNIERIE



Source : Eurostat, US. Bureau of census

▼ La formation tout au long de la vie : un des points forts scandinaves

PARTICIPATION À DES ACTIONS DE FORMATION CONTINUE



Source : Eurostat

Policiers et faussaires se préparent aussi à l'euro

La devise européenne ne devrait pas échapper à la tradition de contrefaçon qui a toujours accompagné les émissions de monnaie. Pourtant les billets réunissent les meilleures mesures de sécurité des Douze

Lorsqu'il y a monnaie, il y a fausse monnaie. Cette règle est valable depuis que la monnaie métallique existe, et l'introduction des pièces et billets en euros ne fera pas exception. Les instituts d'émission ont toujours cherché à inventer la monnaie la plus difficile possible à copier, mais rien, malgré tout, n'a jamais empêché les faussaires d'en fabriquer. Dans les années 1980, on comptait dans le monde quelque cinq cents nouveaux cas de fausse monnaie par an dans une cinquantaine de pays, pour une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars – plus de 80 % des contrefaçons concernent le dollar. En 1999, Europol a recensé dans les pays de l'Union européenne, 1,12 milliard de faux billets et 290 000 fausses pièces pour une valeur totale de 600 000 euros (3,94 milliards de francs). En France, les chiffres sont tenus secrets, mais on connaît la proportion de faux billets : un sur 37 000 aujourd'hui contre un sur 20 000 il y a dix ans. Car dans l'Hexagone comme dans le reste de l'Europe, les cas de contrefaçon ont baissé au cours des dernières années... en attendant l'euro.

Car c'est évidemment sur la nouvelle monnaie européenne que les attentions convergent. L'euro bénéficiera des meilleures techniques de prévention connues. Ces moyens porteront sur quatre domaines : le papier (texture, filigrane, fil métallique incorporé), l'encre (encre incolore apparaissant aux rayons ultraviolets ou à couleur variable selon l'inclinaison), l'impression (transvision, hologrammes...) et les signes explicites de sécurité (microchiffres, bande magnétique...). La plupart de ces signes sont communs à tous les pays mais certaines particularités subsisteront encore sur les billets nationaux.

Les experts des instituts d'émission ont travaillé plusieurs années sur les signes de l'euro. Ces billets intégreront ce qu'il existe de plus efficace dans chaque pays ainsi que de nouveaux dispositifs. Soixante-trois points de contrôle ont été déterminés, incluant autour de dix (le nombre réel est secret) signes de sécurité destinés à prévenir la fausse monnaie. Outre les signes classiques, on retrouvera donc le fil incorporé et la bande métallique, que la Banque de France a été parmi les premières à mettre en place, ainsi que l'hologramme, utilisé à l'étranger.

Les principaux éléments d'authentification des pièces et billets ont été dévoilés le 30 août, avant-veille du jour où les banques ont commencé à être approvisionnées. Mais les kits de pièces ne seront disponibles pour le public qu'à partir du 14 décembre et il faudra attendre le 1er janvier 2002 pour avoir des billets entre les mains. Une sécurité supplémentaire pour ne pas laisser aux faussaires le temps de se préparer... Ces parades techniques sont complétées par une collaboration policière et judiciaire européenne. Les compétences d'Europol ont été étendues au faux-monnayage en 1999, et toutes les informations sur la fausse monnaie sont centralisées.

Le changement de monnaie est-il, en lui-même, un facteur de risque ? Les effets semblent contradictoires. D'une part l'inexpérience fait craindre que le public puisse être abusé. Une intense campagne d'information sera menée fin 2001 afin d'expliquer aux citoyens et plus encore aux professionnels comment reconnaître les billets. D'autre part, l'effet euro est un facteur de sécurité, car la curiosité va jouer et les utilisateurs feront plus attention aux billets qu'ils ne le font habituellement pour les monnaies nationales. Ainsi, le risque d'abus devrait être limité, à l'exception de la partie de la population la plus vulnérable, notamment les personnes âgées, isolées, qui peuvent se laisser abuser par des margoulins leur proposant de changer leur monnaie.

CIBLE PRIVILÉGIÉE

Le risque de fraude est néanmoins inévitable car le coefficient multiplicateur entre le coût de fabrication et la valeur d'échange est sans égal. A titre indicatif, la fabrication d'une pièce de 1 ou 2 euros revient, pour les instituts d'émissions, à 91 centimes, soit 14 cents, et la fabrication d'un billet de 5 à 500 euros revient à moins de 50 centimes...

L'euro induit en outre des risques spécifiques. En effet, l'étude du faux-monnayage montre que plus la monnaie circule et plus elle est copiée. Ce n'est pas un hasard si le dollar est devenu le billet le plus copié au monde. Avec ses 300 millions de consommateurs, l'euro devient à son tour une cible privilégiée et les services spécialisés s'attendent à un regain d'activité des faussaires.

Ceux-ci sont de deux types : les groupes criminels organisés et les artisans. Le faussaire individuel a toujours existé. En 1950, des experts étaient stupéfaits de la qualité des copies d'un faussaire polonais qui fabriquait une pâte à base d'un mélange de papier calque et de papier à cigarettes. Le génie artistique a disparu mais les qualités de photocopie, de scannage et d'impression ont pris le relais. Ce sont aujourd'hui les armes nouvelles des faussaires.

La fraude en Europe devrait être limitée au démarrage. Ne serait-ce que parce l'on sait que les faux billets ne sont pas fabriqués au début de la mise en circulation des originaux. Que se passera-t-il après ? L'inquiétude vient moins des pays de l'Union que de cette partie de l'Europe où la fausse monnaie est une tradition. En 1997, 7 millions de faux dollars ont été découverts en ex-Yougoslavie. 40 milliards de (vrais ?) marks circulent dans les Balkans. Quand le mark basculera, euros, vrais et faux, prendront le relais.

Nicolas-Jean Bréhon

Une lutte séculaire

- **Au Moyen Age** : utilisation des poinçons secrets sur les pièces.
- **XVIe siècle** : l'Allemand Max Schwab invente le balancier, une presse en métal qui permet des frappes de pièces parfaitement rondes.
- **XVIIe siècle** : le Français Jean Castaing invente le marquage des tranches des pièces.
- **1800** : premiers billets numérotés de la Banque de France.
- **1844** : utilisation du filigrane.
- **1846** : utilisation de la couleur.
- **1874** : billets bicolores ; utilisation aux Etats-Unis des machines à dessins (ce qui permet des arabesques inextricables).
- **1906** : impression en quadrichromie.
- **1990** : la Banque de France utilise le fil de sécurité incorporé au papier, l'encre à couleur changeante selon l'angle et la bande magnétique inphotocopiable. En Europe, utilisation de l'hologramme.
- **2002** : nouveaux billets en euros assemblant les meilleures mesures de sécurité des douze Etats et de nouveaux signes de protection.

DROIT ET ÉCONOMIE

par Stéphane Corone

Les moutons de Madame Jippes

Le Petit Prince n'est pas le seul à aimer les moutons ! Mme Jippes, une Néerlandaise, s'est laissé séduire par ces sympathiques animaux au point d'en adopter quatre et d'y ajouter dans son élan deux chèvres. Mais on le sait, avoir des animaux domestiques à la maison est incontestablement une source de contraintes et de soucis, qui peuvent devenir inextricables lorsqu'il s'agit d'ovidés et de caprinés.

Face aux ravages provoqués par la fièvre aphteuse dans les campagnes européennes, Mme Jippes a demandé au ministre de l'agriculture de son pays l'autorisation de faire vacciner ses moutons et chèvres. Las, le ministre n'a pas répondu, condamnant ainsi ces animaux à risquer la contamination, au même titre que leurs congénères non apprivoisés. Mme Jippes a alors décidé de se battre sur le terrain juridique contre cette décision et a engagé une procédure devant un tribunal néerlandais.

Précisons d'emblée qu'il lui fallait impérativement cette autorisation, car une décision de la Commission européenne (2001/246/CE) visant à lutter contre la fièvre aphteuse aux Pays-Bas détermine les zones du pays dans lesquelles la vaccination est interdite, ce qui est le cas à Ydes, où demeure Mme Jippes. Cette décision a été prise sur le fondement d'une directive européenne du 26 juin 1990 (90/423/CEE) modifiant une directive du 18 novembre 1985 (85/511/CE), qui établit les mesures communautaires de lutte contre la fièvre aphteuse. Le texte de 1990 prévoit l'abattage systématique de tous les animaux contaminés ou susceptibles de l'être et interdit la vaccination préventive.

La Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) estime que le droit européen n'impose pas à proprement parler un principe juridique de « bien-être » des animaux, mais que la Communauté se préoccupe toutefois de leur santé

Ce choix résulte d'une étude menée par la Commission, qui donnait la préférence au terme d'un bilan coûts-avantages à une politique de non-vaccination, politique retenue par le Conseil européen. Cette étude affirmait que la vaccination préventive ne permettrait pas l'éradication de la maladie car les animaux vaccinés peuvent rester porteurs du virus et contaminer les animaux sains. Par ailleurs, l'impossibilité de distinguer les animaux vaccinés des animaux malades empêcherait de contrôler l'évolution de l'épizootie. Les experts soulignaient également des difficultés pratiques et financières : pour être efficace, une politique de vaccination préventive de l'ensemble des animaux de la Communauté européenne obligerait à vacciner 300 millions d'animaux deux fois par an ! Ils notaient enfin que les Etats qui optent pour la vaccination voient chuter leurs exportations d'animaux vers les pays tiers car ils ne bénéficient plus du statut de *« pays indemne de fièvre aphteuse »* au sens du code zoosanitaire, qui règle les échanges internationaux d'animaux vivants. Au vu de ce rapport, la Communauté a donc opté pour une politique de non-vaccination et d'abattage systématique des animaux atteints et de ceux susceptibles de l'être. La vaccination préventive n'est possible qu'à titre exceptionnel, notamment pour les animaux des zoos et pour les espèces menacées d'extinction.

Mme Jippes a soutenu devant le tribunal néerlandais que l'interdiction de vacciner était contraire à la convention européenne sur la protection du droit des animaux, adoptée le 10 mars 1976. Celle-ci prévoit notamment que tout animal doit bénéficier de *« soins »* appropriés à ses besoins et que les Etats doivent tenir compte *« des exigences en matière de bien-être des animaux »*. Pour Mme Jippes, il existerait donc un principe général du droit communautaire qui obligerait en quelque sorte les Etats à protéger et à soigner les animaux dans la mesure où ils le peuvent. La directive de 1990 qui instaure l'interdiction de vaccination préventive serait contraire à ce « principe de bien-être ». Elle estimait également que l'interdiction de vacciner est une mesure extrême et disproportionnée par rapport à l'épidémie. Elle proposait enfin d'établir que ses animaux n'étaient pas atteints, puis de les vacciner et de les mettre en quarantaine.

Le juge néerlandais était bien tenté de lui donner satisfaction ; il préféra toutefois demander au préalable à la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) de se prononcer sur la légalité de cette interdiction de vacciner au regard du droit communautaire. Et, devant l'urgence de la situation, le juge néerlandais demanda à la Cour d'utiliser la nouvelle procédure mise en place par l'article 104 *bis* du règlement de la Cour. Le président de la Cour accepta pour la première fois d'utiliser cette procédure exceptionnelle. C'est dans ces conditions que la Cour rendit le 12 juillet dernier un arrêt fort intéressant (C-189/01).

La Cour estime d'abord que le droit européen n'impose pas à proprement parler un principe juridique de « bien-être » des animaux, mais que la Communauté se préoccupe toutefois de leur santé. Elle rappelle ensuite que la politique de non-vaccination a été prise à l'issue d'une étude sérieuse. Que l'abattage des animaux contaminés et la non-vaccination des autres sont le meilleur moyen d'éradiquer la maladie et qu'ainsi cette politique tient compte de la protection et de la santé des animaux. Ces mesures ne sont donc pas disproportionnées à l'épidémie. La Cour souligne que, si l'on autorise toute personne qui le demande à vacciner en dehors des zones autorisées, on augmente le risque de contamination. Enfin, elle constate que les moutons et les chèvres de Mme Jippes ne sont pas des espèces menacées d'extinction... condition qui leur aurait permis de bénéficier d'une exceptionnelle vaccination.

La Cour européenne a donc profité du triste sort des six animaux de Mme Jippes pour valider l'interdiction européenne de vacciner contre la fièvre aphteuse et l'abattage systématique des troupeaux condamnés, qui a amené plusieurs millions d'animaux à la mort au cours de ces derniers mois. Elle a également saisi l'occasion pour inaugurer sa procédure d'urgence, ce qui a permis d'obtenir cette décision en moins de trois mois. Si l'argumentation des juges est sans reproche, on peut toutefois regretter qu'ils aient refusé l'exception demandée eu égard à la singularité du cas. Les juristes savent que l'exception confirme la règle, pourquoi alors se priver de ménager la chèvre et le chou !

Stéphane Corone *(Agence Juris Presse)*

▼ Baisse des prix à la production industrielle dans l'Union Européenne

VARIATION PAR RAPPORT AU MÊME MOIS DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE EN %

	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
Ensemble de l'industrie, construction exceptée	4,0	3,6	3,7	3,3	2,9	2,1
Biens intermédiaires	3,7	3,2	2,4	1,8	1,5	0,9
Énergie	10,0	7,8	10,4	9,5	7,0	4,0
Biens d'investissements	0,1	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6
Biens de consommation durables	1,7	1,9	1,9	1,9	2,0	1,9
Biens de consommation non durables	3,0	3,5	3,5	3,4	3,4	3,3

Source : Eurostat

■ **AU MOIS DE JUILLET,** les prix à la production industrielle ont baissé de 0,3 % par rapport au mois de juin dans l'Union européenne et de 0,4 % dans la zone euro. De juillet 2000 à juillet 2001, les prix à la production industrielle auront au total progressé de 2,3 % dans la zone euro et de 2,1 % dans l'Union, confirmant le ralentissement de l'indice annuel global des prix observé depuis plusieurs mois. Le ralentissement de juillet a été principalement dû aux variations de prix du secteur de l'énergie et des biens intermédiaires.

■ **LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE** a été limitée à 4 % dans l'ensemble des quinze pays de l'Union. Les prix des biens intermédiaires ont augmenté de 0,8 % dans la zone euro et de 0,9 % dans l'Union européenne. Pour les biens d'investissement, les biens de consommation durables et non durables, les taux annuels ont fluctué légèrement ou sont restés identiques à ceux enregistrés le mois précédent dans les deux zones.

Les indicateurs économiques internationaux « Le Monde » / Eurostat

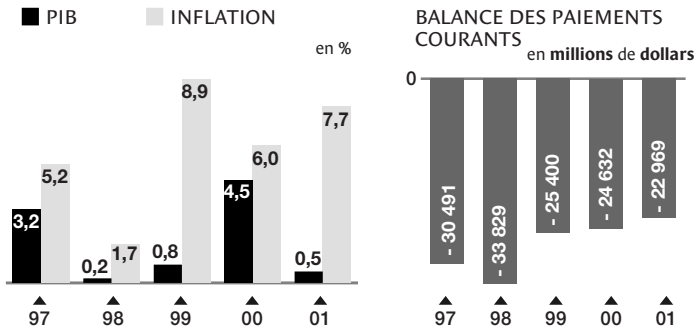
	UE 15	EURO 11	ALLEMAGNE	BELGIQUE	ESPAGNE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	ROY. UNI	E. U.	JAPON
PRODUCTION INDUSTRIELLE (juin 2001, en %)											
Sur un an	0,9	1,4	2,0	- 0,5	- 0,7	0,9	0,6	0,7	2,7	ND	ND
Sur un mois	0,7	0,6	0,8	1,8	- 0,3	0,3	0,1	4,4	0,1	ND	ND
PRIX À LA CONSOMMATION (juillet 2001, en %)											
Sur un an	2,6*	2,8*	2,6	2,7	3,7	2,2*	2,8	5,2*	1,4	2,7	- 0,5 (06/01)
Sur un mois	- 0,2*	- 0,1*	0,0	- 1,3	0,2	0,2*	0,1	- 0,1*	- 0,7	- 0,3	- 0,3 (06/01)
PIB EN VOLUME (1er trimestre 2001, en %)											
Sur un an	2,6	2,6	2,0	2,4	3,3	2,9	2,4	2,8	2,7	2,5	- 0,1
Sur trois mois	0,5	0,6	0,4	0,5	1,0	0,5	0,8	0,1	0,5	0,3	- 0,2
DÉFICIT PUBLIC/PIB (en %)											
2000	0,3	1,2	1,3	0,0	- 0,3	- 1,3	- 0,3	2,0	4,4	1,0 (1999)	- 7,6 (1999)
DETTE PUBLIQUE/PIB (en %)											
2000	69,7	64,2	60,0	110,9	60,6	58,0	110,2	56,3	42,9	59,3	105,4 (1999)
SOLDE COMMERCIAL EXTRACOMMUNAUTAIRE (en milliards d'euros, juin 2001)											
	- 4,4*	5,0*	6,8	0,2	- 4,0	0,5	0,5 (mai)	2,5	- 6,4	- 40,5 (12/00)	10,1 (12/00)
INVESTISSEMENT (FBCF) (1er trimestre 2001, en %)											
Sur trois mois	- 0,6	- 0,4	- 2,4	1,1**	2,0	0,9	0,6	0,0	- 2,7	0,6	- 0,1

* provisoire ** 4e trimestre 2000

Pour plus d'informations : http:/europa.eu.int/eurostat.html

PAYS ÉMERGENTS

▼ Le Brésil au bord de la récession



Source : Nord-Sud Export-Groupe Le Monde

■ **APRÈS UNE CROISSANCE** de 4,5 % en 2000, le Brésil doit affronter un violent ralentissement. Il subit les effets de la crise du voisin argentin. Pour contrer la spéculation sur le real, la banque centrale a dû relever les taux d'intérêt alors que la consommation montrait déjà des signes de faiblesse. Le Fonds monétaire international (FMI) a décidé d'accorder un nouveau prêt d'un an de 15 milliards de dollars (13,5 milliards d'euros), qui prendra effet à la fin de l'année.

■ **UNE PROGRESSION INATTENDUE** des prix alimentaires a entraîné un dérapage de l'inflation. L'objectif de 4 % fixé au début de l'année sera largement dépassé, même si les autorités ont réaffirmé que la maîtrise de l'inflation demeure un objectif majeur. La balance des paiements sera cette année encore déficitaire en dépit de la progression des exportations.

Les indicateurs français

	DERNIER MOIS CONNU	VARIATION SUR UN AN
CONSOMMATION DES MÉNAGES	+ 1,5 % (juin)	+ 2,7 %
TAUX D'ÉPARGNE	16,9 %	+ 1,6 %
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES	+ 0,3 %	4,3 %
COMMERCE EXTÉRIEUR (en milliards d'euros) (solde cumulé sur 12 mois)	1,1 (juin 2001) 0,3 (janvier 2001)	+ 0,6 % - 11,4 %
ENQUÊTE MENSUELLE SUR LE MORAL DES MÉNAGES*	- 9 (juillet)	+ 3**
ENQUÊTE MENSUELLE DANS L'INDUSTRIE* opinion des chefs d'entreprise sur les perspectives générales de production	- 36 (juillet)	+ 40**
CRÉATIONS D'ENTREPRISES	22428 (juillet)	+ 2,6 %
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES***	1 344 (mars)	- 13,7 %

* solde de réponses, cvs, en % ** solde net douze mois auparavant *** par date de jugement

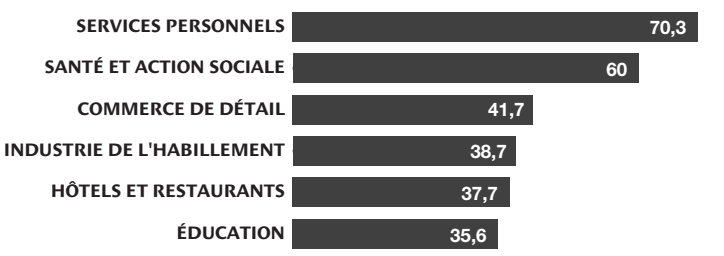
Sources : Insee, Douanes

INNOVATION

▼ Les créatrices d'entreprises privilégient six secteurs

ENTREPRISES CRÉÉES PAR DES FEMMES

en % du total d'entreprises créées dans le secteur en 1998



Source : APCE

■ **LES FEMMES** ayant créé une entreprise ont en moyenne 38,9 ans, soit un peu plus que les hommes (38 ans). Elles le font essentiellement après 50 ans ou avant 25 ans : dans ces deux tranches d'âge, elles créent plus de sociétés que les hommes ; globalement les femmes ne représentent néanmoins que 28 % des créateurs d'entreprise.

■ **PLUS DIPLÔMÉES,** 28,9 % des créatrices ont un diplôme de niveau au moins égal à bac+2, contre 27 % des hommes. Elles sont néanmoins moins bien préparées : deux tiers des créatrices n'ont suivi aucune formation spécifique à la création d'entreprise.

■ **LEURS MOYENS FINANCIERS** sont plus faibles. Les entreprises qu'elles créent sont aussi plus petites : trois ans et demi après leur création, 71 % des créatrices n'emploient pas de salarié, contre 59 % des créateurs.

La menace d'une récession en Europe se fait plus précise

Chute probable de la consommation américaine, baisse des exportations vers les Etats-Unis, recul de l'activité : un cycle négatif semble amorcé

Nul ne peut encore évaluer les répercussions économiques des événements intervenus aux Etats-Unis le 11 septembre, tant sont importantes les incertitudes. A court terme, néanmoins, les conséquences ne soulèvent guère de doute : l'activité économique mondiale, à commencer bien sûr par celle des Etats-Unis, est sur la voie d'un ajustement brutal à la baisse. Particulièrement mal en point ces derniers mois, l'économie américaine n'est plus en mesure aujourd'hui d'éviter une récession.

Une chute de la confiance des ménages, déjà ébranlée par la détérioration du marché de l'emploi et le repli marqué des Bourses depuis le début de l'année, semble inévitable dans les circonstances actuelles et se soldera sans nul doute par une remontée prononcée de l'épargne de précaution et par une contraction de la consommation. Jusqu'à quel point ? Durant combien de temps ? Il est aujourd'hui impossible de le prédire, mais ce changement de comportement des consommateurs précipitera assurément la première économie mondiale dans la récession avant la fin de l'année, un diagnostic bien préoccupant pour l'ensemble de la planète.

La forte contraction prévisible des importations américaines risque d'entraîner dans son sillage une bonne partie du globe dans la crise. En Asie et en Amérique latine, où de nombreuses économies sont depuis plusieurs trimestres dans une situation précaire, pour ne pas parler du Japon en récession depuis le début de l'année, la contraction des débouchés américains se révélera particulièrement douloureuse.

L'Europe tirera difficilement son épingle du jeu dans un tel environnement. Particulièrement ouverte sur l'extérieur – les exportations de biens représentaient 17 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Union économique et monétaire (UEM) à la fin de l'année dernière –, la zone euro est très sensible aux fluctuations de la demande internationale et devrait être frappée par une nouvelle contraction de ses exportations dans les tout prochains mois.

On en connaît les conséquences. Dans la foulée du retournement conjoncturel américain amorcé à la fin de l'année dernière, les exportations des pays de la zone euro se sont d'ores et déjà sensiblement affaissées : de 11 % par an fin 2000, la croissance du volume des exportations de biens et services n'était plus que de 4,8 % au deuxième trimestre de cette année. La production industrielle, qui progressait encore sur un rythme annuel de 5 %-6 % fin 2000, n'affichait plus qu'une progression de moins de 1 % au printemps.

La croissance de l'emploi s'est pratiquement interrompue, occasionnant une remontée quasi généralisée du chômage parmi les Douze. Les perspectives d'investissement des entreprises ont subi une correction brutale. Prise en étau entre la baisse de la confiance des ménages et les pertes de pouvoir d'achat consécutives à la remontée des prix, la consommation privée s'est sensiblement ralentie. En hausse de 3,3 % en milieu d'année dernière, les dépenses réelles des ménages de la zone euro n'augmentaient plus que de 1,7 % au deuxième trimestre 2001.

Au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a pratiquement stagné, n'affichant qu'une maigre hausse de 0,1 % selon les premières estimations délivrées à la fin de la semaine dernière. Au cours des quatre derniers trimestres, la croissance des Douze n'a par conséquent pas excédé 1,7 %, alors qu'elle évoluait sur une tendance de 3,9 % l'année dernière. Envisager dans de telles conditions une correction supplémentaire sur le front des exportations soulève assurément beaucoup d'inquiétudes quant à la capacité des pays de l'UEM à échapper à une récession, ou tout au moins à la stagnation pendant plusieurs trimestres.

CHOC PSYCHOLOGIQUE

Outre la forte dégradation du contexte extérieur, le choc psychologique que représentent les attentats américains sur la population se retrouvera sans tarder sur les indicateurs de confiance des consommateurs et, par voie de conséquence, sur leur comportement de dépenses. Il n'est pas de précédent historique permettant de juger des effets potentiels sur la confiance et la consommation. Les indices reflètent néanmoins une très grande sensibilité à tout événement fragilisant la stabilité politique internationale ou la sécurité nationale.

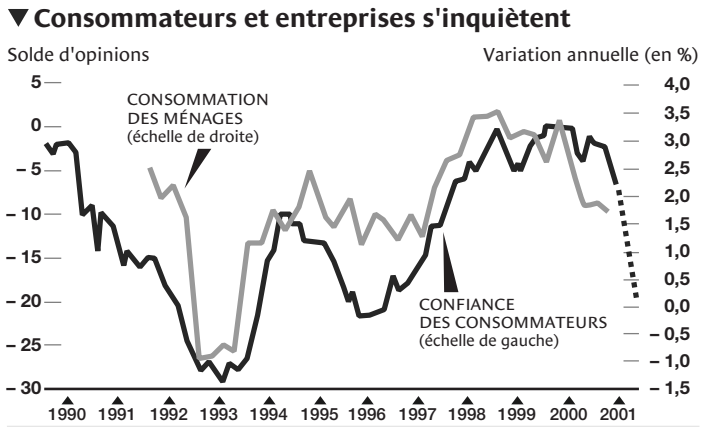
Le baromètre du moral des ménages européens s'était contracté de quelque dix points immédiatement après l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990, pour continuer à s'effriter de dix points supplémentaires au cours des cinq mois qui suivirent et précédèrent la guerre éclair du 15 janvier 1991. De tels chocs ont un effet manifeste et le plus souvent très rapide sur le comportement des dépenses des ménages. Les perspectives de consommation, déjà très largement détériorées, s'en trouvent encore fragilisées.

Le bilan économique des attentats sera donc vraisemblablement lourd. Un premier chiffrage approximatif laisse entrevoir un choc pouvant avoisiner un point et demi sur la croissance de la zone euro d'ici au milieu de l'an prochain, ce qui, au vu des niveaux actuels de la croissance (1,7 % au deuxième trimestre), pourrait être synonyme d'une situation de quasi-récession en 2002. Sans comparaison, pour l'instant, avec la récession de 1993, année durant laquelle le PIB de la zone euro s'était contracté de 0,8 %, le choc actuel semble néanmoins susceptible de se solder par une rupture conjoncturelle.

Un tel contexte n'est guère compatible avec la stabilisation du taux de chômage qui, après une décrue d'une ampleur inespérée entre 1997 et le début 2001, a tout lieu d'entamer une remontée significative au cours des prochains mois. Il n'est guère compatible non plus avec le respect du programme de stabilité budgétaire de l'UEM qui vise à une disparition des déficits publics de la zone euro à l'horizon 2004 et pourrait même remettre en cause le pacte de stabilité, qui limite à 3 % du PIB le niveau des déficits publics. L'Allemagne et l'Italie, pour lesquelles les perspectives conjoncturelles sont les plus inquiétantes, risquent de ne pas être en mesure de contenir la dérive de leurs finances publiques dans les limites autorisées par ce pacte. L'absence de marge de manœuvre budgétaire appellera sans doute une détente plus marquée des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE).

Véronique Riches-Flores
Chef économiste Europe
à la Société générale

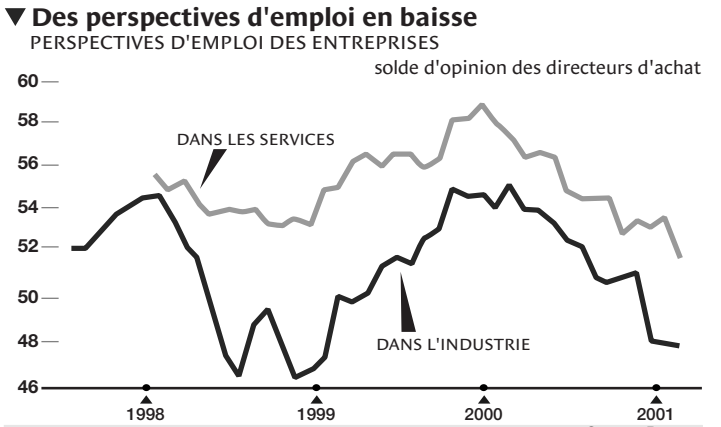
▼ Consommateurs et entreprises s'inquiètent



Source : Datastream

▼ Des perspectives d'emploi en baisse

PERSPECTIVES D'EMPLOI DES ENTREPRISES



Source : Reuters

CRÉATION
COMMERCIALISATION
MARKETING
en partenariat avec
de nombreuses entreprises
du secteur du luxe

Recrutement :
Bac + 3 / Bac + 4

6 mois de cours
et 6 mois de stage

Début de la formation :
22 octobre 2001

Master International du Luxe

www.masterluxe.com

Tél. 01 40 03 15 68

ÉCOLE SUPÉRIEURE
DE COMMERCE ET DE MARKETING
Institut supérieur des Sciences,
Techniques et Économie Commerciales
Établissement privé d'enseignement
technique supérieur créé en 1961
12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris

istec

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par Laurent Fléchaire

Il y a 25 ans, le plan Barre

En 1976, les Français doivent apprendre un nouveau mot : la « stagflation ». Ce vocable du jargon économique mélange croissance faible et inflation forte. Pour combattre ce mal d'un genre nouveau, apparu avec la crise de 1974, Raymond Barre propose, le 22 septembre 1976, quatre semaines après avoir formé son gouvernement, un plan fait de mesures d'austérité et qui, depuis, porte son nom. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Comme Raymond Poincaré en 1926 et Antoine Pinay en 1952, le successeur de Jacques Chirac à Matignon cumule les postes de premier ministre et de ministre des finances. Il faut dire que la situation est grave. La France compte bientôt un million de chômeurs. Le renchérissement du prix du pétrole a révélé une crise profonde et mondiale. Les gains de productivité, qui ont tiré toute la machine économique pendant les « trente glorieuses », se sont évaporés. L'inflation et le chômage atteignent des niveaux inquiétants. La concurrence asiatique, dans les industries de main-d'œuvre comme le textile ou la métallurgie, se fait rudement sentir.

Les économistes sont d'autant plus perplexes que tous les indicateurs sont au rouge en même temps. Quand la crise pétrolière survient, marquée par le choc de 1973, on pare au plus pressé, sans comprendre l'étendue du mal qui ronge l'économie. On donne ainsi un « coup de frein sur les prix » avec un plan de refroidissement Fourcade en 1974, avant de faire machine arrière pour lutter contre le chômage, avec la relance Chirac de septembre 1975. Malheureusement, la situation de l'emploi ne s'améliore pas et on anticipe, en milieu d'année, une inflation de 13 % pour 1976. Pire : l'inflation est, en France, autoentretenue puisque la progression des salaires est indexée sur celle des prix.

Les impôts sur le revenu sont majorés de 4 % à 8 % pour les contribuables aisés, et l'impôt sur les sociétés de 4 %. Les cotisations de la Sécurité sociale sont revues à la hausse. Le prix de la vignette s'accroît de 43 % à 127 %. Le super augmente de 27 centimes et passe à... 2,25 francs

Autre cercle vicieux alimentant la spirale inflationniste : la chute du franc. Elle rend plus chères les importations incompressibles, comme le pétrole. En mars 1976, la France est contrainte de sortir du serpent monétaire, la Banque de France s'étant épuisée, en vain, à défendre le franc. C'est dans ce contexte désastreux que le président Valéry Giscard d'Estaing fait appel à Raymond Barre pour remplacer Jacques Chirac. Cet ancien professeur d'économie, qui ne s'est jamais présenté à une élection, fut directeur de cabinet du ministre de l'industrie Jean-Marcel Jeannenay, puis commissaire européen à Bruxelles et enfin ministre du commerce extérieur depuis janvier 1976 seulement.

On le présente comme le meilleur économiste de France, d'après un mot du président de la République. Mais VGE récuse ce « titre » et indique, dans ses Mémoires, avoir parlé au soir de la nomination de Raymond Barre d'*« un des meilleurs économistes de France »* et non du meilleur économiste de France. En tout cas, Raymond Barre a une image de bon technicien et il a choisi sa cible : l'inflation. Son raisonnement est simple : quand les prix s'élèvent plus rapidement en France qu'ailleurs, les produits français deviennent moins compétitifs, ce qui pénalise l'activité économique et donc l'emploi. Il faut donc freiner l'inflation pour retrouver compétitivité, croissance et emploi. Pour freiner l'inflation il faut limiter la demande et donc prendre des mesures d'austérité. Le 22 septembre 1976, le premier ministre annonce, à la télévision, son plan aux Français. Les prix sont bloqués jusqu'en janvier et l'inflation doit être limitée à 6,5% pour l'année 1977. Les impôts sur le revenu sont majorés de 4 % à 8 % pour les contribuables aisés et l'impôt sur les sociétés de 4 %. Les cotisations de la Sécurité sociale sont revues à la hausse pour tout le monde. Le prix de la vignette s'accroît de 43 % 127 %, selon les cylindrées. Le super augmente de 27 centimes et passe à... 2,25 francs.

Selon un sondage publié par *Le Figaro Magazine* le 27 septembre 1976, moins d'un tiers des personnes interrogées pensent que le plan Barre a des chances de réussir. Pourtant le premier ministre insiste sur la confiance et le consentement nécessaires des Français. Tandis que la CFDT évoque une *« opération de sauvetage des intérêts patronaux »*, la CGT rejette en bloc ce plan de *« régression sociale »* tandis que la Fédération de l'éducation nationale (FEN) appelle à une *« riposte globale »*. Les syndicats programment une grande journée d'action le 7 octobre. Giscard intervient le 29 septembre à la télévision pour rassurer les Français. Les observateurs le trouvent froid et peu convaincant. La Bourse, aussi, accueille mal le plan et sombre dans la morosité.

Raymond Barre reste stoïque et affirme que l'on pourra juger de l'efficacité de son plan fin 1977. De son côté, Jacques Chirac a fondé le RPR en décembre 1976 et gagne la Mairie de Paris en 1977, contre le candidat soutenu par l'Elysée. Les gaullistes ne sont plus ni à Matignon ni à l'Elysée, situation inédite depuis 1958, et mènent la vie dure au gouvernement. Les marges de manœuvre de celui-ci sont aussi réduites que l'est son assise politique. De plus, la faible popularité du gouvernement fait craindre au patronat la victoire de la gauche en 1978. Le Parti socialiste se déclare encore marxiste, contrairement aux sociaux-démocrates allemands ou aux travaillistes britanniques. Et la peur des patrons se traduit par un investissement en berne. Sur l'année 1976, l'inflation est revenue sous les 10 %, à 9,9 %. Mais fin 1977 elle est toujours de 9 %. Le franc décroche par rapport aux monnaies fortes comme le mark ou le franc suisse, mais reste dans le sillage du dollar. Le chômage a crû de 10 %, les défaillances d'entreprises de 12 %, le déficit commercial est supérieur à 11 milliards de francs et l'OCDE prévoit un avenir encore plus terne à l'économie française. Le 26 avril 1977, devant le Parlement, Raymond Barre déclare que *« les facteurs-clés de l'inflation sont maîtrisés* (...), *le point noir reste l'évolution de l'emploi »*. Au final, l'inflation aura été de 11,1 % de 1974 à 1980 alors qu'elle n'était que de 4,7 % en Allemagne fédérale.

Raymond Barre, qui voulait assainir les finances publiques, voit l'endettement de l'Etat passer de 8,1 % du PIB en 1974 à 13,8 % en 1979. Le second choc pétrolier de 1979 fait plonger le déficit de la balance commerciale, à 13 milliards de francs en 1979, puis à 62 milliards en 1980. Le pouvoir change de camp en 1981. François Mitterrand investit l'Elysée. Deux ans plus tard, la gauche va voter la désindexation des salaires et parviendra à casser la spirale inflationniste. Ironie de l'histoire, c'est elle qui va finalement réussir à mettre à bas l'ennemi juré de Raymond Barre : l'inflation.

Les pays émergents fortement malmenés par la crise

Un tonneau sans fond ; c'est ainsi qu'apparaît à la mi-septembre la situation financière de l'Argentine, quelques jours après l'octroi d'un prêt de 3 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros) à ce pays, dans le cadre d'une aide supplémentaire de 8 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) qui vient s'ajouter aux précédents secours. Cette dernière enveloppe est destinée, dans un premier temps, à permettre à Buenos Aires de faire face à une échéance mensuelle de remboursement et, à terme, d'alléger et de restructurer une dette publique devenue colossale. Celle-ci est évaluée à 128 milliards de dollars (environ 116 milliards d'euros), ce qui équivaut à 45 % du produit intérieur brut national (PIB) et son service est déjà estimé à 17 milliards de dollars (15,3 milliards d'euros) pour la seule année 2002.

D'ores et déjà, il apparaît que cette nouvelle bouée de sauvetage qui porte à 21,5 milliards de dollars (19,35 milliards d'euros) le montant de la ligne de crédit dont dispose l'Argentine auprès du FMI, ne lui permettra pas d'avoir durablement la tête hors de l'eau. *« Cela ne suffira pas, semble-t-il »,* a prévenu le 7 septembre Tom Dawson, le directeur des relations extérieures du FMI, à la sortie de la réunion du comité exécutif du Fonds consacrée, pour l'essentiel, à cet encombrant dossier. Un constat qui ravive la crainte de voir l'Argentine confrontée d'encore plus près au risque de défaut de paiement de sa dette publique, voire de dévaluation du peso.

Depuis plus d'un an, le gouvernement du président Fernando de la Rua n'en finit pas de négocier avec les institutions financières de Washington pour éviter à son pays la banqueroute. En décembre 2000, un premier plan de sauvetage mis en place par le FMI et des banques privées lui avait permis de bénéficier d'un prêt de 39,7 milliards de dollars (35, 7 milliards d'euros). Six mois plus tard, l'Argentine qui, après avoir épuisé deux ministres des finances en peu de temps, avait fait appel, en mars, à Domingo Cavallo – celui qui, dix ans plus tôt avait connu son heure de gloire en liant le cours du peso au dollar américain à parité égale –, procédait en juin à une conversion d'ampleur de sa dette, à hauteur de 29,4 milliards de dollars (26,4 milliards d'euros), afin d'alléger ses besoins de financement à court terme. Cela n'a pas suffi. Durant l'été, l'incendie s'est rallumé, obligeant une nouvelle fois les émissaires du Fonds à faire la navette avec Buenos Aires où, entre-temps, le peso a été arrimé pour moitié au dollar et pour le reste à l'euro.

Après l'Argentine et la Turquie, confrontées à une dette colossale, c'est au tour du Brésil de connaître à nouveau de graves difficultés financières. Les attentats perpétrés aux Etats-Unis sont un nouveau facteur de déstabilisation

Mais leur mission de pompier volant ne se limite pas à la capitale argentine et à ses turbulences financières. Celles-ci ont gagné le Brésil auquel le Fonds monétaire international a dû consentir une aide de 15 milliards de dollars (13,5 milliards d'euros) qualifiée de *« matelas protecteur »* par le président Fernando Henrique Cardoso. La contamination par son voisin argentin, particulièrement mal en point après trois années de récession, n'explique pas à elle seule les difficultés du Brésil. Celles-ci proviennent aussi de l'envolée des taux d'intérêt, de la forte baisse du réal et de la crise énergétique que traverse le pays. Si l'Argentine sait qu'elle doit faire face à une nouvelle contraction de son PIB cette année, de son côté, la hausse du PIB brésilien a brutalement été ramenée à 0,5 % au premier semestre et la croissance de 4 % enregistrée en 2000 devrait, au mieux, être réduite de moitié en 2001. Outre le Brésil, les autres partenaires de l'Argentine au sein du Mercosur, le Paraguay et l'Uruguay, sont naturellement affectés par les difficultés de Buenos Aires. En revanche, jusqu'ici, le Mexique avait réussi à passer entre les mailles du filet mais le ralentissement brutal de l'économie américaine, prête à tout moment à verser dans la récession, lui a porté un coup sévère que certains économistes évaluent à l'équivalent de 5 points de moins en termes de PIB.

COMPORTEMENT POLITIQUE

Pour l'instant, à Washington, tant au siège du FMI et de la Banque mondiale que dans le Bureau ovale de la Maison Blanche, on se contente d'observer l'évolution de la situation mexicaine sans intervenir vraiment. Mais l'évolution de la situation économique influe sur le comportement politique. Il ne fait pas de doute que les crispations de toujours risquent de s'aviver entre les Etats-Unis et leur voisin du Rio Grande si l'on en juge par le contentieux qu'ont été contraints d'évoquer récemment en tête à tête le président mexicain Vicente Fox et George W. Bush à propos de la régularisation de l'immigration illégale des chicanos aux Etats-Unis.

La nouvelle administration américaine doit aussi revoir la ligne politique que les plus conservateurs des Républicains entourant le candidat à la présidence avaient tracée à l'intention de l'ex-gouverneur du Texas et qui consistait à ligoter les interventions du FMI en faveur des pays en difficulté. La réalité politique en a décidé autrement. L'appel lancé à la mi-août par les dix-neuf pays latino-américains composant le Groupe de Rio a finalement été entendu à Washington. Les Etats-Unis pouvaient d'autant moins traîner longtemps des pieds que le FMI dont ils sont le premier actionnaire a dû également se porter au secours de la Turquie, un pays qui a toujours occupé une place importante sur l'échiquier géostratégique américain, en lui octroyant une ligne de crédit de 19 milliards de dollars (17,1 milliards d'euros).

Cette générosité de la communauté financière internationale est-elle à mettre au compte d'une brusque prise de conscience sur la gravité de la crise dans les pays émergents – que les conséquences des attentats perpétrés aux Etats-Unis vont certainement aggraver – ? Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) s'en défend. Interrogé à la fin août par le Sénat, il a précisé qu'à ses yeux les risques inhérents aux difficultés actuelles des économies émergentes étaient moindres que ceux de 1997-1998, dans la mesure où, pour les pays actuellement en cause, *« leur endettement est bien moindre et leurs réserves de change sont beaucoup plus importantes »*.

Le diagnostic se veut rassurant. Il oublie un chiffre et un facteur. Le chiffre est celui des aides financières consenties à l'Argentine, au Brésil et à la Turquie qui, mises bout à bout et compte tenu des inévitables rallonges à venir, est en passe d'égaler les quelque 100 milliards de dollars (90 milliards d'euros) de secours d'urgence mis en place, sous l'égide du FMI, pour éviter la déconfiture de ce qui était jusqu'a l'été 1997 le *« miracle asiatique »*. Le facteur nouveau est qu'aujourd'hui, à la différence de la situation prévalant à l'époque, lorsque la locomotive américaine entraînait fortement le reste de l'économie internationale, la croissance est en panne, simultanément aux Etats-Unis, au Japon et en Europe ; trois zones d'où proviennent, ensemble et quand tout va bien, 75 % de la croissance mondiale. Ce qui, pour l'heure, élimine tout espoir de relais salvateur à des crises régionales dans laquelle semblent s'enfoncer les pays émergents.

S. M.

Carlos Quenan et Luis Miotti, économistes à CDC-IXIS

« Le spectre du défaut de paiement plane sur l'Argentine »

« La crise argentine semble s'aggraver. En quoi est-elle spécifique ?

– Les spécificités sont nombreuses. Tout d'abord, à la différence des autres crises comme celles qui avaient éclaté précédemment en Asie ou en Russie, celle-ci était largement anticipée. De plus, elle concerne l'Argentine, qui est le plus gros émetteur des pays émergents.

» Elle est surtout née d'un problème de solvabilité, précipité par des chocs externes très importants que le pays a subis depuis 1998. Commençons par souligner la forte appréciation du dollar auquel est lié le peso. Cette revalorisation a pénalisé l'économie et les exportations. A cela s'est greffée la crise brésilienne, dont les répercussions ont été immédiates sur l'activité. La dévaluation du real a porté un rude coup à l'économie argentine, qui exporte 30 % de sa production vers le Brésil.

» De plus, l'Argentine, pays fortement endetté, a été incapable de s'imposer une véritable discipline fiscale depuis 1997. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que le pays doit dégager des excédents pour couvrir les intérêts de ses emprunts. S'il ne peut le faire, il doit s'endetter pour les payer.

– Quelles ont été les conséquences ?

– Le problème argentin tient, en grande partie, aux contraintes du système de la parité fixe qui a été défini en 1991, alignant le peso sur le dollar, et qui a permis de juguler l'hyperinflation. La base monétaire doit augmenter proportionnellement aux réserves de change. Tout nouveau peso émis doit être couvert par un dollar. Il faut donc une discipline fiscale stricte, au risque de voir la dette publique augmenter dans des proportions non maîtrisables. C'est aujourd'hui le vrai problème. Le remboursement des intérêts, qui représentait 6 % des recettes budgétaires en 1994, est passé à plus de 20 % en 2001. Une part de cette augmentation est due au triplement du montant de la dette et l'autre au renchérissement de chaque emprunt. Les prêteurs, jugeant la situation du pays difficile, ont augmenté leur prime de risque.

» Face à ces dérapages, l'Etat aurait dû faire des ajustements dès 1995. A l'époque, nous avions déjà des motifs d'inquiétude avec l'entrée en vigueur de la réforme des retraites, le système par répartition ayant été remplacé en partie par un système de capitalisation. Cette évolution entraîne un manque à gagner pour les finances publiques pendant un bon laps de temps. L'exemple chilien montre que cela peut durer vingt-cinq ans...

» Les craintes ont augmenté dès 1997 avec la crise asiatique. Lorsque la crise brésilienne éclate, un peu plus tard, la demande interne a fortement ralenti. A l'époque, le ministre argentin de l'économie du président Menem affirmait que les "*mécanismes automatiques*" allaient permettre de redresser la barre. En vain. La période électorale ensuite n'incitait pas aux efforts. Lorsque la nouvelle administration est arrivée, en 1999, elle a tenté de corriger la tendance, elle a échoué.

– L'Argentine était un pays surveillé par le FMI. Comment se fait-il que les autorités internationales n'aient rien vu ? Il n'y a pas eu de dispositifs d'alerte ?

– Le dispositif d'alerte a été la crise mexicaine de 1994. Il y avait alors 210 banques ; il n'en reste qu'une centaine. Depuis, il existe un accord entre les banques internationales en cas de difficultés d'un système bancaire. Elles peuvent garantir jusqu'à 6 milliards de dollars de couverture. C'est pour cette raison que pour l'instant le système bancaire tient bon en Argentine. Si nous étions en 1995, la moitié des banques du pays auraient fait faillite.

»Le problème actuel est que la longue crise que traverse le pays a fini par créer une méfiance générale, provoquant une fuite des capitaux. La contagion gagne les dépôts des Argentins. Le rythme des retraits a atteint 8,2 % du total des dépôts au mois de juillet. Si cela avait continué à la même vitesse, il aurait suffi de deux à trois semaines pour que le système soit réellement en faillite. Même si, sur ce plan, la situation s'est un peu améliorée, le danger demeure d'une poursuite des retraits de dépôts dans un climat d'incertitude générale. Dans le même temps, l'Argentine est confrontée au besoin de renégocier les échéances de sa dette publique pour éviter le défaut de paiement.

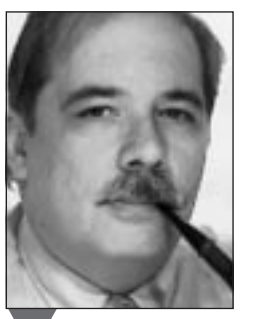
– Dans ce contexte, où sont allés les quelque 40 milliards de dollars promis par le FMI ?

– Seulement un peu plus de la moitié de ces montants a été mis à la disposition de l'Argentine. Les sommes ont servi à honorer ses dettes, car le problème majeur du pays est le niveau élevé des taux d'intérêt quand il souhaite emprunter, ce qui l'a écarté des marchés internationaux. En juillet, les taux étaient tellement élevés pour renouveler la dette interne que le gouvernement n'avait pratiquement plus accès au marché domestique. Cet étranglement a conduit à la nouvelle politique du ministre de l'économie Domingo Cavallo, préconisant *« le déficit zéro »*.

– La crise argentine peut-elle contaminer gravement d'autres pays d'Amérique latine ?

– Après avoir minimisé les risques d'une éventuelle propagation, les Etats-Unis sont de plus en plus inquiets, vu leur situation économique, aggravée par les attentats du 11 septembre. Les prochaines élections législatives en Argentine, prévues à l'automne, sont aussi un handicap. Cette échéance politique freine les actions « coup de poing » ou les prises de position impopulaires. Ce qui a été fait jusqu'à présent a permis de gagner deux ou trois mois de plus avant d'être acculé au défaut de paiement. Elle a pu ainsi *"sauver une balle de match"*. Mais, dans tous les cas de figure, tant que le pays n'aura pas renoué avec la croissance, le spectre du défaut de paiement continuera de planer. »

Propos recueillis par Marie Grivot et Serge Marti



Egidio Luis Miotti

Argentin, âgé de 47 ans, Egidio Luis Miotti est économiste senior au service recherche risque pays- marchés émergents (service des études économiques et financières, CDC-IXIS). Il est également maître de conférence (université Paris-XIII), chercheur au CEPN (Centre d'économie de Paris Nord), unité mixte de recherche CNRS-CEPN.

Carlos Quenan

Franco-Argentin âgé de 46 ans, il est consultant permanent au Service des études économiques et financières de la Caisse des dépôts et consignations. Il est également maître de conférence à l'université Paris-III et chercheur au Credal (Centre de recherches et d'études de l'Amérique latine, CNRS/université Paris-III).

La taxe Tobin, une opportunité pour le Maroc

par Lahsen Sbai El Idrissi

La politique d'ajustement structurel mise en œuvre au Maroc au lendemain de la crise de la dette a permis une amélioration sensible des équilibres macroéconomiques. Le prix payé fut toutefois lourd. Les indicateurs de développement humain classent le pays dans une position peu enviable : le taux de pauvreté frôle les 19 %, celui du chômage est de près de 20 % et l'analphabétisme touche 55 % de la population. Le rééchelonnement a atténué l'impact négatif des charges de la dette extérieure. Il a été relayé depuis 1993 par le financement intérieur, dans le cadre de la réforme du secteur financier. L'accroissement du recours du Trésor aux marchés domestiques des capitaux qui en a résulté a généré une augmentation sensible du coût des emprunts du gouvernement, notamment après la suppression du plancher d'effets publics.

Mais si cette réforme a entraîné une amélioration du niveau de l'épargne financière, il est difficile de soutenir qu'elle a eu un impact positif sur le secteur réel. Le taux de croissance de l'économie, hors secteur agricole, est demeuré le même. Les aléas climatiques continuent à expliquer la variation du produit intérieur brut (PIB). Et si un secteur a bel et bien bénéficié de la réforme, c'est le secteur financier lui-même ! Les banques ont ainsi vu leurs marges bénéficiaires augmenter de manière sensible, grâce particulièrement aux souscriptions aux bons du Trésor.

L'impact de l'effet d'éviction de ces souscriptions a été amplifié par les coupes drastiques opérées au niveau des dépenses d'investissement de l'Etat qui ont chuté en termes réels, passant de 12 % du PIB en 1980 à seulement 5,5 % en 2000. Les charges de la dette ont grimpé, quant à elles, de 7 % du total des dépenses de l'Etat en 1980 à 33 % en 2000.

Le tiers des dépenses budgétaires est donc désormais constitué de charges d'amortissement et de rémunération de la dette publique. Les impératifs de compétitivité et de résorption des déficits financiers et sociaux imposent la réalisation d'un taux de croissance d'au moins 7 % l'an. La réalisation d'un tel rythme de croissance appelle un taux d'investissement de 30 %, dont la réalisation incombe désormais essentiellement au secteur privé, dans un contexte de maîtrise des soldes budgétaires. La réalisation d'un tel taux requiert une épargne nationale de plus de 27 % alors que ce ratio ne dépasse pas actuellement 23 %. Le relèvement de ce taux ne peut être atteint du jour au lendemain. Il nécessite des actions d'envergure qui ne peuvent donner leurs fruits qu'à moyen, voire à long terme.

Le démantèlement tarifaire dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les perspectives de la zone de libre-échange avec l'Union européenne donneraient lieu à une baisse des droits de douane. L'application d'une légère taxe additionnelle aux importations ne renchérirait donc pas ces dernières

Mais il faut également parer au plus immédiat, et donc agir en vue de régler les problèmes de court terme. Pour cela, il y aurait lieu de mettre en œuvre des actions ponctuelles visant à limiter les implications négatives de la situation actuelle. Dans cette perspective, il pourrait être envisagé de mettre en place une taxe Tobin adaptée à la situation marocaine. La taxe Tobin a été proposée en 1972 par l'économiste américain James Tobin, prix Nobel d'économie en 1981, qui en a suggéré l'application aux transactions financières internationales dans le but de décourager les mouvements spéculatifs sur les marchés de changes. Il a proposé qu'elle soit appliquée à toutes les transactions en devises au comptant et que son produit soit affecté au financement de l'aide au développement. Au Maroc, l'assiette de cette taxe pourrait être constituée des importations d'une part, et des bons du Trésor d'autre part.

Le démantèlement tarifaire dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les perspectives de la zone de libre-échange avec l'Union européenne donneraient lieu à une baisse des droits de douane. L'application d'une légère taxe additionnelle aux importations ne renchérirait donc pas ces dernières. Cette taxe, dont le taux serait de 2 %, s'appliquerait aux importations, hors biens d'équipement et produits pétroliers, et remplacerait l'actuelle taxe parafiscale de 0,25 %. Elle rapporterait près de 58,6 millions d'euros (600 millions de dirhams).

Par ailleurs, le Trésor marocain a drainé d'importantes ressources internes pour la couverture de son besoin de financement. Les souscriptions brutes de bons du Trésor ont atteint 3,9 milliards d'euros (40 milliards de dirhams) en 2000. La levée d'une taxe de 1 % sur ces souscriptions permettrait de dégager une enveloppe de 39,5 millions d'euros (400 millions de dirhams). L'application d'une telle taxe dans un contexte différent de celui du Maroc pourrait générer un renchérissement du coût des bons du Trésor et, par répercussion, des taux d'intérêt. Mais dans le cas du Maroc, la banque centrale a les moyens de maintenir les taux d'intérêt au niveau désiré.

L'affectation du produit de ces deux taxes à un fonds spécial d'appui au secteur privé permettrait d'inciter celui-ci à participer davantage à des projets d'investissement et donc à la résorption du chômage. Les opérations éligibles au financement de ce fonds concerneraient la mise à niveau des entreprises dans la perspective de l'ouverture sur les marchés extérieurs, la création d'entreprises et le renforcement des petites unités existantes.

Les deux taxes rapporteraient une enveloppe annuelle de 100 millions d'euros (1 milliard de dirhams), soit l'équivalent de près de cinq fois les crédits d'investissement ouverts par la loi de finances de l'année 2001 pour les ministères chargés du commerce, de l'industrie et des PME. Cela reflète non point l'importance du produit de ces deux taxes, mais plutôt la faiblesse de l'effort budgétaire déployé au profit du secteur industriel, surtout si on le compare aux actions mises en œuvre dans d'autres pays. C'est le cas de la France où existe une banque de développement des petites et moyennes entreprises (PME), du Japon où il y avait, jusqu'à une date récente, plus de six institutions privées et publiques destinées spécialement au financement des PME. C'est également le cas du Portugal, des Etats-Unis et de l'Union européenne. Cette dernière octroie des aides aux PME, notamment pour leur permettre de faire face à la concurrence internationale. Le prélèvement de ces deux taxes au Maroc ne devrait donc constituer qu'un premier jalon en vue de la mise en œuvre d'un programme plus vaste en faveur des PME et du secteur privé en général.

***Lahsen Sbai El Idrissi** est économiste au ministère marocain de l'économie et des finances. Les idées exprimées dans ce papier sont personnelles et n'engagent pas le ministère.*

LIVRES

par Philippe Arnaud

Marx et l'Université

LES ÉCONOMISTES FRANÇAIS ET LE MARXISME. APOGÉE ET DÉCLIN D'UN DISCOURS CRITIQUE (1950-2000), de Thierry Pouch, Presses universitaires de Rennes, 228 p., 19,50 € (127,91 F).

Marx est-il encore lisible ? Combien d'étudiants se donnent, aujourd'hui, la peine de déchiffrer les mille cinq cents pages du *Capital* ? Ces questions courent en filigrane de l'essai que Thierry Pouch, maître de conférences à l'université de Marne-la-Vallée (77), consacre au destin, et au déclin, de l'idée marxiste dans l'université française. *« La science économique,* note-t-il d'entrée de jeu, *a rejeté dans l'ombre l'œuvre de Karl Marx et celle de ses continuateurs intellectuels. »* Marx a rejoint le purgatoire, sinon l'enfer des bibliothèques universitaires. Le marxisme est désormais relégué au rang de curiosité de l'histoire, « muséifié » en quelque sorte.

Comment en est-on arrivé là ? L'enquête de Thierry Pouch se présente en deux parties. La première est consacrée aux conditions d'émergence de l'économie marxiste à l'université ; la seconde aux raisons de son déclin. L'auteur a interrogé plus de quarante professeurs du supérieur, ayant de près ou de loin eu « affaire » avec le marxisme, parmi lesquels Bruno Théret, Henri Bartoli, Pierre Salama, Jacques Valier, Serge Latouche, Michel Beaud ou Alain Lipietz... Mais ce saut à l'élastique dans le demi-siècle écoulé est aussi l'occasion de croiser les figures de Louis Althusser (vis-à-vis duquel l'auteur est sévère), Jacques Derrida, Pierre Bourdieu, Michel Aglietta, André Orléan ou Henri Denis, figure du marxisme universitaire dans les années 1950 et 1960, dont l'auteur rappelle (trop rapidement) l'étendue du parcours accompli, depuis la publication de son « Que sais-je ? » sur le corporatisme en 1941.

Les années 1960-1970 marquent l'apogée du marxisme à l'université, souligne l'auteur, qui relève le rôle des économistes issus du catholicisme, puis celui du PCF, dans cette irrésistible ascension commencée après-guerre. A partir de 1968, le paysage change. Les années 1970 sont une période de « fascination » pour Marx. Mais sa doctrine ne résiste pas à un éclatement en chapelles concurrentes. Beaucoup font alors du marxisme un moyen de transformation en profondeur de la société.

La vraie rupture date du début des années 1980. C'est le moment, paradoxalement, que choisit la France pour porter la gauche au pouvoir. Pour l'auteur, les raisons du déclin sont de quatre ordres au moins. Idéologique : la montée des droits de l'homme et la critique antitotalitaire affaiblissent le marxisme. Social : *« La difficulté à réhabiliter le marxisme réside sans doute dans la dislocation de la référence à la classe ouvrière. »* Philosophique : les thèses d'un Karl Popper sur la société ouverte et sa critique de l'historicisme rencontrent une réelle audience. Théorique enfin : *« D'un point de vue épistémologique, le marxisme en économie est fondamentalement perçu comme une non-science. »* Si *« un retour à Marx se présente comme très improbable »*, pense Thierry Pouch, celui-ci déplore que l'économie ait rejeté hors de ses frontières tout discours critique (c'est-à-dire tout discours sur la valeur). La science économique aujourd'hui enseignée ne questionne plus le monde, affirme-t-il, mais *« déploie des connaissances techniques à des fins d'expertise »*. Vaste débat, qui n'est pas propre à la seule discipline.

Japon : une décennie perdue ?

par Jean-Pierre Rieupeyrout

L'idée d'une décennie perdue par l'archipel nippon en raison d'une mauvaise politique économique revient fréquemment. Nombre d'observateurs, envisageant parfois la possibilité d'un effondrement de l'économie, qualifient ainsi la période ouverte par la crise boursière au début des années 1990. La fréquente révision des prévisions de l'OCDE témoigne aussi de cette impression de doute, d'incertitude et finalement d'immobilisme. A l'inverse, des analyses à dominante non économique font valoir la solidité et le dynamisme de la société, et annoncent un rebond de l'économie.

Ce contraste incite à se demander comment mieux intégrer différents points de vue et méthodes d'analyse afin de mieux cerner un modèle aussi étranger que celui du Japon.

De nombreuses données accréditent l'idée d'une décennie de stagnation : la croissance n'a pu être relancée (moins de 1 % par an), le chômage s'enracine, les dettes privées et publiques s'accumulent. Fondé sur des indicateurs quantitatifs, ce type de discours est d'abord tenu par les partisans de la déréglementation et de l'économie de marché la plus libérale possible. Les économistes basés à Tokyo, entre autres les responsables des études économiques de grandes entreprises, insistent de façon beaucoup plus nuancée sur les problèmes structurels bien réels du Japon, et pointent les transformations considérables qui sont en cours. Il est aussi intéressant de noter que les économistes japonais les plus connus sont souvent extrêmement pessimistes quand on leur demande un jugement synthétique, mais reconnaissent aussi être largement désorientés par les transformations de la structure de l'économie.

Les économistes japonais les plus connus sont souvent extrêmement pessimistes quand on leur demande un jugement synthétique, mais reconnaissent aussi être largement désorientés par les transformations de la structure de l'économie

Aussi, il n'est pas étonnant que d'autres observateurs tiennent un discours plus positif en faisant remarquer que le spectacle des avenues des villes japonaises et du comportement des gens ne présente pas les signes d'une crise aiguë ou d'effondrement de l'économie. Il serait donc souhaitable de relier ces observations avec des données économiques et financières plus inquiétantes, ce qui n'est pas aisé en raison d'une large méconnaissance de beaucoup de mécanismes et d'évolutions du champ social, et *in fine* politique, du Japon.

Quatre exemples peuvent permettre d'illustrer cette analyse : la croissance, le chômage, l'évolution des prix et enfin la situation du secteur bancaire.

La croissance : elle est bloquée, ce qui est financièrement négatif sur le plan macroéconomique. Toutefois, si l'on intègre des considérations économiques et sociales cruciales telles que la division du travail en Asie, la délocalisation d'activités à moindre valeur ajoutée, l'aspiration à travailler moins, la fin de l'aménagement du territoire au détriment de l'environnement à l'heure du protocole de Kyoto, la chute du taux de croissance ne signifie pas forcément une décennie perdue mais, espérons-le, la mise en place d'un mode de croissance mieux maîtrisé.

Le chômage : son augmentation globale est bien sûr négative et indique une dégradation macroéconomique. Mais l'économie et la société trouvent désormais des avantages à un marché du travail fonctionnant différemment. Davantage de femmes sont amenées à souhaiter un emploi et apportent de nouvelles compétences. Les entreprises recherchent une main-d'œuvre plus diversifiée, remettent en cause le recrutement automatique des diplômés de telle ou telle université, souhaitent plus de mobilité de leurs salariés. Ces comportements préparent l'avenir.

L'évolution des prix : les problèmes que pose la baisse des prix sont bien connus (recul des chiffres d'affaires et des marges, augmentation des taux d'intérêt réels)... Mais est-il si dramatique que les ventes des grands magasins reculent ? Autant qu'une insuffisance de la demande, la baisse des prix indique un renouvellement des circuits de distribution qui lui-même favorise un plus grand dynamisme de la consommation et bénéficie aux consommateurs.

La situation des banques : là encore, le bilan apparaît accablant. Le volume des créances dont le remboursement est compromis est estimé à environ 12 % des crédits accordés. Mais deux considérations sont aussi à prendre en compte. Tout d'abord, la situation actuelle des banques ne semble pas pénaliser l'activité économique. Le *credit crunch,* qui a d'ailleurs largement disparu, a probablement été moins aveugle qu'on ne le craignait, et le financement disponible permet de répondre à la demande. D'autre part, le mouvement de restructuration-concentration du secteur bancaire et de modernisation de la gestion des banques est maintenant bien avancé. On peut donc raisonnablement anticiper une augmentation rapide de leur profitabilité à l'instar de ce qui s'est passé en France à l'issue de la période 1992-1996. Enfin, dans le cas du Japon, ni les banques, même si elles utilisent des normes internationales pour mesurer le volume des créances douteuses, ni l'économie dans son ensemble n'ont intérêt à utiliser des traitements de choc, c'est-à-dire à précipiter la faillite des entreprises en difficulté. Aussi, il est plus probable que la méthode retenue jusqu'ici sera maintenue : provisionnement des risques et donc maintien des créances au bilan ainsi que restructuration progressive des entreprises. Le chemin parcouru, notamment depuis 1997, est tout à fait appréciable car il repose sur la mise au point puis l'application progressive de principes financiers qui n'étaient pas pris en compte au Japon.

Bien des problèmes restent à régler ; ceux de secteurs entiers tels que la construction, le petit commerce, l'assurance. Le secteur public est maintenant surendetté. La politique économique doit donc renoncer aux plans de relance et réduire son soutien traditionnel aux industries les plus inefficaces, mais aussi gérer la transition d'un ancien compromis social vers un nouveau. En effet, on ne peut non plus méconnaître l'impact social d'une crise qui serait sans victimes ni perdants.

Il nous semble que le débat actuel sur la globalisation montre que celle-ci ne signifiera pas la convergence vers un modèle unique. Les rythmes du Japon sont différents de ceux de l'Amérique et plus proches de ceux de la France par exemple. La vue la plus réaliste de ce qui se passe au Japon montre une modification progressive des modes de raisonnement et de fonctionnement pour transformer le modèle qui a permis de surmonter la catastrophe de la deuxième guerre mondiale puis de croître de façon aussi « extensive » et parfois excessive. Cela est impossible en quelques mois ni même en quelques années. Périodiquement, certains préconisent une nouvelle révolution Meiji, proposition qui nous semble trompeuse. L'avenir du Japon ne passe pas par des bouleversements brutaux, mais plus vraisemblablement par la recherche patiente d'un modèle propre d'économie et de société adapté à la globalisation.

***Jean-Pierre Rieupeyrout**, ancien banquier, enseigne à la faculté de sciences économiques de l'université Waseda.*

PARUTIONS

● **UNE AFRIQUE S'INVENTE - RECHERCHES POPULAIRES ET APPRENTISSAGES DE LA DÉMOCRATIE, par Enda Graf Sahel**
Pourquoi la création d'une caisse populaire au Sénégal échoue-t-elle ? Pourquoi la construction d'un barrage ou un projet d'embouche ne produisent-ils pas les bienfaits attendus ? Autrement dit, pourquoi une ONG et l'immense bonne volonté de ses animateurs ne parviennent-ils pas à enclencher le développement dont ont tellement besoin les Africains ? La réponse est une autocritique d'Enda Graf Sahel, une organisation internationale qui diffuse des technologies adaptées dans les pays du tiers-monde : faire le bonheur des populations sans leur participation débouche toujours sur un échec.
Malgré les redites et beaucoup de mots inutilement compliqués, les auteurs ont le courage de redécouvrir que *« les gens eux-mêmes sont les véritables acteurs du changement »* et le mérite de vouloir laisser chaque individu, chaque groupe, chaque village trouver son chemin vers le développement. (Karthala-Enda Graf Sahel, 322 p., 24,39 €, 160 F). ***A. F.***

● **AN INTRODUCTION TO THE TECHNO-LEGAL PORTFOLIO THEOREM, de Sybren Elias Hannema**
Cette plaquette de 50 pages, qui fait partie d'une série intitulée *The Boston University Lecture on Enterprise Policy,* renouvelle l'approche des régulations économiques en proposant d'analyser les systèmes juridiques mis en place par les Etats et les sociétés, considérés comme des contraintes gênant la *« liberté naturelle »* des échanges, comme des opportunités de réduction des incertitudes et des coûts de transaction. Leur variété et leur complexité ne sont pas tant un handicap qu'un *« portefeuille d'opportunités »* que l'entreprise doit savoir gérer au mieux de son intérêt.
L'auteur, un économiste néerlandais qui a dirigé pendant quelque temps les *Nouvelles universitaires européennes,* une revue bilingue français-anglais qui sert de lien entre universités européennes et nord-américaines, préconise une refondation des réglementations du commerce, en particulier transatlantique, à partir de ce point de vue. L'ouvrage est diffusé par la librairie de l'Université libre d'Amsterdam, www.vuboekhandel.nl. (Tensen Scientific, 50 p., 15,88 €, 35 florins). ***A. R.***

Le Monde ECONOMIE
LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES
Professeurs de lycée

▲ Donnez à vos élèves la synthèse de l'économie !
▲ Pour compléter vos cours et vos séances de TPE ou d'ECJS.
▲ Un nouveau service, une offre exceptionnelle !
POUR TOUT RENSEIGNEMENT :
grandscomptes@lemonde.fr
Tél. : 01 42 17 32 93

Le Monde EMPLOI

LES MUTATIONS ▲ LES INITIATIVES

Les sites de recrutement par Internet à la recherche de nouvelles stratégies

Victimes de lourdes pertes financières, les « job boards » cherchent à acquérir la taille critique sur leur marché et à offrir des services à valeur ajoutée, comme les applications logicielles (ASP). Les entreprises, elles, zappent d'un site à l'autre, privilégient les plus spécialisés, et essaient d'orienter les candidats vers leurs pages Web

Monster, le leader mondial des sites de recrutement en ligne (*« job boards »*), a bien fait de choisir pour emblème une créature gloutonne. Aux Etats-Unis, Monster a absorbé depuis le printemps dernier Jobtrack, Flipdog et bientôt Hotjobs (l'OPA, en cours, a été approuvée par les dirigeants de Hotjobs, mais les autorités de concurrence américaines se penchent sur le dossier) ; sa part de marché pourrait ainsi passer de 35 % à 53 %. En Europe, Monster s'est offert Jobline le 27 juillet, Luxjob (Luxembourg) et Recruitment Scotland (Ecosse).

Mais d'autres regroupements sont intervenus : aux Etats-Unis, CareerBuilder s'est emparé fin août de Headhunter, qui avait racheté auparavant CareerMosaïc. Monster se trouve ainsi face à un numéro deux de poids, et la lutte n'est pas terminée. En Europe, l'un des deux concurrents sérieux de Monster, Stepstone, serait en négociations avec plusieurs acquéreurs. Jobpilot est l'objet de rumeurs du même ordre.

Il serait cruel de rappeler les discours ronflants sur l'inéluctabilité du basculement du marché du recrutement vers Internet et sur le triomphe des *job boards*. Leur « modèle économique » se serait-il finalement fracassé sur le retournement du marché du travail ? *« Au départ*, explique un observateur averti, *les prix tournaient autour de 5 000 francs* [762,24 euros] *l'annonce. Pour les faire baisser, les entreprises ont commencé à faire des achats en masse ou sur de longues durées, et les sites acceptaient, afin de s'assurer des marchés. Il n'y avait pas de problèmes tant que les volumes augmentaient. Mais depuis la rentrée 2000, ils ont stagné, puis diminué à partir du printemps 2001 : en juillet 2001, le nombre d'offres sur les sites américains était inférieur de 10 % à celui de février. »*

Et la chute des prix, exacerbée par le dumping de certains, s'est poursuivie. *« L'annonce coûte aujourd'hui 50 francs* [7,62 euros] *au Royaume-Uni »*, se lamente Patrick Pedersen, directeur général France de Jobpilot, qui se réserve *« le droit d'attaquer en justice ceux qui cassent les prix »*.

Dans le même temps, les entreprises ont commencé à évaluer le rendement de leurs annonces Internet. Et le résultat n'est généralement pas fameux. Selon une enquête de *L'Usine nouvelle* (13 septembre), Internet fournit moins de 10 % des recrues à plus de la moitié des entreprises interrogées. Pour Serge Pérez, directeur de l'agence de communication de recrutement Media System, *« la preuve est faite que l'idée d'une annonce par Internet moins chère était une escroquerie. Si les sites Web veulent être efficaces, ils sont contraints d'ajouter des services et donc, pour rentrer dans leurs frais, de pratiquer les mêmes tarifs que tout le monde »*.

Pris dans une spirale baissière, les sites ont cru tenir en se refinançant sur les marchés boursiers. Mais le krach d'avril 2001 a sonné le glas de cette stratégie. Alors les sites doivent réduire leurs coûts, fermer les implantations les moins rentables, licencier les équipes commerciales.

MASTODONTES

Comment rebondir ? Deux voies semblent aujourd'hui possibles. La première est réservée aux mastodontes de la profession. *« Seuls ceux qui ont acquis une position de leader sur leur marché national dégagent des profits »*, note Cyril Janin, chez Keljob. Et en premier lieu, Monster bien sûr, dont le leadership américain offre des profits qui lui permettent de perdre de l'argent en Europe... tout en rachetant ses concurrents. Mais il n'est pas dit que les recruteurs apprécieront la constitution d'un quasi-monopole, surtout si celui-ci s'appuie, comme dans le cas de Monster, sur un groupe, TMP Worldwide, dont l'ambition est d'offrir la totalité des prestations de recrutement : communication, chasse, approche directe, Web.

La seconde voie est l'offre de services à forte valeur ajoutée. *« L'annonce est vouée à devenir gratuite »*, estime Mats Cardener, directeur de Monster France, qui évoque deux domaines plus profitables : le traitement automatisé des annonces et des candidatures (systèmes d'alerte, sélection et stockage des CV, diffusion multi-sites des annonces) et, plus sophistiqué, l'intégration de la fonction recrutement au système d'information de l'entreprise (intranet, site portail, ERP...).

Les éditeurs de solutions logicielles par Internet (Application Service Providers ou ASP, en anglais), tels que Sympatics ou Hiring Tools, sont donc courtisés : Monster a d'ailleurs trouvé Wide Eyes, éditeur de l'ASP Talent Provider, dans la corbeille de Jobline. Reste que *« le marché des ASP n'est pas encore mature en Europe*, estime Olivier Gravelle, de Wide Eyes : *les recruteurs sont encore méfiants »*. Aucun éditeur d'ASP indépendant n'est aujourd'hui rentable. Là encore, le marché reste à bâtir...

Antoine Reverchon

Des pertes abyssales

Parmi les huit sites de recrutement leaders sur le marché mondial en 2000, un seul, Monster, était rentable cette année-là, avec un profit de 70 millions de dollars (63 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 362 millions de dollars (325 millions d'euros). Le n°2 du marché, qui était alors HotJobs (racheté depuis par... Monster) enregistrait une perte de 46 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 96,5 millions de dollars.

Dice, présent essentiellement outre-Atlantique, perdait 42 millions de dollars (37,8 millions d'euros) pour 79 millions de dollars d'activités, HeadHunter 24 millions de dollars pour 49 et Jobpilot 26 millions pour 31. Trois sites ont connu des pertes supérieures à leur chiffre d'affaires : CareerBuilder (14 millions pour 12), TopJobs (28 pour 10) et Stepstone (127,5 millions pour 48 !).

Les entreprises veulent développer leurs propres portails

La rentabilité des sites d'emplois généralistes est jugée insuffisante ; les DRH explorent d'autres voies

L'extase Internet serait-elle en train de retomber au sein des équipes de recrutement ? Dans les entreprises, le réseau s'est imposé comme une pièce maîtresse dans l'arsenal mis à la disposition des chercheurs de talents. Pourtant, dans certains secteurs, les *job boards* (sites d'emplois) ne semblent plus avoir la cote. Une désaffection qui ne tient pas tant à la conjoncture morose, qu'à une certaine... prise de conscience.

Signe des temps ? Dassault Systèmes, qui consacrait l'an dernier 60 % de son budget de recrutement à la chasse sur Internet a réduit la voilure à 36 % : *« Les sites de recrutement en ligne apparaissent au premier abord comme une solution économique, rapide et efficace pour faire remonter les candidatures,* explique Hervé Andorre, responsable du développement des ressources humaines. *Mais le temps passé à les traiter affaiblit la rentabilité de cet outil, qui ne se montre finalement pas aussi performant que les forums dans les écoles ou la cooptation pour les embauches définitives. »*

Chez Arthur Andersen, l'afflux considérable de CV loin d'être tous à la hauteur des exigences requises pour les postes proposés a conduit le grand cabinet de conseil à mettre fin à ses partenariats avec Monster et d'autres *job boards,* sauf pour la recherche de personnels administratifs. *« Cela devenait impossible à gérer... »*, dit-on du côté de Neuilly. Aux yeux des recruteurs d'Arthur Andersen, c'est encore en labourant le terrain des campus que l'on s'offre les meilleures chances de mettre la main sur les perles rares.

COLLABORATEURS PASSIONNÉS

Et on compte sur la notoriété de la société pour drainer suffisamment de postulants sur le portail Internet de l'entreprise, par lequel transitent déjà la moitié des demandes. *« L'inconvénient majeur des* job boards *généralistes provient de leur* business model, *qui est de vendre la plus grosse "cévéthèque" possible aux entreprises,* estime Marie-Hélène Dubeaux, directeur du recrutement chez Péchiney. *On a le sentiment de se trouver dans une sorte de foire permanente, où les candidatures proposées ne sont pas nécessairement en phase avec nos besoins. On risque aussi de tomber sur des opportunistes, alors qu'on cherche avant tout à s'attacher des collaborateurs qui soient passionnés par notre activité. C'est pour cette raison que nous préférons travailler avec un site comme Keljob, un "métamoteur" qui centralise les offres d'emploi et permet surtout au candidat intéressé de basculer directement sur notre portail Internet. »*

Pour autant, les sites de recrutement en ligne ont encore de beaux jours devant eux. Car, pour beaucoup d'entreprises, le calcul est simple : deux annonces coûtent 3 500 francs (533,57 euros) pour être affichées deux semaines sur le Web et... 40 000 francs (6 097 euros) dans un journal ou un magazine. *« Et à ce prix-là, la qualité des CV qui nous reviennent par la presse n'est pas meilleure,* remarque Valérie Férial, directrice du recrutement chez IBM France. *Le taux de retour avec Monster et Job Pilot est au contraire plutôt satisfaisant pour les profils jeunes que nous recherchons. »* Autre avantage du Web : il répond à une évolution inexorable, la « mondialisation » du recrutement. *« Pour un poste en marketing, vous ne pouvez pas passer une annonce dans tous les journaux étrangers ou faire appel à des cabinets dans chaque pays,* justifie Pierre Chastagnier, directeur du développement des hommes chez Sanofi-Synthélabo. *Aussi sommes-nous conduits à collaborer avec les sites qui possèdent une envergure internationale. »*

Chez Cap Gemini, un portefeuille constitué d'une dizaine de *job boards* est modifié tous les six mois. Quand le rendement est moins percutant sur un site, on passe sur un autre ou on en teste un nouveau ! *« Ils représentent une des pierres angulaires de notre politique de communication,* précise Jean-Michel Rale, directeur des ressources humaines. *Nous nous appuyons sur eux pour générer du trafic sur notre propre portail. De ce fait, nous passons moins de petites annonces dans la presse et davantage de publicité institutionnelle pour conforter notre image. Au final, cette méthode se révèle financièrement plus avantageuse et optimise le processus de recrutement. »* A la Société générale, les sites dédiés aux métiers de juriste, comptable de marché, fiscaliste, etc. ont le vent en poupe. *« Nous avons obtenu de bons résultats pour certains spécialistes difficiles à trouver par les voies habituelles,* indique Louis-René de Gigord, responsable du recrutement. *L'habitude de naviguer sur le Net est désormais prise par des gens aux profils très variés. De plus, la crise de la nouvelle économie a assaini le secteur, en faisant disparaître les acteurs les moins sérieux. »*

Les concentrations intervenues sur le marché des sites de recrutement ne sont pourtant pas du goût de tous. *« Comme nous les utilisons pour multiplier nos moyens de contact avec les candidats, nous avons tout intérêt à ce que coexistent un certain nombre de sites généralistes et communautaires,* explique Jean-Michel Rale. *Sinon, notre portail Internet sera moins "nourri". »* Pour Valérie Férial, la perspective de faire face à quelques gros *job boards* qui auraient la main sur le vivier des candidatures n'est pas réjouissante : *« Toutes les entreprises vont s'y retrouver et se livrer à une compétition féroce,* observe-t-elle. *Et les prix des contrats passés avec les sites, très accessibles aujourd'hui, pourraient s'envoler. »*

Le ralentissement économique, avec ses conséquences sur l'emploi, risque toutefois d'accélérer le mouvement. En pleine restructuration, les entreprises technologiques suspendent leurs accords avec les sites de recrutement. A l'image de Cisco France, qui ne communique plus d'offres à ses partenaires habituels, Monster, Stepstone, etc., depuis trois mois : *« Les quelques recrutements à venir seront très ciblés,* souligne Isabelle Guérin, responsable du service carrières. *Ils se feront donc essentiellement par la cooptation. »* Les *job boards* ne sont pas encore sortis de l'œil du cyclone...

Nathalie Quéruel

▼ Un champion par pays

RÉPARTITION DU NOMBRE D'ANNONCES PAR SITE EN EUROPE (avril 2001)

	▸ STEPSTONE*	▸ MONSTER**	▸ JOBPILOT*	▸ JOBLINE*	▸ SPE(1)
ALLEMAGNE	20 415	5 607	29 326	3 530	200 000
ROYAUME-UNI	12 399	16 467	1 900	135	397 000
PAYS-BAS	4 316	7 000	1 335	231	20 000
ESPAGNE	4 308	696	1 042	601	0
BELGIQUE	4 074	3 185	1 210	—	25 162
FRANCE	3 207	6 931	8 287	806	145 526
AUTRES	14 908	3 329	11 901	2 948	35 308
TOTAL	63 627	43 215	55 001	8 251	822 996

*Durée de mise en ligne d'une annonce : * 30 jours ; ** 60 jours* *(1) Services publics de l'emploi*

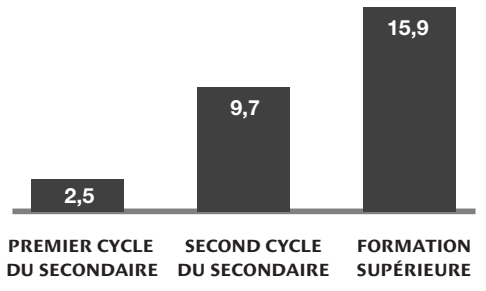
Source : Keljob.com

2ème et 3ème cycles commerciaux du CNAM
2 Formations diplômantes
- Niveau II Mercatique-vente homologué (Bac+4)
- DESS Mercatique-vente (Bac+5)
- Préparatoire : "La Fondamentale"
Brochure et renseignements : ICSV-CNAM
292, rue St Martin - 75141 PARIS Cedex 03.
Courrier électronique : daif@cnam.fr
Tél. 01 40 27 26 15 ou 27 21
Cnam
icsv
cthepault@cnam.fr

EUROPE

▼ La formation continue favorise les plus éduqués

POURCENTAGE DES 25-64 ANS AYANT PARTICIPÉ À UNE FORMATION AU COURS DES 4 DERNIÈRES SEMAINES, PAR NIVEAU D'ÉTUDES



Source : Eurostat-Enquête comunautaire sur les forces de travail, 2000

■ **AU PRINTEMPS 2000**, 8 % des personnes de 25 à 64 ans interrogées ont déclaré qu'elles avaient suivi une formation. Les taux de participation à ces activités sont les plus élevés (de 16 % à 22 %) dans les pays du Nord, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les Etats membres du Sud se situent tous sous la moyenne communautaire. Le taux de la France est faible.
■ **LES FEMMES SONT LÉGÈREMENT** plus nombreuses que les hommes (9 % contre 8 %) à recevoir une formation au sein de l'Union. Cet écart se creuse au Danemark et au Royaume-Uni (24 % contre 18 %).
■ **PARTOUT DANS L'UNION,** le taux de participation aux formations diminue avec l'âge : il est de 14 % parmi la population âgée de 25 à 34 ans, mais n'est plus que de 3 % dans la tranche des 55 à 64 ans.
■ **LE NIVEAU D'ÉDUCATION** influe aussi sur les chances de suivre une formation tout au long de la vie : 16 % des diplômés de l'enseignement supérieur, contre 3 % des personnes au plus faible niveau d'éducation.

Les indicateurs sociaux internationaux « Le Monde » / Eurostat

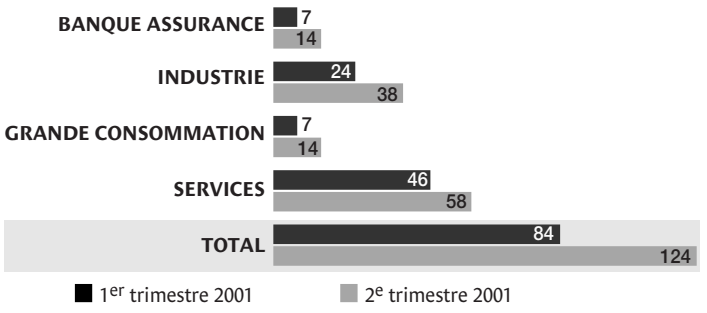
	UE 15	EURO 11	ALLEMAGNE	BELGIQUE	ESPAGNE	FRANCE	ITALIE	PAYS-BAS	ROY. UNI	E. U.	JAPON
EVOLUTION DE L'EMPLOI AU 1er TRIMESTRE 2001 (en % sur un an)											
	1,7	2	0,6	1,9	3,0	3,4	2,8	2,3	0,3***	1,5**	- 0,6**
STRUCTURE DE L'EMPLOI 2000											
part de l'emploi salarié	72	70	77	76	54	73	65	75	81	ND	ND
part de l'emploi à temps partiel	18	17	19	21	8	17	9	41	25	ND	ND
TAUX D'EMPLOI 2000 (en %)											
Hommes + femmes (15-64 ans)	63*	61	65	61	55	62	53	73	71	64*	ND
Hommes + femmes (50-64 ans)	49*	46	49	39	45	49	38	52	61	ND	ND
DURÉE DU TRAVAIL SALARIÉ À TEMPS PLEIN 2000 (h / semaine)											
	40,3	39,6	40,1	38,5	40,6	38,9	38,6	39,0	43,6	ND	ND
ÉVOLUTION DU COÛT DU TRAVAIL (en % sur un an) 1er trim 2001											
	3,6	3,1	2,7	3	3,3	3,5	2,3	4,9	5,9	4,2	ND
TAUX DE CHÔMAGE juillet 2001 (en %)											
Hommes + femmes	7,6	8,3	7,9	6,8	13	8,5	9,5 (avr. 01)	2,3 (juin 01)	5,1 (mai 01)	4,5	5
Moins de 25 ans	15,1	16,4	9,6	17,4	25,1	18,5	28,3	4,1	12,1	10	9,8
PART DU CHÔMAGE DE PLUS D'UN AN 2000 (en %)											
	45	48	52	56	42	40	61	33	28	8*	ND

N. D. : non disponible / *1998 / **1999 / *** 4e trim. 2000

FLASH SYNTEC RECRUTEMENT / « LE MONDE »

▼ Les directeurs généraux, des candidats très recherchés

NOMBRE DE MISSIONS FONCTION DIRECTION GÉNÉRALE



Source : Syndicat du conseil en recrutement-Syntec

■ **LA FONCTION DE DIRECTION GÉNÉRALE DE SOCIÉTÉ OU DE DIVISION** représente, au deuxième trimestre 2001, la plus forte part des missions de recrutement confiées aux membres du Syntec, avec 20 % du total des 621 missions. Cette proportion est en augmentation par rapport au précédent trimestre, où elle était de 18 %. Elle précède désormais celle de direction commerciale, qui totalise 19 % des missions.
■ **LA QUANTITÉ DE MISSIONS** de recrutement pour les postes de direction générale connaît elle aussi une augmentation significative. Leur nombre passe de 84 à 124, soit une hausse de 48 %. Les secteurs des services et de l'industrie concentrent la majorité de ces missions, la plus grande part provenant des entreprises de services (47 % contre 31 % pour l'industrie).

Le marché du travail français

	DERNIER MOIS CONNU	VARIATION SUR UN AN
TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES	16,8 % (juillet)	0*
PART DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE	30,9 % (juillet)	- 4,1*
EMPLOIS PRÉCAIRES (en milliers) :		
CDD	929*	+ 4,7 %
INTÉRIM	260*	- 8,7 %
APPRENTIS	605*	+ 10 %
CONTRATS AIDÉS	407*	- 11,9 %*
SALAIRE NET MÉDIAN (en francs constants)		
Femmes	7 116*	+ 1,6 %
Hommes	9 000*	+ 3,8 %
SMIC (en francs)		
Horaire	43,7 (juillet)	+ 3,8 %
Mensuel	7 388 (juillet)	+ 4 %
NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU REVENU MINIMUM D'INSERTION (en millions)	1 072 258***	- 4,2 %

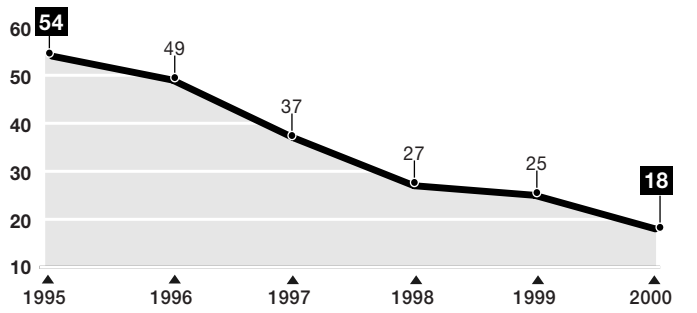
* en points ** chiffres mars 2001 *** (déc. 2000)

Sources : Insee, Dares, CNAF

FLASH APEC/ « LE MONDE »

▼ Cadres : l'offre supérieure à la demande

RATIO CANDIDATURES/OFFRES APEC



Source : APEC. Pour plus d'informations : www.apec.fr

■ **LE NOMBRE DE CANDIDATURES** reçues par offre Apec, en cinq ans, a été divisé par trois. En sept ans, ce résultat a même été divisé par quatre (soixante-dix-huit candidatures par offre en moyenne en 1993).
■ **L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION** de l'emploi cadre, qui a été continue de 1993 jusqu'au début de 2001, a radicalement changé la donne : l'offre est en progression, la demande en régression. Les cadres en recherche d'emploi sont moins nombreux, alors que les besoins des entreprises restent importants. Un plus petit nombre de candidatures permet à chacun de trouver un nouvel emploi.
■ **LA MOBILITÉ VOLONTAIRE** tend à se stabiliser. De belles moissons d'embauches devraient concerner un secteur économique sur deux. L'informatique, la banque, l'automobile, le BTP affichent un moral au beau fixe.

Le capital-risque nourrit de plus en plus les économies locales

Les investissements dans les petites et moyennes entreprises régionales ont augmenté de 61 % en 2000

Sans Femu Qui SA, unique société de capital-risque de l'île de Beauté, le sandwich « identitaire » corse n'existerait pas. Grâce à 100 000 francs (15 244 euros) investis en fonds propres et à 200 000 francs (30 489 euros) placés en compte courant, la société Merenda, basée à Bastia, a pu monter une usine qui commercialise aujourd'hui des sandwiches, tous fabriqués à base de saucisson, de jambon ou de fromage corses. Merenda, qui équilibre déjà ses comptes cette année, vend 4 000 à 5 000 sandwiches par jour en saison haute, mais la production tombe à 10 000 pièces par mois en hiver. *« Pour échapper à la saisonnalité du tourisme »*, selon l'expression de Pierre Bellini, gérant de la société, Merenda réfléchit à une chaîne de boutiques spécialisées sur le continent.

SECOND CONTRIBUTEUR

La haute technologie masque décidément souvent la diversité des investissements du capital-risque en France. Dans une étude rendue publique en juillet, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) a en effet dessiné les contours du « capital investissement régional », un secteur dynamique dans lequel cette puissante institution se taille une part de choix. Sur plus de 700 millions d'euros (4,6 milliards de francs) investis en 2000 dans les économies régionales (+ 61 % par rapport à 1999), 22,7 % l'ont été par les banques, suivies de près par la Caisse des dépôts (160 millions d'euros – 1,05 milliard de francs), qui apparaît comme le second contributeur. Si on y ajoute les Caisses d'épargne (108 millions d'euros – 711 millions de francs) avec lesquelles la CDC a fusionné, le groupe occupe désormais la première place. Viennent ensuite les collectivités locales (89,3 millions d'euros – 585,6 millions de francs), les compagnies d'assurances (75 millions d'euros – 492 millions de francs), les industriels (74 millions d'euros – 485 millions de francs) et les sociétés de capital investissement elles-mêmes, qui ont entrepris de financer de nouveaux fonds communs de placement à risque. Même si l'étude CDC ne porte que sur les organismes dont elle est actionnaire (48 sociétés de capital-risque et 10 fonds communs de placement), ses résultats peuvent être considérés comme indicatifs du secteur.

En volume, 76,2 % des financements de l'année 2000 ont été consacrés à des sociétés qui n'étaient pas déjà en portefeuille, la part investie dans des sociétés en création étant multipliée par 2,7 (405 millions de francs – 61,8 millions d'euros). En nombre d'opérations, la hausse est également impressionnante. Entre 1997 et 2000, la Caisse des dépôts a doublé ses opérations, passant de 110 à 233 financements de start-up. Point important, la plupart des investissements sont réalisés en syndication (73,4 % des opérations pour 80 % des montants).

Ces investissements concernent l'ensemble du territoire français, et même au-delà puisqu'ils débordent sur la Belgique ou le Luxembourg. Les montants les plus importants sont toutefois observés dans les régions économiquement les plus dynamiques : Ile-de-France, Rhône-Alpes, Pays de la Loire et Midi-Pyrénées. Au total, neuf régions sur 22 ont accaparé, en 2000, 80 % des investissements.

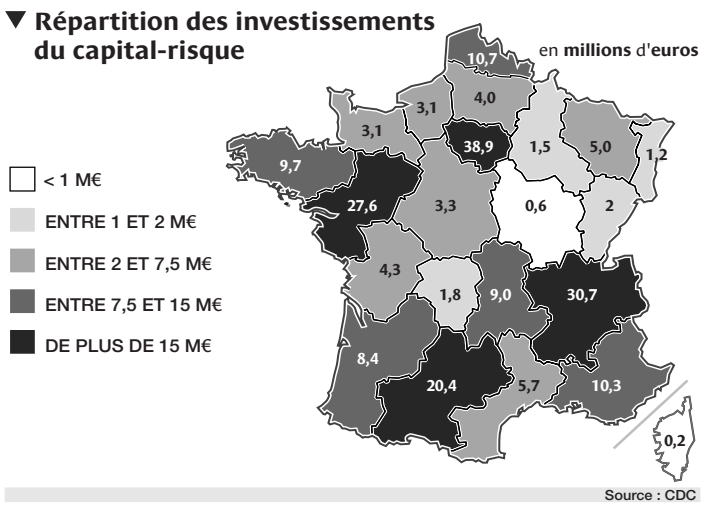
Les entreprises technologiques (télécoms, informatique, biotechnologies...) attirent 40 % des financements, les secteurs des biens intermédiaires, de l'agroalimentaire, de la chimie ou de l'énergie plus d'un tiers. Phodé, une PME albigeoise spécialisée dans l'étude de molécules olfactives, a ainsi mis au point, grâce au fonds d'investissement Filtarn, des arômes et édulcorants entièrement naturels qui développent l'appétit des animaux et les encouragent à se nourrir par exemple de tourteaux de colza, naturellement amers. En Limousin, c'est la société Francep qui surgèle les champignons frais pour permettre aux restaurateurs de cuisiner toute l'année cèpes, girolles et autres produits « sauvages ». Les sociétés de services focalisent quant à elles l'intérêt des organismes de grande taille (30 % des opérations), lesquels équilibrent leur portefeuille sur plusieurs secteurs, alors que les plus petits capital-risqueurs se spécialisent volontiers sur les nouvelles technologies.

Autre caractéristique de l'investissement régional, quatre entreprises financées sur cinq avaient moins de 50 salariés. Celles-ci ont recueilli 59 % des montants investis. 41 % des entreprises financées avaient même moins de 10 salariés *« ce qui correspond essentiellement au segment des entreprises en création »*, selon les auteurs de cette étude.

Le portefeuille d'investissement des sociétés de capital-risque de CDC PME est également analysé du point de vue financier. Deux cent quarante-huit cessions de participations ont été le fait d'organismes de grande taille. Celles-ci ont globalement été bénéficiaires, le montant moyen d'une cession avoisinait 500 000 euros (3,27 millions de francs). Les plus-values dégagées (67,7 millions d'euros – 444 millions de francs) équivalent au total des nouveaux investissements (401 millions de francs). *« A périmètre constant, les organismes qui gèrent moins de 23 millions d'euros voient leurs plus-values augmenter par rapport à 1999 »*. Le mode de sortie des investisseurs mérite également le détour : depuis trois ans, les cessions vers le dirigeant *« constituent le premier mode de sortie »* (28 % des opérations) et dépassent les cessions à des industriels (25 %). Les cessions en Bourse demeurent néanmoins les plus rentables pour les investisseurs, et ce malgré un climat boursier dégradé à partir d'avril 2000.

Yves Mamou

▼ Répartition des investissements du capital-risque



Source : CDC

AGENDA

● **COMITÉS D'ENTREPRISE.** Plans sociaux à répétition, directive européenne, épargne salariale, l'actualité fournit des champs d'action aux 38 000 comités d'entreprise, dont le salon se tient du 19 au 21 septembre à Paris.
Renseignements : 04-42-18-01-75/99.

● **GESTION DES CONNAISSANCES.** Le quatrième « KM Forum », qui se tiendra du 24 au 27 septembre à Paris, rassemblera les prestataires et éditeurs de systèmes de knowledge management, présentés sous forme d'ateliers, et proposera un cycle de séminaires et de conférences sur les aspects stratégiques comme sur la mise en place opérationnelle d'outils de KM.
Renseignements : 01-41-18-68-88 ; www.groupmm.com/kmforum

● **CAPITALISME.** Michel Aglietta, Luc Boltanski, Anton Brender, Jean-Paul Fitoussi, Jean-Christophe Le Duigou et Jacques Sapir, débattront sur « La France face au capitalisme », le 22 septembre à Paris lors d'un colloque organisé par le Cercle Condorcet et Convictions.
Renseignements : 01-43-58-97-15.

● **FORMATION.** Comment les acteurs de la formation et de l'insertion peuvent-ils mieux coordonner leurs efforts en période de ralentissement du marché de l'emploi ? La Fédération de la formation professionnelle organise le 2 octobre à Paris le colloque « Pas d'insertion durable sans formation ».
Renseignements : 01-40-19-92-55.

● **DÉVELOPPEMENT LOCAL.** Représentant 1 255 entreprises, les sociétés d'économie mixte (SEM) tiennent congrès du 3 au 5 octobre à Grenoble, sur le thème « Les SEM, entreprises de la cohésion territoriale ». Le congrès est organisé par métier et par thème.
Renseignements : www.fnsem.asso.fr

● **MÉTIERS.** Pézenas (Hérault) accueille du 5 au 7 octobre pour la sixième année le Festival international de l'image des métiers (FILM), qui récompense les meilleurs courts et moyens métrages ayant pour thème l'artisanat et les métiers. Cette année, le festival sera axé sur les questions de formation et de transmission.
Renseignements : www film-metiers. com

● **COMPÉTENCES.** Les modèles de gestion par les compétences ont un caractère individualisé marqué par l'entreprise qui les met en place. Mais ces modèles doivent aussi répondre aux attentes d'équité de la part des salariés. Quelles sont les conditions d'émergence de repères collectifs dans le cadre de ce mode de gestion des hommes ? Il en sera question lors de la conférence « Compétences : règles collectives et compromis sociaux », organisée par le GIP Mutations des industries et des services le 26 octobre à Paris.
Renseignements : 01-48-15-57-80 ; http://www.gip-mis.fr

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
L'atout indispensable pour une carrière internationale
MBA
SCIENCES PO
• Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
• Un corps professoral de notoriété internationale.
• Un diplôme accrédité AMBA.
Réunion d'information le jeudi 20 septembre 2001 à 18h30 dans nos locaux
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa
174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92
Website : http : // mba.sciences-po.fr - E-Mail : mba@sciences-po.fr

LIVRES

par Yves Mamou

Eloge du bricolage

STRATÉGIE ET SOCIOLOGIE DE L'ENTREPRISE,
de Claude Michaud et Jean-Claude Thoenig,
Village mondial, 2001, 238 p., 27 € (177,11 F)

Malgré les tonnes de livres publiés chaque année sur le sujet du management, il en est peu qui s'accrochent à la question décisive du rôle de la direction générale. Claude Michaud et Jean-Claude Thoenig ont donc décidé d'occuper le terrain. Même si ces deux auteurs dissimulent leur ambition sous un titre très général et peu accrocheur : *Stratégie et sociologie de l'entreprise*, ils tentent de cerner cette tâche étrange qui consiste à diriger un ensemble complexe (une entreprise) dans un univers économique mouvant tout en sachant qu'*« aucune solution valable à un moment donné pour un contexte donné n'est jamais par principe valable dans d'autres moments ou d'autres contextes »*. Rien d'étonnant donc s'ils qualifient le travail du chef de *« bricolage dynamique »*. Le fait que peu d'individus soient capables de piloter avec succès des ensembles complexes explique les salaires phénoménaux que les actionnaires leur consentent. Mais plus que le talent *« cognitif »* d'un seul, c'est la capacité de celui-ci à conférer à tous les niveaux hiérarchiques des *« connaissances ou des langages... qui offrent des critères communs de choix pour l'action et la confiance relationnelle mutuelle dans la conduite de ces choix collectifs »* qui peuvent expliquer, selon les auteurs, le succès... et les stocks-options.

La question de ces langages communs est d'autant plus cruciale que c'est elle qui explique le succès quand, au cours d'une situation donnée, *« chacun fait ce qu'il doit faire tout en intégrant ce que l'autre fait »*. En d'autres termes, c'est la capacité à coopérer efficacement dans des situations mouvantes qui signe le talent du dirigeant. Curieusement, ces réflexions liées à la nature du pilotage d'ensembles complexes aboutissent à théoriser sur les liens qu'entretiennent la connaissance et l'action, soit un espace conceptuel aussi ancien que la philosophie elle-même. Et comme, pour tout problème philosophique, nos théoriciens managers traitent le sujet en trois parties. Premier volet : pourquoi la question des *« dimensions cognitives de l'action »* est-elle cruciale pour le succès des entreprises ? En deux chapitres, les auteurs démontrent que la compétition économique est la capacité pour ses acteurs d'analyser des situations de court terme tout en déployant les moyens de se renouveler pour pouvoir affronter les situations mouvantes du lendemain.

Le deuxième volet est une analyse des *« langages de l'action »* pour résoudre le problème de la coordination du centre et de la périphérie. Les entreprises modernes sont comme les vieux empires : le centre doit savoir impulser la pyramide organisationnelle tout en étant capable d'entendre et de traduire les messages que formule la périphérie. Et c'est là que réside le cœur du *« savoir bricoler »* : principes pour les troupes, plus réalités imprévues du terrain à prendre en considération, plus capacité à amener les subordonnés à rompre avec leurs habitudes pour affronter les situations ultérieures. Travail épuisant qui part de la connaissance basique que nul, aujourd'hui, ne peut jamais capitaliser aucun savoir-faire sûr pour affronter le lendemain. Les derniers chapitres tentent de faire passer l'idée qu'il est possible d'agir sur les langages de l'action, tout système d'interprétation devant contenir en germe une rupture avec lui-même. On regrettera que la richesse de cette tentative d'aborder l'entreprise comme un système cognitif donne le sentiment d'être entièrement issue de l'analyse de trop rares exemples.

PARUTIONS

La parution simultanée de trois ouvrages dont les mots-clés sont « compétences » et « coopération » semble indiquer une certaine convergence d'idées autour d'un modèle de sortie de la crise que connaissent les organisations d'entreprise, confrontées à la fois aux mutations technologiques, aux exigences des marchés financiers et à la faible adhésion des salariés.

● **LE MODÈLE DE LA COMPÉTENCE,**
de Philippe Zarifian
Philippe Zarifian est quasiment l'« inventeur » du concept de compétence, il est en tout cas le premier à l'avoir systématiquement théorisé et défendu, tant du point de vue de la sociologie des organisations que de l'efficacité managériale. L'ouvrage vient donc rappeler la genèse, l'actualité et l'opérationnalité de la notion de compétence dans la situation actuelle des entreprises.
L'auteur propose en particulier une méthodologie *« pour appliquer le modèle de compétence »* en six étapes et insiste sur le rôle de la formation professionnelle et de la validation des acquis comme outils d'application du modèle (éd. Liaisons, 114 p., 13,57 €, 89 F). ***A.R.***

● **VERS UNE ORGANISATION APPRENANTE,**
de François Beaujolin
François Beaujolin démontre quant à lui l'importance de la notion de coopération, plus récemment développée, et l'intègre aux principes, en revanche plus anciens bien qu'encore peu pratiqués, de *« l'organisation qualifiante »*. Pour l'auteur, coopération et qualification peuvent permettre aux organisations de *« sortir de la crise »* du management qu'elles traversent actuellement.
L'ouvrage, en se concluant sur deux études de cas et une proposition de méthodologie de *« transformation qualifiante »*, entend aussi fournir des outils opérationnels et milite en particulier pour la multiplication de qualifications et de diplômes transversaux aux métiers et branches professionnelles, morcelés en unités de valeur et accessibles par la validation des acquis (éd. Liaisons, 167 p., 22,11 €, 145 F). ***A.R.***

● **LES COMPÉTENCES AU CŒUR DE L'ENTREPRISE,**
de Cécile Dejoux
L'approche se veut encore plus pragmatique dans la somme de Cécile Dejoux, qui entre dans le détail tant des concepts que de leurs applications, en englobant le tout dans une approche qu'elle appelle le *« management de la confiance »*. Elle décrit ainsi les différences entre compétences individuelles et collectives ainsi que la notion *« de compétences globales de l'entreprise »*, et insiste sur la nécessité d'un appareil de certification de ces compétences, condition indispensable à leur structuration au service de la stratégie de l'entreprise.
Un dernier chapitre résume, à l'intention des managers en mal de recettes, les principaux points de l'ouvrage qui se prêtent à des applications opérationnelles (Les Editions d'Organisation, 348 p., 28,20 €, 185 F). ***A.R.***

● **S'ORGANISER DANS L'ENTREPRISE,**
de Pascal Rennes
Etre isolé dans un tête-à-tête inégal avec son employeur ou la direction de son entreprise, travailler sans délégué syndical, sans véritable défense, sans être organisé, cela constitue le lot quotidien de beaucoup de salariés des petites et moyennes entreprises (PME), mais aussi de ceux des firmes de taille plus importante.
Ancien inspecteur du travail pendant douze ans, Pascal Rennes, désormais juriste et formateur syndical, a conçu ce livre comme un guide pratique, se concentrant essentiellement sur la phase toujours plus critique de l'implantation d'une organisation collective sur le lieu de travail (VO Éditions/Éditions de l'Atelier, mai 2001, 159 p., 12,20 €, 80 F). ***A. B.-M.***

67 000 ingénieurs dans la « nouvelle économie »

Les jeunes diplômés bénéficient de rémunérations plus élevées que dans les secteurs traditionnels

Alors même que l'on s'interroge de toutes parts sur la pertinence de la notion de nouvelle économie, 67 000 ingénieurs, sur près de 500 000 aujourd'hui actifs en France, disent exercer une activité rattachée peu ou prou à celle-ci ! Dans son enquête 2001, le Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France (CNISF) avait en effet ajouté à la traditionnelle liste des secteurs d'activité un item supplémentaire, la nouvelle économie (non exclusif des précédents). C'est donc le jugement purement subjectif des personnes interrogées, représentatives de l'ensemble de la population des ingénieurs, qui les a fait se ranger dans une double appartenance à un secteur donné et à la nouvelle économie. Toujours est-il que cette enquête livre, pour la première fois, le « profil » de ceux qui se perçoivent comme les principaux animateurs de ce secteur plutôt nébuleux jusqu'alors.

Sans grande surprise, ces ingénieurs de la nouvelle économie, plus jeunes que la moyenne (69 % ont moins de 40 ans et 32 % moins de 30 ans, contre respectivement 57 % et 24 % pour l'ensemble des ingénieurs), disent travailler dans les secteurs des télécommunications (41 %) et des services informatiques (29 %). L'industrie (7 %) et le conseil (6 %) viennent très loin derrière, ce qui semble indiquer que le « e-business » serait beaucoup moins répandu dans les entreprises traditionnelles que le mythe de la « e-mutation » ne le laisse croire. Autrement dit, aux yeux des ingénieurs en tout cas, c'est le fait de fabriquer et de vendre les nouvelles technologies de l'information et de la communication, plutôt que leur utilisation ou leur intégration dans une activité ou une organisation existante, qui définit l'appartenance à la nouvelle économie.

En revanche, les entreprises dans lesquelles ils travaillent ne s'avèrent pas plus petites que la moyenne, ce qui ne correspond guère à l'image d'un secteur où les start-up pulluleraient. 8 % sont employés dans des entreprises de 0 à 20 salariés – soit la même proportion que pour l'ensemble des ingénieurs –, 32 % dans les moins de 500 salariés (contre 35 % en moyenne) et 46 % dans les plus de 5 000 salariés, contre 40 % en moyenne. De même, et contrairement à l'image d'une « évasion des cerveaux » liée à ce type d'activité, ces emplois ne sont guère plus situés à l'étranger (8 %) que la moyenne (7 %), mais le sont plus souvent en région parisienne (58 % contre 40 %).

Les salaires moyen (58 000 euros, 380 000 francs bruts annuels) et médian (49 000 euros, 320 000 francs) de la nouvelle économie ne sont guère différents de ceux des secteurs traditionnels. Mais ils divergent fortement aux deux extrémités de l'échelle des rémunérations. Les salaires inférieurs à 250 kF (38,11 k€) ne concernent que 17,7 % des ingénieurs de la nouvelle économie, contre 33 % de l'ensemble ; à l'autre bout, les salaires supérieurs à 600 kF (91,46 k€) concernent 15,5 % des premiers, contre 12 %. Les salaires médians dans les entreprises de moins de 20 salariés sont nettement plus élevés (320 kF, 48,78 k€) que dans l'ensemble des petites et moyennes entreprises (PME) de cette taille (270 kF, 41,16 k€). La différence est beaucoup moins notable dans les entreprises de plus grande taille.

PREMIÈRE EMBAUCHE

Dans la nouvelle économie, le salaire des débutants est nettement plus élevé : 24 % d'entre eux gagnent moins de 200 kF (30,48 k€), contre 45 % en moyenne ! Agés de moins de 30 ans mais dotés d'une expérience, 43 % d'entre eux gagnent de 250 à 400 kF (38,11 à 61 k€), contre 25 % tous secteurs confondus. *« Le salaire de première embauche de référence serait, dans la nouvelle économie, un peu plus élevé et plus homogène que dans l'ensemble des secteurs »*, note le CNISF.

La différence la plus notable concerne cependant la part variable du salaire : elle existe pour 50 % des ingénieurs dans la nouvelle économie, contre 40 % dans l'ensemble, et ces chiffres atteignent respectivement 36 % et 14 % pour les stock-options. La part variable est de 38 kF en moyenne (24 kF tous secteurs confondus) ; elle est supérieure à 5 % de la rémunération dans 40 % des cas (contre 29 %). Le phénomène concerne même les débutants : un tiers en bénéficient, contre un quart tous secteurs confondus. De même, 20 % reçoivent des stock-options, contre 9 % ; le fossé est plus important chez les 30-39 ans (42 % contre 15 %), pour les ingénieurs *« sans responsabilité hiérarchique »* (28 % contre 10 %) et pour les dirigeants (60 % contre 34 %).

Enfin, l'enquête du CNISF fait justice d'un autre mythe abondamment répandu : 84 % des ingénieurs de la nouvelle économie (82 % en moyenne) ont bénéficié en 2000 d'une réduction du temps de travail, et 79 % s'en déclaraient satisfaits ; neuf sur dix se sont vu attribuer des jours de congé supplémentaires, tandis qu'un sur quatre seulement choisissait d'ouvrir un compte épargne-temps. Dans ce domaine aussi, la nouvelle économie est rentrée dans le rang...

Antoine Reverchon

Nous déclarons ouverte sur le net la simplification des déclarations sociales.

Bonne nouvelle pour les entreprises : elles vont pouvoir effectuer leurs déclarations sociales sur Internet. Facilement. Rapidement. Gratuitement. Et en toute sécurité. Comment ? En cliquant sur net-entreprises.fr, le portail officiel de l'ensemble des organismes de protection sociale. **Pour simplifier la vie des entreprises et oublier les formulaires papier, vite sur net-entreprises.fr !**

net-entreprises.fr

le portail officiel des déclarations sociales :
- URSSAF, AGIRC, ARRCO, CNAV/TDS, ASSEDIC/GARP
- CNAM-TS, MSA, CANAM, ORGANIC, AVA, CNSBTP
- FFSA, FNMF, FMF, CTIP

Déclarations sociales sur le net : modernisons nos échanges.